QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - Nº 12997

4,50 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- MARDI 11 NOVEMBRE 1986

M. Gandhi et la crise sri-lankaise

The state of the s

STREET

4.11

Pour la première fois depuis qu'ils ont, en 1983, élu domicile dans l'Etat indien du Tamil-Nadu, peuplé par la même ethnie et dont la côte se trouve à deux heures de volle de leur lle, les séparatistes temouls de Sri-Lanka ont reçu un sévère coup de semonce de la part des autorités indiennes, Samedi 8 novembre, leurs principeux dirigeants exilés, ainsi que plus d'une centaine de leurs cadres, ont été interpellés, fichés et désarmés. En outre, la police a occupé plusieurs de leurs dépôts d'armes et de munitions. Le gouvernement fédéral indien a eu beau nier toute responsabilité dans l'opération - « La loi et l'ordre, dans l'Etat du Tamil-Nadu comme dans les autres États de l'Union, sont du ressort exclusif des autorités locales », a fait savoir un porte-parole officiel, — il est évident que le gouvernement fédéré de Madras, allié politique de M. Gandhi, a agi avec l'approbation totale de la capitale.

Dopuis, les chefs de la guérille ternouse sont virtuellement assignés à résidence. Ils n'ont pas manqué d'accuser New Delhi de vouloir « apaiser » la régime de Colombo, ce qui risque, à leurs yeux, d'a encourager, les auto-rités cinghelaises à poursuivre le génocide de la minorité tamoule ». Mais ils ont bien dù réaliser que l'opération e été. facilitée par la dégradation récente de leurs relations — on compte environ com elles diffic réfugiés sur Tamil Made — suè-les quelque cinquente millions de Tamouls locaux, auteunt de cousins » éloignés qui leur offrent

Enfin; cette opération pouvait se justifier par des raisons de sécurité, puisque un sommet des chefs d'Etat de la région doit se tenir le 17 novembre à Bangalore, dans le Karna-taka. Etat voisin du Tamil Nadu, soit à une centaine de kilomètres de certaines bases d'entraînement des séparatistes de Sri-

Il reste que New-Delhi, tout en démentant « catégoriquement » pareille interprétation, vient de faire comprendre aux séparatieres tempuls que sa patience à des limites et qu'ils feraient mieux de reconsidérer leur refus de discuter avec Colombo. A la fin du mois de juin, M. Jayawar-dene, président de la République sri-lankaise, avait présenté un nouveau plan de pubs accordant une large autonomie aux régions de l'île où est implentée la minorité tamoule et que New-Delhi avait jugé plutôt positif. Ce plan. qui avait déjà velu de sérieux ennuis à Colombo avec la majo-rité cinghalaise du paya, » été formellement déclaré «insuffisunt », fin octobre, per les sépa-

Depuis, des erti-cles a étaient multipliés dans la presse indienne, critiquant l'attitude de la guérilla tamoule, laissant entendre que M. Gandhi commençait à s'irriter de l'intransigeance des Tamouls de Sri-Lanka. Avec l'opération de police du week-end, le premier ministre indien espère bien les amener à de meilleures dispositions. On ne s'y est pas trompé à Colombo où, tout en se félicitant de l'initiative indianne, on insiste sur la volonté d'aboutir à un compromis.

En tout cas, doux ans après son accession au pouvoir, M. Gandhi confirms l'impression qu'il veut reprendre les choses en mein, ainsi que l'illustrent déjà sa fermeté dans la crise sikh et, plus récemment, sa volonté de mettre de l'ordre dans la gestion socialiste de l'économie.

En marge de la réunion des « Douze »

Le «Washington Times» publie intégralement les propos de M. Jacques Chirac

Rumeurs sur des libérations d'otages

L'Organisation de la justice révolu-tionnaire a annoncé, ce lundi 10 novembre, dans un communiqué publié à Beyrouth, la libération dans les prochaines quarantehuit heures de « certains Français » qu'elle détient. Il pourrait s'agir de MM. Aurel Cornea et Jean-Louis Normandin, d'Antenne 2, enlevés le 8 mars dernier (lire page 24). Cette annonce est jugée « encourageante » à Matignon. Elle intervient au moment où se tient à Londres la réunion des ministres des affaires

L'affaire du Washington Times va-t-elle être éclipsée par la libération imminente de deux otages français détenus au Liban? C'est ce qu'on espérait ce lundi matin à Matignon, où l'on n'envisageait pas en tout cas d'entretenir la polémique avec le quotidien ultraconservateur de Washington, qui a publié des dimanche soir l'intégralité de la longue conversation qu'a eue le directeur de sa rédaction, M. Arnaud de Borchgrave, avec M. Chirac.

JACQUES AMALRIC.

[Lire la suite page 3.]

étrangères des. Douze, lesquels doivent adopter des sanctions limitées contre la Syrie à la suite de la tentative d'attentat contre un avion d'El Al. La Grèce est bien décidée à ne pas s'y associer.

Le « Washington Times » a publié inté-gralement l'entretien accordé par M. Chirac à M. Arnaud de Borchgrave. Ce texte, dont nous donnons de larges extraits, confirme que M. Chirac n'a pas exclu une responsabilité des services israèliens dans la tentative d'attentat.



M. Mitterrand et les institutions

Une certaine idée du premier ministre

M. Mitterrand théorise, dans me interview su Point, sa vision de l'équilibre des pouvoirs entre le président, le Parlement et le

Pris en tensifies entre le président de la République, qui le nomme, et de la majorité parlementaire, dont il est dépendant : voilà, à gros traits, la manière dont M. François Mitter rand apprécie le rôle du premier ministre dans les institutions et la place qu'occupe le chef du gouvernement dans l'équilibre des pouvoirs. C'est ce qui ressort de l'entretien accordé par le président de la République à l'hebdomadaire.

domaines: politique extérieure et premier ministre mais qui requiert défense d'une part, politique éconodésense d'une part, positique écono-mique, sociale et sécurité publique les décisions mettent en jeu la polid'antre part. Pour ce qui concerne la tique extérieure de la France ». politique extérieure et la défense, le. chef de l'Etat assure, dit-il, sa pro-pre « continuité » et affirme sa deux légitimités entre les-« prééminence ». Le premier minis-

tre est voné « à la mise en œuvre de la politique étrangère de la France, continuée ou initiée, selon les cas, par le président de la République actuel ». Ce dernier aniait donc, dans tout débat, le premier et le Quant au reste, « le dernier mot

appartient au Parlement et, s'il le Dans son « point fixe» sur la faut, au peuple». A une grosse coexistence, M. Mitterrand distingue; comine à l'ordinaire, deux rorisme, dont la conduite revient au

Le premier ministre ne scrait quelles il est pris : la légitimité du président de la République, élu au suffrage universel direct, et celle de l'Assemblée nationale, élue de même. Beau débat institutionnel! Il est vrai que M. Chirac, bien que nommé par le président, s'était imposé de lui-même au chef de l'Etat, dès avant le 16 mars, comme chef de la future majorité parlementaire et, à ce titre, comme un premier ministre incontournable.

JEAN-YVES LHOMEAU. (Lire la suite page 8.)

Les riverains du Rhin en état d'alerte

La pollution du Rhin causée la semaine dernière par l'incendie des entrepôts de la firme Sandoz près de Bâle a atteint les Pays-Bas dans la soirée du samedi 8 novembre. Le courant charrie des tonnes de poissons morts, et les pays qui s'alimentaient en eau potable à partir des eaux du fleuve ont dû cesser leur pompage. Les riverains sont en état d'alerte.

Un nouveau premier ministre en Egypte

M. Atef Sedki, tenant du libéralisme économique, remplace M. Ali Loutfi PAGE 4

Les élections à Hambourg

Sévère défaite des sociaux-démocrates allemands dans un de leurs fiefs PAGE 6

Le réveil du CDS

Les centristes voudraient attirer les socialistes... après 1988

PAGE 9

Le sommaire complet se trouve page 24

Le Monde

ÉCONOMIE

Privatiser à l'étranger

Tokyo, Rome, Ottawa, Jérusalem, Londres, Paris... Aux quatre coins du monde, la privatisation est à l'ordre du jour, à défaut d'être déjà entrée dans les faits. Au-délà de cette vague qui n'épargne aucun pays, les philosophies et les moda-

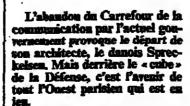
En France et en Grande-Bretagne, les gouvernements se sont enfermés dans des conceptions relativement idéologiques, avec, à la clé, programme précis, calendrier rigide et politique volontariste d'actionnariat papulaire.

En revanche, des pays comme le Canada et le Japon se sont montrés plus pragmatiques. Le gouvernement d'Ottawa ne s'est donné aucun êchéancier précis et, à la différence de la France, réserve à la privatisation ses entreprises en mauvaise santé financière. Le Japon, en préparant le transfert au privé de la compagnie nationale des chemins de fer, cherche lui aussi à libérer les finances publiques d'une entreprise lourdement déficitaire et endettée, ce qui impose aux cheminots japonais des sacrifices sans précédent.

Lire pages 17 à 19

Le «cube» de la Défense abandonné par son architecte

La nouvelle conquête de l'Ouest



Spreckelsen est parti. le projet le plus courageux, le plus spectaculaire que se soit donné la France depuis le Centre Pompi-dou, et certainement l'un des pins beaux, a perdu son architecte. Le «cube» de la Défense est orphe-lin de père. Un départ qui a de quoi surprendre : imaginez Eiffel laissant sa tour en plan, Perret laissant Le Havre en rade, Garnier larguant son Opéra ou Pei sa pyramide... Mais l'abandon du

L'abandon du Carrefour de la maître d'œuvre danois est beaucoup plus qu'un simple courroux le projet on lui avait donc associé d'homme de l'art, plus qu'une anecdote historique. Car derrière praticien qui, lui, a les pieds sur hii se profile non seulement l'avenir de la Défense mais celui de tout l'Ouest parisien. Et pour beaucoup, il représentera l'abandon de cette ambition architecturale dont se targuait la France depuis quelque dix ans.

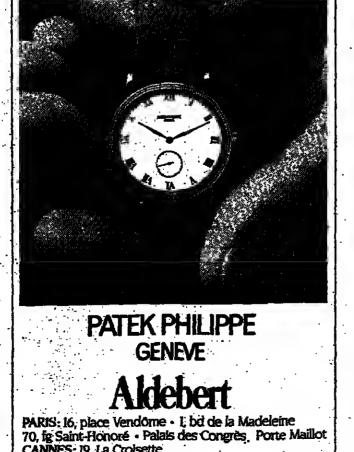
> Johan Otto von Spreckelsen avait depuis longtemps ses raisons propres de partir. On le présente volontiers comme un théoricien, un idéaliste de l'architecture qui aime concevoir et répugne à la réalisation. D'ailleurs, à peine avait-il gagné le concours qu'il voulait déjà renoncer à son privi-lège d'architecte et retourner vers

son Danemark natal. Pour asseoir terre et va d'ailleurs achever l'opération. Plus tard, il y a eu le méchant ratage, par Spreckelsen lui-même, de l'entourage immédiat du grand cube : il y voyait tout plein de bébés-cubes, idée

Non, ce qui a motivé son départ, ou qui lui a tout au moins servi de prétexte, c'est l'abandon du Carrefour international de la communication, ce pour quoi, justement, il avait été conduit à imaginer son cube.

FRÉDÉRIC EDELMAN.

(Lire la suite page 12.)



Etranger

La publication par le « Washington Times » de l'entretien accordé par M. Jacques Chirac à Arnaud de Borchgrave

WASHINGTON

de notre correspondent

Le Washington Times a publié, lundi 10 novembre, le texte complet de l'entretien que M. Jacques Chirac avait accordé, mardi dernier, à son rédacteur en chef, M. Arnaud de Borchgrave. La publication de ce texte confirme l'exactitude du premier compte rendn que le quotidien en avait fait paraître, vendredi, et dont le premier ministre avait contesté la véracité en le qualifiant d'interprétation « dénouée de tout fondement » et allant e très au-delà e des propos qu'il

Le texte publié par le Washington Times est la traduction en anglais de l'enregistrement de l'entretien qui avait été directement conduit en français, puisque M. de Borchgrave est totalement bilingue. Les larges extraits que nous publions sont donc une traduction de tra-duction, avec les inévitables risques

d'inexactitudes dans les nuances que comporte un tel exercice. Rien ne laisse penser, en revanche, que l'authenticité du document puisse être mise en question, et le correspondant du Monde a pu, pour vérification, écouter dimanche, en début de soirée, dans les bureaux du quotidien, plusieurs des premiers passages de l'enregistrement, notamment celui dans lequel M. Chirac indique que les dirigeants ouest-allemands croiraient à une implication des services secrets israéliens dans la tentative d'attentat du 17 evril dernier, à l'aéroport de Londres, contre l'avion d'El

Cette affirmation, qui avait été aussitôt démentie à Bonn et qui avait fait l'essentiel du retentissement de l'article de vendredi dernier, ne constitue cependant qu'un bref élément de ce qui est, evant tout, un exposé inhabituellement direct et passionné - et passionnant d'une politique certainement discutable mais qui a sa cohérence. En un mot.

M. Chirac considère que la violence du devraient donc susciter un large débat terrorisme ne doit pas pousser les Etats occidentaux à des mesures de représailles partielles qui ont l'inconvénient de nour-rir le radicalisme fondamentaliste sans avoir, pour autant, l'evantage de faire tomber des régimes hostiles aux intérêts de l'Europe et de l'Amérique.

Une situation paradoxale

Pour ce qui est de la Syrie, M. Chirac fait de surcroft valoir qu'elle est indispensable à un règlement pacifique au Liban, qui est, dit-il, un objectif prioritaire pour

Le jour même où les pays européens doivent décider de leur attitude face à la Syrie et au moment où le secrétaire d'Etat américain affiche sa colère devant les tractations que la Maison Blanche a, derrière son dos, engagées avec l'Iran (et que M. Chirae condamne lui aussi), les propos du chef du gouvernement français en France, comme entre alliés occidentaux

Même si co débat de fond s'amorçait, il est cependant probable qu'il s'accompagnera de sérieuses tensions - ouvertes ou feutrées - entre Paris d'un part et les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale de l'autre, tant M. Chirac se montre ici direct puisqu'il se croit assuré qu'il ne sera pas cité.

Dans un article de une, le Washington Times fait à ce propos dire à son rédac-teur en chef qu'il « regrette d'avoir été place dans une situation - où il n'y avait d'autre moyen pour prouver sa bonne foi que de violer l'engagement pris auprès du premier ministre de ne pas le citer directement. Le journal justifie sa décision par le refus de M. Chirac de . revenir sur ses démentis ». Le quotidien affirme également que des intermédiaires se présentant comme mandatés par M. Chirac et comms de M. de Borchgrave ont par cinq

» Même lorsque l'Irak était clai-rement l'agresseur contre l'Iran, tous les autres Arabes ont serré les rangs derrière l'Irak. Je suis donc réellement stupéfait qu'un pays comme les Etais-Unis ne comprense

pas cela et préfère toujours la thé-rapie euphorisante. Et qu'un pars comme la Grande-Bretagne veuille

que nous rompions toutes les rela-tions avec la Syrie à couse d'un obs-cur complot à la bombe qui a fait

long feu... Est-ce qu'ils pensent vrui-

ment que les gens vont se dire : Bravo l ils ont des couilles au

Tunis est de plus d'importance. L'homme du peuple là-bas verra que, une fois de plus, des Arabes sont les victimes de l'Ouest. Leur perception des événements n'est tout simplement pas la même que la nôtre. Pensez-vous réellement que le libragis movin a quelque chose à

Libanais mayen a quelque chose à foutre d'une bombe explosant à

Les Israélieus sont bouleversés

quand une bombe explose au Mur

des lamentations, mais ils semblent

oublier que ce que les Arabes voient est que les Israéliens bombardent

les camps palestiniers et tuent et mutilent toutes sortes de gens inno-

cents. Cela est appelé représailles, [ct] je suppose qu'ils s'en sentent mieux. Alars quand lls (les

Arabes) voient les pays occidentaux exercer des représailles contre la

Libye ou la Syrie (...) pour des actes de terrorisme, ils mettent en

question les motivations occiden-

tales, car ils ont eux-mêmes été les

victimes d'un terrorisme à grande

échelle depuis des aunées. Leur per-

que. Chaque action perçue comme une agression contre les Arabes

contribue simplement à accumule

la pression pour l'explosion, la grande (...). Il y a d'autres moyens de combattre le terrorisme que de se

» Nous nous exposons au désas-

tre si nous continuons à miner les

Etats modérés de la région en pre-

nant des initiatives que le monde

arabe perçoit d'une manière com-plètement différente de l'Occident.

La seule chose que nous fassions est de les rendre plus vulnérables. Les populations martyres du Liban

attention que les quelques bombes que les terroristes font exploser dans les pays occidentaux.

« Désinformation »

- Mais le Liban u'a-t-il pas cessé d'exister en taut qu'Etat?

ritent certainement plus notre

faire plaisir.

ception est que les pays occiden

» La réaction dans les souks de

fois durant le week-end tenté de le dissuader de procéder à la publication et l'ont appelé à conclure un « cesser-le-feu » en raison de « tout ce qui était en jeu ».

Le paradoxe de la situation est que M. de Borchgrave est un conservateur militant dont les amitiés dans la droite française sont nombreuses, et qui se décisre « admirateur » de M. Chirac. Pour lui, c'était pourtant sa crédibilité qui était en jeu - dans le monde journalistique américain où il est parfois regardé avec une certaine condescendance en raison de la notoriété de ses engagements et du fait que son journal appartient à la secte Moon.

M. de Borchgrave affirme d'ailleurs et le fait dire, ce lundî, à la une de son journal - que le gouvernement français s'appréterait à dénoncer toute cette affaire comme le fruit d'un « complot » de la secte et de la CIA.

BERNARD GUETTA.

Ó

4

«Qui était derrière le complot Hindawi?»

Tel que publié par le Washington Times, l'entretien — dans une phase où le premier ministre n'a pas encore demandé à ne pas être cité commence par cette phrase de M. Chirac : « Je dois être franc et rons dire que les réactions américaines sont parfois un peu primi-tires. » Suit un premier développetires. » Suit un premier développe-ment sur les motivations profandes de le palitique française et le conversation prend ainsi son cours :

· Vaus pensez done qu'une politique d'apaisement et que la conciliation sont les seuls moyens tional terroriste dont nos deux derniers secrétaires d'Etat et vos propres services secrets disent qu'il est lié aux services secrets de l'Est ?

- Ou blen je vous dis ce que je pense et vous ne pouvez pas me citer ou bien vous le pouvez et je ne vous dis pas ce que je pense. Que preferez-vous?

- Je ne vous citerai pas, mais ie dois pouvoir refléter votre penséc (...)

- Vaus pouvez écrire ce que je crois, mais je ne souhaite pas être cité. Tout le monde saura que ce que vous écrivez après cette visite fait autorité.

 Vous savez ce que vos pro-pres services considèrent être les liens entre les Etats qui commanditent le terrorisme et ceux qui l'exécutent. Cela a, pour la pre-mière fois, été mis en évidence par Alexandre de Marenches en 1978 et il a dirigé vos services

« Vos services et les nôtres sont sans valeur >

- Vos services et les nôtres sant sans valeur et sont de surcroit tous

- Je parle de 1978, l'ère de Marenches et de (Michel) Roussin, qui était le chef de cabinet de Marenches et remplit maintenant la même fonction auprès de

YOUS. - Ce n'était pas différent alors. Ils ont toujours été infiltrés.

- Est-ce que vous ne dites pas cela parce qu'ils vous disent des choses que vous ne voulez pas entendre?

- Je ne crois pas réellement en leur efficacité - que ce soit la CIA ou les nôtres, - à moins qu'un pays soit en guerre. Pas en temps de paix. Aujourd'hui, les Israéllens sont bons comme le sont les Sud-Africains et les Irakiens. (---)

- Le docteur Sakharov huimême (...) nous a appelés à pren-dre au sérieux les accusations de liens entre le KGB et ses services liges d'un côté, et les groupes du terrarisma international de

« Probablement des gens liés au Mossad »

Cela va de soi. Mais prenons l'affaires syrienne. J'en ai parlé à la fois à Kohl et à Genscher. Je ne vais pas aussi loin qu'eux, mais la thèse est que le complot Hindawi était une provocation destinée à embarrasser la Syrie et à déstabiliser le régime Assad. Qui était derrière? Probablement des gens liés au Mossad israèlien, en conjonction avec certains éléments syriens proches de Assad et cherchant à le renverser. Les choses de ce genre peuvent être

- Mais Assad a l'entier contrôle de ses services.

Oui, mais c'est aussi un vrai bocal de grenouilles. Personne ne sait exactement quel rôle joue son frère Rifaat. Est-ce que Rifaat manipule Assad? Et qui manipule Rifoat? Les experts qui comais-sent l'ambassadeur syrien (à Lon-dres) qui a été accusé d'avoir pris part au complot et qui a été expulsé de Grande-Bretagne disent qu'il est hautement improbable, voire impossible, qu'il ait eu des contacts avec Hindawi. Le fait que Hindawi ait eu des services syriens est une autre question

- Mais les Britanniques sont drôlement bons dans la surveillance électronique et ils savent ce qui s'est passé entre Hindawi et i ambassadeur syrien.

- Rien n'est plus facile que de fabriquer ce genre de preuve, sans que les dirigeants du gouvernement aient une réelle connaissance du

 Je connais le chef des services secrets britanniques. C'est un homme droit (...).

Les actions verbales < c'est contre-productif >

- Quoi qu'il en soit, je reste toujaurs seeptique dans ee genre d'affaire, spécialement quand elle colle à une politique donnée. C'était d'abord la Libye et maintenant c'est la Syrie. La Syrie a certainement été impliquée, directement ou indirectement, dans plusieurs actions terroristes. De cela je ne doute pas. Mais si l'on adopte une attitude de confrontation qui se traduit par beaucoup d'aboiements mais pas d'action, on les encourage seulement à poursuivre de telles politi-ques terroristes. Je suis favorable aux actions quand elles rendent. Mais quand elles sont purement verbales, c'est contre-productif.

- Est-ce ainsi que vous carac-tériseriez les actions aériennes américaines du 14 avril contre la - Totalement, complètement

contre-productives. - Mais est-ce que Kadhafi

n'a pas adopté un profil bas depuis quelques mois ? - SI Kadhafi s'est calmé depuis un moment, cela n'a rien à voir avec le raid américain. C'est parce qu'il a un réel problème avec son armée. Cela ne date pas des raids et était si sérieux que Kadhafi s'est senti obligé d'assassiner le colonel Hassan Ishkal, son propre cousin, le ehef de sa tribu, un proche confi-dent et un camarade d'armes depuis le premier jour de la révolution. Il était l'homme dont nous espérions qu'il succéderait un jour à Kadhafi. L'armée a été secouée jusque dans ses fondements par la présente et malheureuse aventure militaire libyenne au Tchad (...). L'économie était dans un état affreux. Ce sont tous ces facteurs qui ont déstabilisé Kadhafi, pas les bombes améri-

Après que M. Chirac eut semblé déplorer que les raids américains n'aleut pas « au maias tué » Kadhafi, M. de Borchgrave lui

 Vous voulez dire que, si les Etats-Unis vous avaient propos un plan de renversnment da Kadhafi, vous auriez pu ne pas refuser le droit de survol pour les F-111 basés en Angleterre ?

- Je ne répondrai pas à cette questian. Taut ce que j'essate d'expliquer est que, lorsque vous attaquez sans les mayens de eandutre l'aetian jusqu'à une conclusion qui soit un succès, tout ce que vous faites est de mobiliser inion contre vous. Votre image dans les pays madérés et pro-occidentaux comme la Tunisie et à travers tout le Proche-Orient, et donc l'image de l'Occident comme

M. Chirac indique alors avoir changé la politique de la France en Amérique centrale et avoir « très clairement expliqué » au secrétaire d'Etat George Shuitz : Cette région était d'un întérêt vital pour les Etats-Unis et la politique améri-caine devrait donc bénéficier de la. saltdartté oceidentale qu'elle

manière que les Etats-Unis ont soutenu la France durant les onze

interventions militaires qu'elle a conduite en Afrique depuis 1962 pour défendre ce qu'elle regar-dait comme ses intérêts vitaux ? Avec quelques exceptions. Le Tchad, par exemple.

 Je croyais que nous vons avions totalement soutenn au Tehad durant vos deux plus récentes opérations pour bloquer les légians islamiques de

Pas vraiment. Ce n'était pas - Pas Waiment. Ce neuai pas tellement sage de vatre part d'encourager Hissène Habré à fran-ehir le seizième parallèle, dont il avait été décidé qu'il serait la ligne

peut tirer est que l'Occident doit traiter cette énorme crise avec énor-mêment de prudence et ne pas s'autoriser à être détourné de son ehemin par quelques bombes écla-tant dans les rues de ses capitales. La grande bombe n'est pas celle qui explose rue de Rennes mais celle qui pourrait exploser sur tout le monde arabe si l'opinion publique arabe est placée le dos au mur. C'est là qu'est la vraie bombe. Et il ne faut pas la confondre avec la dernière hyperbole de Kadhafi.

» Un extraordinaire danger pour nous tous vient d'Iran. L'Iran, depuis le sixième siècle avant Jésus-

Le texte complet de l'entretien publié ce lundi par le « Washington Times » confirme l'exactitude du premier compte rendu que le quotidien américain en avait fait paraître vendredi dernier,

entre la partie nordique du Tchad, occupée par la Libye, et le reste du

Je ne suis pas vraiment sûr comprendre ponrquoi il est OK pour la France d'intervenir militairement pour défendre ses intérêts et que cela ne l'est pas quand les Etats-Unis fout de même.

Les Etats-Unis « aboyent »

La question est de savoir si les Etats-Unis ont la capacité et la Syrie. Si les Etats-Unis ont la volonté de réduire ces Etats au point où ils ne seraient pas capables de faire ce qu'ils disent faire, alors il revient aux Etats-Unis de parler et d'agir. Mais si tout ce que peu-vent fatre les Etats-Unis est d'aboyer, alors mieux vaut rester silencieux de peur d'être accusé de démagogie.

- Voulez-vous dire que les Etats-Unis u'ont pas la volonté d'agir ?

- Cela va de soi. La première question que nous ayons à nous poser est : quel est l'objectif? Dans l'idéal, nous voulous tout d'abord une situation au Proche-Orient qui contribue à la restauration de la paix (au Liban) et bien sûr dans les frontières actuelles. C'est un objec-tif. En d'autres termes, que le Liban redevienne une nation indépendante et en paix, bien sûr en étroite asso-ciation avec la Syrie. Deuxièmement, la fin du conflit israélo-arabe, ce qui présuppose une solution pour les Palestiniens – une chose évi-demment pas facile à réaliser. Et troisièmement, nous voulons évidemment que soient soutenus et sauvegardés les régimes arabes qui sont amis et alliés du monde occidental, par définition les modérés, qui sont extrêmement fragiles -l'Egypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite, le Liban, les Emirats du Golfe, etc. Cela est après tout votre politique aussi bien que la nôtre, et c'est pour cela que vous fournissez une aide substantielle à l'Egypte.

< Ne pas attiser le feu »

» Tout cela, bien sûr, repose actuellement sur les fragiles fonda-tions de l'opinion publique arabe, qui n'est que trop disposée à être fanatisée et prédisposée à la xéno-phobie et à la guerre sainte, et à laquelle il est canstamment demandé d'assumer le fardeau d'un niveau de vie qui se détériore, d'un prix du pétrole en baisse et d'un taux de natalité en pleine explosion. Tout ceci, bien sur, est déstabilisant par définition et devrait inciter à ne pas attiser le feu du dehors. Autour de tout ce problème, il y a une pano-plie de fondamentalismes musulmans. La seule conclusion qu'on

Christ, a marché deux pas en avant et un pas en arrière. Nous voyons aujourd'hui l'Iran faire un pas en arrière vers le passé. Je me souvient d'avoir dit à mes collègues américains en 1974, lorsque J'étais pre-mier ministre, qu'ils poussaient le chah trop rapidement dans l'ère moderne. Ils (les Iraniens) n'avaient tout simplement pas la capacité d'absorber une si rapide

evolution. Et notre objectif cammun devroit être là de prévenir le défer-lement du fondamentalisme sur la région. La France fait sa part dans contenir. Mais la Grande-Bretagne continue à vendre des armes à l'Iran, et nous apprenons mainte-nant que les Etats-Unis le fant aussi, et ils ne se soucient même pas de cacher ce qu'ils font. Autant pour la solidarité occidentale l

- Eux aussi continuent à vendre des armes à l'Iran, malgré toutes les dénégations que nous avons entendues. Alors, quand je suis accusé d'un manque de solidarité à propos du dernier incident à Londres, permettez-moi de dire qu'il y a de bien plus grands chais à fouetter. Le premier problème est d'empêcher ee fanatisme religieux anti-occidental d'engloutir la région entière. Et cela, laissez-moi le répéter, est beaucoup plus important que de rompre les relations avec la Syrie à cause d'un quelconque incident à Londres ou bien d'une bombe dans une rue.

- Et les Israéliens ?

« Ce n'est que de la petite bière »

» Pour ce qui est de ces actes de terrorisme j'ai fait tout ce qui pou-vait être fait – contrôler plus strictement nos frontières et déployer plus de forces de sécurité. Mais je ne perds pas de vue le fait que même la vague de terrorisme dont nous avons souffert en septen n'est que de la petite bière à côté du problème majeur que je soulève aujourd'hui. Et qui en Europe essaie d'endiguer la marée du fon-damentalisme? Je dois conclure que la France est seule en ce mettre en quatre pour ne pas déstameire en quaire pour ne pas desta-biliser les chefs des Etais modérés du monde arabe. Je veux dire ceux qui sont de notre côté : Moubarak, Hussein et le reste de nos amis.

se débarrasser de Kadhafi. - Bien sûr, mais ils ne le diront jamais publiquement, et cela est parfaitement compréhensible. Alors que faisons-nous? Nous mettre en quatre pour ne pas nourrir les sentiments anti-occidentaux. Souvenezvous que chaque fois qu'on attaque

un Arabe quelque part, tous les Arabes se sentent obligés de mon-

trer une solidarité ave celui qu'ils

aine (...). Nous devrions nous - Mais eux aussi adoreraient

 Out, mais il y a quelque chose qui s'appelle les Libanais, qui sont là depuis beaucoup plus longtemps que les Américains, et avec des traditions autrement plus vieilles. Ces gens doivent être souterais et aidés, et [leur] Etat doit être ressuscité. » Il a trois jours j'ai recu le nouveau parriarene maronne, et u m u pressé de ne pas accéder à la denande britannique d'une rupture de [nos] relations diplomatiques avec la Syrie. Et pourtant cet homme hait les Syriens (...). Nous acceptant des tournes les sources de la surface acceptant de se tournes le sources les sources de la section de la section

n'allons certainement pas tourner le dos au Liban et permettre à une solution finale de type hitlérien d'intervenir là-bas. Et il e rèsie du monde occidental se fout du Liban, ce n'est pas le cas de la France. Il y a là-bas une large population chrètienne, et nous avons pour obligation de garantir qu'ils ne soient pas massacrés. Cela signifie qu'ils ne peuvent pas se permettre d'ignorer le facteur syrien. Ce n'est pas parce que beaucoup de chiens abolent que ttre d'ignorer l'on rompt ses relations avec la Syrie (...).

» Tout tourne done pour nous autour du sauvetage du Liban. Il n'y a pas d'autre solution que de maintenir notre présence là-bas, à moins bien sûr que les Etats-Unix devienment soudain sérieux sur un envoi de « marines » et propos la France une opération conje

Ce serait une proposition sérieuse qui aurait à être prise sérieusement. C'est une politique avec loquelle nous pourrions n'être pas d'accord, mais au moins ce serait une politique. Mais s'il s'agit seulement d'aboyer, pardon, ne comptez pas SUF MOL

» L'alternative en faveur de laquelle nous sommes est de contimier à parler avec la Syrie. Hier vous aboylez après la Libye, aujourd'ind vous aboyez après la Syrle, et, pendant ce temps-là, les bombes éclatent toujours dans nos pays, et nos otages sont toujours détenus. Remetions donc tout en contexte avec un plan à long terme et des étapes bien définies vers notre objectif fondamental (...).

- Est-ce que cela signifie que vous vous sentez libro de vendre des armes à la Syrie ?

 C'est de la désinformation complète. Et, quand je suis devenu premier ministre cette année, je me suis rendu compte que la France avait passé des contrats d'armes avec la Syrie en 1982 et 1984, Je les ai suspendus avent que tout cela

- Si je vous comprends bien. monsieur le premier ministre, vous dites que nous u'avons pas la volonté politique d'envoyer les «marines» (...) et qu'il n'y a donc pas d'alternative à une politique d'apaisement et de conciliation avec des dirigeants comme Assad et Kadhafi.

- Je dis qu'il y a une autre poli-tique à suivre vis-à-vis d'eux que d'aboyer dans le noir - ce qui ne mène nulle part. J'ai clairement fait pas de raisons de soupçonner la Syrie d'avoir participé de près ou de loin à des actions terroristes sur le territoire français. Mais je leur ai tout aussi clairement fait savoir que si nous arrivions à la presive irréfutable de leur implication nous prendrions des mesures qui ne seraient

pas verbales. - En d'autres termes, les preuves qui ont été produites devant le tribunal britannique sont à votre avis bidon ?

-- Non, je n'ai pas dit ça. On ne m'a pas donné le dossier complet, et je ne me prononce donc pas. Je vous ai simplement dit [cc qu'est] l'opinion des dirigeants de l'Allemagne de l'Ouest, et que je tends à partager (...) . =

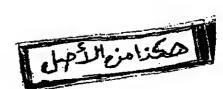
«L'Humanité» et les «révélations» du premier ministre

« Révélations explosives. » « Ter-rorisme : Chirac met en cause les services secrets israéliens » Sons ce double titre de «une». l'Humanité du 8 novembre a consacré deux pages aux - troublantes révélations » faites par le premier ministre an journal américain Washington Times, an sujet de l'attentat manqué contre un avion d'El Al.

Dans son éditorial. Claude Cabanes écrit : « Une opération militaire, qui conduirait, une fois de plus, le monde au bord du gouffre, est-elle en préparation dans les états-majors israéliens, américains et britanniques, inspirée du précé-dent contre la Libye? L'explosion du Boeing d'El Al devait-elle en fournir le prétente? », se demande le rédacteur en chef du quotidien communiste, qui ejoute : « St l'on en juge par l'agitatian fébrile du a parti américain » en France, qui se recrute aussi blen parmi les leaders giscardiens que socialistes, l'hypo-thèse n'est pas de pure école... »

L'Humanité-Dimanche, dans sa seconde édition (9 novembre), titre en première page «Terrorisme : la piste israélienne?» et «Machina-tion terroriste israélienne?» pour un article de page intérieure.





Diplomatie

Nouvelles rumeurs sur des libérations d'otages

(Suite de la première page.)

1 2 mg mg

France Street

1 2 575 2 4

12.5

2 to 2 mag

يتحد . و. .

Charles Brank

1 1 - - 22 2

· - * # ***

/ · · ·

1 . 15 . 45 . 26

سويت عد

, y,

Que pourrait en effet rajouter Matignon sur cette affaire dans laquelle le premier ministre a le sentiment de s'être fait « piéger » par sa faute ? Un démenti supplémentaire ? Un commentaire embarrassé? Mieux vaut sans doute pour M. Chirac faire mine d'ignorer la crise et tenter de noyer les états d'âme de certains membres de sa majorité dans un tourbillon d'activisme. La libération d'otages serait, de ce point de vue, particulièrement bienvenue et permettrait au premier ministre de lancer à ses détracteurs : Continuez à aboyer, moi j'agis. -

Autre signal encourageant pour M. Chirac qui vient de connaître quelques journées particulièrement difficiles : Tébéran serait enfin d'accord pour signer rapidement l'accord paraphé il y a quelques jours entre experts iraniens et français, et prévoyant le remboursen par la France de 330 millions de dol-lars ; il s'agit d'une partie de la dette contractée par Paris à la suite du prêt de 1 milliard de dollars à Eurodif fait par le régime du chah. Ce document devrait être signé par M. Jean-Bernard Raimond et son homologue iranien dans une capitale neutre, soit Gonève, soit Vienne.

Si tout se passe selon ce scénario, force sera do reconnaître que M. Chirac aura été tiré d'un fort mauvais pas per la compréhension de la Syrie et de l'Iran. La libération des otages détenus par la mysté-rieuse Organisation de la justica révolutionnaire implique en effet l'accord de l'Iran même si cotte libération se fait à Damas pour permettre au président Assaid d'invoquer ce ton. Américains et Britanniques se

geste comme prévue de sa non parti-cipation à des opérations terroristes. Que l'ammonce de la libération pro-chains ait été faits le matin même du jour où s'ouvre à Londres la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze consacrée aux sanc-tions à prendre à l'égard de la Syrie, n'est pas non plus dit au hasard. Le président Assad est en effet fondé à penser que si, comme c'est probable, cette réunion se solde par l'adoption de sanctions essentiellement symbo-lique à l'égard de la Syrie, c'est à M. Chirac qu'il le devra en grande

Entre hypocrisie et incompétence

La lecture des propos tems par le premier ministre à M. de Borchgrave est éloquente à cet égard. A aucun moment M. Chirac ne retient dans ce texte la possibilité d'une res-ponsabilité de l'Etat syricu dans la tentative d'attentat de Londres et il peraît même ne pes exclure une par-ticipation des services israéliens, même r'il défend d'aller aussi loiu dans cette voie que MM. Kohl et Genscher. M. Chirac va même jusqu'à envisager la fabrication de fausses preuves par les services britanniques pour compromettre la Syric, mais il donne en même temps l'impression étrange de n'avoir jamais cherché à savoir ce qu'il y avait dans le dossier britamique.

Ses propos, qui ne devraient pas faciliter les rapports futurs du pre-mier ministre avec Bonn, Londres et Jérusalem, ne devraient pas non plus arranger les choses avec Washing-

pour se justifier entre hypocrisie et incompétence. Pourquoi, demande en substance M. Chirac, exiger de la France qu'elle rompe avec un Etat late (la Syrie) alors que Londres, Jérusalem et sans donte Washington livrent des armes à l'Iran, dont l'influence est autrement plus déstabilisatrice que celle de Damas pour toute la région ?

A son babitude, M. Chirac s'exprimo d'uno manière très directe, très imagés, souvant provo-catrice. Mais son discours est incon-testablement bâti antour d'un axe logique. On peut même affirmer, peradoxalement, que c'est la pre-mière fois que le premier ministre expose clairement sa politique proche-orientale. On peut certes en contester bien des points mais on ne peut pas mer qu'il y ait là quelque cohérence. Notamment quand M. Chirac explique comment sont perçues par l'opinion publique arabes des actions qui appartiennent pour les Occidentaux à la catégorie des représailles tout à fait justifiées.

Reste à savoir pourquoi M. Chirac, qui devrait comaître mieuz que quiconque son impulsi-vité, avait choisi pour exprimer ses vues sans être cité, une voie aussi tortueuse et aussi risquée. Et pourquoi il a choisi un journal sans très grande infinence aux Etats-Unis et comm de surcroft pour ses liens avec la secteur Moon? Comment en effet ne pas prendre comme une boutade l'expression la réflexion du premie ministre selon laquelle il aurait confondu le Washington Post et le Washington Times?

Une dernière question : M. de Borchgrave a-t-il été fidèlo à ses promesses? Certes, il n'a jamais cité entre guillemets les propos de M. Chirac mais il a identifié son interlocuteur, ce qui n'est pas conforme avec la règle du « off the record ». La locture de la retrans-cription de la bande magnétique, ne permet pas de savoir-s'il pouvait on non citer le nom de M. Chirac. Une phrase ambigué de M. Chirae inter-dit cependant d'affirmer que le journalisto américain a violé ses engagoments. « Voiis pouvez écrire ce que je pense, mais je ne veux pas être cité, dit M. Chirac. Et chacun saura que ce que vous écrivez, après une telle visite, fait autorité. » Ce qui implique que M. de Borchgrave pouvait faire état de sa rencontre.

Un accord sur des sanctions limitées contre la Syrie?

gères des pays de la Communauté se sont réunis à nouveau, ce lundi 10 novembre, cette fois à Londres, pour manifester leur solidarité dans la lutte contre le terrorisme et adopter, à la demande de la Grande-Bretagne, un certain nombre de sanctions limitées à l'encoatre de la Syrie. Selon des informations concordantes, les partenaires de la Grande-Brutagne — 2 l'exception, vraisemblablement, de la Grèce — se sont ontendus sur quatre mesures : strêt des ventes d'armes à la Syrie; restriction des contacts officiels avec lo gonvernement syrien et ses diplomates; renforce-ment de la surveillance et du contrôle du personnel diplomatique syrien en Enrope; surveillance accrue, également, du personnel des lignes aériennes syriennes dans les aéroports de la Communauté.

Ces sanctions avaient déjà été eraminées par les Douze lors de la réunion qu'ils ont tenne à Luxem-hourg le 27 octobre dernier, peu après le verdict rendu par la justice britannique dans l'affaire Hindawi. Mais les ministres des affaires étrangères s'étaient alors bornés - hormis

Les ministres des affaires étran- la Grèce - à condamner la participation des « services secrets d'un Etat » à un acte de terrorisme «épouvantable», sans même men-tionner nommément la Syric. Avant d'adopter une plate-forme commune minimale contre la Syrie, les partenaires de Londres avaient sonhaité prendre leur temps pour examiner le ossier que leur avaient sommis les Britanniques.

A en croire nombre de déclarations de responsables européens, ce dossior apporte des « preuves concluantes - quant à l'implication directe de la Syrie dans la tentative avortée perpétrée par le Jordanien Nezar Hindawi contre un Bosing d'El Al le 17 avril dermer à Londres. Hindawi a été condamné, le 24 octobre, à quarante-cinq ans de prison et la Grande-Bretagne, à l'issue de ce verdict, a rompu see relations diplomatiques avec la Syrie.

Si l'accord paraît cette fois acquis ponr' des sanctions limitées à l'encontre de la Syrie, certains n'en font pas moins valoir leur refus de toute dénonciation brutale d'un pays qui jone un rôle clé an sein du monde arabe. Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Fran-cisco Fernandez Ordonez, affirmait ainsi, dimanche, que son pays ne signerait aucune déclaration à Londres qui ne preme pas en compte - la nécessité de poursuivre le dialogue euro-arabe ».

A Dames, la presse souligne la division des Européens et rend hom-mage à la position de la France et de la Grèce. « Les dirigeants français et grees, écrit l'officieux As Saoura abordent avec réalisme et sans fanotisme les problèmes du Proche-Orient; il serait absurde que les pays de la CEE, souhaitant mener une politique indépendante dans la région, acceptent de voir entraver leurs relations avec les pays arabes et se réduire leurs intérêts dans la

Vendredi, dans un discours à la télévision, le président Hafez El Assad – qui a toujours nié que Damas ait joué un rôle quelconque dans l'affaire Hindawi – avait affirmé que son pays « rendrait coup pour coup - en cas de sanctions prises à son encontre. - (AFP, AP, Reuter.)

La visite privée de M. Chirac chez le chancelier Kohl

Solidarité d'abord

OGGERSHEIM de notre envoyée spéciale

C'est une visite très privée que M. Jacques Chirac, accompagné de son épouse, a rendue dimanche 9 novembre an chancelier Kohl dans a résidence d'Oggeraheim, dans la grande banlieue de Mamheim. Cinq heures de tête-à-tête... ot cinq minutes pour la presse, le temps de moser autt sont en les photoposer, tout source, pour les photo-graphes et d'élader les questions mal venues des journalistes.

Solidarité avant tout, et vis-à-vis de la presse d'abord. La fameuse interview de M. Jacques Chirac au Washington Post, pardon an Washington Times? Il n'en fut pas question, affirmèrent tout net les deux hommes. Le premier ministre français pouvait compter sur la com-préhension d'un homme venant tout...

peine à croire cependant que le chancelier n'ait pas manifesté la moindre curiosité à propos des déclarations faites par M. Chirac an Washington Times, qui le mettent directement en cause, ainsi que son ministre des affaires étrangères.

Solidarité européenne ensuite, comme il se doit. M. Chirac s'est comme il se doit. M. Chirac s'est
déclaré « convolueu » que les ministres européens des affaires étrangères parviendraient ce lundi à Loudres à « une position commune et
solidaire » à propos de la Syrie. De
bien grands mots pour ce qui n'est,
comme pour la Libye, comme pour
l'Afrique du Sud, comme après
Tchernobyl, que le pénible sauvetage d'une unité de façade.

Des divervences de fait sont d'ail-

Des divergences de fait sont d'aillenrs apparnes ces dernières semaines sur cette question entre la France et la RFA puisque le gouvernement de Bonn a mis en œuvre sans attendre, dès la lin octobre, cerjuste, lui aussi, de se faire « piéger » per un journaliste américam qui a osé rapporter dans Newsweek, après de les avoir fait relire par les services de la chancellerie, de malencontreux propos do M. Kohl comparant M. Gorbatchev à Goebbeis. On a

affaires étrangères devait faire à Bonn) et qu'il u'exclut pas d'aller plus loin. « Je dois y réfléchir tranquillement, a déclaré à Oggersheim M. Helmut Kohl, d'autant que va bientôt s'ouvrir à Berlin un impotant procès. • Il s'agit d'un procès des deux anteurs présumés de l'attentat commis le 29 mars à Berlin-Ouest contre la Société germano arabe, qui affirment s'être procuré la charge explosive à l'ambassade syrienne à Berlin-Est. L'un de ces deux hommes est le frère de Nezar Hindawi, condamné à Londres pour la tentative d'attentat contre El Al.

Solidarité franco-allemande enfin. On cut le sentiment à Oggershein que M. Chirac soubaitait en quel ques minutes, en quelques photos et en quelques phrases bien senties rattraper le retard médiatique qu'il a pris en ce domaine sur le président de la République. M. Chirac a parlé non seulement de l'amitié mais de I « affection » qui unit les deux pays et qui l'attache à M. Kohl.

CLAIRE TRÉAN.

En janvier 1960: l'interview explosive du général Massu

Le général Jacques Massu a La publication de ces propos qu'il considérait en l'occurance fit état d'une conversation per-comme une simple conversation sonnelle non destinée à publica-personnelle. Le cité du service des reportages du quotidien alledes reportages du quotidien allemand Süddeutsche Zeitung. Hans-Ulrich Kempski, avait demandé à rencontrer le comet du corps-d'ermée d'Alger. Celui-ci ne s'était laissé convaincre que parce que Kempeki avait invoqué le fait qu'il avait été luimême parachutiste. Dans une conversation d'une heure, le général avait vidé son cœur : de Gaulle ne compreneit rien aux musulmans ni à l'Algérie, et. l'armée devrait peut-être interve-

fait l'expérience, en janvier explosifs provoque une vive résc-1960, à Alger, des dangers que tion à Paris. Massu commença Paris l'imprudent général. Un long communique fut mis au point avec Massu, reprenent les de Geute juges insufficant un repentir d'ailleurs modéré. Massu ne regegna pas son posts. Mais Il átait très populaire à Alger depuis le 13 mai 1958.

. . Son départ forcé fit sauter le marmite algéroles : il servit de détonateur à l'insurrection manquée de la «semaine des berri-

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 69 Tôlex MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-86-81 Tél.: (1) 42-47-97-27

nir un jour.

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant : directour de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beave-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) Audré Laurens (1982-1985) Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F

Principaux munciés de la so Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Mondo-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant et Hubert Beuve-Méry, fondate Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef: Chaude Sales.

Le Monde

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 TEL: (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

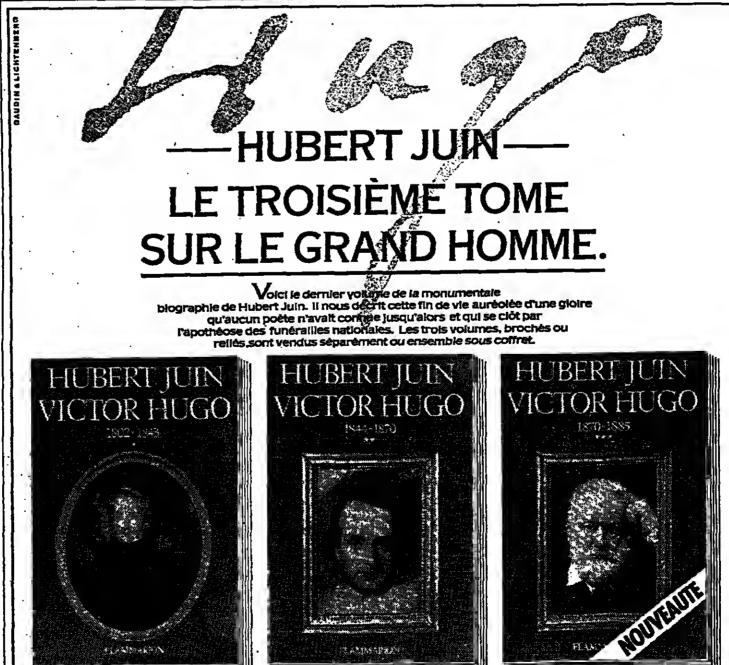
354 F 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ETRANCERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1337 F 1952 F 2530 F

ÉTRANGER (per messageries) L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1 069 F 1 380 F IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F Par voie africane : tarif our den Chargements d'adresse définitifs on provisoires : not abonnés sont invités à formules leur demande deux semaines avent leur départ. Jointre la demitre bande d'envoi à toute correspondance.

Venillez avoir l'obligeance d'écrire

Andread OD

Commission peritaine des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037 Tel.: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Telex MONDPUB 206 136 F Lo Mando USPS 765-910 is published delly, except Sundays for \$ 450 per year by Lo Mondo e/o Speedimper, 45-45 39 th street, LCL, R.Y. 11104. Second class pestage paid at New-York, R.Y. postaneter; and address changes to Lo Mando e/o Speedimper U.S.A., P.M.C., 45-45-39 th street, L.L.C., N.Y. 11104.



Grandes Biographies Flammarion

Diplomatie

Devant les responsables de la communauté juive à Paris

M. Chirac souligne que la Syrie est « le point de passage obligé de toute solution à la crise libanaise »

M. Chirac a été, le samedi 8 novembre, l'invité d'honneur du dîner uffert, dans les locaux de l'Assemblée uatiquale, par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), à l'occasion de son assemblée générale.

Le discours de M. Chirae était attendu par ses hôtes avec une curio-

sité accrue au lendemain de la paru-tion de l'artiele du Washington Times selon lequel le premier minis-tre aurait attribué à une machina-tion des services secrets israéliens la teutative d'atteutat qui avait entraîné la rupture des relations diplumatiques de la Graude-Bretagne avec la Syrie.

Placé cutre l'ambassadeur d'Israel, M. Ovadia Soffer, et le grand rabbin de France, M. René-Samuel Sirat – qui le séparait de M. Laurent Fabius, seule personna-lité socialiste présente, – M. Chirac a passé la plus grande partie du diner en conversation avec le repré-sentant de l'État hébreu. M. Soffer, interrogé à la fin de la soirée, a déclare qu'il s'en tenait à ce que M. Chirac lui avait indiqué des le 7 octobre dans l'après-midi, au téléphone, à savoir qu'il u'avait pas teuu les principies que lui prétait le Washingiun Times, que les diri-geants allemands ne lui avaient jamais dit qu'ils retenaient l'hypo-thèse d'une responsabilité israé-lienne dans l'affaire de Loudres, et qu'il ne nourrissait, lui-même, aucun soupçon de ce genre.

M. Theo Klein, président du CRIF, qui avait communiqué le texte de son discours à l'hôtel Matignon plusieurs jours à l'avance, a jugé qu'il ne pouvait le modifier pour y introduire les questinns qu'inspiraieut l'article du quotidien américaiu et le démeuti de M. Chirac. Il a suggéré, cependant, dans ses paroles d'accueil, que le premier ministre pourrait estimer ntile de commenter l'actualité la plus récente..., ce que M. Chirac u'a

Le premier ministre avait — il l'a dit samedi à M. Soffer — jugé '« insupportable « un passage du dis-cours préparé par M. Klein criti-quant violemment la position prise par la France au Conseil de sérurité par la France au Conseil de sécurité de l'ONU, en septembre dernier, après les attentats commis contre le

Les révélations de presse selon lesquelles les États-Unis auraient livré des armes à l'Iran pour obtenir la libération de certains de leurs

ntages au Liban unt gravement

suscitent un embarras croissant à la

Maison Blanebe. Le secrétaire

d'Etat, M. George Shultz, a cepen-dant démenti, dimanche 9 novem-

bre, qu'il ait en l'intention de démis-

sionner pour dénoncer ces livraisons ainsi que le fait qu'il n'aurait jamais

été mis au courant des contacts noués avec Téhéran. Dans son édi-tion dominicale, le New York Times

assurait que le secrétaire d'Etat, qui

n'a cessé de préconiser les solutions les plus dures en matière de latte

contre le terrorisme, aurait vivement

contingent français de la FINUL. Le président du CRIF avait déjà (le Monde du 7 octubre) parié de « lâcheté » à propos de la résolution votée par la France, imputait à la présence militaire israélienne dans le sud du Liban la responsabilité des difficultés et des despers auxons difficultés et des dangers auxquels était exposée la FINUL. Le premier ministre ayant indiqué que le main-tien de ce passage l'amènerait à annuler sa participation au dîner de samedi, M. Klein s'est borné à samedt, M. Alein s'est borne a déclarer à propos de la position de la France: elle « u laissé récemment à beuucoup d'entre nous un goût amer, que le temps utténue difficile-

Dans sa réponse, M. Chirac a sou-ligné la « cuntribution » de la France, « par su présence décisive au sein de la FINUL, à la sauve-garde de l'indépendance et de l'intégrité territoriale libanaise . affirmatinn évidemment dirigée, cu l'occurreuce, cuutre la présence israélienne. Le premier ministre a répété en esset au sujet de la Syrie qu'elle est le « point de passage obligé de toute solution à la crise libanaise » et que « l'ensemble des communautés libanaises (...), unanimes, comprennent parfaltement le drame que serait, pour le Liban, un rejet total de la Syrie de la commu-

Sécurité pour les Etats, justice pour les peuples »

Le président du CRIF a rappelé le souhait des juifs français d'un « renforcement des liens entre Israël et lu France «, sans que cela implique « aucun désir de voir se détendre les liens traditionnels de la France avec les pays arabes ». M. Chirac a déclaré que « les liens de la France avec Israël sant salides, parfois un peu passionnels, mais indestructibles « et qu'il veil-lers « avec ténacité à ce que cette relation si forte soit au service de lu paix au Proche-Orient ». Celle-ci, at-il ajouté, passe par le respect de deux principes : « la sécurité pour les Etats, la justice pour les peu-

MM. Klein et Chirac ne se sont départis d'une certaine réserve, dans leurs discours respectifs, que pour

Les révélations sur les livraisons d'armes américaines à l'Iran

Embarras à la Maison Blanche

et divisions au sein du gouvernement

contre les tractations menées par certains responsables américains

avec l'Iran afin d'abtenir la libéra-

tion des otages du Liban. M. Shultz, selon le Times, se sentirait trahi et

bumilié dans la mesure où il assurait

encore, le le octobre dernier, à un

parterre de ministres arabes des

affaires étrangères que Washington

s'efforçait de mettre un terme aux

livraisous d'armes à l'Iran d'où

Le secrétaire à la défense,

M. Caspar Weinberger, lui aussi

tenu à l'écart de ces enntacts

américano-iraniens, aurait eu la

même réaction que M. Shultz. Tout

qu'elles viennent.

prostesté anprès de M. Reagan récemment encore, M. Weinberger,

évoquer la qualité des relations nouées entre le maire de Paris et la communauté julve, relations symbolisées untammeut par l'accurd conclu, avant le 16 mars, entre l'Etat, la Ville et les dirigeants communautaires pour la création d'un musée d'art juif à l'hôtel de Saint-Aignan dans le Maris Le premier Aignan, dans le Marais. Le premier ministre a rappelé aussi qu'il avait inauguré en juillet dernier une pla-que et une place rappelant la rafle des 16 et 17 juillet 1942 parmi les juifs de Paris, et la déportation de près de treize mille d'entre eux.

La création du Congrès juif européen

M. Chirae n'apparaît certas plus à la communauté juive comme un par-tisan exclusif de la cause arabe, et depuis son accession à la mairie de Paris les relations de M. Chirac avec les urganisations juives se sont enri-chies. Le premier ministre, toute-fois, a tenu à souligner qu'« israélites, cutholiques, pratestants, musulmans ou bouddhistes, nous sommes avant tout des Français, liés par une histoire, par une civilisation, par une langue qui sont celles de notre patrie «.

Ce rappel a été adressé par M. Chirae aux dirigeants de la comunauté juive au moment où la participation du CRIF à la création du Congrès juif européen (CIE), lui-même affilié au Congrès juif mondial, provoque des dissensions entre les institutions juives. Le Cansistaire central israélite de France, responsable de l'organisa-tion de la vie religieuse, a suspendu sa participation au CRIF (le Munde daté 2-3 novembre), et le grand rab-bin de France a jugé préférable, en conséquence, de ne pas assister à l'assemblée générale de dimanche. Au enurs de cette assemblée, M. Klein a rappelé que la création du CJE avait été approuvée par le comîté directeur du CRIF le 9 décembre 1985, l'un des représentants du consistoire votant pour, et les autre s'abstenant. Le président du CRIF a rappelé, aussi, les démarches qu'il avait faites pour réduire le différend appara depuis lors.

PATRICK JARREAU.

en visite en Chine, avait demandé

aux dirigeants chinois de renoncer à

livrer des armes à la République

on s'est refusé ce week-end au moin-

dre commentaire sur les informa-

tions de presse au sujet de ces rela-

tinns américano-iranieunes. On

maintient, de même source, que la

politique des Etats-Unis, décidée il y

a six ans au moment nu éciatait la guerre entre l'Iran et l'Irak, est de

ne livrer de matériel militaire à

L'affaire embarrasse d'antant

plus la Maisnu Blanche que

Washington ne s'est pas privé de faire la morale à certains de ses

alliés accusés de faiblesse à l'égard des Etats soutenant le terrorisme.

Dans un éditorial, le New York

Times notait dimanche : « Selon

toutes les apparences, la Maison Blanche u maladroitement monté

cette opération et, en fournissant

des armes (à l'Iran) pour obtenir la

libération des otages, elle risque de n'obtenir pour résultat que de nou-

Intermédiaire saoudien

transitaire israélica

velles prises d'otages. >

ancun des belligérants.

De source officielle américaine,

Proche-Orient

L'imam Khomeiny semble apporter sa caution à la tendance animée par M. Rafsandjani

Téhéran (AFP). – Après deux mois de silence, l'imam Khomeiny est intervenu pour la première fois dans la lutte qui divise les principaux dirigeants iraniens, apportant apparemment sa cauthon à la tendant de la comme de la apparamint si camon a la lei-dance animée per l'hodjatoleslam Rafsandjani, artisan d'une politique d'ouverture vers l'Occident et d'un assuuplissement des cuuditions d'une paix avec l'Irak.

d'une paix avec l'Irak.

« La survie de la République islamique ne dépend ni de mal ni
d'aucune autre personnalité (...).
Su stabilité repose sur les forces
armées et le peuple », a-t-il dit, dans
un discours radiodiffusé prononcé
dans le petite mosquée attenante à
son domicile de Djamaran, au nord
de Téhéran, devant des soldats et
des serdiens de le révulution. des gardiens de la révulutinn. Devant un anditoire en pleurs, il a ironisé une nouvelle fois sur les rumeurs à l'étranger concernant sa mort. « Ma mort, a-t-il dit, adviendra un jour, mais que nos ememis intérieurs ou extérieurs n'en soient pas heureux, car la République islamique est un pouvoir ferme et stable, et la disparition d'une personnalité ne la fera pas chanceler. »
L'imam Khomeiny n'a toutefois

pas réagi aux récents contacts irano-américains et à la venue à Téhéran en septembre dernier d'un émissaire du président Reagan, M. Robert McFarlane, révélée par M. Rafsand-jani, président du Parlement islamique. Il a également évité toute allu-sion à l'affaire Montazeri, dont il n'a pas cité le nom au cours de son allo-

Affirmant la volonté de l'Iran de poursuivre la guerre, l'iman a déclaré : « La guerre contre l'Irak se poursuivra, que je sois en vie ou non, car cela est un devoir religieux. » Il a remercié les forces armées, sur lesquelles « reposent la stabilité de la République islami-

Samedi, Radio-Téhéran avait

annoncé l'arrestation d'un député, M. Ahmad Kachani, et de plusieurs militaires, accusé de « créer des dismilitaires, accusé de « créer des dis-senslans au sein des farces armées « M. Kachani, chef de file d'un groupe de parlementaires conservateurs opposés de longue date à M. Rafsandjani et au gouver-nement, avait publié, avec quatre officiers de l'état-major, un communiqué affirmant que les contacts avec les États-Unis portaient atteinte au moral des combensants sur le front. M. Kacham, fils de l'ayatolian Kachani, connu pour son rôle lors de la nationalisation du pétrole iranien par Mossadogh, jouit

de l'appui du quotidien Rissalat, l'argane des courants conservateurs. Ce journal développe depuis quei-ques semaines une campagne en faveur de la guerre « jusqu'à lu vic-toire », s'étonnant que l'offensive « finale « promise pour l'autonne n'ait per encore eu lieu.

The state of the s

Regroupement kurde sous l'égide de Téhéran

Les deux principanx groupes de maquisards kurdes irakiens ont maquisards kurdes traitens ont formé « récemment » une coalition, sous l'égide de la République siami-que iranieune, afin de renforcer et de coordonner leur lutte contre le régime au pouvoir à Bagdad, a amonné, samedi, l'agence iranieune

Il s'agit du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) des frères Idriss et Massond Barzam et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalai Talabani, Seion Irna, ces deux groupes autrefois opposés so convenus, « au cours d'une réunion tenue récemment à Téhéran », de mobiliser tous leurs moyens et d'intensifier la futte qu'ils mènent dans le nord de l'Irak on vue de renverser le régime au pouvoir à Bag-

EGYPTE: la démission du gouvernement de M. Ali Loutfi

Le nouveau premier ministre devra passer sous les Fourches Caudines du FMI

Le président Monbarak a accepté, le din ibre, la démission du gouvernement de M. Ali Louffi et a confié la tâche de former le nouveau gouvernement à M. Atef Sedki, président de la Cour des aptes et de la commission des affaires économiques et financières du conseil consultatif (Sénat sans pouvoirs législatifs).

de notre correspondant

En démissionnant, le cabinet présidé par M. Ali Loutfi, aura payé son tribut sur l'autel de la crise économique. Ce gouvernement, qui a daré quatorze mois, a en effet exercé ses responsabilités dans une conjoncture économique défavorable qui a accéléré le processus d'usure de pouvoir, même si la crise est principalement due à des causes extérieures incontrôlables.

Les cours du pétrole, qui étaient à la baisse, se sont effondrés, occasionnant une perte directe estimée à 1 200 millions de dollars. Le pétrole est de très loin le principal produit égyptien d'exportation. Les conséquences indirectes de cette chnto des prix étaient encore plus graves. Elles ont réduit de moitié les viro-

M. Atef Sedki:

un partisan

de la vérité des prix

Comme son prédécesseur,

M. Atef Sedki (cinquante-six

ans) est un économiste partisan

d'un libéralisma économiqua contrôlé. M. Sedki, qui a fait des

studas du drait, a obtenu

en 1958 un doctoret d'écono-

mie et de finance de la Sor-bonne. Il a ensuite été profes-

seur de finances générales à la

faculté de droit de l'université

du Caire jusqu'en 1973, où il a

été nommé attaché cultural à

l'ambassade d'Egypte à Paris. En 1980, M. Sedici a été nommé

président de la commission des affaires économiques et finan-

cières du Conseil consultatif. En 1985, il était membre du

consail d'administration da

l'organisme général pour les

investissements et les zones franches. Quelques mois plus

tard, M. Sedici était nommé pré-

sident de la Cour des comptes, où un décret présidentiel lui accordait, en 1982, les préroga-

tives d'un vice-premier ministre

Cela aliait permettre à M. Sedki

d'intensifier sa campagne contre la corruption et les irrégularités

dont se rendent counsbles des

fonctionnaires de l'administra-

Le nouveau premier ministre

est partisan de la levée des sub-

ventions au stade de la produc-

tion afin de pouvoir pratiquer la

vérité des prix. Il estime que les

subventions ne doivent être

accordées qu'aux consomma-

teurs nécessiteux. Pour le taux

de change, le nouveau premier

ministre pense que les lois du marché dolvent prévaloir, et qu'un taux national de change

unifié doit être établi à court

tion at du secteur public.

L'errour de M. Loutfi a été de

déià déficitaire.

qu'il avait même fait partager an président Monbarak jusqu'en juillet dernier. C'est à cette époque que européen, tirait la sonnette d'alarme à l'occasion d'une visite officielle en Egypte. Connaissant bien le rais du fait de ses anciennes fonctions de ministre des relations extérieures françaises, M. Cheysson soulignait la nécessité de parvenir de toute urgence à un accord avec le Fonds monétaire international (FMI). Deux jours plus tard le président

Le nouveau chef de cabinet a déjà indiqué que les postes-clés ne serout pas affectés par le remaniement et que les quatre vice-premiers ministres du gouverne-ment sortant allaient être reconduits.

On indique par ailleurs de bource que le minis-tre de l'intérieur, le général Zaki Badr, demeurera à son poste, mais que par contre toute l'équipe économi-que sera changée.

quelque deux millions d'expatriés Moubarak entreprensit une tournée égyptiens dans des pays pétroliers du Golfe, obligés de faire des coupes sombres dans leur budget. Le tourisme, jusqu'alors en progression constante, allait lui aussi être gravement affecté à la suite de la merie de sept touristes israéliens dans le Sinat, de l'affaire du paquebot ita-lien Achille-Lauro et du détourne-ment sanglant du Boeing d'Egyptair sur Malte en novembre dernier, Bilan global : près de 3,5 milliards de dollars de baisse des revenus en devises étrangères pour une Egypte dont la balance des paiements était

Eviter une crise sociale

garder un optimisme imperturbable,

européenne qui ne faisait que confirmer les propos de M. Cheysson. Il fallait bien passer par le FMI, une chose que le rais avait jusque-là refusée.

Dès la fin juillet, l'Egypte a donc commencé à accéder à certaines des conditions du FMI. Un des quatre taux de change de devises étranednes fenit amoulf, et les solventions réduites sur certains produits tels que l'essence. Cela 2 naturellement renda le gouvernement impopulaire, mais a fait progresser les négocia-tions avec le FMI fin octobre-début novembre. Le dimanche 9 novem-bre, jour même de la démission du gonvernement, le quotidien offi-cieux Al Akhbar annonçait la signature dans le courant du mois d'un accord avec le FMI devant permettre à l'Egypte de réduire le déficit de sa balance des paiements et d'une dette extérieure estimée à 36 milliards de dollars.

Le nouveau premier ministre devra continuer sur cette voie, tout en veillant à éviter une crise sociale due à la hausse des prix consécutive à la levée d'une partie encore plus importante des subventions.

ALEXANDRE BUCCIANTIL

Amériques

PÉROU: les élections municipales du 9 novembre

Le candidat du gouvernement l'aurait emporté à Lima

Lima (AFP). — Les élections municipales qui ont en lieu dimanche 9 uuvembre au Pérou unt confirmé la popularité du président Alan Garcia en domant une victoire d'ensemble aux condidate de confirmé la production de la confirmé de la d'ensemble aux candidats de son parti, l'APRA (Alliance populaire pour la révolution américaine), en particulier à Lima.

Selon les résultats officieux et les projections réalisées par les chaînes de télévision, M. Jorge del Castillo aurait obtenu 34,9 % des voix dans la capitale et pourrait succéder à M. Barrantes, leader de la Gauche unic (IU), qui recueillerait 32 % des suffrages.

Le candidat de la droite, M. Luis Bedoya, ancien maire de Lima et dirigeant du Parti populaire chrétien

 COLOMBIE : recruder de la guérilla (soixente-dix morts en une semaine). — Quelque te-dix personnes, dont quinze soldets, ont été tuées la dernière semaine en Colombie au cours de combats entre l'année et la guérilla. La plupart des affrontements se sont. produits dans la province d'Antio-quie, à 500 kilomètres au nord de

(PPC, conservateur), donné favori dans les sondages, obtiendrait 27 % des voix. Il a recounu sa défaite mais reproché au chef de l'Etat sa « par-ticipation outrancière » à la campagne électorale dans la capitale. Les observateurs estiment que cette participation, une propagande massive et surtout un discours prononcé jeudi par M. Garcia à Lima ont contribué au retournement de tendance. Cependant, les candidats de la Gauche unie ont partout fait bonne figure, enlevant en particulier la mairie d'Ica à l'APRA. M. Barrantes refusait encore ce landi 10 de se considérer comme battu en raison de la marge étroite le séparant du candidat de la formation gouvernementale.

Bogots. Samedi, près de la frontière avec le Venezuela, huit guérilleros et trois soldats ont été tués dans une région où se sont repliés les combet-tants de la Coordination nationale de la guérilla (CNG), qui regroupe de nombreuses factions, dont l'Armée de libération nationale (ELN-castriste), le M-19 et l'Armée populaire de libération (EPL-maoista).

(Publicité) -

RADIO FRANCE INTERNATIONALE **POUR EN SAVOIR PLUS** SUR L'ÉVOLUTION DU MONDE

RFI - PARIS ET RÉGION

RFI - EUROPE

RFI - AFRIQUE

RFI - AMÉRIQUE DU NORD

31 et 41 m. et 49 m. + réseaux câblés du Québec OC 16, 19, 25

OC 31 et 41 m.

(a)

et 31 m.

RFI - AMÉRIQUE LATINE

RFI - ASIE

PROGRAMME ET TABLEAU DES FREQUENCES envoyés gracieusement sur simple demande à : BIO FRANCE

RADIO FRANCE INTERNATIONALE Relations Extérieures BP 95 16

75016 PARIS Tél. : (33/1) 42-30-22-22 (standard) 42-30-30-71 (Rel. Ext.)

OM 738 kHz (406 m.) OC 49, 41, 31, 25, et 19 m. OC 13, 16, 19, 25, OC 16, 19, 25, 31

A en croire la presse américaine, l'opération aurait été montée il y a dix-huit mois pour un petit nombre de responsables de la Maison Blanche, sans que le département d'Etat, le Pentagone ou même la CIA aient été informés. Les matériels militaires - pièces détachées de radar et d'avion, notamment - fournis en contrepartie de la libération de trois otages américains auraient la plupart du temps transité par Israel. L'bebdamadaire Time croit

savoir cette semaine que l'homme d'affaires saoudien Adnan Kashoggi aurait servi d'intermédiaire, présen-tant aux Israéliens la liste des matériels souhaités par l'Iran (missiles auti-ecriens Hawk, missiles antichars, équipement radar, pièces détachées d'aviation). Depuis le début de cette année, selon Time, Israël a fait parvenir à l'Iran pour quelque 40 millions de dollars de matériels militaires. A Jérusalem, on se refusait, dimanche, à tout commentaire, tandis qu'à Moscou la Pravda dénonçait le double jeu des Etats-Unis.





les français et la liberté des prix.

- A la fin de l'année, tous les prix seront libres,
 Certains disent que c'est une bonne solution pour l'emploi et le pouvoir d'achat,
 - D'autres pensent, au contraire, que c'est une décision dangereuse.

Qu'en pensez-vous? MAMMOUTH vous donne la parole.

1/ LA LIBÉRATION DES PRIX VA-T-ELLE STABILISER L'INFLATION ?

- Oui sûrement,
- oui peut-être,
- probablement pas,
- sûrement pas.

3/ LES PUBLICITÉS COMPARATIVES DE PRIX DES GRANDES SURFACES SONT-ELLES :

- Une vraie solution pour faire baisser les prix,
- des promotions sur quelques prix,
- "de bons coups de pub"?

2/ S'IL Y A HAUSSE DES PRIX, ELLE EST DUE PRINCIPALEMENT :

- Aux matières premières,
- aux fabricants,
- aux charges et impôts,
- aux grandes surfaces?

4/ CES PUBLICITÉS COMPARATIVES VOUS FONT-ELLES CHANGER DE MAGASIN ?

- Oui,
- non,
- ne sait pas.

5/ LA PUBLICITÉ COMPARATIVE DES GRANDES SURFACES DEVRAIT-ELLE ÊTRE FAITE :

- Par un organisme national,
- par des organismes de consommateurs,
- par les grandes surfaces elles-mêmes?

DONNEZ VOTRE OPINION.*

APPELEZ LE "TÉLÉPHONE MAMMOUTH" AU 05.21.21.21 (APPEL GRATUIT),
LE : SAMEDI 8 ; DIMANCHE 9 ; LUNDI 10 ; MARDI 11 NOVEMBRE, ENTRE 9 H ET 20 H.

MAMMOUTH yous remercie.

Jean-Jacques FOUGERAT
Directeur Mammouth France

*sondage réalisé par OPIDOC

mammouth, les vraies armes contre la vie chère.

Proche-Orient

ISRAEL: les mystères de Dimona

Le gouvernement reconnaît détenir M. Vanunu

Les milieux officiels britanniques ont réagi avec embarras, dimanche 9 novembre, à l'annunca que ie tuchnician nucléaire israélien Mordechai Vanunn était détenu en Israël. Un porte-parole du Fureign Office a déclaré : « Tant que nous n'avons pas la preuve qu'il a été amené de force en debors de Grande-Bretagm, nons p'avous pas de raison d'interve-nir auprès du gouvernement

JÉRUSALEM de notre correspondant

Le «mystère Vanunu» est donc percé, dn moins en partie. Le technicien nucléaire Mordechai Vanunu, l'homme qui livra an Sundny Times, phutus à l'appui, des informations exclu-sives, publiées le 5 octobre, sur lu potentiel atomique de l'Etat juif au centre nucléaire de Dimona, se trouve bien « en détention légale »

Confirmant, dimanche 9 novembre, la rumeur, alimentée périodiquement par la presse étrangère, qui courait depuis bien-tôt trois semaines, M. Eliakim Rubinstein, secrétaire général du gnuvernement, a ajnuté que Vanunu avait été officiellement écroué «en vertu d'un ordre du tribunal et à la suite d'un interrogatoire auquel assistalt son avocat ». L'avocat en questinn, M° Amnna Zikroni, a précisé dimanche «qu'il avait déjà vu plusieurs fois son client, que celui-ci était en bonne santé et que la procédure engagée était tout à fait constitutionnelle.

Le silence ufficiel abservé depuis six semaines devenait d'autant moins tenable que la famille du technicien avait annoncé son intention de saisir la iustice. Vanunn était porté manquant depuis le 8 octobre, jour où In Sunday Times informa Scotland Yard de sa disparition. Son ami le pasteur anglican australien John MeKnight fut la dernière personne connue à lui parler an téléphone. C'était le 30 septembre. Depuis quelque temps, la pré-sence de Vanuni dans une prison israélienne tenait de plus en plus du secret de Polichinelle, Lors d'un séjour à Jérusalem, il y a deux semaines, John McKnight déclara en avoir acquis la certi-tude de la bouche même d'un greffier du tribunal de la capitale. Après cette gaffe, les démentis des antorités n'avaient fait que renforcer les doutes.

L'aveu gouvernemental laisse pourtant maintes questions sans réponse. Comment Israel a-t-il cien înt-il, comme le prétendit l'hebdomadaire américain Newsweek, attiré par le Mossad - les services secrets israéliens - sur

un yacht à quai sur la Tamise puis arrêté une fois seulement le batean en pleine mer? Ou fut-il enlevé sur le sol britannique? Ou l'ignore. Mais les circonstances dans lesquelles le Mossad tendit son piège à Vanunu ont bien sûr leur importance diplumatique. Commis en Grande-Bretagne même, l'enlèvement du technicien aurait été illégal. Pratiqué en haute mer, il n'eut pas violé le droit international

Embarras britannique

D'où la question subsdidiaire le gouvernement de Londres eut-il connaissance à l'avance de l'opération israélienne? Oui, affirme la presse britannique. Selon le Financial Times, M. Pérès, alors premier ministre, nbtint en septembre le feu vert de M= Thateber paur l'enlèvement de Vanunu. Celle-ci a, dès vendredi, démenti cette hypothèse d'une collusion israélo-britannique. Il y n une semaine, le Foreign Office affirmait, lui, ene possèder nucune preuve de l'enlèvement e. C'est sans doute pour éviter à Mar Thatcher d'être plus longer de l'enlève de l'enlève de l'enlève de la consenie de la c temps embarrassé face à sa presse et à son opposition parlementaire qu'Israël a publié dimanche un double démenti. « Toutes les rumeurs faisant état d'un enlèvement de Vanunu sur le sol britannique sont sans fondement, a déclaré le secrétaire du gouverne-ment. Aussi bien M. Pérès n'a pas contacté Ma Thatcher pour l'informer de quelque chose qui n'n jamais eu lieu. • Imparable antant qu'imprauvable. Bref, Israël donne un petit coup de main au premier ministre britannique dans l'embarras et particulièrement populaire ici depuis la rupture entre Londres et Damas.

Autre question: où Vanunn estil incarcéré? «Il n'est pas dans une de nos prisons », répètent les ehefs de la police. C'est sans doute vrai. Tout porte à croire que Vanunu est sous haute protection dans un centre d'interrogatoire des services secrets, peut-être à Gedera an sud de Tel-Aviv. Vanunn sera-t-il jngé? Si oui de quel chef d'accusation devra-t-il répondre? S'agissant d'une affaire de haute sécurité, il peut, en théorie, être maintenn pour une durée illimitée en « détention judiclaire », c'est-à-dire avec l'accord de la Cour suprême renouvelable tous les trois mois. Il sera vraisemblablement jugé à huis clos comme le fut en juillet un officier condamné à douze ans de prison pour intelligence avec l'ennemi syrien. Selon les experts, Vanunu devrait être inculpé d' « espionnage nggravé », crime passible au maximum de la détention à perpétuité.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Europe

RFA: les élections régionales

Sévère recul des sociaux-démocrates dans leur fief de Hambourg

de notre correspondant

Le résultat a laissé muet le candi-dat chancelier social-démocrate, Johannes Rau. La débâcle imprévue que le SPD a subje dimanehe que le SPD a snoie dimanene 9 novembre aux élections régionales de Hambourg, un de ses fiefs les plus solides, remet en question toute sa stratégie pour les législatives nationales de janviur 1987. Le ministre-président de Rhénanie-Westphalie voulait la majorité absolue pour son seul parti, sans alliance avec les écolo-pacifistes verts. Il sait désormais que e'est impossible.

désormais que e'est impossible.

Le SPD a perdu 10 points par rapport à son score de 51,3 % en décembre 1982. Pour la première fois de l'histoire de la RFA, il n'est pas le premier parti de la ville hanséatique, puisque l'Uninn chrétienne-démocrate du chancelier Helmut Kohl passe les 42 % (42,2 % contre 38,6 % en 1982).

Les écolo-pacifistes, qui ont présenté pour ce scrutin une liste alter-

senté pour ce scrutin une liste alter-native (GAL), entièrement fémi-nine et résolument féministe, ont obtenu un résultat exceptionnel en franchissant la barre des 10 %.

Le Parti libéral (FDP) est une nouvelle fnis éliminé, n'ayant pas atteint les 5 % nécessaires pour uvoir une représentation parlementaire. Lors d'une table ronde télévisée au

cours de laquelle le chancelier Kohl
a salué ce « vote de confiance» des
électeurs de Hambourg, M. Willy
Brandt, in président du SPD, tirant
les leçons du fiasco, n laissé prévoir
une révision de la stratégie électorale de son parti avant les législatives du 25 janvier. L'ancien chancelier a passé sons silence tes objectifs
que M. Rau, le candidat du SPD à
la chancellerie, avait fixés au parti,
à savoir conquérir la majorité sans
alliance avec les Verts, et ce dernier
n'n pas fait de déclaration. Il semble
que le SPD ait souffert d'un tanx
d'ubstention plus élevé que de coutume, en même temps que des
reports de voix sur les Verts et la
CDU.

Hambourg se retrouve ingouver-

Hambourg se retrouve ingouver-nable nvec ces résultats qui ne déga-gent pas de majorité absolne. La CDU régionale a proposé au SPD de conclure un accord de « grande coa-lition». Le GAL n défini un cataloition». Le GAL n detrin un catalogue d'exigences qui, si elles fenient
satisfaites, permettraient au SPD de
former un gouvernement régional
minoritaire. M. Von Dohnanyi contimue d'exclure toute alliance avec les
écolo-pacifistes, mais, vaincu, s'en
remet maintenant à la décision des militants sociaux-démocrates ham-bourgeois. Ceux-ci sont dans leur majorité favorables à une alliance uvec les Verts. De très difficiles (Intérim.)

ITALIE

La revanche de Naples contre le Nord, la «Juve» et M. Agnelli

NAPLES

de notre envoyé spécial

il y n tout de même une jus-tice ! Par-delà la joie que procure toute victoire, c'est bien cette conviction quasi mystique qui 1 déchaîné une gigantesque corrida à travers les rues de Naples dans la nuit du dimanche 9 au lundi 10 novembre, après le succès remporté par l'équipe de football locale sur la Juventus de Turin. Le match, il est vrai, était capital puisque les deux clubs étaient à égalité en tête du classement inéral. Avec un Maradona gonfié à bloc par sa victoire sous les couleurs argentines au Mundial, Naples avait le vent en poupe. En face, les coéquipiers d'un Platini à la recherche d'un second souffle ne sont plus si assurés d'avoir

Les deux équipes ne partaient pourtant pas tout à fait sur le même pied : la « Juve » avait... vingt-deux victoires d'avance championnet d'Italie depuis la création de l'épreuve.

Mais voilà i Naples avait sussi tant de choses à venger? La ville maudite, étemellement montrée du doigt par ceux du Nord pour son anarchie, sa saleté, sa cor-ruption, avait, quatre jours plus tôt, connu une injure supplés taire : l'Italie tout emière ne vensit-elle pas de constater la faillite d'une de ses entreprises les plus prestigieuses, Alfa Romeo, dont l'usine principale, précisément, est sise à Pornigliano-d'Arco, dans la ban-lieue de la cité parthénopéenne l Et qui s'étaix présenté pour remettra de l'ordre sur les chaînes de montage? M. Gisnol Agneti, patron de la Fiat, mais aussi prisident d'honneur de la Juventus, une équipe qui a tou-jours été propriété de sa famille. sa c passion a comme il l'appelle.

Naples a gagné sans appel par buts à 1. Et les coups de klexon, des heures durant, des bien dû retentir jusqu'en Plé-mont l'Quelle revenche l'Et quelle

Afrique

GABON

« Monsieur 100 % »

La popularité de M. Omar Songo va croissant. Le chef de l'Etat gabonais a, en effet, été réelu, dimanche 9 novembre, président de la République avec - selon des résultats partiels, -100 % des suffrages de ses compatriotes, alors qu'il avait obtenu 99,96 % des voix en 1979, et 99,56 % en 1973. Malgré la présence d'un candidat du Morena (mouvement d'opposition), M. Paul Mba-Abessole, cui n'e, au demourant, qu'ère eu qui n'a, au demeurant, guère eu la possibilité de s'exprimer au cours de la campagne, les élec-teurs gebonais, « dans le climat de paix et de compréhension qui prévaut au Gabon », selon le

ministre gabonais de l'intérieur, M. Richard Nguema Bekale, l'intérieur, M. Richard Nguerns Bekale, ont donc librement choisi de confier un nouveau mandat de

sept ans à M. Bongo. Per avance, M. Bekala n estimé qu'on ne pouvait porter atteinte à la «crédibilité» de cette élection qui «n'est entachée d'aucune irrégularité ». Fort bien, mais qu'en sera-t-il de la suivante ? Sauf à subir un grave campuflet, dans sapt ans, M. Bongo peut-il recueillir moins de... 101 % des sufffages de ses

(Publicité)

GEOPOLITIQUE AFRICAINE N° III

par Pierre MAYER. AFRIQUE DU SUD : la longue marche COTE-D'IVOIRE : une « décentralisation politique centralisée » par Tessy D. BAKARY

Abonnements: 300 ou 350 F (avion) au CCP Bruxelles 000 157-912057. virement à la Banque Nage compte nº 635-1790901-41

Correspondance: GÉOPOLITIQUE AFRICAINE 216, chaussée de Wavre, 1040 BRUXELLES 6 et 8, square Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 PARIS

ALGÉRIE

Violentes manifestations d'étudiants et de lycéens à Constantine

Alger (AFP). - Des manifestations vinlentes ont en lien les samedi 8 et dimanche 9 novembre à Constantine, où des lycéens et des. étudiants en grève protestent contre les projets de modification des épreuves du baccalauréat et les conditions de vie dans les cités universitaires. Selon des sources officielles, « des éléments perturbateurs ont exploité ces questions secondaires, ce qui a engendré le désordre dans le centre-ville et sa périphérie. Les façades de plusieurs édifices publics et des vitrines de magasins ont été endommagés ». De son côté, le quotidien gonvernemental El Moudjahid, sons le titre « Oui au dialogue, non au désordre », dénonce « les éléments hostiles à la Révolution » qui, « profitant de certains problèmes conjoncturels, exploitent les sentiments des.

Il y a trois semaines, les lycéens le plusieurs établissements d'Alger de plusieurs établissements d'Alger avaient observé plusieurs jours de grève pour protester contre les projets d'introduire de nouvelles matières (éducation politique et religieuse) aux épreuves du baccaharréat. Les forces de l'ordre étaient intervenues pour disperser les rassemblements, et la grève avait cessé après que le ministère de l'éducation autions le cat. donné que le projet qu'on lui présait relevait de la

A Puniversité, le mécontentement contre les conditions de vie (manque de logements, de restaurants, de transports, etc.) est général. Le début des cours dans plusieurs insti-tuts et écoles supérieures à été retardé d'un mois, notamment en raison de l'insuffisance de professeurs qualifiés et, bien souvent, les travaux pratiques out été annulés faute de moyens.

TCHAD

M. Chirac exclut toute intervention française dans le Nord

Un cessez-lo-feu au Tchad? Si l'on en croit le délégué aux relations extérieures du GUNT, M. Adoum Togol, un accord en ce sens a été signé, le 24 octobre dernier, entre les partisans de M. Goukouni Oueddel et le gouvernement du président tchadien, M. Hissène Habré, pen après les attaques lancées par les forces libyennes contre celles du GUNT, dans le nord du pays, à Fada. M. Togot, qui a quitté le Tchad, via le Soudan, a indiqué, dimanche 9 novembre, lors de son arrivée à Paris, que les forces filèles à M. Goukouni Oueddet out pris position aux alentours de Fada, ajoutant : « Nous avons aussi demandé à nos éléments de Faya-Largeau de se retirer vers le Tibesti ou de se replier vers le Sud. Des représentants des forces de M. Habré sont venus nous voir, a-t-il précisé, et nous sommes convenus qu'un accord de cessez-le-feu était nécessaire pour faire face à la situation

M. Togoï a précisé que les repré-sentants du GUNT comptaient retrouver prochaînement, à Brazzaville, les dirigeants de N'Djamena, avec la médiation de président congolais, M. Sassou Nguesso, qui assure la présidence en exercice de

. AFGHANISTAN: Offensive AFGHANSTAN: Offensive soviétique près de Kandahar.
Les troupes eighanes et soviétiques ont lancé une nouvelle offensive, le daudème en l'espace de trois mois, contre les places fortes contrôlées par la résistance dans la province de Kandahar au sud-est du peys, ont indiqué, samedi 8 novembre à islamente des soveres mothes des soveres mothes des soveres mothes de la lace. mebel, des sources proches de la guérille. Selon ces sources, des mil-liers de soldats bénéficient de l'appui de la base soviétique de Shindand (province de Kandahar) ont été envoyés, su début de la semaine der-nière, depuis Ghazni contre les sec-teurs de Pashmol et Melejat, où la

l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Un tel accord de cessez-lo-fen s'il était confirmé — aurait une por-tée limitée, dans la mesure où, sur le terrain, les principales forces militaires tehadiennes apposées à M. Hissène Habré sont celles du CDR de M. Acheikh Ibn Omar.

A N'Djamena, la radio officielle tchadienne a lancé un appel à la France pour obtenir un appui offensif, afin de reconquérir le nord du pays. Commentant une déclaration de M. Michel Aprillac, ministre de la coopération, qui avait affirmé que Paris s'apprétait à renforcer le dispositif militaire français « Eper-vier », la radio tchadienne souligne que l'appui doit « être offensif et permettre au Tchad de reconquérir

son intégrité territoriale ». Enfin, pour la première fois aussi nettement, le premier ministre a, de son côté, exclu toute aide militaire française pour une opération de reconquête. M. Chirac a, en effet, déclaré, vendredi 7 novembre : « La structe, venneen / novembe : « La structor au Tehad o changé, mais il est exclu que la France inter-vienne au nord du 16 parallèle. Le Tchad doit retrouver son indépendance et son unité, mais une inter-vention militaire n'est pas la meilleure manière d'y parvenir. »

• INDE: cinquente morts à l'occasion d'un pelerinage. - Cinquante personnes au moins ont zrouvé la mort et plus d'une quin-zaine d'autres ont été blessées, dimanche 9 novembre, à la suite d'un mouvement de foule au cours d'un mouvement de touse au cours d'un pèlerinage près de la ville de Faizabad, dans l'Etat de l'Uttar-Pradesh au nord du pays. La rupture d'une barrière canalisant la foule des pèlerina est à l'origine du drame, un mauvament de panique synet entraîné la chute de nombreuses personnes dans un profond ravin qui bordsit la route, n rapporté l'agence de presse UNI. — (AFP.)



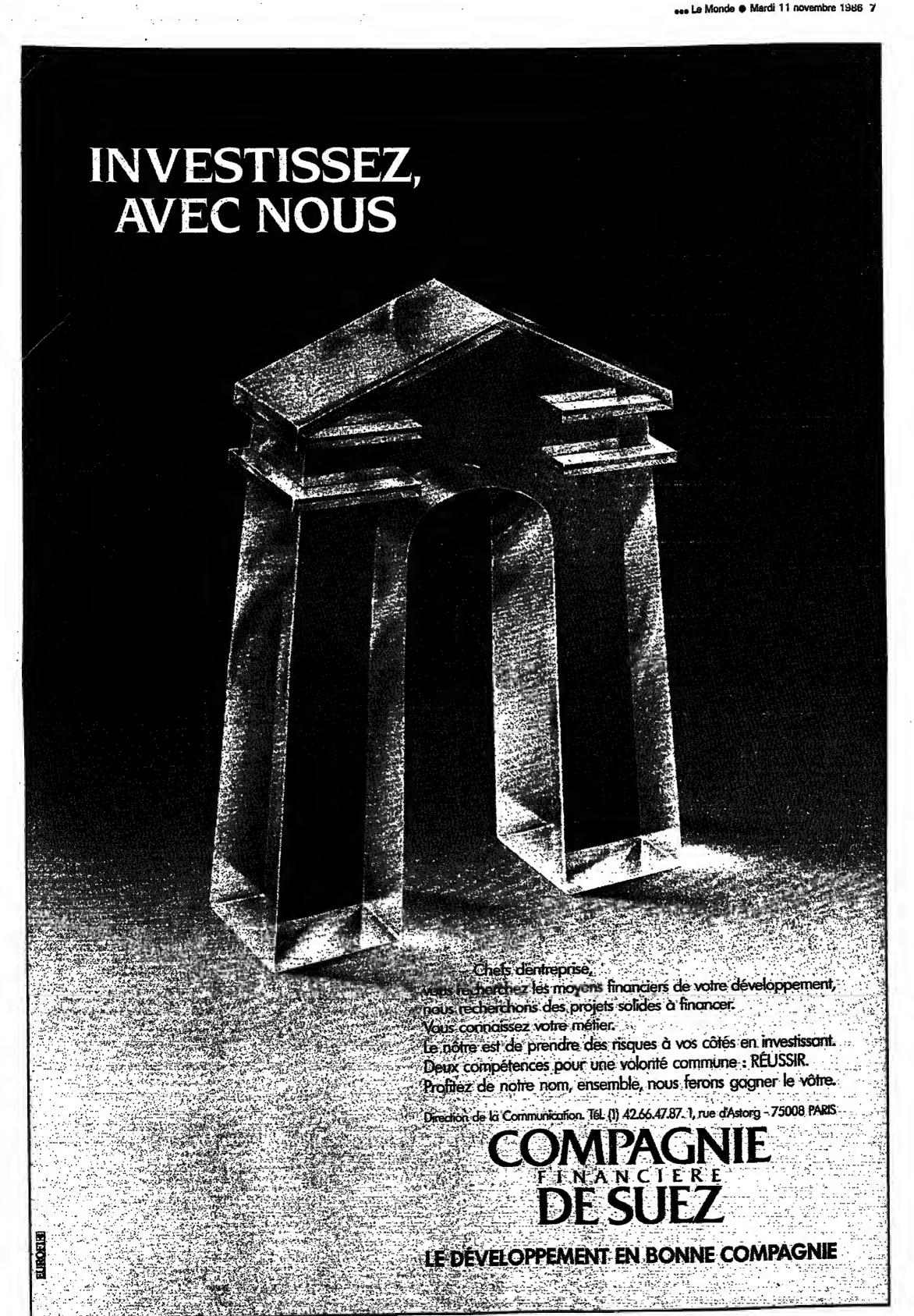
La 340 GL, 1,7 i, sérin limitée, 5 portes, existe en deux couleurs : blanc et bleu métal. Une 7 CV suréquipée : pare-chocs coordonnés, filets décoratifs, vitres avant électriques, centrale de verrouillage, rétroviseurs électriques, indicateur de verglas et de consommation. A découvrir chez votre concessionnaire. Tarif au 1/9/86. Modèle présenté : 340 Gt. 5 partes. Consommations : 5,41 à 90 km/h : 7,31 à 120 km/h : 9,31 en ville (normes ECE).

■ 75 - PARIS 5" - Garage Soufflot, 179. rue Saint-Jacques - Tél.: 43.29.51.41 ■ 75 - PARIS 5" - Volvo Paris, 138. av. des Champs-Dyaées - Tél.: 42.25.60.70 ■ 75 - PARIS 15" - Volvo Paris, 72-76. nue de Longchamp - Tél.: 47.27.47.37 ■ 75 - PARIS 15" - Volvo Paris, 54-56. av. de Versailles - Tél.: 45.24.43.51 ■ 75 - PARIS 17" - Volvo Paris, 112-114. rue Cardinet - Tél.: 47.65.50.35 ■ 75 - PARIS 15" - Garage des Ardennes, 3-5. rue des Ardennes - Tél.: 42.03.07.5 ■ 75 - PARIS 20" - Garage des Grands Champs - Tél.: 43.73.73.62 ■ 77 - LAGINY-SUR MARINE - Ets Moxisset - Pomponne. 79. rue du Général Lecler - Tél.: 40.03.07.5 ■ 75 - PARIS 20" - Garage des Grands Champs - Tél.: 43.73.73.62 ■ 77 - LAGINY-SUR MARINE - Ets Moxisset - Pomponne. 79. rue du Général Lecler - Tél.: 40.09.29.73 - 64.09.29.72 ■ 78 - BLANCOURT - Elencourt Automobiles. Centre Artissnal des Quatre Artises. rue du Fonds des Roches - Tél.: 30.62.00.76 ■ 78 - MANTES-LA-VILLE - M. Baris Automobiles. 51. route de Houden - Tél.: 34.77.12.12 ■ 78 - PORT-MARIY - Royal Auto. 8. route de Samt-German - Tél.: 39.58.61.13 ■ 78 - RAMBOULLET - Ramboulliet Automobiles s.s. - 29. averuse du Général Lecler - B.P. 39 - Tél.: 34.83.04.87 ■ 78 - SAMTROUVILLE - Garage Européen. 112. bd J.F. Kennedy - Tél.: 34.83.04.87 ■ 78 - SAMTROUVILLE - Garage Européen. 112. bd J.F. Kennedy - Tél.: 60.88.92.05 ■ 91. Les 1818 - Courtabourf - Tél.: 69.28.68.75 ■ 92 - ASMERISS - Inter Garage Safre. 43-45. av. d'Argenteuil - Tél.: 47.93.36.68 ■ 92 - CANTILLON-SOUS-BAGNESM - Garage Cuest-Autos. 73. av. de Paris - Tél.: 46.55.37.37 ■ 92 - MANTENEE - Clemenceau Automobiles, 95-97. av. Georges Clemencau - Tél.: 47.24.37.34 ■ 92 - CANTILLON-SOUS-BAGNESM - Tél.: 43.30.48.78. Expo: 102. av. Paul-Veillant-Couturier. Neully-sur-Marine - Tél.: 43.88.05 09 ■ 93 - SANT-DEBS - LAPI. 45. bd Aratole France - Tél.: 48.20.71.87 ■ 94 - CROSSY-LSRID - 43.30.48.78. Expo: 102. av. Paul-Veillant-Couturier. Neully-sur-Marine - Tél.: 43.88.05 09 ■ 93 - SANT-DEBS - LAPI. 45. bd Aratole France - Tél.: 48.20.71.87





িত্র ক্রিকার্যন্ত্রীকার ক্র



Politique

Dans un entretien au «Point»

M. Mitterrand affirme la prééminence du chef de l'Etat et du Parlement

Dans un entretien accordé à Alain Duhamel et publié par le Point daté du 10 novembre, M. Mitterrand explique sa conception de l'équilibre des institutions, de la répartition des pouvoirs entre le président de la République, le Parlement et le gouvernement, à la lumière des luit premiers mois de « coexistence »

Il n'est pas question, dans les domaines éco-nomiques et sociaux, de «cogestion» des affaires entre M. Chirac et lui. En la matière, zioute-t-il. «le dernier mot appartient au Parle-

M. Mitterrand répond en premier le aux questions relatives à la défense. Il pécise aussitôt le champ de sa responsabilité :- Celui qui a la responsabilité utime de l'emploi de nos armes et, par là, de la décision dont dépend le sort du pays, c'est le chef de l'Etat. Il doit, dès lors, logiquement pour assumer cette reschef de l'Etat. Il doit, des lors, logi-quement, pour assumer cette res-ponsabilité, fixer les grandes options de la défense nationale. Ces deux obligations ne sont pas sépara-bles. Bien entendu, le premier mainistre et le gouvernement pren-nent une large part à l'initiative, à l'élaboration et au choix des options. A ce stade, rien de plus nor-mal qu'une discussion quand les points de vie diffèrent. Mais la déci-sion finale n'appartient qu'à un seul. Tel est le principe qui découle de l'article 5 de la Constitution. - Principe qui n'a jamais été

contesté?

nteste :

— Pas contesté, en effet.

— En pratique non plus ?

— L'article 20 de la Constitution - Larticie 20 de la Constitution dit que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation». On voit, dans l'ambiguité des textes, où peut se loger la contradiction. Mais en pratique,

S'agissant de la priorité accordée aux sous-marins, il indique : «La composante océanique constitue l'élément essentiel de notre force nucléaire : sous-marins nucléaires

Une certaine idée du premier ministre

(Suite de la première page.)

M. Chirac se considère comme l'émanation, l'incarnation d'une majorité de Français, M. Chirac en tire la théorie dite, selon sa propre expression, «de la majorité la plus fraiche», le vote du 16 mars 1986 ayant effacé celui dn 10 mai 1981. Il illustre cette théorie en intervenant - parfois contradictoirement avec le président - sur les orientations de politique internationale ou de

Quand la France parle à deux voix, la force de son discours y perd. Les vues divergentes exprimées un temps sur l'IDS (« guerre des étoiles ») américaine ou les conditions d'ntilisation de l'arme nucléaire préstratégique (tactique) ont pu jeter le trouble dans les chancelleries, et donc ternir l'image du pays. Il en va de même lorsque, pour déter-miner dans le détail la position française dans les négociations communautaires, il convient d'abord d'effacer les divergences entre l'Elysée et Matignon.

Il reste que, sur l'essentiel, François Mitterrand et Jacques Chirae marchent du même pas, si l'on ne se fie qu'an résultat. A demi-mots, le président de la République attribue ce constat à sa propre action. Tout haut, le premier ministre y voit l'expression d'un « consentement général » sur la politique extérieure et la défense, héritage de Charles de Gaulle préservé par celui qui fnt son principal adversaire, François

Avec prudence, M. Mitterrand avance une analyse selon laquelle l'équilibre actuel des pouvoirs durera au-delà même de l'élection présidentielle de 1988. « La situation présente dessine, avec beaucoup de tâtonnements, une approche qui se perpétuera, même si les majorités présidentielle et parlementaire coincident de nouveau. » Bean débat encore! M. Lanrent Fabius, homme d'expérience en la matière, a des doutes sur la consistance de cette thèse, dans le cas d'un retour à la cohesion politique parfaite entre le président et le premier ministre. M. Chirac est certainement plus que sceptique. Il affirme que, v compris aujourd'hui, « le pouvoir ne se partage pas ». Il devrait donc logiquement se donner les moyens, s'il est élu en 1988, de désigner un premier ministre qui

ne serait que son ombre. JEAN-YVES LHOMEAU. ment et, s'il le faut, au peuple». Dans les domaines dits « partagés » (mais M. Mitterrand n'utilise pas cette expression), c'est-à-dire la politique extérieure et la défense, le chef de l'Etat réaffirme sa prééminence.

O Défense: le chef de l'Etat a «la responsabilité ultime » de l'emploi des armes nucléaires et fixe «les grandes orientations de la défense nationale». Le premier ministre et le gouverne-

sous-marins ble. Six sous-marins lance-engins existalent ou étalent programmés en 1981. J'ai ordonné, cette année-là, la construction d'un septième, le premier de la nouvelle génération. Ce sous-marin, qui naviguera en 1994, dépassera les narmes actuelles et intégrera les techniques

les plus avancées.

- Son armement connaîtra lo même évolution. L'arme qui a com-mence depuis 1985 d'être installée sur nos sous-marins est le missile M4. Chaque sous-marin rééquipé portera seize fusées M4 à six têtes chacune. On imagine la puissance de feu que représenteront ces quatre-vingt-seize têtes nucléaires. Cest dire qu'il s'agit bien de notre système central. Il est également prévu un nouveau missile plus moderne encore et plus puissant, de huit à douze têtes, le M5, qui sera mis en service à la fin du siècle. (...) Pour que cette priorité soit plus nette encore, j'ai demandé que les M 4 ne connaissent aucun retard et que le M 5 soit explicitement inscrit dans nos plans.

» Partant de l'idée, qui ne peut être écartée sans réflexion, que les progrès de la détection pourraient permettre à un adversaire éventuel d'annihiler un jour nos sous-marins, il est normal de songer à diversifier nos moyens. Précisons, pour être clair, que nous disposons déjà d'une sante terrestre concentrée au plateau d'Alblon, les dix-huit fusées S3, et d'une composante aérienne, les avions Mirage porteurs de missiles - soit une quarantaine de vecteurs. Mais l'une et l'autre seront obsolètes dans dix ans. Nul ne conteste qu'il faille moderniser d'une composante terrestre qui sera, comme l'octuelle, déployée à Albion. Il est également acquis que pas un franc prévu pour la première composante ne sera distrait au bénéfice de la deuxième, qui recevra ses crédits compte tenu de cette priorité. J'ajoute que si l'on s'interroge sur la capacité des sous-marins à échapper durablement aux techniques de détection, on constate que cette capacité s'accroît, car les techniques de silence et d'invisibilité vont plus vite. Croyez-vous que. sans cela, les Etats-Unis et l'Union soviétique construiraient toujours plus de sous-marins, de plus en plus

neux, et pour une durée d'activité de vingt à trente années? Je considère que là réside, et pour longtemps,

notre force principale. » notre force principale. »

En ce qui concerne la deuxième composante de la force mucléaire, il précise : « On s'oriente vers une trentaine de têtes mucléaires portées par des missiles à trajectoire ballsitique, comme le M 4 ou le M 5; mais plus basse, parce que tendue et d'une portée de 3 500 kilomètres au moins, le S 4.

· Les études devront en même temps être poursuivies pour que nous soyons en mesure de construire des missiles air-sol supersoniques à longue portée. Ce n'est pas le cas actuellement.

» Quant au déploiement du S 4, j'entends qu'il se fasse à Albion, pas ailleurs. M'objecter qu'Albion peut être détruit, fut-ce par des moyens conventionnels, reviendrait à dénier la stratégie de dissuasion. Chacun, chez nous et à l'extérieur, doit se chez nous et à l'exterieur, don se convaincre que, Albion ottaqué, nous serions déjà dans la guerre. La dissuasion a pour objet de l'empê-cher. Ressons dans la logique de

« La dissuasion, c'est moi »

» Mon refus de disséminer les S 4 placés sur des engins mobiles tient à ce que leur dispersion ne changerait pas les données du problème, tout en désignant aux coups supposés la totalité de notre territoire et en risquant de compromettre l'unité du commandement, qui n'appartient qu'au seul président de la Républi-que (...). Nous en revenons au point majeur. On ne peut discuter armes et priorités sans référence à la stratégie. Par exemple, je n'apprécie pas les discours, documents, com-mentaires où il est affirmé on sousentendre que l'arme « tactique » pourrait être employée en appui d'une guerre conventionnelle, et non comme l'ultime avertissement d'une guerre atomique. L'arme nucléaire tactique ne peut être détachée de la strutégie nucléaire globale. C'est pourquoi il convient de préférer les termes « armes préstratégiques » à ceux d'« armes tactiques ». Pour nous, Français, toute menace atomique est génératrice des mêmes

Après avoir répété - la dissuasion nucléaire, c'est le chef de l'Etat, donc c'est moi», M. Mitterrand considère que son point de vue relament «prennent une large part à l'initiative, à l'élaboration et su choix des options (...). Mais la décision finale n'appartient qu'à un seul ».

· Politique extérieure : sur les grands sujets (Europe, alliance atlantique, relations avec PURSS, politique arabe, méditerranéeune, africaine...), «le dessein n'a pas changé». «Je ne me plains pas quand je vois le premier ministre (...) développer avec beaucoup de dynamisme la politique qui me convient.»

 Institutions: «La pratique de la V-[République] a conduit à au pouveir de fait, excessif, du chef de l'Etat (...). La situation présente dessine, avec beaucoup de tâtounements, une approche qui se perpétuera, même si les majorités présidentielle et parlementaire collecident de nouveza. Cela dépendra da président, mais aussi du Parlement, qui sont les deux partennires obligés de notre vie démocratique.

tif au refus de l'IDS a prévalu, avant d'assurer qu'en politique extérieure la continuité prévant : «Sur les grandes questions politiques eurograndes questions politiques euro-péennes, alliance atlantique, relo-tions avec l'Union soviétique, politi-que arabe — et particulièrement au Maghreb, — politique méditerra-néenne, politique africaine, le des-sein n'a pas changé. Avec des inflexians, de-cl, de-là, blen entendu. Un peu pius d'Europe, un peu moins d'Europe, etc. Quant au tiers-monde, au-delà des mots, il n'y a pas eu de contre-éoreuse évidente. a pas eu de contre-épreuve évidente.

» Je ne me plains pas quand je vois le premier ministre comme le faisaient ses prédécesseurs, développer avec beaucoup de dynamisme la politique qui me convient. »

M. Mitterrand qualifie ensuite de « prééminents » ses pouvoirs en matière de politique extérieure et de défense. Il évoque ensuite la politi-que en Amérique centrale, « qui ne peut se situer en deça des recommandations du groupe de Conta-dora », le Tchad – dont « on peut prévoir le retour à l'unité et à l'intévrité territoriale» - et l'Europe : Mes engagements européens, ma conviction européenne vont, je vous l'accorde, au-delà de l'environnement dans lequel je me trouve. Mais aucun reproche ne peut être fait à la France sur sa façon d'appliquer les traités et les obligations qui en découlent, dit-il. Y compris la ratification de l'Accordent de cation de l'Acte unique, qui signifie l'achèvement du marché intérieur entre les Douze, d'ici au l' janvier 1992; y compris l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal; y compris l'accord avec l'Allemagne sur l'engagement du projet Hermès, l'avion spatial qui joindra la Terre aux satellites et vice versa; y compris l'accord avec la Hollande sur la dépollution du Rhin; y compris l'accord avec nos dix-sept parienaires européens sur Eurêka...»

Le « dernier mot au peuple s'il le faut »

En ce qui concerne le terrorisme, il précise : «Le gouvernement a la responsabilité de la sécurité publique et de ce qui s'y rattache. Si les décisions mettent en jeu la politique extérieure de la France, j'interviens. En tout état de cause, je me tiens informé. »

Quant au fonctionnement des ins-M. Mitterrand in

"Un président élu à l'Elysée par une majorité de Français et un gouvernement à Matignon issu d'une majorité parlementaire, en tous points, ou presque, controire à la premier ministre : « Le dernier prendère, cela ne s'était nax vu premier ministre : « Le dernier prendère, cela ne s'était nax vu premier ministre : « Le dernier prendère, cela ne s'était nax vu points, ou presque, contraire à la prendère, cela ne s'était par vu jusqu'ici et oblige à appliquer la Constitution dans sa lettre et non plus selon l'usage instauré par le général de Gaulle (...). Je vous at dit ce que je pensais de l'article 20 au regard de la politique étrangère et de la défense. Je raisonne de la même façon pour les grands prin-cipes auxquels le préambule de la Constitution se réfère.

Quant à la politique intérieure, économique et sociale, si le premier ministre n'y avait pas songé, je lui avais rappelé l'existence de l'arti-cle 20. Je ne suis et ne veux être responsable que des actes dont je prends l'initiotive ou que j'approuve. Pour le reste, comme

su premier ministre : « Le dernier mot appartient au Parlement, et, s'il le faut, au peuple. »

Enfin, il s'inquiète en ces termes du déclin du Purlement : « L'article 49-3 est un droit recommu par la Constitution au premier ministre. Je ne pais l'empêcher. Sur le fond, f'ai déjà averti par un message au Parlement que l'abus conjugué des ordonnences, de l'article 49-3 et de la question préalable au Sénat ou que l'abus du seul article 49-3 invoqué dès le début d'un débat à que l'abus au seut arricle 193 un present de la début d'un début à l'Assemblée nationale aboustraient à la mise en place d'un système destructeur du régime parlementaire. La majarité doit en préadre conscience. Je ne resterals pas moi-même indifférent, s'il le fallait. »

La bataille d'Albion

Le président de la République persiste et signe : il répète qu'il n'acceptera aucun retard sur la modernisation de la Force océanique stratégique (les sous-marins nucléaires lance-missiles) et qu'il s'en tient à un déploisment du nouveau missile belisti-que terrestre, le S4 au platseu d'Albion et pas ailleurs.

Ce double point fut l'un des nœuds de la discussion préparatoire à la rédaction du projet de loi de programme militaire, qui fixe l'équipement, nucléaire et classique, des forces armées françaises entre 1987 et 1991 et cui vient d'être adoptée par le conseil des ministres du mercredi 5 novembre. Le chef de l'Etat s'était ému de déclarations anté-rieures de MM. Jacques Chirac et André Giraud pour la construction, sans délai, d'un missile emobile » destiné à remplacer les bombardiers Mirage-IV et les missiles en sitos en Haute-Provence après 1996. Le ministre de la défense avait même précisé qu'il envisageait Ue Monde daté 29-30 juin) de faire des économies sur la modernisation des sous-marinsstratégiques pour financer le pro-

jet de missile mobile. Au Point, M. Mitterrand indique que, pour manifester la prionté donnée à la modernisation de la Force océanique stratégique. Il a demandé que le programme des missiles M4 (ces missiles è six têtes remplacent progressive-ment les missiles M20 à une seule tête embarquée sur les sous-marins) ne connaisse aucun retard. Il précise encore qu'il a demandé l'inscription explicite du programme M5 (ces missiles à une dizaine de charges à bord d'un nouveau modèle de sousmarin stratégique, dit NG) dans les plans d'armement de la loi de programme militaire.

Satisfaction lui a été donnée, avec la texte approuvé en conseil des ministres, Les daux demandes ont été retenues : le programme M 4 continue comme avant, le sous-marin NG sera prêt pour 1994 et le missile M 5 le sera avant la fin de en siècle.

Reste le problème du nouveau missile terrestre. MM. Chirac et Giraud le souheitsient e mobile », c'est-à-dire monté sur des camions banalisés qui secaient stockés dans des garages récorris ser des bases militaires en temps de paix et qui commencorsiont à s'ébranier, en temps de crise grave, pour rejoindre des emplacements de tir préétablis. M. Mitterrand ne veut pas de ces cholecoments are les routes, cuisomient le désavantage, dit-il su Point, de désigner la totalité du territoire aux coups adverses : il s'en tient à une dispersion de ces missiles, les S 4, dits à déploisment aléatoire, dans les silos d'Albien pour remplacer les actuels missiles fixes 5 3 de Haute-Provence.

Le chef de l'Etat rejoint là la

thèse de son ancien ministre de la défense, M. Charles Hernu, exposée dans le Monde du 8 avrit la loi de programme militaire est bien plus floue et plus ambigué que lors du problème précédent de le modernisation des sous-manies. Elle lance les études du S 4. Elle n'évoque pas son mode de déploiement. e Le président de la République peut décider ca qu'il veut, a expliqué M. Giraud, lorsqu'il est président. » En clair, le ministre de la défense a choisi de reporter à après 1988-1989, c'est-à-dire après les prochaines élections présidentiell de déploiement du S 4 d'abord à Albion, ensuite en dehors du site.

Au comité central du RPR

M. Chirac: la politique extérieure et la politique de défense ne changent pas

La plupart des membres du comité central réunis samedi 8 novembre à Paris attendaient. avant d'émettre un avis personnel, qu'on leur dise que penser de l'interview de M. Chirac au Washington Times. Ils en ont été pour leurs frais, car, à la tribune, aucun des dix ministres qui ont pris la parole, pas plus que M. Toubon, secrétaire géné-ral du RPR, et encore moins le premier ministre, n'a évoqué le

Chaque ministre a dressé un bilan de son action depuis sept mois et esquissé ses projets. Toutefois, seul M. Chirac, avant d'aborder le problème de la «participation», a lon-guement improvisé une introduction guement improvise use introduction politique à son propos. Il a affirmé que « les parlementaires de la majorité ont tout lieu d'être fiers de l'action qu'ils ont menée depuis cinq mols ». A plusieurs reprises, M. Chirac a répété : « Nous avons gagné parce que nous étions unis ; cett parce que nous commes unis ; c'est parce que nous sommes unis que nous pouvons gouverner ensem-ble, et c'est parce que nous resterons unis que nous gagnerons, j'en suis sur, les prochaines élections de toute nature qui se produiront. » Il a aussi ajouté : » L'union de la majorité ne doit être mise en cause par aucune initiative. Elle est unie et le restera. A chacun d'en être responrestera. A chacun a en erre respon-sable. » Une sorte de mise en garde et d'incantation qui pouvait avoir valeur d'exorcisme face aux démons de la division qui, à l'approche du scrutin présidentiel, poarraient s'emparer de la majorité elle-même.

Pour conforter la confiance de ses partisans, M. Chirac a aussi souligné qu'an fil des années plusieurs prin-cipes établis par de Gaulle avaient

Contestant que l'hostilité que montraieut naguère les socialistes avait aajourd'hui disparu, il a cité les institutions de la Ve République, « les mieux adaptées aux caractéristiques psychologiques et sociologiques des Français et qu'en aucun cas nous ne devons changer ». Se félicitant de l'« immense adrésion » que reçoivent la politique étrangère et la politique de défense qui ont été fondées par de Gaulle, il a noté : « S! l'on voit aujourd'hui les socialistes défendre les options initiées par de Gaulle, on doit en être satisfait mais se rappeler aussi que cela est dû au fait que ces options correspondent à la prise de conscience de l'ensemble des Français. » Et M. Chirac a ironisé sur « le paradoxe de certains socialistes qui aujourd'hui nous soupçonveralent de mentione de la sur de le paradoxe de certains socialistes qui aujourd'hui nous soupçonveralent de mentione de la sur de le paradoxe de certains de ce que vouleit de la sur le paradoxe de certains de ce que vouleit de la sur le paradoxe de certains de ce que vouleit de la sur le paradoxe de certains de ce que vouleit de la sur le paradoxe de certains de ce que vouleit de la sur le paradoxe de certains de ce que vouleit de la sur le paradoxe de certains de ce que vouleit de la sur le paradoxe de certains de ce que vouleit de la sur le paradoxe de certains de ce que vouleit de la sur le paradoxe de certains de ce que vouleit de la sur le paradoxe de certains de ce que vouleit de la sur le paradoxe de certains de certains de certains de la sur le paradoxe de la sur le paradoxe de la sur le paradoxe de certains de certains de certains de la sur le paradoxe de la sur l aujourd'hui nous soupçonneraient de nous éloigner de ce que voulait

Le rôle essentiel de l'Etat

Il a surtout insisté en disant qu'il est important que le pays sache éviter « de changer de politique étrangère ou de politique de défense au gré des évolutions de sa politique intérieure ». « Et cela est une force considérable », a-t-il ajouté.

Le premier ministre, qui a rendu un hommage appuyé an secrétaire général du RPR, M. Toubon, pour son « dévouement, son dynamisme et sa loyauté » et qui « conduit et sa toyaute » et qui « conussi l'action militante d'une façon exem-plaire », a également félicité M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, et M. Edouard Balladur, ministre d'Etat.

Précisément, M. Edouard Balladur, qui avait ouvert les débats du comité central, a insisté sur la partiprofitable à tous et non réservée à

nomique ». Mais surtout, M. Ballanomique. Mais surtout, M. Halla-dur a tenu à préciser les rôles respectifs de l'initiative privée, de la liberté économique. et de l'Etat en disant : « N'oublions pas que nous sommes gaullistes. S'il faut faire reculer les fonctions que l'Etat a accaparées, n'oublions pas qu'il remplit un rôle essentiel pour fixer les rèvies du jeu, pour assurer la les règles du jeu, pour assurer lo sécurité, pour garantir les libertés et le système social. Nous ne sommes pas partisans de la destruc-tion de l'Etat. Il n'y a aucune contradiction à vouloir marier le libéralisme et le respect de l'Etat. » En coaclusion da bilan de son action, le ministre a déclaré : - Nous ne devons nous laisser aller ni au pessimisme ni au triomphalisme.» M. Charles Pasqua, ministre de

l'intérieur, contrastant avec le tona-lité générale de ce comité central, s'en est pris avec vigueur aux socia-listes qui, lorsqu'ils étaient au pou-voir, « ont intégré dans le corps pré-fectoral et aussi dans d'autres, et notamment au Conseil d'Etat, au tour extérieur, un certain nombre de leurs militonts qui empêchent désormais le Conseil d'Etat d'avoir le recul nécessaire ». Et le ministre a invité ses auditeurs à « n'avoir aucun complexe envers ces jocrisseset ces tartufes ».

on pent également relever que, emporté par la défense de son projet de lutte contre la toxicomanie, M. Albin Chalandon, ministre de la justice, s'est laissé aller à dire : « Ma politique a été déformée par les médias, des médias complètement intoxiqués par cette affaire de la drogue ». Ce fut la seule fausse note de ce comité central pour une fois exceptionnellement onvert à la exceptionnellement onvert à la

ANDRÉ PASSERON.

Au «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Fabius : « légèreté »

M. Laurent Fabius, invité dimanche 9 novembre du «Grand Jury RTL-le Mande», a affirmé, à RTL-ie Mande », a affirme, a propos de la politique proche-orientale du gouvernement : « On a le sentiment d'un incessant va-es-vient dans des affaires très diffi-ciles, mais dans lesquelles il faut essayer de s'en tentr à une ligne et à une seule (...). Il y o dans tout cela beaucoup de légèreté. » Interrogé sur les contrats de vente

d'armes conclus, dans le passé avec la Syrie, l'ancien premier ministre a notamment déclaré : « Lorsqu'on fait allusion à ces contrats, il faut remonter non pas, aux années 1981, 1982 et 1984, mais à l'année 1975. 1982 et 1984, mais à l'année 1975.
C'est cette année-là, alors que
M. Chirac était premier ministre,
que des contrats de ventes d'armes
fort importants ont été passés avec
la Syrie. Puis il y a eu destruction
de ces armes, qui avaient été vendues par la France au cours des différents affrontements. En 1982, le
problème du renouvellement de ces
contrats a été posé. Ils ont été
renouvelés. En 1984, une nouvelle
demande a été formulée, extrêmement importante. Le gouvernement

demande (...) Ces contrats n'ont, en fait, pas été exécutés

Cela veut dire que le nouveau gouvernement, en 1986, n'o pas innové dans l'attitude à l'égard de la Syrie, et il o eu raison de ne pas le faire car les contrats de 1984, je le répète, n'avaient pas été exé-

M. Fabius a également affirmé qu' « à aucun monent il n'y a eu de tractations » pour libérer Georges Ibrahim Abdallah, de la part de son gouvernement.

 M. Jospin : une thèse extra-vegante. — Réagissant à l'interview de M. Chirac au Washington Times, M. Lionel Jospin, tout en ae refusant à porter un jugement sur le fond, e estimé lundi sur Europe 1 que « cette affaire n'est pes très bonne pour le crédit sinon de la France en tout cas du premier ministre français ». Inter-rogé sur la mise en cause des ser-vices secrets israéliens, il e déclaré que e cela paraît un peu fou, quant que l'un puisse imaginer une thèse ment importante. Le gouvernement français a décidé de n'accorder des armements que dans une proportion modeste par rapport à lo consait ce qu'est l'Etat d'Israël, sur quoi il a bâti sa propre histoire (...), que l'un puisse imaginer une thèse aussi extravagante et aussi effroyable ».



....

100 mg. 200 1 mg.

10 - 12 y 13

1 - 1 - 2 - 1

The state of the s

. . . .

Oni, ils étaient capables de se moderniser sans pour autant tomber dans ce que leur secrétaire général, M. Jacques Barrot, pelle la «dictature du look». Oui, ils étaient prêts à assumer l'héritage

démocrate-chrétien, les références au MRP sans pour autant apparaître passéistes au point de ne donner la parole à l'une des «figures » présentes, M. Pierre Pflimlin, président de l'Assemblée des Communantés européennes, qu'au cours d'un déjenner dans des circonstances peu propices à une grande attention. Oni ils nouvaient surmongrande attention. Oni, ils pouvaient surmon-ter le dilenme entre leurs favents pour M. Raymond Barre et le soutien à « leurs » ministres. Oni, ils étaient à même de clarifier leurs options sans pour autaut cultiver à fier leurs options sans pour autant cultiver à l'excès in petite unusique de la différence. Oui, eux aussi avaient un « présidentiable » avec M. Pierre Méhaignerie. De quoi les étonner eux-mêmes et ajouter à leur satisfaction d'épater les « partis frères ». Scandant le nom de « Bandis », arrivé en même temps que MM. François Léotard et Jacques Toubon, qui, tont comme MM. André Rossinot et André Santini, avaient fait le

voyage de Metz, la salle n'a pas non plus manqué à plusieurs occasions de manifester son soutien à M. Bernard Stasi, qui s'est gardé tout au long du congrès de tout propos susceptible de compromettre son élection le 2 avril prochain à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

« Sans états d'âme, un parti n'est qu'un régiment » : cette réflexion de M. André Diligent illustre le revers de la médaille ; « Nous n'avions jamais assisté à un congrès du Parti communiste soviétique, maintenant nons savons ce que c'est » : cette autre remarque de militants ou encore les reproches de « verrouiliage » d'un Eugène Claudius-Petit, montrent que le passage d'une « famille » à un véritable parti, avec une ligne politique imposée et une seule, peut se révéler douloureux.

«Le candidat de l'UDF doit être celui qui a l'expérience et le poids le plus lourd »

Le CDS et le gouvernement.

M. Méhaignerie, président, ministre de l'équipement, au logement, de l'aménagement du territoire et des transports: « Au sein du gouvernement nous avons participé aux grandes orientations, défendu nos positions. Elles ont souvent prévalu, pas toujours, mais nous pouvons, sur l'essentiel, nous reconnaître dans l'action gouvernementale. >

M. Barrot, secrétaire général: «On accepte que le gouvernement n'aille pas, dans certains domaines, aussi loin qu'il le faudrait. On ne veut pas accepter qu'il se trompe de direction ou retourne en arrière, rendant plus difficile par lo suite le vrai redressement. (...) Nous savons qu'un parti important, sur-tout lorsqu'il compte le chef du gouvernement dans ses rangs, est inévitablement soumis à des tentations hégémoniques. Nous somme fermes et nous serons fermes. Nous n'accepterons pas que l'action du gouvernement puisse contribuer à établir l'hégémonie de l'un des partis de la majorité. »

M. Lecanuet, président de l'UDF: « La France [admet] la cohabitation parce qu'elle ne veut pas ajouter dans l'immédiat une crise politique à la crise de l'emploi. Elle n'en souhaite pas la perpétuation après 1988. Cest une situation de atiente d'expectation de décarte.

période d' « oscillation ». « voudront retrouver dans la même ligne un président de la République, un gouvernement et une majorité ayant les mêmes aspirations. »

M. Stasi, député de la Marne, évoquant le dossier particulier de la défense : « Ce qui compte et ce qui est grave, c'est que le fond du débat o été sacrifté sur l'autel de lo cohabitation. Certes, on peut se réjouir que des divergences sur la défense n'aient pas fait capoter la cohabitation, muis je regrette » que le débat sur la défense n'ait pas été tranché

 Le CDS et 1988, M. Méhaienerie: « Nous ne

sommes pas le parti du vague à l'âme. J'en ai assez qu'on vienne nous prendre le pouls tous les matins. Nous, nous sommes en pleine forme, mol, je suis en pleine forme. Je suis entièrement au gou-vernement, entièrement dans l'UDF, entièrement dans la majorité (...). Lorsque les présidentielles viendront, nous soutiendrons au premier tour le candidat de l'UDF, parce que c'est notre fomille, et au deuxième tour, quel qu'il soit, le candidat de la majorité, parce que c'est notre majorité. Pour que ce candidat unique de la majorité puisse être celui de l'UDF, nous disons qu'il ne doit y avoir qu'un seul candidat de l'UDF et qu'il doit

M. Lecannet : . Tout l'avenir politique de la France se jouera en 1988. Si le centre gagne, il entrai-nera des fractures dans le PS, qui ne tient son unité que de sa présence à l'Elysée. Si le centre gagne, un remembrement politique sera possi-

M. Barrot : « La préparation de l'élection présidentielle représente pour l'UDF et le CDS la chance de recentrer, de clarifier et d'ordonner son message, qui doit apparaître comme un centrisme authentique ouvert et autonome. On ne peut pas se réclamer du centre et laisser, par

> Les instances dirigeantes

M. Pierre Méhaignerie a été réélu président du CDS par 844 voix (soit 95,58 %) sur 883 votants et 1 267 inscrits. M. Jacques Barrot a été réélu secrétaire général par 827 voix (soit 93,65 %) sur 883 votants et 1 267 inscrits.

Six vice-présidents. --MM. Jean-Marie Daillet, Jean-Charles da Vincenti, Piarre Bernard-Reymond, Mar Nicole Bertrou, MM. Roger Partrat et Yves Marchand.

buresi national :

Sept secrétaires généraux adjoints. - MM. Jean Arthuis, rançois Bayrou, Loic Bouvard Pierra Fauchon, Jean-Paul Fuchs, Jean-François Michel et Jean-Jecques Salles.

Neuf secrétaires nationaux. -M^{me} Moniqua Badanas, MM. Hugues Bousiges, Amaud Cazin d'Honnincthun, François Froment-Meurice, Claude Goseguen, Albart Kelaydjian, M. Annik Lavaure, M. Joseph Macé-Scaron et Yves Pozzo di Borgo. M. de Vincenti ayant été étu vice-président, son poste de secrétaire national devrait être

Dix militants non parlementaires, membres du bureau nationel. — MM. Pierre Leternandia, Jean-Luc Forget, Jean Chelini, Didier Cazabonne, François Bordry, Marcel Roques, Jacques Miquel, Plerre-Yves Teitgen, Mar Martine Lembusier-Fonaine et M. Joen-Leurent Chamaly.

quelques mousquetaires, percer en son sein des accents à tonalité ultraconservatrice ou ultralibérale. (...) Nous devons soutenir un vrai « pré-sidentiable » et non une candidature de témoignage vite suspecte parce que perçue comme un arrangement préalable.

• Le CDS et M. Barre:

M. Barrot : « Quand Raymond Barre affirme à Scy-Chazelles sa volonté de construire l'Europe, il rencontre nos convictions premières. Quand il préconise à Lille une entreprise moderne et humaine, faisant une place plus large aux salaand il se prononce pour le riés, que nalisme social, il fait écho à nos traditions humanistes les plus prononcées. Ces convictions partagées rendent le diologue fructueux et enrichissant. La relation ainsi établie présente une double chance : elle rapproche de nous des hommes mond Barre et qui apprécient chez nous une expérience militante. Certains d'ailleurs nous ont déià rejoints, et nous nous en réjouissons ; elle peut permettre demain la jonction entre notre courant de pensée et un homme d'Etat de dimention internationale. »

a Le CDS et l'Europe

sommes, à l'intérieur de la majo- la gauche. Les démons ne sont pas rité, le fer de lance de la construc- conjurés, et si Michel Rocard croit tion européenne (...). En 1962, nous pouvoir éviter de choisir entre le sommes même allés jusqu'o quitter soutien du Parti socialiste et la sommes même allés jusqu'o quitter soutien du Parti socialiste et la le gouvernement et à entrer dans mise à jour de son langage, il se fait l'opposition lorsqu'il nous est sans doute des illusions...

apparu que nous étions en désaccord avec la politique européenne. Evoquant la ratification de l'Acte unique européen, il précise : « Il est évident que ce traité doit être ratifié tel quel sons adjonctions ni réserves. - Puis il propose : - il faut avancer ou moins dans quatre domaines : la monnaie, la mise en place du marché intérieur ». à propos duquel il lance . l'idée d'organiser avec tous les parte-naires économiques et sociaux de notre pays une grande concertation nationale pour la France en Europe», «le développement de la recherche scientifique et technique. » Quant au quatrième, il assure : « Nous devons continuer à nous attacher aux symboles européens. Le drapeau, l'hymne, le pas-seport uniforme, sont des signes importants de l'unité européenne. Il nous faut poursuivre : lo décision que nous avons prise lundi dernier de faire tomber, très prochainement, les panneaux « douane » aux

frontières de nos douze pays, va dans ce sens ! » • Le CDS et... le CDS

M. Bayron, secrétaire général adjoint, définit les cinq « traits du centrisme » : « l'esprit de résistance - qui doit anjourd'hui relever le défi de « l'abaissement » de la France, « l'esprit de compétition ». · l'esprit de solidarité » plus nécessaire pour éviter que les tensions ne s'exaspèrent, « l'esprit de réforme » et « l'esprit des bôtisseurs des nouveaux pionniers de l'Europe». Il conclut : « Ce qui va changer avec nous, ce qui va chan-ger avec le centre, ce n'est pas seulement un parti, e'est la politique toute entière de lo France, dont nous allons devenir l'axe et le

M. Méhaignerie : - Il y a le temps des labours, le temps des semailles et le temps pour la mois-son (...) Je suis décide à poursuivre la montée en puissance du CDS, le renforcement de son implantation, de son influence, de son rôle. Il doit, aujourdhui, concentrer ses efforts sur lo formulation et sur la personnalisation de ses idées et de ses ambitions .

● Le CDS... et 1995.

M. Arthuis : . En 1995. ie l'espère vivement, nous présenterons un candidat issu de nos rangs.

 Notre présidentiable, avant lout autre, ne peut être au un authentique centriste. Récusant toute présomption d'indigeance, notre présidentiable, dans une logi-que «centriste», doit être CDS. En d'autres termes : « nous, e'est nous!» Pierre Méhaignerie, tu es posteur de mos compittions et de porteur de nos convictions et de notre espoir ! -

M. Guellec, secrétaire d'Etat à la mer: - Notre mouvement a montré qu'il avait un véritable patron : Pierre Méhaignerie.

• Le CDS et le PS

M. Méhaignerie : Diologuer, M. Méhagnerie: Diologuer, e'est sortir du Moyen Age politique. Les alliances, c'est autre chose. Le dialogue n'empêche pas que chacun appartient à sa famille de pensée. C'haque famille bouge, évolue, et c'est vrai que le camp de la gauche o changé. Beaucoup mais pas asses; et di le part de la parceller man et si l'on peut dejà travailler avec des socialistes sur des sujets particuliers, on ne peut toujours pas travailler avec le Parti socialiste, qui et des femmes qui soutiennent Ray- n'a plus aujourd'hui de projet, qui est encore intolérant et qui n'est pas décide à s'attaquer aux trois faiblesses qui sont la cause de notre situation d'aujourd'hui : les rigidités excessives, l'inadaptation de notre système éducatlf, l'importance exagérée du secteur public. »

M. Barrot : « Quelques sociolistes cherchent à se recentrer. Mais • Le CDS et l'Europe

M. Bosson, ministre chargé des affaires ouropéennes : « Nous liés à un PS prisonnier des références et des réflexes de l'union de Toutes les audaces

E MRP est-il de retour ? Ce n'est pas le moindre paradoxe de ce congrès de Metz d'avoir vu les centristes résolument tournés vers l'avenir, se préparent enfin à donner du CDS une image moderne et attrayante et de les avoir entendus, dans le même temps, muitiplier, avec une rare insistance, les références à leurs anciens du Mouvement républicain populaire.

Comme s'ils avaient redécouvert soudainement les vertus de leur passé comme a'ils prenaient conscience que ce qui fut accompli avant-hier pourrait être recommencé demain. On les e antendu citer Emmanuel Mounier, Marc Sangnier, Robert Schuman (1), magnifiar l'e esprit de résistance », rappelant aux plus jeunes que le MRP était né de l'Occupation ; évoquer le « grand alan politique » nécassaire aujourd'hui, comme il le fut pour installer ce puissant mouvement social d'après-querre.

Après dix années d'errements en tout genre, le CDS a tenu à manifester, au cours de ce sixième congrès, sa volonté et sa capacité de rassemblement au centre, sa vocation à constituer, entre conservateurs et socialistas, una troisiàme force remembrée. Refus des manichéismes at des égoïsmes, approche plus humaine et plus concrète des problemes du pays, personne, au CDS, ne doute plus « que la France est devenue centriste » et qu'est donc arrivé la tempa pour laur parti d'engranger la moisson.

Première récolte : l'élection présidentielle de 1988. Telle qu'elle est vécue présentement, la cohabitation n'est, aux yeux des centristes, ni durable, ni enviable pour permettre le redressement urgent de l'économie

L'avis est loin d'être partagé à l'intérieur même de l'UDF, mais, à Metz, les centristes ont persisté et né : cette cohabitation-là ne peu devenir un modèle institutionnel. Cependant, fidèles au vieux reve MRP de l'eharmonie sociale», ils préfèrent à cette cohabitation artificielle du moment la perspective d'une cohabitation naturelle et sans drame, qu'ils pensent être les seuls à pouvoir susciter.

Comment ? En continuant d'abord d'accorder leur confiance à M. Raymond Barre. Sans la moindre éguivo que, leur soutien lui a été revouvelé à Metz. Avec lui à l'Elysée, avec. comme on le dit dans leurs rangs, e co centriste qui e compris le gaul-Esme», ils pensent être en mesure da capter une partie de l'héritage chiraquien qui, fatalement, sera à saisir en cas d'échec du maire de Paris. Ils font aussi confiance « à leur patron ». qui e'est imposé comme tel au cours de ce congrès, M. Méhaignerie, pour ouvrir la porte vers la gauche.

On a pu noter à Metz qu'aucun des dirigeants centristes n'a rejeté cette hypothèse d'un recentrage des

· Une misa au point de M. Rocard. — A la suite de l'article « M. Rocard defie le PS » paru dans le Monde daté 9-10 novembre, le député des Yvelines nous a edressé une mise au point contestant notre interprétation du passage relatif à la prochaine élection présidentielle du fiscours qu'il a prononce à Istres, le 7 novembre. Nous publierons demain (le Monde daté du 12 novembre) le texte de cette réplique.

· Les Verts vont changer de porte-parole. - Réuni samedi 6 et dimanche 9 novembre à Paris en assemblée générale annuelle, le mouvement écologiste a rejeté le texte d'orientation présenté par ses quatra porte-parole (MM. Dicler Anger, Jean Brière, Yves Cochet et Guy Marimot), texte qui préconisait une ouverture à d'autres mouvements ou partis Ve Monde du 6 novembre).

Les déléqués du mouvement, qui

regroupe onze cents adhérents environ, ont adopté, par 413 voix contre 196, le texte «fondamentaliste» soutenu notamment par : daux conceillars regionaux alsaciens. M. Antoine Waechter, délégue sux élections et Ma André Buchmann l'anciennne porte-parole (Alsace). Mª Solange Fernex ; ie délégué aux élus écologistes (lie-de-France), M. Michel Cerré ; le secrétaire national (Rhône-Alpes), Michel Delore. Les Verte devaiant élire, lundi 10 novembre, leurs nouveaux porteparola parmi las e fondamentalistes » ; les sortants ne souhaitent pas le renouvellement de leur mandat mais revendiquent pour leur «tendance > cinq postes sur douze au coi-

sant même que M. Mitterrand était cle dernier mât géent qui tenait la tente ». Si le mât cède, les centristes sont déjà prêts aujourd'hui à « des diances non pas avec le Parti socialiste, précise M. Méhaignerie, mais avec des socialistes ».

La CDS change, le CDS bouge et se prépare au changement. « Nous sommes bien les seuls à pouvoir dépasser les clivages, réduire les oppositions, déplacer les frontières et briser les conformismes », affirme M. Jacques Barrot.

Les centristes ont déià aussi un ceil sur 1995. La candidature à l'Elysée de M. Méhaignerie a été lencée. Une façon de suggérer que l'homme pourrait être testé auparavant à Matignon. Premier ministre ? e Pourquoi pas ? », répond d'ailleurs l'inté-

M. Barra à l'Elysée, M. Méhaignerie à Matignon, la CDS parti fort à l'Assemblée, ce congrès da Metz aura décidement été le congrès de toutes les audaces.

DANIEL CARTON.

Le MRP

Né en 1944, Issu directement de la Résistance, le Mouvement républicain populaire se situait dans la ligne des idées de la démocratie chrétienne. Considéré comma le rampart das classes movennes contre le communisme, premier parti de France en 1946, le MRP n'a cesse dès lors de reculer tout au long de la IVª République, au cours de laquelle il était de tous les gouvarnaments, à l'axception de celui de Pierre Mendès France. En 1958, rallié au général de Gaulle, dont il se sépare en 1962 sur la question auropéanne. le MRP, après les tentatives defferration et la candidatura da M. Jean Lecenuet à l'élection présidentialle de 1965, se dissout dans le Centre démocrate

Parmi les grandes figures revendiquées par le MRP. Robert Schuman, né en 1686, surnomme le père de l'Europe, s'est illustré par la repprochement entre la France et l'Allemagne, aboutissant à le déclaration du 9 mai 1950 sur l'Europe unifiée. Quant à Marc Sengnier (1873-1950), fondateur du mouvement Le Sillon, il a animé tout un courant visant à réconcilier l'Eglise at la République, et à définir ce que pourrait être le catholicisme social. Enfin, Emmanuel Mounier (1905-1950), fondateur de la revue Esprit en 1932, a rassem blé autour d'une idéologie personnaliste les partisans d'une troisième voie arrachant l'homma à l'oppression du totalitarisme et du capitalisme.



 Voi Aeroméxico Paris-Mexico

• 4 nuits à Mexico à l'hôtel Genève ou Presidente"

Vol Aeroméxico Mexico-

Acapulco • 4 nuits à Acapulco à l'hôtel

Castel ou Mirador* Vol Aeroméxico Acapulco Mexico-Paris



vols réalisés par aeroméxico un voyage Carrefour_{ll} et dans les agences de voyages



Société

L'interview de M. Yves Chalier sur le Carrefour du développement

Le mystérieux manipulateur

Retournement de situation : si l'on en croit son interview donnée au Point, M. Yves Chalier était protégé par "Fun des responsables de la police au ministère de l'intérieur «. Lundi 10 novembre, le ministère se refusait toujours à commenter les affirmations toujours à commenter les affirmations de l'ancien chef de cabinet du ministre socialiste de la coopération, M. Chris-tian Nucci. Le juge d'instruction, M. Jean-Pierre Michau, aimerait sur-ment vérifier la validité de cette révélation. Encore fandrait-il qu'il puisse entendre M. Yves Chalier dont l'avocat. Mº Xavier de Roux, nous a assuré que son client se présenterait devant la justice « pas demain, mais dans un

Lie fait en tout cas a'est pas contestable : lorsqu'il officiait au ministère de la coopération, M. Yves Chalier avait des contacts suivis avec le ministère de l'intérieur. Chargé d'assurer la liaison avec le Service de coopération technique internationale de police (SCTIP), e'est, entre autres, vers cet ne qu'il s'est tourné korsqu'il s'est agi de préparer le sommet franco-africain de Bujambura, en décembre

Le dossier instruit par M. Jean-Pierre Michau comporte plusieurs traces de l'intervention du SCTIP. dont l'un des responsables, le commissaire divisionnaire Jacques Delebois, suiveit les activités à Bujumbura. Ancien de la DST, qu'il a quittée après l'affaire des micros du Canard enchaîné, en décembre 1973, le commissaire Delebois, promu chef du SCTIP après les élections de mars 1986, était à l'époque numéro deux du service. Dans plusieurs procès-verbanx, le colonel Victor Tito, adjoint au chef de la mission militaire au ministère de la coopération, aujourd'hui inculpé de la coopération, aujourd'hui inculpé de faux en écritures, recel d'abus de confiance, à cité son nom.

Selon ce militaire, le commissaire Delebois aurait assisté à plusieurs réunions interministérielles en vue de préparer le sommet de Bujumbura. C'est à lui, a encore déclaré le colonel Tito, que M. Yves Chalier a remis une forte somme d'argent en liquide pour assu-rer le défraiement d'une vingtaine de fonctionnaires du SCTIP dépêchés sur place afin d'assurer la sécurité des per-sonnairés. C'est également le commissaire Delebois qui aurait payé, grâce encore à de l'argent remis par M. Yves Chalier, les » barbouzes » recrutées dans la crainte d'une attaque libyenne lors du sommet.

Deux barbouzes, déjà utilisées lors de l'opération Maeta eu Tehad, raient alors été recrutées avec mission d'organiser une équipe de protection. Dotés de faux papiers par un fonctionnaire du ministère de la coopération, ces deux hommes semblent avoir reçu une forte somme d'argent pour réunir une équipe dont personne

a'a retrouvé la trace. L'argent, pour-tant, a bel et bien été versé. A qui ? C'est ce qu'aimerait savoir le juge d'instruction, qui souhaiterait entendre prochainement le commissaire Dele-bois.

Le mécarisme des fausses factures

Deuxième point fort de l'interview d'Yves Challer au Point, les accusa-tions portées contre M. Christian Nucci et M. Guy Penne. Tous deux, selon M. Challer, connaissaient – avec plus ou moins de précisions — le méca-nisme des fausses factures permettant de récupérer de l'argent liquide destiné à diverses opérations. Selon M. Yves Challer, M. Nucci aurait financé de la sorte une partie des dépenses électo-rales de son parti dans l'Isère. Une telle accusation avait déjà été portée par M. Philippe Leroy, le transporteur aejourd'hei iaculpé d'abes de confiance et de faux en écriture.

M. Yves Chalier récidive en affirmant que son ministre aurait assisté en personne, dans les locaux du ministère de la coopération, à la remise de 500 000 francs ca liquide. Cette somme aurait ensuite été convoyée à Beaurepaire, ville dont M. Nucci est le du ministre». Dans les milieux de l'enquête, on confirme que plusieurs collaborateurs de MM. Nucci et Mermaz anraient bien été payés evec de

l'argent qui semble notamment prove-nir de Carrefour du développement. Ces sommes, néanmoins, ne dépasse-raient pas 125000 francs, tirés en chè-que sur le compte joint Nucci-Chalier.

M. Yves Chalier demeure, en revanche, particulièrement évasif sur les malversations qui hi sont person-nellement reprochées. Il s'agit là de sommes bice plus importantes puisqu'il pourrait avoir à répondre d'un détournement s'élevant, pour l'instant, à 2500000 fenere. à 2500000 francs.

Tout cela ne représente qu'une par-tie des sommes détournées à travers Carrefour du développement. Les der-niers relevés font état de dépenses non justifiées à hauteur d'environ 28 mil-lions de francs : 18 millions à l'occasion du sommet de Bujumbura, - qui a couné 50 millions à l'association, -10 milbons à la faveur d'autres commandes passées par le ministère. Car-refour da déveluppement aurait notamment payé à l'association huma-nitaire de M. Marthe Mercadier, l'IFPPF, le transport vers l'Afrique de matériel médical pour une somme de 5 millions et demi de francs. Or, les enquêteurs ont découvert que le matériel n'a jamais été livré. L'argent, pense-t-on, serait resté dans les poches de MM. Chalier et Leroy dont la société assurait les transports africains de l'IFPPF.

CORINE LESNES et GEORGES MARION.

La solitude de Sébastien

TOULON

de notre correspondant

Un enfant de neuf ans, seul, dans le hall d'un aéroport. Non pas perdu, mais seul, perce que ses parents divorcés ne veulent pas de lui. Un enfant punchingbalt. Sébastien, que son pers, policier à Paris, et sa mère, recrétaire médicale à La Seyne (Var), se renvolent comme une La jour de la Toussaint,

Sébestien arrive à Hyères par l'avion en provenance de Paris. Il a passé quelques juurs da vacances chez son père. Sa mère n'est pas venue l'attendre, et elle ne viendra pas. L'hôtesse ne réussit pas à la joindre et prévient alors la commissariet de police, qui prend contact avec le père. Celui-ci ne comprend pas : e Hier, j'ai laissé un message sur le répondeur téléphonique de mon ex-femme pour l'avertir du retour da Sébastian. » Maia l'enfant est là, seul. Le père ne peut cependant se déclacer et venir la reprendre car il e cun problème à régler avec son assu-

La mère apprend par la presse la mesaventure de son enfant. Elle est absente de chez elle, en traitement pour état dépres Osand, jeudi 6 novembre, le juge des enfants la repoit, elle présente un certificat médical pour ne pas reprendre en charge Sébestien. Reçu aussi per le juge, le père maintient son rafus : e C'est à mon ex-femme qu'on a confié Sébastien, qu'elle le garde. Ses certificats médicaux, je n'y crois pas. a Puis il est reparti à Paris rejoindre sa seconde femme enceinte. De son côté, la mère est retournée se reposer auprès de son nouveau compagnon.

Sébestion a été accueille au Cantre départemental da l'enfance du Pradet, à 20 km de Toulun, II attend. Vendredi 7 novembre, le juge lui a expliqué que la situation « est difficile ». Il a pris une décision de placement qui, de fait, revient à un retrait de la garde aux parents. « Cela ire mieux plus tard », espère Sébestien; mas parents, ne vont pas atler en prison à cause de moi, au mains > ?

JOSÉ LENZINIL

«Le ministre couvrait tout»

« J'ai accepté de ménger la droite jusqu'à présent, parce que j'avais des protecteurs de ce côté-là. Mais j'ai la sentiment d'avoir été manipulé. Il faut que je m'explique, que je fasse explo-ser l'affaire », affirme M. Yves Chalier, ancien chef de cabinet du ministre socialista de la coo-pération, M. Christian Nucci dans une interview recueillie par notre confrère Jean-Marie Pontaut et publiée dans le numero du Pont du 10 novembra. En fuite depuis plus de six mois, l'ancien trésorier da l'association Carrefour du dave/uppamant Indiqua qu'il refait surface car il a été « profondément choqué » par l'incarcération de son amie, Maguy Baquian, devanue, estime-i « l'utage de la justice française ».

Le 29 avril, Indique-t-il, e j'al mont premier contact avec un ami, l'un des responsables de la police au ministère de l'intérieur ». « Il m'a conseillé de partit par Bruxelles et Londres et il m'a donné un contact au Brésil ... « Avant que je ne quitte la France, on m'avait demandé de préparer un rapport sur l'affaire. On me relance à Rio. Je fais donc le rapport en question, que je confie à un intermédiaire qui le remet à mon ami de l'intérieur la 23 mai à Roissy. J'ai été extrêavait été déposé dans la boite aux lettres personnelle du nouvezu ministre de la coopération, M. Michel Aurillac >.

« On me dit que tout cela va se tasser. On me demande de nouveaux renseignements (...). Un jour, on m'apporte même, de France, un faux passeport parfai-tement en règle. De temps en temps, mon ami policier me dit qu'il en parle « au chef ».

La 11 uctubra, affirma M. Chalier, alors que Maguy Baquian a été interpellée, daux

de la police judiciaire téléphonen à Rio chez son hôte. Le 13, M. Chalier est informé que « tout a'arragne ». Mais Maguy a été écrouée et le juge Michau transmet aux autorités brésiliennes une demande d'arrestation provisoire, comportant l'adresse de M. Chalier. « Mon ami policier me téléphone. Il me conseille de fuir vers le Paraguay, de prendre contact avec le juge Michau (...) et de lui dire que je suis prêt à me rendre, quand il n'y aura plus qu'un seul gouvarnement en Franca. En d'autrea termaa, quand la cohabitation sera termi-

« Avec Paccord de Gay Penne >

M. Chalier revient ensuite sur le coût du sommet de Bujumbura (Burundi) en 1984. « Nous avuns du engager des barbouzes, recrutées, bien entendu avec l'accord de Guy Penne ». lo conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaines. Pour ces opérations réglées en liquide, a été monté le mécanisme de fausses factures. «Le ministre couvrait tout. Et Guy Penne suivait le dossier. » L'ancien chef de cabinet met

financement de la campagne électorale du PS dans l'Isère. Le transporteur Philippe Leroy a remis 500 000 francs provenant de fausses factures en présence de M. Nucci, affirme-t-il. . Une partie de la campagne électorale a été financée sur le fameux compte juint que je détenais avec Christian Nucci. Je réglais ainsi les salaires de deux secrétaires, d'un chargé de mission, d'une conseillère régionale de l'Isère (collaboratrice Baquien a été interpellée, deux de Louis Mermaz), les cotisa-homme de la Brigade financière tions au PS et à l'URSSAF. »

M. Chalandon: le procès de Georges Abdallah pourrait être retardé

Les indices recueillis à Strasbourg coatre Georges Ibrahim Abdallah » peuvent retarder l'avè-nement du procès » de responsable des Fractions armées révolution-naires libanaises (FARL), qui aurait pu « avoir lieu vers la fin de l'hiver ou du début du printemps », a indiqué dimanche 9 novembre, le ministre de la justice, M. Albin Chalandon au . Club de la Presse. d'Europe 1,

Ces « éléments nouveaux » sont les indices — révélés récemment après avoir dormi un an dans des scellés judiciaires - relatifs ae rôle éventuel joué par Georges Abdallah dans la préparation de l'attentat manqué contre le consul général des Etats-Unis à Strasbourg, le 26 mars 1984 (le Monde daté 9-10 novem-

Le responsable des FARL purge actuellement une peine de quatre ans d'emprisonnement pour association de malfaiteurs. Il est d'autre

 Un conseiller général da l'Aisne écroué pour escroquerie. - M. Raymond Sudolski, gérant de la société Pêche-Sport-Marine (PSM) installée à Bourg-et-Comin (Aisne), réélu conseiller général au mois de mars 1985, qui avait donné récemment sa démission du Parti socialiste et de son poste d'administrateur de tale, vient d'être écroué à Laon pour infractions à la législation sur les sociátés, ascroquaria, abua da confiance, émission de chèques sans provision, usage de faux et percep-

tion indue de commission. Il y a environ deux ans, alors qu'il était président du conseil d'administration de la RTA, il avait fait appel à Léon Vanderhaegen, gérant de RVI de Saint-Quentin, pour remplacer une partie du parc d'autobus de la RTA. Ca demier avait adressé une cummissiun « occulta » da 100 000 francs à M. Sudolski, au profit de PSM. De son côté, M. Vanderhaegen a, lui, été inculpé de complicité de perception indue de commiaaiun. Quant à M. Barnard Philippot, directeur commercial de PSM, inculpé de complicité d'escroquerie et de complicité d'abus de confiance, il a été laissé en liberté.

Délit de pauvreté

« Je suis cliente de votre magasin depuis de nombreuses années. Je vous al déjà volé mais e est parce que mes enfants ont faim... » La surprise a été grande, au centre Leclerc de Romans (Drôme), quand la direction a reçu cette lettre d'une mère de cinq enfants, Mr Liliane Sylvestre, quarante ans, et d'autant plus qu'elle ajoutait : « Je suis Comprenent qu'il s'agissait là

d'un sérieux appel eu secours, le directeur a décidé de ne pas sei-sir la justice. Mieux, il a offert à M= Sylvestre un plein chariot de marchandisaa. Mais le «voleuse» a refusé. Elle a sa fierté et ne veut pas vivre de charité. Elle réclame surtout du travail. Veuve depuis trois ans, M= Sylvestre habits avec ses enfants âgés de dix à dix-huit ans dans une maison dont elle doit continuer à payer les traites. «A présent, j'ai quarante ans, ditelle, et à quarante ans on est foutue, trop vieille pour trouver

part accusé à Paris de complicité dans l'assassinat de diplomate amé-ricain Charles Ray, le 18 janvier 1982, et da diplomate îsraélien Yacov Barsimentov, le 3 avril de la même année.

Si - les Etats-Unis demandent l'adjonction du dossier strasbour-geois, qui était en voie d'extinction, au dossier parisien, [cela] risque essectivement de prolonger un peu l'instruction. Ce qui pouvait donc se traduire par un déférement très rapide devant la cour d'assises, peut être retardé un peu», a précisé

« Si on n'upte pas pour cette réunion des deux dossiers à Paris, il est vraisemblable que le représentant des Etats-Unis et l'avocat qui représente les Etats-Unis, Me Kiejman, se portent partie civile à Strasbourg pour que l'action fudiclaire se pour suive », a ajouté M. Chalandon.

En tout état de cause, « dans le cadre de la politique de fermeté qui a été celle du gouvernement et particulièrement la mienne dans cette affaire, je souhaite que ce terroriste aille devant la cour d'assises et soit jugé par le jury populaire », a déclaré le ministre.

CORRESPONDANCE

Le sort de M. Khouma

A la suite de la parution dans le Monde du 5 novembre d'un article intitulé « M. Alain Marsaud contre les déstabilisateurs», nous avons reçu une lettre de M^e Daniel Stein. l'avocat de M. Mamadou Khouma mentionné dans cet article. Poursuivi pour infraction à la législation sur les stupéfiants, M. Khouma avait été maintenu en détention par M. Marsaud contre l'avis du parquet. Il a été, depuis, mis en liberté par d'autres magistrats. Je m'étonne, écrit Me Stein, que mon client ait été nommément cité

dans cet article, alors que l'affaire pour laquelle il est inculpé a'a pas encore été jugée. Il va de soi que le responsable de la »fuite» l'a ainsi place dans une position délicate au regard des autorités judiciaires. Il est clair que l'information rap-

portée ne provient ni de mon cabinet ni de mon client, qui a'aurait jamais pris une telle initiative avant que son affaire ne soit définitivement jugée. Parfeitement cuascleat da

l'importance que revêt la liberté d'information, j'estime que la para-tion de cet article ne présentait pas un caractère d'urgence tel qu'elle a'aurait pu être différée de quelques

RELIGIONS

Le voyage du pape à Lyon a coûté plus cher que prévu

Les deux chapiteaux géants qui ont abrité Jean-Paul II, les 4 et 5 octobre derniers, lors de sa visite à yon, au cours des rassemble d'Eurexpo et du stade de Gerland, sont en vente. Chacun de ces vélums a une surface de 550 mètres carrés et pèse 700 kilos. Leur coût : 350000 et 400000 F pièce.

Cette vente permettrait d'éponger une partie du déficit, plus important que préva, provoque par la visite de Jean-Paul II. L'estimation de Jean-Paul 11. L'estimation de 10 millions, pour lesquels il avait été fait appel à la solidarité des fidèles des quaire diocèses visités, est large-ment dépassée. A elles seules, les deux manifestations d'Eurexpo et de Gertand ont coûté 8 millions de francs et n'en out rapporté que deux (collectes, ventes de foulards, de livrets et des places).

« Pourtant, rien n'a été fait dans le luxe, dit le Père Joatton, vicaire

épiscopal de diocèse de Lyon, bras droit du cardinal Decourtray. Nous avons seulement recherché la beauté es souhaité pouvoir accueil-lir le plus de monde possible ». Le conseil régional devrait prochaine-ment débloquer sa subvention promise de 1,5 million de francs. Mais l'Eglise compte surtout sur ses sidèles. L'archevêque de Lyon a lancé une souscription en direction des catholiques de son diocèse. Il se donne deux mois pour récol-

ter les 3 millions qui lui manquent.
«Il s'est adresse prioritairement
aux Lyounais pour ménager leur
fierté, commente le père Joatton. Chaque jour, nous recevons une centaine d'enveloppes et un dixième de la somme requise a déjà été rassem-blé. La situation n'est pas dramati-

RAPHAELLE RÉROLLE.

La béatification de Mgr Escriva de Balaguer fondateur de l'Opus Dei

Le Vatican choisit la voie express

l'âge de soixante-treize ans, la béarification du fondateur espagnol de l'Opus Dei, Mgr Jose-Maria Escriva de Balaguer, est un fait anjourd'hui presque acquis.

A l'issue d'une enquête menée à Madrid et à Rome, dans des conditions de célérité exceptionnelle elle avait été ouverte en 1981, - le cardinal Ugo Poletti a conclu de manière positive, le samedi 8 novembre, la première partie de la procé-dure, portant sur la recomnaissance de « l'hérolcité des vertus » de prélat espagnol. Deux miracles lui ont été attri-

bués. Le dossier a été transmis à l'organisme compétent de Vatican, la Congrégation pour la cause des saints, qui se prononcera définitive-meat sur la béatification de Mgr Escriva de Balaguer, étape obligée avant la canonisation, qui requiert au moins un miracle supplé-

Le prêtre espagnol a'avait que vingt-six ans lorsqu'il funda à Madrid le 2 octobre 1928 l'Opus Dei, une institution en majorité de laïcs visant la « sanctification » de l'individu par sa vie familiale et sa vie professionnelle. Il se heurte à l'opposition de certains milieux clé-

Un peu pius de dix ans soulement ricaux espagnols. L'Opus Dei ne se après sa mort, le 26 juin 1975, à développe qu'après la guerre.

La première reconnaissance du Saint-Siège a lieu en 1950 : l'Opus Dei devicat institut séculier. Le 27 novembre 1982, il est élevé par Jean-Paul II au rang de - prélature personnelle», correspondant à une sorte de « diocèse » qui n'aurait pas de territoire défini

Factorial

- . . .

4221

 $G_{\mathcal{F}} \otimes_{\mathcal{W}_{\mathcal{F}}}$

13. W. 18

A. W. S.

1000 T 20

ELLE.

G.

P. 11. 12

10 to 10 to

10 mm

No. of Lot

C'est la première fois qu'un tel statut est accordé dans l'Eglise, et, depuis, aucune astre organisation a'a bénéficié d'un privilège aussi exceptionnel. Prenve de la sollicitude de Jean-Paul II à son égard : il a lui-même ordonne 187 prêtres de l'Opus Dei sur un total de 289 prêtres appartenant à cette organisation, ordonnés depuis 1982.

Avec un tel soutica romaia, l'Opus Dei ne cesse de se développer. Il compte 73000 membres dans 80 pays, influents dans les secteurs les plus divers de la société. Son ascendant an Vatican, son recrutement privilégié dans certaines élites (affaires, intellectuels), le goût de secret qui lui vient de son origine susciteat de régulières campagnes, notamment dans la presse et la gauche italiennes.

H. T.

 Un jesuite américain exclu
da la Compagnie. — Alors que
a ouvrait l'assamblés plénière a o uvrait l'assambles pleniere annuelle de l'épiscopat américain, le lundi 10 novembre, à Washington, qui doit examiner un certain nombre de désaccords surverus entre Rome et la hiérarchie catholique des Etats-Unis fasaccions contre le thélopien Unis (sanctions contre la théologien Curran et l'archevêque de Seattle, Mgr Hunthausen), un jésuite améri-cain, John Mac Neill, annonçait son cant, John Mac Mell, amongail son exclusion de la Compagnie de Jésus. Psychiatre new-yorkais de soisante et un ans, il exerçait son ministre et un ans, il exerçait son ministre auprès d'une communauté d'homo-saxuals catholiques, appaise saxuals catholiquee, appalee « Dignity ». Il en rassemblait trois à quatre cents chaque samedi soir pour la messe. C'est le 19 octobre demier que le Père Kolvenbach lui avait ordonné de cesser son ministère.

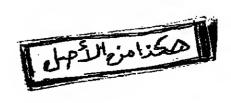


FAITS DIVERS Dans les Hauts-de-Seine

Explosion due au gaz: deux morts, treize blessés

Deux personnes – un enfant et un adulte – ont été tuées et treize autres blessées dans une violente explosion, vraisemblablement due au gaz, qui s'est produite lundi 10 novembre, vers 2 heures du matin, dans un immeuble de Malakoff (Hants-de-Seine).

H. M. récente, 30, rue Pierre-Valette, à la limite de Montrouge, selo pourrait être due à une tentative de suicide d'un des occupants de l'immeuble. Elle a provoqué l'effondrement d'une partie de la construc-L'explosion a eu lieu un premier tion de cinq niveaux, sur une surface étage d'un bâtiment d'une cité d'environ 50 mètres carrés.



Culture

ARCHITECTURE

La reconstruction de l'Opéra de Lyon

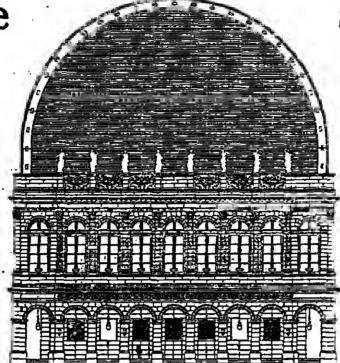
Polémique

Les choses se sont passées d'abord, apparemment, de la A Lyon comme à Paris, la reconstruction de l'Opéra manière la plus harmoniouse: un concents est lancé, il réunit pose des problèmes financiers, mais elle est aussi quarante-six cabinets d'architectes; la commission municipale, formée une bataille esthétique en jauvier dernier, choisit trois équipes qui remettent leur projet détaillé le 4 juillet. Lauréat : Jean et politique. Une nouvelle fois. vendredi, la décision Nouvel et associés (2). Erle et Brossmann exultent: « le projet, non seulement répond au cahier des a été repoussée. à cause de la galerie charges, mais dépasse nos espérances » («le Monde » Rhône-Alpes de verre projetée « comme un coup de théâtre » du 13 septembre). dans le ciel de la ville.

Malhenrensement, la politique s'en mêle. Ce n'est plus, comme à la Bastille, la nouvelle majorité contre On ne le sait guère en déhors de Lyon : l'Opéra de cette ville est actuellement l'objet d'une querelle les chantiers du président, mais une querelle RPR-UDF, pour ne pes dire Michel Noir, ministre du commerce extérieur, contre Francisque Col-lomb, maire de Lyon, ou plutôt son premier adjoint, André Soulier, plus presque aussi âpre que celle de l'Opéra de Paris. Point de Bastille en l'Opèra de Paris. Point de Bastille en vue cependant, la construction d'un nouvel édifice (estimé à 450 millions de francs) a été délibérément écartée comme chimérique sur le plan financier (1). L'Opéra devra donc s'en tenir à ses quelques 1 250 places; espérons que d'ici vingt ans, la génération prochaine n'accablera pas ses agnés aons les n'accablera pas ses agnés aons les ou moins dans la perspective des élections municipales de 1989... Le délégné RPR s'est abstenu lors

du vote du 4 juillet, puis déclare avoir voté contre. Il démande le 3 n'accablera pas ses aînés sous les septembre que la commande soit réservée à une équipe lyonnaise et reproches d'imprévoyance... La restauration de l'édifice n'est qu'on lance un nouveau concours. Malgré cela, M. Noir reconnaît qu'il discutée par personne : construit en 1831 par Chenavard, il u'a comm trouve superbe le projet Nouvel; mais il ne peut admettre que le devis s'élève à 150 millions de francs, aucune rénevation importante depuis soixante-six ans, et il est à alors que le cahier des charges arrêté par le conseil municipal en décembre ne dépassait pas 90 mil-lions. « Le problème, dit-il, n'est ni politique, ni esthésique, mais finan-cier. » boat de souffle, avec des normes de sécurité largement dépassées, au point qu'il doit de toutes façons fer-mer. Ce sera fait en mars prochain et, en attendant de réintégrer la place de la Comédie, les troupes de Louis Erlo et de Jean-Pierre Brossmann hout jouer dans différents lieux d'acqueil de Lyon et de la

Sur ces entrefaires, le ministre de la culture, M. François Léotard, débarque le 12 septembre à Lyon,



La façado de l'Opéra dans le projet Nouvel

visite les «dessous honteux» de trois dossiers retenus en avril, celui l'Opéra, loue le projet Nouvel et assure une perticipation financière de l'Etat de 20 % à 30 %. Dans ces trouvé cetre-temps une nou conditions, et sans entrer trop avant dans la bataille de chiffres, il semble que la charge ne doive pes être insupportable pour la ville, grâce au concours de l'Etat (40 millions), du conseil général et du conseil régional (chacin pour 10 millions an moins). Le dépassement du cahier des charges était d'ailleurs le fait des

Tout irait donc bien si l'ou n'avait tronyé cetre-temps une nouvelle pomme de discorde, non pas la pyra-mide de M. Pel, mais le dôme de verre conçu par Jean Nouvel. Cette vaste galerie en demi-cylindre vient se superposer à l'édifice néoclassique, et en double, ou peu s'en fant, la hauteur l

Cette andace architecturale divise les Lyonnais; certains crai-

autour d'un dôme

gnent qu'elle dénature le site de l'hôtel de ville, d'autres plaident pour la lumière qu'elle met dans le poir la toune de la presqu'ile, réponse victoriense an gros crayon opaque du Crédit lyonnais, qui sym-bolise le quartier neuf et bétonné de

la Part-Dien A la longue, la querelle semble s'apaiser, et chacun de se réjonir ou se résigner devant « ce coup de théd-tre dans le ciel de Lyon», selon l'expression d'un architecte de la ville, M. Bernard Chamoussy. Et M. Francisque Collomb prend posi-tion uvec éciat pour le projet Nouvel (dans le Journal Rhône-Alpes du 25 octobre), affirment qu'il ne laisserait pas traîner les choses : « Je nuis le maire de Lyon, celui qui décide. Cet opéra doit être refait avec de grands moyens, et il le

Or, vendredi dernier 7 novembre, avant l'enitime - réunion à huis clos du conseil municipal, M. Michel Noir tient une conférence de presse, déclare que Jean Nouvel est un architecte génial mais que son projet est une « monstruosité» en ce lien...

Du coup, le conseil renvoie une fois de plus la décision; le maire, qui veut obtenir « un large consensus », demande à Jean Nouvel d'abaisser la hauteur de la fameuse galerie... L'architecte accepte de réviser ses

Une surface doublée

Cela risque malbeureusement de mettre en question toute l'économie du projet. Celui-ci repose en effet sur l'édification de ce dôme qui, ajoutée à la reconstruction totale de l'intérieur (3), va presque doubler la surface utile (de 7900 mètres carrés à 14 600 mètres carrés).

La salle et la scène seront haussées d'un étage et mises à la hauteur du foyer, ce qui permettra d'avoir en sous-sol un plateau à l'identique équipé d'installations de télévision, une seconde salle en amphithéâtre de trois cents places (accueillant concerts et conférences), une caféto-ria et un lieu d'accueil. Un système énieux de monte-charge et ascen-

seurs assurera la circulation de tous

A L'OLYMPIA

handi 17 novembre

TULIA

MIGENES JOHNSON

40° anniversaire Petits Frères des pauvres Location: 42-61-82-25.

Unique film

sous le coup delaloi

se gondola de bon cœur."

les éléments de décors, accessoires, instruments de musique et musiciens, entre le niveau - 3 et le niveau + 12. La grande salle, débarrassée de ses piliers et de ses sièges coincés les mus contre les autres, efficie action eur le 250 elecces offrira enfin aux 1 250 places confort et visibilité.

Mais qu'en sera-t-il de ces beaux plans, conçus pour un fonctionne-ment idéal de l'Opéra, l'autorisant à accroître considérablement son acti-vité et à pratiquer une véritable alternance? Car la surélévation du bâtiment par une voûte en verrière permettrait de créer des espaces assez vastes pour l'atelier de cou-ture, la direction, l'administration, les loges de tous les artistes, ainsi que les salles de répétition du ballet et des chœurs rapatriés de la coûtense annexe de l'avenue Berthelot (d'où une économie de 15 millions).

Au lendemain du conseil municipal de vendredi, les pessimistes pensent que la polémique est repartie pour un tour et que la valse des chif-ires et des opinions va reprendre de plus belle. Les optimistes rétorquent an contraire que deux préalables viennent d'être levés : on ne discute plus le montant du devis et le choix de Jean Nouvel semble entériné. Mais les nouveaux plans pourront-ils tenir dans l'enveloppe des 150 mil-lions? La réalisation risque fort d'être retardée et l'on s'achemine ainsi doncement vers une inanguration qui anrait lieu — pourquoi pas ?
— aprèt les élections municipales de 1989...

Le danger de ces atermoiements est de saboter à la longue la vie d'un Opéra qui est l'un des meilleurs de France et un titre de gloire pour la ville de Lyon.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Uno belle occasion a 616 perdue il y a donze ant, lersque fut édifié, dans le quartier moderne de la Part-Dieu, l'anditorium Ravel (2055 places) qui avait coûté 54 millions de france.

mont, architectes, Jacques Le Marquet scéaographe, la SETEC, burcan d'études techniques, Michel Seban, bureau d'études scénographiques.

(3) Mis à part le foyer; la salle et

NOTES

La semaine du mélomane

du mélomane, qui ira naturellement allé écouter le Te Deum de Berlioz à Saint-Roch. (le 10 novembre à 20 h 30 ou le 11 à 17 h 30) et l'étomante symphonie de Charles Hives par l'Orchestre de Paris, les 12 et 13 novembre (an même programme, la Symphonie nº 88 de Haydn et le Concerto pour piano de Schumann, par Philippe Biancomi), soupire après la semaine des quatre jeadis chère aux écoliers d'autrefois. Comment choisir, en effet, ce jeudi 13, entre la 8 Symphonie de Brucker, dirigée par M. Janowski avec le NOP, an Grand Auditorium de Radio-France, un récital piano et violon particulièrement original avec Gaêtane Prouvost et Noël Lee salle Gavean (Schubert, Martina, Lee, Smetana), un concert de la Société de musique contemporaine du Québec à Radio-France (œuvres de Tremblay et Murail, à 19 heures) et les Portes de l'enfer, un opéra de S. Yoshida, dans la grande halle de La Villette? Heureusement, ce dermier speciacle sora redouné les 14, 15, 16, 18 et 19 novembre, comme une Belle Hélène, qui ne fait que commencer le 13 au Théâtre de Paris, et Shoot Aguin, un opéraflipper (?), donné les joudis, vendredis et samedis à bord de la Pénicho-Opéra (amarrée face au 200, quai de Jemmapes) jusqu'au 6 décembre.

An rayon des curiosités, la Symphonie nº 7 de Bruckner, réduite

Concerts Radio France

DIR. DAVID ZINMAN. KRYSTIAN ZIMERMAN

SAMEDI 16 NOVEMBRE. 18 H 30 ET 28 H 30. GRAND AUDITORIUM CYCLE ACOUSMATIQUE INA-GRIM. ENTRÉE LIBRE

"LE SENTIMENT DU SACRÉ"

BERNARD POCCROULLE, ORGUE - PIERRE-YVES ARTAUD, FLÛTE

NOUVEL ORCHESTRE PHEHARMONIQUE

MARDI 18 ET 25 NOVEMBRE 18 H 30, 20 H 30, 22 H 30

LES MARDIS DE LA MUSIQUE DE CHAMBRE

DIR. MAREK JANOWSKI, SIEGMUND NIMSGERN FRANK MARTIN - BRUCKNER : 8' SYMPHONIE

JEUDI 13 NOVEMBRE. 20 H 30. GRAND AUDITORIUM NOUVEL ORCHESTRE PHILIARMONIQUE

SAMEDI 16 NOVEMBRE. 15 H. OPÉRA-CONTQUE

WEBER - CHOPIN - LUTOSLAWSKI

SAMEDI 22 NOVEMBRE. 15 H ET 18 H. GRAND AUDITORIUM – ENTRÉE LIBRE

PERSPECTIVES DU XX SIÈCLE.

GRAND AUDITORIUM, ENTRÉE LIBRE

DIR. ARTURO TAMAYO

pour petit ensemble par l'encellente Camerata de Versailles (salle Chopin-Pleyel, le 14). Quelques créations à signaler enfin : une Missa Brevis de Philippe Hersant, entre celles de Stravmaki et de Schubert, à l'église Saint-Vincent-de-Paul, le 14, Trans-Errance II, de Bruno Giner, à 18 h 30, et Chanta-Bruno Giner, à 18 h 30, et Chanta-koa, de Jean-Jean Schwartz, à 20 h 30, au Grand Auditorium de Radio-France, le samedi 15 novem-

Tom Novembre au Splendid

Caricaturiste au regard tendre,
Tem Novembre déveleppe un
humour léger, entrecoupé de chansons johiment construites, qui sout
comme autant de photographies en
noir et blanc où court le vague à
l'âme et le sens du décisoire. Avec
son allure de clown dégindandé, il
s'est révélé il y a trois ans comme
une des fortes personnalités qui
associe le musique, les mots et le
mime dans des comédies légères, à
contre-courant des monologues au
vitriol conçus dans la plas complète liberté de langage.

Ecrit avec son frère Charlélie
Couture, le Cocktail de Sergio,
treisième spectaele de Tom
Novembre, est aussi le plus efficace, le plus redoutable dans le
rire. C'est une série de séquences
en de multiples persennuges
s'emtrecroisent dans un étomant

An rayon des curiosités, la Symphonie nº 7 de Bruckner, réduite brassage d'anecdotes et d'énigmos

pris peu à peu soe rythme, u mposé une rigueur qui exclut pra-tiquement aujourd'hui le jeu de l'improvisation, sans nuire pour sutant à la souplesse naturelle du comédien. Les chansons de Novembre, si elles sont toujours proches de la « poésie de cendrier », n'ont plus la coloration électrique impo-sée autrefois par les musiciens de

C. F. * Théâtre du Spleudid, 21 heures.

Kim Wilde en tournée

Un prénom qui soume comme un crème glacée et un nom sauvage, Kim Wilde, vingt-six ans, est à la croiaée des deux : nymphette acidulée et rockette pure et dure. Cheveux blonds, yeux bleus, visage de baby-doll, elle n'abuse pas de son charme, joue peu de sa féminité, préférant adopter une espèce de froide distanciation. Partagée entre le tout-venant des hit-parades et l'attitude rock, elle a, semble-t-il, quelque difficulté à se situer et, ce faisant, à trouver sa place. Kim Wilde n'est ni Madonna m Chrissie Hynde, des Pretenders : elle n'a Wilde n'est in Madoma in Carissie Hynde, des Pretenders : elle n'e pas voalu (su?) imposer le personnage de la première, mais ne s'est pas posée non plus en leader de groupe comme la seconde. C'est là toute la fragilité d'une carrière entamée avec la décemme et qui l'attentions ne de manue.

entamée avec la décemne et qui n'a toujours pas de marque.

A chaque fois, la chanson prend la vedette : absente des classoments, Kim Wilde n'existe plus, sinon comme l'éternelle égérie de Laurent Voulsy, dont les Nuits sans Kim Wilde au sommet du « Tep 50 » ent bercé les rêves hexagonaux. Ce qui, au niveau international, est lein, en en conviendra, d'assarer la quadrature du corcle. Travaillant en famille—son père, Marty (qui fut l'un des pionniers du rock'n roll dans les années 50 en Angleterre), tient le rôle du manager et son frère,

quotidiennes. Monté durant l'été Ricky, celui du prodocteur, les au Théâtre du Spleadid, le specta-cle s'est fabriqué an jour le jour, u chansons, — Kim Wilde n'en reste pas mois une interprète qui a da cœur et de la dignité. On le vérific avec la version de You Keep Me Hangin'On qu'elle vient de reprendre sur format 45 tours. Mais là encore, c'est la chanson qu'on

★ Lo mardi 11 novembre ao Zénith; le 12 à Lille; le 14 à Perpi-goan; le 15 à Castres; le 17 à Nîmes; le 18 à Lyon; le 19 à Besancon; le 20 à Strasbourg, Disques chez WEA.

Bobby McFerrin dit « The Voice »

Incomu la veille, Bobby McFerrin, après un concert au Newport Jazz Festival de 1981, fut salué par la presse mondiale comme le nouveau chanteur de jazz, du par la presse mondiale comme le nouveau chanteur de jazz, du moment que Al Jarreau avait viré vers le pop-jazz. En fait, ils ont le même maltre : John Hendricks. Par goût de l'improvisation libre, McFerrin a choisi la voie la plus périlleuse pour un jazzman, celle que hui indiquait Keith Jarrett, le one man show. Son jeu vocal tend à imiter le son des instruments de jazz : sax, shite, trompette boschée, contrebasse. Virtuose capable de vous faire douter, quand il est seul en scène, qu'il ne se sert pas d'enregistrements on de duplicateurs instantanés, il est guetté par l'abus de trucs vocaux, de gimmickx. Ainsi, dans les deux airs du générique pour Autour de minuit, il thierry-le-luronise Miles Davis, et le film en prend un coup de toc. Mais la « présence», le charme, la juvénilité, la vivacité d'esprit de Bobby McFerrin, laquelle lui permet de réposdre du tac au tac à toutes les sollicitations sonores, son de ses spectacles une successioe de moments beaucoup plus heureux que ses disques, qui résistent mal à l'andition répétée.

M. Ct.

TEL: 47-45-75-80

TARTUFFE de MOLIÈRE

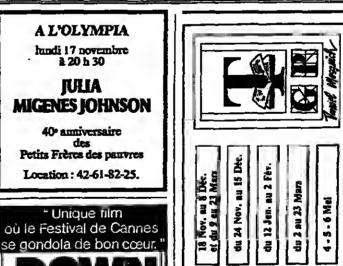
11 au 30 novembre

60 Fau lieu de 120 F : avec ce coupon

THÉATRE DE NEUILLY

THEATRE Du 6 Novembre au 24 décembre à 20 h 30 NATIONAL Relacte dimanche soir et lundi

UN FILM DE JIM JARMUSCH AVEC TOM WAITS, JOHN LURIE ROBERTO BENIGN!



3

de William Shakespeare Misa en scène de Daniel Me de Gerrais Robin Mise eu schna de Gilbert Ro da Barbey d'Aurevilly Mise en scène de Maurics A de Stig Dagerman Mise en scène de Véronique



ELISABETH LEONSKAIA. QUATUOR ALBAN BERG BEETHOVEN - MOZART - BRAHDIS - SCHUMANN ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

Compagnie Jean-Pierre FONTAINE

CHAI L'ECHANGE
Paul Claudel • Antoine Vitez
Grand Théâtre 47.27.81.15.

YOUS TROUVEREZ L'EN-SIMILE DES PROCRAIN-MAS DE LA SALSON MUSICALE DAMS LA MOCHIRE "LA MUSI-QUE A RADIO PRANCE". LOCATION
14 JOURS A L'AMANCE.
RADIO FRANCE.
TEL, 42 34 54 14.
SALLE FLEYEL.
TEL, 45 43 85 73. Rooto france

Culture

ARCHITECTURE

La conquête de l'Ouest

(Suite de la première page.)

Alors même que l'édifice sortait de terre, on lui ôtait sa raison d'être. Il est vrai que la tendance de l'esprit français, pour avoir longiemps perdu le goût de la chose bieu construite, est d'estimer qu'on peut mettre n'importe qui dans n'importe quoi, et de préférence n'importe où. Mais enfin (essayons d'être pédago-gique), accepteriez-vous de tremper votre tartine matinale dans une lessi-veuse de café au lait ; aimeriez-vous habitez daus votre agence ban-caire? Exit le Carrefour, exit Spreokelsen. Reste un cube, un drôle de cube creux, bien arrogant pour n'abriter que des bureaux.

Dans quelques semaines, il ne sera plus uécessaire d'aller à la Défense, pour l'upercevoir depuis les Champs-Elysées, entre les deux jambes de l'Arc de triomphe, ou pour l'imaginer, si vous êtes amateu de cauchemars, entre les serre-livres que nous réserve Cacoub à la porte Maillot (ayez pitié, M. Chirac!). Le cube de Spreckelsen, désormais entre les mains coriaces de l'entreprise Bouygues, monte à l'allure de deux étages na semaine. On chitée deux étages par semaine. Ou plutôt, il se pose, car l'idée magique de l'architecte a été d'associer an sym-bole monumental de la communication, tout à la fois lieu de passage et lieu de convergence, point central et point de diffraction, tous les sym-boles de la plus haute technicité. Car le cube est un cube, pas un vul-gaire arc de triomphe entre les pattes duquel on aurait déposé le reflet de ses parties hautes ; un vrai cube d'une seule pièce, délicatement posé sur de formidables piliers et qui nous promet de jolis vertiges. Mais laissons l'objet pour nous intéresser à sa raison d'être.

De raison d'être, il n'en a plus justement. Certes, dans les deux piles latérales, les bureaux prévus ont tou-jours leurs acheteurs, et le ministère de l'équipement paraît toujours dis-

DU DESSIN ANIMÉ

LA NUIT NOIRE

ET DU FILM D'ANIMATION.



12 NOVEMBRE

Première sortie mondiale

cest si dur d'être différent...

"Etrangement attachant...

L'émotion des vrais mélodrames

hollywoodiens."

"Film délicieux, inspiré, abouti,

"Le résultat est étonnant et dénote

un vrai talent de réalisation."

"Un cadeau inespéré...

Une maîtrise impressionnante."

"Le merveilleux film

de Sondra Locke."

WARNER BROS. présente UNE PRODUCTION MALPASO «RAT BOY-L'ENFANT-RAT » Avec SONDRA LOCKE Produit par FRITZ MANES

Musique composée et dirigée par LENNIE NIEHAUS Producteurs associés DAVID VALDES et ROB THOMPSON

Écrit par ROB THOMPSON Réalisé par SONDRA LOCKE

bouleversant..."

posé à s'installer au sud. An fait, cele libérera les bâtiments provi-soires et éternels cachés près de la Maison de la radio qui abritait ce ministère. Reste à occuper et le socie et la «tête» de ce entre évidé. La société d'économie mixte (SEM Défense, dont l'Etat a en fait toutes les cartes), créée pour les besoins dudit enbe, s'arrache les cheveux.

En abandonnant le Carrefour de communication, l'Etat - qui, d'autre part, tire profit de la Défense par le biais de l'EPAD (Etablissement public de la Défense) — a repris ses billes et exige de la malheureuse SEM Défense qu'elle lui trouve des remplaçants : c'est en effet 900 millions de francs qui manquent désormais pour achever l'édifice. Certes les acheteurs potentiels ne manquent pas, mais il ne s'agit quand même pas d'y installer encore et encore et toujours bureaux, fonction aussi étroite que désolante pour parcil monument. D'untant que, par un miracle inespéré en France, le projet

Sprekelsen a été aimé et soigné par ses promoteurs, qui l'ont conduit et construit aussi près qu'il est possible de son épure d'origine. Lorsqu'on songe aux mille et une transformations subies par le Centre Pompidou avant sa construction, la réussite u'est pas mince.

L'appétit des grands fauves

Mais l'architecture n'est que l'architecture. La promotion en est nne autre. La seule solution que la SEM ait finalement trouvé pour ren-trer dans les frais a été de densifier le nombre des bureaux prévus, hors du cube, sur les terrains voisins, au sud et un nord. De 23 000, on est donc passé à près de 50 000 mètres carrés, Où s'éveille naturellement l'appétit des grands fanves de

Acte 1 : Abandon du Carrefour et départ de Spreckelsen. Acte 2 : arrivée sur la scène des faucons et des fauves qui attendaient et veillaient en coulisse. D'un côté la SARI, diri-

gée par Christian Pellerin. De l'autre, la Caisse des dépôts et consi-gnations sous la houlette de Robert Lion. Cette dernière est le principal Lion. Cette dernière est le principal investisseur du cube à travers la SEM. La SARI, elle, qui a à son actif quelques vraies belles réussites architecturales (le siège d'IBM, par exemple) sur ce terrain inégal et glissant qu'est la Défense, a dans sa manche un projet pour le moins ambitieux, mais qui u'a pas, hélas, que cettequalité. Par-delà l'untoroute qui ceinture le quartier, elle avait dejà au chaud l'opération Infomart. Dans le quartier lui-même, elle vient d'acquérir le CNIT, chef-d'œuvre de 1955 dont elle a confié une étude d'aménagement à deux architectes qui out phuôt bonne architectes qui ont plutôt bome réputation, Andrault et Parat (les auteurs du Centre omnisport de Bercy). Or, entre le site d'Infomart et le CNIT, le chemin le plus court passe par... Sprechelsen.

L'EPAD semblant s'être endormie ou se désintéresser des luttes qui se livrent sur son sol. La Caisse et la SARI out gentiment guerroyé pour la possession de ces territoires aux arences flottantes avant de parvenir à un accord probablement assez sage : la Caisse conserve la direction des opérations sur les zones nord et sud du cube, tandis que la SARI acquiert le socie du bâtiment. Il ne reste plus qu'à jeter un pont sur l'autoroute pour créer la liaison CNIT-Infomert, désenciaver ainsi la Défense et être la première aventurière de cette nouvelle conquête de l'Ouest. La Caisse (ou la SEM Défense) pourrait en être la

De son côté, le gouvernement après s'être hâtivement désengagé du plus beau projet contemporain qui se construise en France, a en comme nu soupir de rogret. M. Pierre Méhaignerie a demandé à M. Max Querrien, président de la Caisse nationale des monuments historiones, de créer une commission chargée d'éclaireir tous cea embrouillaminis: on y retrouve nombre des acteurs du prologue Zehrfuss, Belmont (ancien prési-deut de l'EPAD), Taillibert (l'autour du Parc des princes), Arretche (la nouvelle église de Rouen), Fainsilber (La Villette) et Grumbach. Dans la foulée, un concours a été lancé annote des quaconcours a été lancé apprès des quatre architectes qui avaient talonné Speckelsen lors du concours concours jugé par les cervelles inter nationales qui avaient accouché du même Spreckelsen et de son enbe (Eisenman, Meier, Roger, Bohigas, Kurokawa, Zehrfuss et Grumbach).

Si nous avons été bien informé sur ces réflexions encore confidentielles, c'est le projet de Jean-Pierre Buffi qui l'a emporté. Tant mieux. C'est un projet à la fois simple et cohérent, qui, au nord, fait se croiser une hante galerie converte à la mode verre, et des bâtiments de bureaux, qui jouent, mais en bisis un rôle de vertèbres. La galerie suit la déviation du cube par rapport à «l'axe historique»; les bureaux s'y sou-mettent humblement. Reprise de dribble au sud, mais sans la galerie. Le projet, comme celui de la SARI. comporte un pont vers l'ouest... Où l'on se frotte les mains.

Car au-delà de l'autoroute, de cette ligne longtemps menacante, infranchissable qu'on appello ici boulevard Circulaire, cesse le domaine de l'Etat et commence la loi des communes. Ici, la promotion est donc libre de s'entendre comme elle le souhaite avec les maires, désormais chargés de délivrer les permis de construire. Il u'y u pas de monument, pas de site à protéger, il u'y a pas d'axe m de perspective à respecter. Et qui scrait assez fou pour ne pas comprendre qu'à ombre du enbe, à côté d'Informart et près du CNIT rénové, ce u'est pas sculement la conquête de l'Ouest qui commence, mais un bel eldorado immobilier qui s'ouvre ?

Le CNIT rénové, avez-vous dit ? Oui, la première coque de béton de cette taille qui ait été lancée, l'un des rares bâtiments modernes de Paris à s'être fait une petite place au soleil de la renommée archite dans les années 60, doit, si la SARI ne change pas de cap, être joliment bousillé par Andrault et Parat, sou-dainement devenns avengles. Le triangle fier et nerveux verra sortir de ses deux verrières éclatées, deux protubérances rondes, deux volumineuses hernies du plus pittoresque effet. Impossible de classer ni de protéger le CNIT : un des architectes vit encore et se satisferait, semble-t-il, du projet.

Car il est vrai que plus l'architec-ture se sent indépendante, plus elle se sent conquérante, et mieux elle est assise sur les genoux de sa maman Promotion. A la Défense, elle semble décidée à profiter de cette confortable posture pour jouer à la conquête de l'Ouest sur un air bien connu : «A dada sur mon

FRÉDÉRIC EDELMANNL

CINÉMA

« Descente aux enfers », de Francis Girod

Passion haïtienne

Adapté d'un roman de David Goodis. un film romanesque et nocturne

où Brasseur boit beaucoup et Sophie Marceau se révèle.

Le roman de David Goodis, qui date de 1955, brûle comme un fer rouge. C'est le récit halluciné d'un itinéraire de souffrance et de meurtre. En vacances à la Jamaïque avec sa femme, qui se refuse à lui depuis leur mariage, un employé de banque américain se saoille dans les bouges, tue un homme en état de légitime défense, découvre qu'il voulait ainsi se venger de son épouse et cherche à sauver un innocent accusé à sa place. La jeune femme se rend compte des raisons de sa frigidité au cours d'une muit terrible où le couple

est arrivé au bout du rouleau. Les lecteurs français de David Goodis voient facilement chez lui une métaphysique de la déchéance, ce qui est une extrapolation culturelle. On ne trouve pas cette méta-physique dams le film de Francis Girod (Jean-Loup Dabadie co-scénariste). Le récit de Goodis a fait l'objet d'une transposition, comme, d'ailleurs, Tirez sur le pianiste, réa-lisé par François Truffaut, la Lune dans le cantveau, réalisé par Jean-Jacques Beineix, Rue Barbare, réalisé par Gilles Béhat. Tourné à Halti, ce film recrée le climat antillais : moiteur, journées torrides et nuits suffoquantes, misère à côté des palaces, opposition du monde noir et du monde blanc, qui est l'indispensa-

ble contexte de Descente aux enfers. Quand le film commence, Alan (Claude Brasseur) vient de mer et rentre en se cachant à l'hôtel, son costume blanc sali, taché de sang. La construction par retours cu arrière dramatise l'œuvre originale, met des volumes, des courbes, des pleins et des déliés sur l'épure de David Goodis, Des éléments psycho-

logiques aussi, et c'est important, car, en voyant les bouffées d'un souvenir traumatisant qui passent dans la tête de Lola (Sophie Marceau), on devine le véritable enjeu de la partie engagée dans l'alcoolisme, le chantage subi et accepté, les rap-ports avec la patronne du bouge et la

Alen et Lois avancent sur le même chemia, mais pas de la même façon. Il a ses discours éthyliques, ses scandales permanents devant lez clients et le personnel de l'hôtel. Elle 2 53 beauté, ses silences, son énergie rentrée qui se canalise, soudain, sur un but. Autour d'eux, un monde en décalage : le luxe de l'hôtel ; le paternalisme envers les Noirs du directeur us pen loufoque joué par Gérard Rémaldi; la visille et riche Américaine convoitant les bijoux de Lola (curieuse participation de Betsy Blair, jadis vedette de Marty et de Grande Rue); le beau garçon et de Grande Rue); le deau garçon amant passager de Lola (Hippotyte Girardot); l'élégant maître chan-teur Théophile Bijou (Sidiki Bakaba), flanqué d'une maîtresse blanche, blonde et belge nommé Lucette Beulemans. Celle-ci tire les ficelles pour son propre compte, ce qui permet à Marie Dubois une étourdissente composition ameuant le grand rebondissement de l'intri-

Descente aux enfers intérieurs d'Alan et de Lola, descente infernale au cœur du quartier noir, machine à double détente, à double démarche et, pour fimir, remontée vers la lumière de l'amour : c'est une belle histoire empoignée avec roma-nesque par le metteur en scène. Claude Brasseur charge un peu ses numéros d'ivrognerie (ou compare forcement avec Christophe Malavoy dans la Femme de ma vie), mais rend émouvant cet être déchiré, faible. Sophie Marceau, c'est la révéla-

JACQUES SICLIER.

Communication

Paris-Câble devant le Conseil d'Etat

La société d'exploitation du câble parisien, Paris-Câble, vient de dépo-ser un reconrs en contentieux devant le Conseil d'Etat. Il vise à l'annulation de la décision prise le 2 octobre par la Haute Autorité de refuser l'autorisation de mise en service de Paris-Câble. Prise en séance plénière per cinq voix contre trois - celles dent du Sénat, dont M. Gabriel de Broglie, actuel président de la Com-mission nationale de la communication et des libertés (CNCL) - la décision de la Haute Autorité avait été motivée par le fait qu'elle esti-mait « n'être pas en mesure de sta-

tuer au fond sur une question aussi importante... à quelques semaines de son rearplacement par la CNCL. (le Monde daté 5-6 octobre). M. Bernsrd Pons. président de Paris-Cable, avait dénoncé cette « décision de caractère politique extrêmement choquante ».

Paris-Cable entend déposer na recours en indemnités : la société d'exploitation avait dû annuler la location de 1 800 panneaux publicitaires à la suite de la décision de la Haute Autorité et estime perdre 2 millions de francs DET MOIS.

une partie du South China Mor- rait ensuite racheter la totalité du ning post. -- Le groupe News corpo- capital du quotidien. ration de M. Rupert Murdoch va and Shangaï Bank et la société immobilièra da M. Hutchinson Whampos, un important homme

Le groupe Murdoch rachète précisé que M. Rupert Murdoch pour-

· Prix Ondas pour « Sexyracheter 34,9 % du capital du princi- Folies ». - Le prix Ondas vient pai quotidien en langue anglaise de d'être attribué par la télévision espa-Hongkong, le South China Morning gnole, sous le patronage de l'Union post, ont indiqué deux des principaux, européenne de radiodiffusion, au actionnaires du journal, la Hongkong magazine d'Antenne 2. « Sexv-Folies». Créé il y a six mois par \ M- Pascale Breugnot et M. Bernard Bouthier, «Sexy-Folies», jugé par le d'affaires de Hongkong. La transac- sant », obtient régulièrement une jury « intelligent, constructif, divertistion est d'environ 770 millions de forte audience : entre 24 % et 33 % francs. Les deux actionnaires ont d'écoute en seconde partie de soirée.

8° Journées internationales

IDATE

17, 18, 19 novembre 1986/Montpellier - France

Les services de communication du futur

Le développement technologique: intelligence artificielle et communication, les servi-ces du RNIS, téléphone sans fil et réseaux micro-cellulaires, TV aumérique et TVHD, servi-

ces ou ravo, perpone sans el et réseaux micro-cellulaires, TV comérique et TVHD, sené-ces interactifs et multimédies

• Les especes d'application : le poste de transil et l'usine du tutur, izonautiles intelligents

• Les especes d'applicatione des services du futur : habitat, transports, santé, éducation.

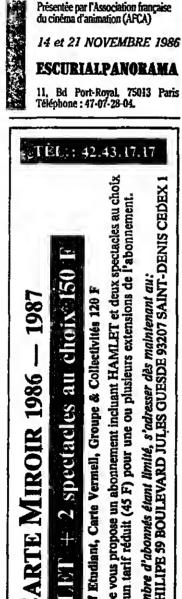
• Des esages aux marchés : l'entreprise lace aux télécommunications, avenir du vidéo-tex, marketing des nouveaux services, marchés et mages de câble, bureautique et gas-tion, l'audiovisual usages et usagers.

tan, l'audiovisual usages et usages, marches et trançes de câble, bureautique et ges-son, l'audiovisual usages et usagers.

* Les enjeux du la diffusion des services : les services à valeur ajoutée, les nouveaux métiers, les enjeux industriels des nouveaux systèmes de TV, le nouvel ordre économique de l'audiovisuel

Receignements, inscriptions : Rotand CASTANIER IDATE - Bureaux du Polygone - 34000 Montpellier - France Tél. 67.64.16.91 - Télex 490 290





Groupe & Collectivités 129 F ient incluant HAMLET et deux s une ou plusieurs extensions de

Le nombre d'abonnés étant limité, s'adresser dès maintenant au: THEATRE GERARD PHILIPE 59 BOULEVARD JULES QUESDE 93207 SAINT-DENIS Tarif Etudiant, Carte Vermell, Grou Le Théâtre Gérard Philipe vous propose un abonnement i parmi les sulvants et un tarif réduit (45 F) pour une

CEDEX



and the contract

10 mm 12 mm

The second secon

At a track.

1 4 7 7 7

122

4

The second secon

Service of Service of

acti

And the second s

. - =

NOUVEAUX PURGATOIRE DANTE, Gemevilliers, salle Gegarine (47-90-35-07), 20 h 30.

LES SPECTACLES

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), dans SALLE FAVART (42-96-06-11), dance:
19 h 30: Bellets Tudor/Van Mennen.
CHAILLOT (47-27-81-15), Théitre
Gémier: reische de 8 au 26 novembre.
BEAUBOURG (42-77-12-33), à 21 h : le
Crosse en l'air: Cheima-vidée : Vidéeinformatien; 16 h : FEmpire de Noisiel,
de E. K. Granger; 19 h : Antour de mar,
de P. Blossler; Vidée-manique 16 h :
Condrillon, de Rossini; 19 h : Terandot,
de Puccini; Chaima de masée : 18 h :
Vers un cinéma des les amées 20; Hommage
à la Fédération Jean-Vigo (voir rubrique

Les concerts

Eglise Saint-Rech, 20 h 30 : Petits Chart-teurs de Chaillot, de Sainte-Marie et de Saint-Christophe (Berlinz). Thégire 14, 20 h 45: Orchestre de cham-bre B. Calmei (Vivaldi, Copland, Grieg).

Eglise St-Augustin, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. R. Barshaf et Chœurs de Radio-Prance (Beetheven). cinéma

La Cinémathèque

CHARLOT (47-64-24-24) 20 h 30 : la Légande de la forteresse de Souram, de S. Paradjanov (v.o. s.4. fran-çais) (cu avant-première). CENTRE GEORGES-POMPIDOU-

Salle Garance (42-78-37-29 (MAR)

Hosenage à in Fédération Jose-Vige:
17 h 30, Jeunes filles en uniforme, de Léontine Sagan et Karl Freelich; 20 h 30, Au fil
du temps, de Wim Wenders. BEAUBOURG (42-78-35-57)

MEAUMOURE (42-78-35-37)

17 h. le Shériff an poings mus, de W. Hale (v.o. g.-t français); 19 h. Festival du film 9,5 mm. Albi 1986; Paradis pour enfants, de F. Sanx; le Fond du piège, de J. Blanc; Aspization, de J. Barbier; Un si leng chemin, de P. Rigou; Joanne an pain sec, de V.A. Puech; l'Epingte magique, de D. Misur; Ma nonchalante, de D. Rigou; The Bean Two Story, d'A. Peruz et P. Bigou; Magny, de J. Baptiste.

Les exclusivités.

Les exclusivités

IPAFFAIRE CHEISEA DEARDON (A., v.a.): Forma Ocion. Express., 1* (42-25-26); 14 Iniliar Ocion. 6 (43-25-59-83); Ambassato. 8* (43-39-19-08); George V. 8* (45-62-41-46); Parmassions, 1* (43-20-32-20); 14 Iniliar Beaugemelle, 15* (45-75-79-79); VI: Impérial, 2* (47-42-72-82); Minumar, 1* (43-20-89-82).

AFTER HOURS (A., v.a.): Studio de la Harpo. 5* (46-34-25-52); Le Triomphe, 8* (45-62-45-76).

AIDS (TROP JEUNE POUR MOUVER)
(Fr.): Marcury, 8* (45-62-96-82); Marculle, 9* (47-70-72-86); Carmont Convention, 15* (48-23-277). E HAIS LES ACTELIES (Fr.): Capri, 2* (45-63-16-6); Gaumont Parmasso, 1* (43-35-36-40); Parmasso, 1* (45-63-36-36-16-6); Gaumont Parmasso, 1* (43-35-36-40); Parmasso, 1* (45-63-36-16-6); Gaumont Parmasso, 1* (45-63-36-16-6); Gaumont Parmasso, 1* (43-35-36-40); Parmasso, 1* (45-63-36-16-6); Gaumont Parmasso, 1* (45-63-36-

R (45-62-45-76).

AIDS (TROP JEUNIE POUR MOUPIR).

(Fr.): Marcury, & (45-62-96-32);

Maxiville, 9 (47-70-72-80).

AJANTRIK (Ind., vo): Républic Cioémes, 11 (48-05-51-33).

AJANTRIE (Ind., vo): Républic Chémes, 11: (48-05-51-33).

ALIENS, LE RETOUR (A., *): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57): Marignan, \$\foatsumerge{43-59-92-82}\); UGC Biarritz, \$\foatsumerge{5}\$ (45-62-20-40); V.L.: Rex., \$\foatsumerge{2}\$ (42-36-83-93); Gafté-Rochoedouart, \$\foatsumerge{9}\$ (42-36-83-93); Farvette, 13* (43-31-56-86); Montparnesse Pathé, 14* (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

ANGEL II. LA VENGEANCE (A., VI) Rex., \$\foatsumerge{2}\$ (42-36-83-93); UGC Montparnesse, 6* (45-74-94-94).

L'AMOUR SORCIER (Bap., vo.): Studio de la Harpe, \$\foatsumerge{3}\$ (46-34-25-52).

ATLANTES INTERCEPTOR (R., v.): Grand Pavois, 15* (45-54-46-85).

ATLANTES INTERCEPTOR (R., v.): Gammont Halles, 1= (42-47-49-70); Gammont Opéra, 2* (47-42-60-33); Hallet Godéon, 6* (43-25-59-83); Gammont Champs-Elyaéas, 8* (43-59-04-67); 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); Gammont Parnasse, 14* (43-57-90-81); 14 Juillet Reaugremelle, 15* (43-75-79-79).

19-79).
LES AVENTURES DE JACK BURTON
(43-62-45-76). LES AVENTURES DE JACK BURTUR (A. v.a.): Triomphe, \$ (45-62-45-76). BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.): Utopia, \$ (43-26-84-65). BERDY (A., v.a.): Cinochet, 6 (46-33-

10-82).

ELACE MEC-MAC (Pr.): Cinoches, 69
(46-33-10-82).

BEAZIL (Brit., vo.): Epfe-de-Bois, 59
(43-37-57-47); St-Lambert, 159 (45-32-57-68).

91-68).

IA BRULURE (A., v.n.): Cin6 Beambourg, 3º (42-71-52-36): UGC Oddon, 6º (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6º (45-25-10-30); UGC Rotonde, 6º (45-74-94-94): La Pagode, 7º (47-05-12-15): UGC Champa-Elyades, 8º (45-62-20-40): 14 Juillet Bustille, 11º (43-57-90-81): 14 Iniliet Beamprenelle, 19 (45-75-79-79); Maillot, 17º (47-48-16-606). Vf.: Richellen, 2º (42-33-56-70): UGC Montparasse, 6º (45-74-94); St.-Lazare Posquier, 8º (43-87-35-43): UGC Bonlevards, 9º (45-74-95-40): Nation, 12º (43-43-04-67): UGC Gare de Lyon, 12º (43-43-04-67): UGC Gobelius, 13º (43-36-23-44); UGC Convention, 15º (45-74-93-40); Images, 18º (45-22-47-94). 18 (45-22-47-94).

LE CHIEN (Fr.) (*) : Studio 43, 9- (47-

70-63-40).
CLIN DYELL SUR UN ADIEU (A., CLIN

94-94).

LE CLOCHARD DE BEVERLY HILLS

(A., v.o.): Marigum, & (43-59-92-82);

Parpassions, 140 (43-20-30-19). COBRA (*) (A., vo), Forum Orient-Express, 1st (42-33-42-26); UGC-

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles Ide 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés! Réservation et prix préférentiels avec la Corte Club

Lundi 10 novembre

Danton, 6' (42-25-10-30); Marigman, 8' (43-59-92-82); UGC Normandic, 8' (45-63-16-16). - Vf; Grand Rex, 2' (42-36-83-93); Bretagan, 6' (42-22-57-97); UGC Montparmases, 6' (45-74-94-94); George-V, 8' (45-62-41-46); Paramount Opfra, 9' (47-42-56-31); UGC Gobofins, 19' (43-36-23-44); Mistral, 14' (45-39-52-43); UGC Chovention, 19' (45-74-93-40); Gamhetta, 20' (46-36-10-96).

A COULEUE POURPRE (A. vo.);

(46-36-10-96).

LA COULEUR POURPRE (A., va.):
Forum Horizon, 1= (45-08-57-57);
Saint-Michel, 5= (43-26-79-17);
Rotonde, 6= (45-74-94-94); Marignan, 8= (43-59-92-82): Publicis ChampsHysées, 8= (47-20-76-23); Galaxie, 13= (45-80-18-03). V.f.: Res., 2= (42-36-83-93); Françaiz, 9= (47-70-33-83);
Montparnox, 14= (43-27-32-37).

DE L'ARGENTINE (All., va.): Studio 43, 9= (47-70-63-40).

43, 9* (47-70-63-40).

IE DIAMANT DU NIL (A., vf.):

Espace Gafts (h. sp.), 14* (43-27-95-94).

DOUBLE MESSIEURS (Fr.): Forum

Horizon, 1** (45-08-57-57); Richelieu, 2** (42-33-56-70); Seim-André-des-Arts, 6** (43-26-48-18); Collisée, 8** (43-59-29-46); Gaumont Parnasse, 14** (43-35-30-40).

EN DIRECT DE L'ESPACE (A., vf.):

La Géode (42-45-66-00).

LA Géode (42-45-66-00), LA FEMME DE MA VIE (FL) : Ciné LA FEMME, DE MA VIE (Pt.): Ciné
Boaubourg, F (42-71-32-36); UGC
Odéan, 6 (42-25-10-30); UGC Biarritz,
8 (45-62-20-40); UGC Bonievarda, 9
(45-74-95-40); UGC Gare de Lyon, 12
(43-43-01-59); UGC Gobalina, 13- (43-33-23-44); Montparnae, 14- (43-27-52-37); Convention St-Charles, 15- (45-79-33-00); Immges, 18- (45-22-47-94).

LES FRÉRIES FETARD (Pr.): Forum
Orient Express, 1** (42-33-42-26);
Richelieu, 2** (42-33-56-70); UGC
Odéan, 6- (42-25-10-30); Normandie, 8- (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9-

Odéon, 6' (42-25-10-30); Normandie, 8' (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9' (47-42-56-31); Bastille, 11' (43-42-16-80); UGC Gobelina, 13' (43-36-23-44); Minsmur, 14' (43-20-89-52); Mistral, 14' (43-35-33-3); Gammont Convention, 15' (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18' (45-22-46-01); Gambotta, 20' (46-36-10-96). GENESIS (Ind. v.a.) : Denfort, 14 (43-

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.a.) : Chury Palace, 5 (43-25-19-90) ; Espace Gatté, 14 (43-27-85-94). HIGHLANDER (Brit., v.f.) : Lumière, 9. -(42-46-49-07).

30-40).

MAX MON AMOUR (Pr.): Gaumont Halles, 1* (42-97-49-70); Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); Hantefeuile, 6* (46-33-79-38); Ambassado, 8* (43-59-19-08); Galazie, 13* (45-89-68-42); PLM Sains-Incours, 14* (45-89-68-42); Bionvosse Montparaesse, 15* (45-44-25-02); Gaumon Convention, 15* (48-28-42-27).

28-42-27).

MÉLO (Fr.): Gaumont Halles, 1" (42-97-49-70); Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); I Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83); Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); I Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8" (43-59-19-08); I Juillet Beatille, 11" (43-57-90-81); Miramar, 14" (43-20-89-52); I Juillet Beaugremelle, 15" (45-75-79-79)

LES MINUPOUSS (Fr.): George-V, 8" (45-62-41-46); Lumière, 9" (42-46-49-07); Saint-Ambroise, 11" (47-00-89-16); Fauvette, 13" (43-31-56-86); Möstral, 14" (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15" (48-28-42-47); Pathé Chichy, 18" (45-22-46-01).

MISSION (A. v.o.): Gaumont Halles, 1"

18* (45-22-46-01).

18* (45-22-46-01).

MSSEDON (A. v.a.): Gammont Halles, 1**
(42-97-49-70); Gammont Opéra, 2** (47.
42-60-33); Hannefeuille, 6** (46-33-79-38); Publicis Saint-Germain, 6** (42-22-72-80); Pagode, 7** (47-05-12-15); Marignan, 8** (43-39-92-82); Publicis Champs-Hyaéea, 8** (47-70-76-23); 14 Juillet Bastille, 11** (43-57-90-81); Escurial Panorama, 19** (47-07-28-04); Kinopanorama, 15** (43-05-90-01); Mayfair, 16** (45-22-27-06). Vf.: Français, 9** (47-70-33-83); Nation, 12** (43-43-04-67); Fauvette, 13** (43-31-60-74); Montparamate Pathé, 14** (43-20-12-06); Gaumont Convontion, 15** (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18** (45-22-46-01).

MONA LISA (*) (Brit., v.o.): Studio de la Contrescarpe, 5º (43-25-78-37). MON AME IVAN LAPCHINE (Sov., v.o.): Epéc de Bois, 5º (43-37-57-47); Control, 6º (45-44-28-80) MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE

MY BEAUTIFUL LAUNDERITE
(Brit., va.): Genemon Halles, 1= (4297-99-70); 14 Juillet Parnasse, 6: (4326-58-00); St-André-des-Arts, 6: (43-2648-18); Ambassade, 8: (43-59-19-08).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A.,
va.): Cinoches, 6: (46-33-10-82);
Laoremaire, 6: (45-44-57-34). — V.f.:
Lumière, 9: (42-46-49-07).
NUIT DTVEPSSE (Fr.): Rex, 2: (42-3683-93); George V. 8: (45-62-41-46);
UGC Boulevard, 9: (45-74-95-40);
Montparnos, 14: (43-27-52-37).
NUIT DE NOVES (FFZ, LES FAM-

NUIT DE NOCES CHEZ LES FAN-TOMES (A. v.f.): Arcades, 2º (42-33-54-58); UGC Mostparassec, 6º (45-74-94-94).

OUT OF AFRICA (A., v.o.): Publicis
Matignon, 8 (43-59-31-97).

LE PALTOQUET (FL.): Quintette, 5
(46-33-79-38).

PÉRIN CRNTEAL (Fr.): Parnassiens,
14 (43-70-23-70) 14 (43-20-32-20), PICASSO (Fr.) : Vendême-Opina, 2 (47-

LE RAYON VERT (Pr.): Forum Orient Brares, 1st (42-33-42-26): Impérial, 2st (47-42-72-52): Luxembourg, 6st (46-33-97-77); Elysées Lincola, 2st (43-39-36-14); Parnasticas, 14st (43-20-30-19). PECHERCHE SUSAN DÉSESPÉRÉ-MENT (A., v.o.): Studio Galande (h.sp.), 5 (43-54-72-71).

Parmasse, 6s (43-26-58-00); Racino Odéon, 6s (43-26-19-68); UGC Biarritz, 8s (45-62-20-40); Escurial, 13s (47-07-28-04); Seint-Lambert, 13s (45-32-LA ROSE POURPEE DU CAIRE (A.

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A. v.a.): Epéc de Bois, 5' (43-37-57-47).

LE SACRIPICE (Princo-onédois, v.a.): Seint-Ambré-dos-Aris, 6' (43-26-80-25).

SHANGHAI SURPRISE (A. v.a.): Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); UGC Durion, 6' (42-25-10-30); Amissanda, 8' (43-58-19-98); UGC Biarritz, 8' (45-62-20-40); Gammont Parassus, 14' (43-35-30-40). — V.f.: Rex, 2' (42-36-83-93); UGC Montparnassa, 6' (45-74-94-94); Paramont Opéra, 9' (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9' (45-74-95-40); UGC Gorre de Lyon, 12' (43-43-01-59); UGC Gohelins, 13' 93-30); UGC Gohelins, 13-(43-36-23-44); Convention Saint-Charles. 15- (45-79-33-00); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Images, 12- (45-22-47-94); Southun, 19- (42-41-

SOLRIL DE NUIT (A., v.L) : Opéra Night, 2 (42-96-62-56). STRANGER THAN PARADISE (A., v.a) (h.sp.) : Utopia, 5 (43-26-84-65). TAROT (All., v.a.), Littembourg, 6 (46-33-97-77).

TARUI (All., v.a.), Littembourg, 6 (46-33-97-77).

THE ACTRESS (A., v.a.): Action Chris-tine, 6 (43-29-11-30); Man-Mahon, 17 (43-80-24-81).

THÉRÉSE (Fr.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-80-25); UGC Rotonda, 6 (45-74-94-94); Pagode, 7 (47-05-12-15); UGC Biarritz, 8 (43-62-20-40); UGC Boule-vards, 9 (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Gaumant Conven-tion, 15 (48-28-42-27).

37°2 LE MATIN (Fr.): Saint-Michel. 5

tion, 15 (48-28-42-27).
37°2 LE MATIN (Fr.): Saint-Michel, 5°
(43-26-79-17); George V, 8° (45-6241-46); Montparnos, 14° (43-27-52-37).
TEOES ROMMES ET UN COUFFIN
(Fr.): Capri, 2° (45-68-11-69); Lneetmire, 5° (45-44-57-34); George V, 8°
(45-62-41-46).

(43-02-41-40).

TOP GUN (A. v.c.): Marigoun, 8 (43-59-93-82); George-V, 8 (43-62-41-46). —

V. L.: Rex. 2 (42-36-83-93): Paramount
Opéra, 9 (47-42-56-31); Montparassas
Pathé, 14 (43-20-12-06). TWEST AGAIN A MOSCOU (Fr.) : Gas-

TWEST AGAIN A MOSCOU (Fr.): Gaumont Halles, 1" (42-97-49-70); Gaumont Opfina, 2" (47-42-60-33); Richelien, 2" (42-33-56-70); Bretagna, 6" (42-22-57-97); 14 Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83); Ambassade, 8" (43-59-19-08); George-V, 8" (45-62-41-46); Saint-Lazare Pasquier, 8" (43-67-35-43); Françuis, 9" (47-70-33-88); Maxferille, 9" (47-70-33-88); Maxferille, 9" (47-70-33-88); Maxferille, 11" (43-42-16-80); Nation, 12" (43-43-04-67); Fancetta, 13" (43-31-56-86); Galaxie, 13" (45-80-18-03); Mistral, 14" (45-39-52-43); Montpernasse Pathé, 14" (43-20-12-06); Geumont Convention, 15" (43-25-42-27); Maillet, 17" (47-48-66-06); Pathé Clichy, 18" (45-22-46-01).

WELCOME IN VIENNA (AIL, va): Forum Arc-enciel, 1" (42-97-53-74); St-Germain Huchette, 5' (46-33-63-20); Elysée Lincoin, 8' (43-59-36-14); Par-nassiess, 14' (43-20-32-20); Studio 43, 9- (47-70-63-40).

LES FILMS NOUVEAUX

COURS PRIVE, film français de Pietre Gramier-Defeare, Forum, 1= (42.9'1-53-74); Hantefeuille, 6= (46-33-79-38); George-V. 8= (45-62-41-46); Marignan Concorde Pathé (43-59-92-82); St-Lazare Panquier, 9= (43-87-35-43); Français, 9= (47-70-33-88); Bestille, II= (43-42-16-80); Fanvette, 13= (43-31-56-86); Mistral, 14= (45-39-52-43); Monlparasse Pathé, 14= (43-20-12-06); Convention St-Charles, 15= (45-79-33-00); Maillot, 17= (47-48-06-06); Wepler Pathé, 18= (45-22-46-01).

DESCENIE AUX ENFERS, film DESCENTE AUX ENFERS, film français de Francis Girod, Foram Hochao, 1= (45-08-57-57); Impérial, 2- (47-42-72-52); Rex. 2- (42-36-83-93); Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Danton, 6- (42-23-10-30); UGC Montpernasse, 6- (43-59-92-82); Marignan, 3- (43-59-92-82); UGC Normandie, 3- (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); Nation, 12- (43-43-04-67);

UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); Fanvetta, 13 (43-31-60-74); Galaxie, 13 (45-80-18-03); Mistral, 14 (45-39-52-43); Montparatese Pathé, 14 (43-20-12-06); Convention, St. Charles, 15 (45-79-33-00); Maillot, 17 (47-48-06-06); Wepler Pathé, 18 (45-22-46-01); Secretan, 19 (42-41-77-99).

PERVOLA, film hollandair de Oriow Seunks (v.a.), Cluny Palace, 5º (43-25-19-90).

TORYO BLUES, Film japonala de Haruki Kadokawo (v.o.), S1-Germaio Hochette, 5° (46-33-63-20); Elysées Lincoln, 8° (43-59-36-14); Parnassiens, 14° (43-20-32-20).

AVANT-PREMIERE

HUIT MILLIONS DE FAÇONS DE MOUDIR, film américain de Hall Ashby (v.a.), Club de l'Étoile, sam. 20 h et 22 h, 17 (43-80-42-05).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films. sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanchelundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■ ■ Ne pas manquer RRR Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 10 novembre

PREMIÈRE CHAINE: TF1

20 h 35 Cirréma : Le fauve est lâché. II Film françait de Manrice Labro (1958), avec Lino Ven-tura, Estella Blain, Paul Frankeur, Alfred Adam, Nadine Alari Jess Finha...

Alari, Jem Fishn...
Un ancien triand, reconverti dans la restauration, accepte de travailler pour la DST. Il est aux prises avec un gang international et son fils est enlevé. La mise en scène est rapide, efficaca, comme dans les séries B amé-

ricaines. 22 h 15 Acteur studio. Emission de Martine Jouando et Frédéric Mitterrand. Invités : Wadock Stanczak, Ann-Gisel Glass, Lucas Belvanz, autour du film Désordre, d'Olivier Assayes, et, pour la partie variétés, Alain Bashung (sous réserve).

23 h 30 Journel. 23 h 45 Magazina : Première page.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

20 h 35 Série : Les cinq dernières minutes. h Documentaire: Les sorciers de la vie. De Marcel Teulade et Marie-Ange d'Adler.

2º partio; La paternité en question.

Mille sept cents enfants noissent chaque année en Prance grâce à des dons de sperme. Ce don doit-il être anonyme? Peut-on faire venir au monde un enfant sans père? Une fantassique enquêse menée dans plusieurs 23 h 15 Journal

TROISIÈME CHAINE: FR'3

20 h 35 Cinéma : Franch Connection nº 2. 22 Film américain de John Frankenheimer (1975), avec Gene Hackman, Fernando Rey, Bernard Fresson, Phi-

Gene Hackman, Fernando Rey, Bernard Fresson, Philippe Léourd...

A Marsellle, un agent américain du bureau des narcotiques aide la police française à démanteler la filière de la drogue vers les Etas-Unis, dirigée par un homme d'affaires. Gene Hackman repend et continue, de foçon fulgurante, la chasse aux traficants commencée dans Franch Coanaction, de William Friedkia. Il lutte avec violence dans un monde étranger. Ou remarque la puissance des scènes d'action et l'interprétotion de Bernard Fresson.

22 h 30 Journal. 22 h 55 Magazine : Urba. Regards d'enfants sur la ville.

23 h 26 Prédude à le nuit.

Messe pour cheur miste et double quintette à veht, de Stravinski, per l'Ensemble vocal Arpège, dir. Joël Peral, et les philarmonistes de Châteauroux, dir. Janes Kosnives.

CANAL PLUS

▶ 19 h 15, Zémith. Présenté par Michel Denisot. Réal.:
Olivier Baodoio; 19 h 55, Flash d'informations;
20 h 85, Starquizz; 20 h 30, Les triplés; 20 h 35, Claéma;
Partir, revenir. Bin Film français de Claude Lelouch
(1984), avec Annie Girardot, Jean-Louis Trintignant,
Richard Anconina...; 22 h 25, Flash d'informations;
22 h 35, Etolles et beix; 23 h 65, Bone américaine. Trois
championnats du monde. Lourds : J. Rhome-B. Hefton;
Moyens: J.-Y. Thériot-Thuman; Légers: J. Trimble-Lee
Roy Taylor; 8 h 38, Faothall américain; 1 h 35, Cinéma;
Venia, Efilm britannique de Piers Haggard (1981), avec
Klaus Kinski, Oliver Reed, Nicol Williamson... ▶ 19 b 15, Zénith. Présenté par Michel Demisot. Réal :

20 h 30, Fauilleton : Dynastie 2 ; 21 h 20, Série : La cin-quième dimension ; 22 h 15, Feuilleton : Flamingo Road.

20 h 10, Série : Les envahisseurs ; 21 h 10, Série : Les superminds ; 22 h, 6 Touic.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Schnes littéraires, schnes de ménage.

20 h 30 Schees Hitterakes, scènes de ménage.

Le fantême de la sœur.

21 h 30 Masique : Latindes.

Antioche : musique de l'Eglise syriaque orthodoxe ; musique de Bakha (Cachemire) ; la chanteuse japonaise

Harue Momoyama.

22 h 30 La mit sur ma plategu.

Emission spéciale : Antigone, avec Georges Steiner, et
Antoine Vitez,

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de l'église Saint-Augustin, à Paris). Missa solemnis en ré majeur, op. 123, pour solistes, chœur et orchestre, de Boethoven, par l'Orchestre national de France, Chœurs de Radio-France, chef des chœurs: Michel Tranchant; direction: Rudolf Marchai; choeurs: Machel Tranchant; direction; Rudoll Marchai; solistes: Julia Varady, soprano; Janice Taylor, mezzo-soprano; Thomas Moser, ténor; Dietrich Fischer-Dieskau, baryton; à 22 b. Un document fulgurant; Variations sur un thème, de Paganini; op. 35, de Brahms; à 22 h 35, La vie passionnée et romantique de Louis Ferdinand Kornfeld; à 22 h 40, Les allumés du lyrique: Caruso père et fils; à 23 h 08, Les tourments autoureux d'Aleko.

Les soirées de Prance-Musique. Chapping music; it's gome rain; Four organs; Violin phase, de Steve Reich.

Mardi 11 novembre

PREMIÈRE CHAINE: TF1

14 h 40 Théâtre: La voisine.
 Comédic de Daniel Coles, réal. Jeannette Habert.
 Avec Daniel Coles, Danièle Evenou.
 16 h 30 Variétée: Show bises.

17 h 25 Feuilleton: Les chevaux du solell

(Rodff.). D'après le roman de Jules Roy.

18 h 25 Mini-journal, pour les jeunes.
De Patrice Drevet.

18 h 35 La vie des Sotes. 19 h 10 Feuilleton : Santa-Barbara. 19 h 40 Cocoricocoboy.

20 h Journal. 20 h 25 Loto sportif. 20 h 35 Série : Le véto. 5 épisode : Arthur.

21 h 36 Médecine à la Une.

Emission d'Igor Barrère. Sur le thème de l'anxiété.

Avec : le professeur Heari Löo, psychistre à SainteAnne ; M= Beverins, psychistre pour enfants à la Saipétrière : le docteur Kespi, acupaneteur.

Les sujets : les phobies, les différents témolgnages, anabes des fondements de l'angeliera les traitements. lyse des fondements de l'angoisse, les traitements.

23 h Journal. 23 h 20 C'est à iro.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

15 h Rugby.

Barbarians/Nouvelle-Zélande, en direct de La Rochelle. Berbarians/Nouvelle-Zélande, en direct de La Rochelle.

16 h 35 Cinéma: L'ange des maudita.

Film américain en noir et blanc de Fritz Lang (1951), avec Maridae Dietrich, Arthur Kennedy, Mel Ferrer...

La ballade d'une ancienne chanteuse de saloon régnant sur une bande de hors-lo-loi et voyant surgir, chez elle, un fusticier. Western romantique nur le thème de la vengeance. Mariène, fascinante en son êge mûr, et plus que jamais actrics sublims, malgré su mésentente avec Fritz Lang, Malheureusement, c'est la version doublée.

18 h 5 Récré A Z.

18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres.

18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres. 19 h 15 Dessin animé : Bugs Bunny show. h 40 Le nouveau théâtre de Bouvard. Invité : Serge Gainsbourg.
 h Journal.

20 h 35 Marti cinéma. Emission de Pierre Tehernia et Jacques Rouland. Boule de suif. E E

Boule de suif. H. H. Frim français de Christian-Jaque (1945), avec Micheline Presle, Louis Sardou, Alfred Adam, Louise Conte. En 1870, une prostituée quitte Rouen en diligence, avec des bourgeols auxquels elle rend service. Ils l'humilient et la méprisent. Elle se révèle plus patriote qu'eux face aux Prussiens. Deux nouvelles de Manpassans, Boule de suit et Mademoiselle Fils, ont été maladroitement réumies dans cette adoptation qui fourmille d'allusions à l'occupation allemande de 1940-1944. Qualité de la reconstitution, des dialogues (Jeanson), de la mise en soème et de l'interprétation. Œuvre à redécouvrir.

22 h 25 Les jeux de mardi cinéma. Invités : Jean-Pierre Anmont, Emmanuelle Béart, Hisa-23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

14 h 30 Série : Erreurs judiciaires.

19 h Le 19-20 de l'information. 19 h 15 Actualités régionales.

15 h Prélude bis. 16 h Documentaire : Les grands fleuves reflets de l'histoire. Le Rhin.

Les sprès-midi de Disney Channel. 17 h 17 h 55 Groqu'soleil. 16 h Squash : championnat du monde. 18 h 57 Juste ciel, petit horoscope.

19 h 55 Dessin snimé : Les entrechets. 20 h 04 Les jeux au Cannet. 20 h 30 D'accord, pas d'eccord.

20 h 30 D'accord, pas d'eccord.
20 h 35 Cinéma: Quo Vadis?
M
Film américain de Merryn Le Roy (1951), avec Robert Taylor, Deborah Kerr, Leo Genn, Peter Usunov...

A Rome, sous le règne de Néron, un consul, neveu de Pétrone, s'éprend d'une jeune fille retenue en otage et convertie à la religion cinétienne. Le roman de l'auteur polonats Sienkienicz, fut fréquemment porté au cinéma Cette version, languissante dans les soènes dialoguées, se distingue par son côté « grand spectacle » (elle fut tournée à Cinecitta avec trente mille figurants), l'incendie de Rome, les soènes de parsécutions et Peter Ustinov en Nèron.

en Néron.

23 h 20 Journal.

23 h 45 Prélude à la muit.

Concerto p 3 pour clarinette et orchestre, de Stamitz, par le Dublin Chamber Orchestra, dir. John Finnucane.

CANAL PLUS

15 b 48, Cinéma: Amtarctica. B Film japonais de Koreyeshi Kurahara (1983), avec Ken Takahura, Tsunehiko Watase, Masako Natsune...: 17 h 25, Cahon Cadin; 17 h 30, Série: Les moustres; 18 h 5, Flash d'informations; 18 h 5, Dessins minés; 18 h 15, Jea: Les affaires sont les affaires; 18 h 45, Top 50; 19 h 15, Zénith; 19 h 55, Flash d'informations; 20 h 5, Football: Confisses; 20 h 30, Football: 17° journée de championant de France. Brest/Rennes; 22 h 30, Flash d'informations; 22 h 49, Cinéma: Trois housenes et us conffin. BB Film français de Coline Serveau (1985), avec Roland Giraud, Michel Boujenah, André Dussolier...; 0 h 20, Cinéma: La cage sax rossignols. BF i 1 m français de Jean Dreville (1954) svec Noël-Noël, Georges Biscot, René Génin; 1 h 50, Série: Espion à la mode.

16 h 45, Série : L'homme de l'Atlandide ; 17 h 35, Série : Shérif, Ials-moi peur ; 18 h 25, Série : A fond la caisse ; 19 h 15, Série : Happy days ; 19 h 40, Série : Star Trek ; 28 h 30, Série : Mike Hammer ; 21 h 20 Série : Kojak ; 21 h 10, Fesificten : Flamingo road.

TV 6 14 h, 6 Touic; 17 h, Système 6; 18 h 30 NRJ 6; 19 h 20 Fenflicton: Le temps des copains; 19 h 35, Série: Max la menace; 20 h 10, Cinéma: La cité de l'indicthle peur. m Un impecteur de police à la poursuite d'un faussaire arrive dans une sinistre chté d'Anvergne dont les habitants sont terrorisés par une bête mystérieuse. Une mascarade de fantastique social, d'après un roman fantastique de Jean Ray. La nature humaine et ses láchetés; 21 h 30, 6 Tonic.

FRANCE-CULTURE

20 à 30 Le journel du corps.
Face à la presse.
21 à 30 Musique : Diagonales. Actualité de la chamon française et étrangère. Rencontre avec Henri Guedon, musicien antillais.

musicien antillais.

22 à 30 Noits magnétiques.

La unit et le moment ; Jean-Charles Pirotte, par Pierro

Drachline. O h 10 Du jour au lendessaist.

FRANCE-MUSIQUE

PHANCE-MUSICUE

28 k 39 Cancert (douné le 7 novembre 1986 à la safle Plevel). Music for (Edipus; The fairy queen, de Parcell: Prauenliebe und Leben, op. 42, de Schumann; Cinco canciones castellanas, de Guridi; Poema en forma de canciones, de Turina, par Teresa Berganza, mezzosoprano: Juan Antonio Alvarez Parcjo, piano.

22 h 25 Les safrées de France-Musique.

Avec des curves de Mazart, Liszt, Indy, Chabrier, Fauré, Saint-Saëns, par l'Orchestre philharmonique de New-York, dir. Charles Musch, Robert Casadesus, piano; à 24.00 Poissons d'or (œuvres de Jarrett, Perle, Mortal Coil).

Le Carnet du Monde

Décès - Toute la famille et ses proches

out la douleur de faire part du décès du docteur Joseph Raphaël BENNOUN,

survenn le 8 povembre 1986, à la suite d'une longue et douloureuse malsdie.
Les obsèques auront lieu eu l'église de
Couilly-Pont-aux-Dames (Seine-etMarue), le mercredi 12 novembre, à

Cet avis tient lieu de faire-part.

10-12, rue du Moulin-des-Prés, 75013 Paris.

- M^{cs} Fillacier

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques FILLACIER,

survenu le 3 novembre 1986. - On nous prie d'annoncer le décès survenu le 31 octobre 1986 à Rome, de

Francis GIBELIN, agrégé de l'Université, ex-fonctionnaire des Nations unles (FAO, Rome).

- Mee Lise London

son épouse, Françoise, Gérard, Michel, ses enfants, Toute sa famille et ses amis,

font part du décès de

Arthur-Gérard LONDON,

survenu le 8 novembre 1986. La levée du corps aura lien à 10 h 30, à son domicile, suivie de l'inhumation, à li heures, au cimetière parisien d'Ivry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22-26, rue du Sergent-Banchat, 75012 Paris.

- L'Amicale de liaison des anciens résistants juifs (AMILAR)

a la tristesse de faire part du décès de Arthur (Gérard) LONDON,

sable de la MO1, leur camarade de combat contre la ba barie nazie et pour la justice.

Les obsèques auront hen mercredi 12 novembre 1986. à 11 heures, au cimetière parisien d'Ivry.

(Le Monde du lundi 10 novembre.) M. Pierre Monfraix,

M. Didier Soubies, Le docteur Isabelle Soubies

et leur fils, Arnaud, M. Jean Monfraix, préfet honoraire, et M. Jean Monfraix, M. Michel Charpentier,

M[∞] Irena Flisowska, M. et M[∞] Paul Monfraix et leurs enfants, M. et Ma Bernard Hagelsteen

et leurs enfants, M. et Ma Henri Soubies,

ont la douleur de faire part du décès de Mor Pierre MONFRAIX, née Sylvia Oster, le 7 novembre 1986.

L'inhumation aura lieu au cimetière nouveau de Neuilly, 40, rue Valmy Nanterre, le 12 novembre, à 16 h 30.

 rue Saint-Ferdinand,
 75017 Paris. 1, rue Pergolèse 75116 Paris.



949 440,00 F 105 070,00 F 9 510,00 F 130.00 F

9,00 F SUPER BONUS DE MOVEMBRE 106 619

M-SFA 10 : 90,00 F

Enuipe 2

BREST

Equipe 1

1 NICE

2 NANTES

3 RENNES

4 BORDEAUX

5 SOCHAUX THE HAVRE

MANCY

PARIS-S.G.

JEU GAGNANT

ST-ÉTENNE X N 2 9 LILLE R.C. PARIS

MONACO 1 M 2 4 AJACCIO CANNES

MARSEILE 1 1 2 15 NIMES BASTIA

Tirage des "7 Numéros de la Chance "

du Dimanche 9 Nov. 1986: 4 5 8 9 11 14 16

TOULOUSE 1 N X G LYON ALES

1 M 2 TOULON METZ

1 N X TI CAEN MORT

1 M 2 P ORLÉANS GUINGAMP

— M[∞] André Renault, M. et M[∞] Michel Renault

ct leurs onfants, M. et M= Philippe Renault

et leurs emants,
M. Dominique Renault
et M= Catherine Fabre
et leur fille,
M. et M= Michel Monnery

et leurs enfants, M. Jean-Luc Renault, M. et M= Francis Renault st leurs enfants, M. Claude Renault,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André RENAULT,

leur époux, père et grand-père, survenn le 7 novembre 1986.

La cérémonie religieuse aura lieu k jeudi 13 novembre, en l'église Saint-Germain de Vitry, à 10 h 45, 24, rue Utrillo, 94400 Vitry-sur-Se

Ni fleurs ni couronnes

- Ses nombreux amis

Albert UZAN. avocat à la cour.

Tous ceux qui l'ont comm ne manque ront pas d'avoir une pensée pour lui. Remerciements

- M= Odile Simon, Les familles Simon, Flinders et

profondément touchées par les marques de sympathie qui leur ont été témoi-gnées lors du décès de

M. Marcel SIMON,

nercient toutes les pers sont associées à leur peine.

27, quai Zorn, 67000 Strasbot

Anniversaires

- Annic JEANBRAU-GRAZIETTI professeur de lettres classiqu

Décès du 11 novembre 1985.

A la poste d'hier, tu télégraphieras Que nous sommes bien morts avec les Facteur, triste facteur, ton cercueil sous Va-t-en porter ma lettre aux fleurs, à (Robert Desnos).

Jeanbrau, Paris. Grazietti, Nice, Bordeaux.

- Il y a dix ans mourait

Jean-Pierre LAJOURNADE.

Ceux qui se rappellent sa rigueur. - Il y a un au disperaissait

Georges PETIT.

Que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé aient une pensée pour lui. Communications diverses

- A l'occasion de la Fête du roi, l'ambassadeur de Belgique en France fera célébrer un *Te Deum* en l'église Saint-Louis des Invalides, le samedi 15 novembre 1986, à 11 heures.

Tous les Belges résidant en France sont invités à cette cérémonie.

 PRESSE : le droit d'asile en question. - Les numéros 1095 et 1096 d'Hommes et Migrations sont coosacrés au droit d'asile. Parmi les thèmes abordés : l'histoire du droit d'asile en France de 1951 à 1986; evocat et solliciteurs d'asile; accueil des réfugiés; santé des demandeurs d'asile; les procédures d'accueil et d'attribution du statut de réfugié en Grande-Bretagne, Belgique, Suisse, Pays-Bas et République fédérale d'Allemagne.

* Hommes et Migrations, 40, rue de la Duče, 75020 Paris. Tel. : 47-97-26-05. 15 francs l'exemplaire.

XN2

 \mathbf{X} \mathbf{N} $\mathbf{2}$

XM2

XN2

1 **K** 2

Equipe 1 Equipe 2

2 TOURS IA ROCHE/YON X N 2

MÉTÉOROLOGIE PROBLÈME Nº 4353

MOTS CROISÉS

123456789

HORIZONTALEMENT I. Teblier à carreaux. -II. Rendu, mais dans quel état! — III. Possédée du malin. Il u'en est pas à son dernier soupir. — IV. Peut

être capitale mais jamais commune. V. Démonstratif inversé. Coupa dans une partie. Lettre grecque. - VI. Marchand de couvertures. -VII. Un endroit où l'on peut chercher la chicane. Signes d'un carac-tère religieux. - VIII. Des hommes très écoutés nu très en vuc. -IX. Un dien dn tonnerre. Joue un rôle protecteur. - X. Récipicat à porter. - XL Des actions qui «mar-

quent ». VERTICALEMENT 1. Produit pour » brunir». Indicateur horaire. - 2. Fait très mauvais

Informations «services»

effet. - 3. Une manière de descendre sans rappel. Fait œuvre de chair.

- 4. Personnel. Monter et descendre sur une écheile. - 5. Contrôle de bagage. Partie de lettre ou lettres de parti. - 6. S'exprima donc sans l'ombre d'un accent. - 7. Abrévia-tion. Points à la ligne. - 8. Dépasse la commune mesure. - 9. Des hommes au poil ou très déplaisants. Solution du problème n° 4352

Horizontalement

I. Aguicheuse, Rats. - II. Entraîneuse. Ure. - III. Ro. Dolce vita. neuse. Ure. - III. Ro. Dolce vita. IV. Olé! Fané. Rasoir. - V. Pe.
Talc. Miss. Tu. - VI. Purges. Neutre. - VII. Amélioré. Emeri. VIII. Tin. Ca. Est. - IX. Insperçu.
An. Sec. - X. Eire. Errantes. XI. Etai. Rata. - XII. Insolente.
Agio. - XIII. Lo. Pan. Ecosser. XIV. Oil. Nus. Rhnm. Et. VV Transcean Sente.

Verticalement 1. Aérophagie. Ilot. — 2. Gnole. Ni. Noir. — 3. Ut. Pétards. Lô. — 4. Ire. Tulipe. OP. — 5. Ca. Farine, Elans. — 6. Hidalgo. Retenus. — 7. Enoncer. Cran. Se. — 8. Uélé. Sécurité. — 9. Suc. Ecru. — 10. Esérine. Ane. Oh. - 11. Evasement.

Sus. - 12. Issue. Erasme. -13. Auto. Tressage. - 14. Traîtrise. Tiret. - 15. Sc. Rue. Tchao! Té. GUY BROUTY.

Paris en visites

» La Mosquée ; histoire de l'Islam», 15 heures, entrée place du Puits-de-l'Ermite (P.-Y. Jaslet).

Notre-Dame de Paris : fleuron de pierre. Jacques Cœur alchimiste, le secret de la Table ronde. La mission secrète des Templiers», 15 heures, sor-tie métro Cité (I. Hauller).

Le vieux Belleville et ses jardins »,
 15 heures, sortie métro Télégraphe (Résurrection du passé).

» Hôtels cours et passages de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, fontaine Saint-Michel (Les Fläneries).

» Hôtels et jardins du Marais», 15 heures et 17 heures, grille Carnavalet

« Les galeries du Palais-Royal (Buren, les passages Colbert, Vivienne), 15 heures, métro Palais-Royal, sortie place Colette (AITC).

« Hôtels, synagogues et curiosités du Marais», 11 heures, métro Saint-Paul.

«L'Opéra, centre de la vie mondaine de la fin du XIX siècle», 15 heures,

« Hôtels du Marais, place des

Vosges», 15 heures, parvis Hôtel de Ville, entrée centrale (G. Botteau).

. Une heure ou Père-Lachaise, 10 heures, 11 h 30, 14 heures et 15 h 30,

- Les grandes beures du Nivernais : la

Charité-sur-Loire, le château des princes d'Arenberg, Sancerre » et «Après-midi à Milly-la-Forêt, le châ-teau de Cocteau, goûter à Barbizon». Inscriptions: 45-26-26-77 (Paris et son histoire)

«Saint-Eticane du Mont», 15 heures,

«Montmartre quartier d'artistes»

15 henres, métro Abbesses

entrée principale (V. de Langlade).

hant des marches (M. Ragueneau).

(M. Ch. Lasnier).

(C.-A. Masser).

histoire).

(Ch. Merie).

loterie notionale

MARDI 11 NOVEMBRE

« Une henre à Mentmartre », 10 heures, 11 h 30, 14 h 30 et 16 heures, place E.-Goudean devant Bateau-Lavoir (M. Pohyer). «Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse», 11 heures, métro Vavia.

- Ateliers d'artistes 1930 et jardins de «La Conciergerie de Philippe le Bel à Terreur », 10 h 30, entrée Montsouris», 15 heures, métro Cité-Universitaire (C. Sagave). - Muntparnasse : de Gaugnin à «L'île Saint-Louis : quartier de la noblesse de robe au XVII• siècle», 10 h 30, métro Pont-Marie (P.-Y. Jas-

Picasso», 14 h 30, rue d'Assas et rue Nutre-Dame-des-Champs (D. Bon-« Les salans de ministère des inces», 16 heures, 93, rue de Rivoli

(S. Rojon). »La maison de Clemenceau et souve-nirs du Tigre», 15 heures, 8, rue Fran-klin (Approche de l'art).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 9 novembre 1986:

DES DÉCRETS

• Du 4 novembre 1986 portant classement parmi les sites pittoresques (département de Seine-et-Marne).

 Nº 86-1179 dn 7 novembre 1986 modifiant le décret nº 72-1079 du 6 décembre 1972 relatif à la commission médicale consultative des établissements d'hospitalisation publics.

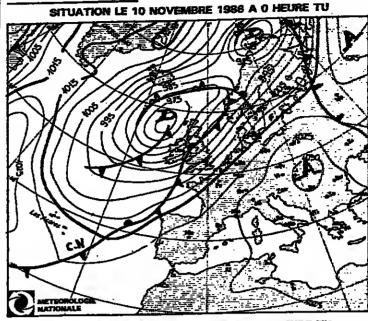
DES ARRÊTÉS Du 30 octobre 1986 portant classement parmi les sites pittoresques (département dn Lot).

 Du 6 novembre 1986 fixant la liste des candidats admis à la quarante-septième session de perfectionnement du Centre des hautes étodes sur l'Afrique et l'Asic modernes. **UNE LISTE**

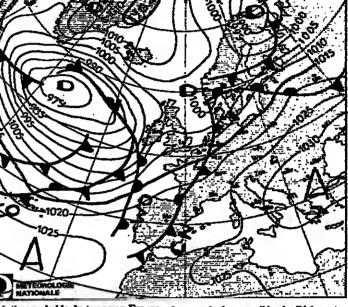
 D'admission au troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration en 1986.

TRANCHE (N'205) DU 1 SEUL BILLET POUR LA SEMAINE . DU SUSPENSE TOUS LES JOURS

RĖSI	ULTATS COMPL	.ETS				
CETTE LISTE NE TIE	NT PAS COMPTE DES C	UMULS ÉVENTUELS				
DATES DU TIRAGE	NUMEROS OU TERMINAISONS	MONTANT DES LOTS				
LUNDI 3 NOVEMBRE 1986	347 427 906	1 000 000 F 1 500 F				
MARDI 4 NOVEMBRE 1966	307 893 581	1 000 000 F 1 500 F				
MERCREDI 5 NOVEMBRE 1986	184 040 908	1 600 000 F 1 500 F				
JEUDI S NOVEMBRE 1986	177 C1C 329	1 000 000 F 1 500 F				
VENDREDI 7 NOVEMBRE 1900	056 632 077	1 600 600 F 1 500 F				
SAMEDI & NOVEMBRE 1966	225 743 044	1 000 000 F 1 500 F				
DIMANCHE 9 NOVEMBRE 1986	309 263 309 263 002 709 084 306 000 048 078 117 900 143 100 246 133 642 160 740 196 927 201 206 222 505 222 505 222 505 223 506 316 946 327 611 324 004 338 733 578	6 000 000 F 1 000 000 F 50 000 F				
	7	100 F				



PRÉVISIONS POUR LE 12 NOVEMBRE A C HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le mardi 11 novembre à 6 houre et le mercredi 12 novembre à

Les hantes pressions qui protégeaient la France ces derniers jours se décale-ront vers la Grêce et la Turquie, et une perturbation pénétrers sur le nord-ouest.

Mardi matia : le temps sera couvert et il pleuvra sur la Bretagne et les côtes de la Manche, Attention aux rafales de vent de sud qui attendront 60 kilomèvent de sud qui atteindront 60 kilomò-tres/heure. Des pays de Loire au Poiton, à l'Orléanais, Bassin parisien, Picardie et Ardennes, le cici restera mageux dans l'ensemble, et il fera douz. Sur l'ensemble de ces régions, donc, des minima de 7 à 10 degrés, voir 12 à 13 degrés sur les crites.

13 degrés sur les côtes. Sur le reste du pays, le soleil sera prédominant. Il n'y aura que quelques brouillards, très locaux, dans le Sud-Onest et de la France-Comté à l'Alsace. On risquera aussi des bancs de muages

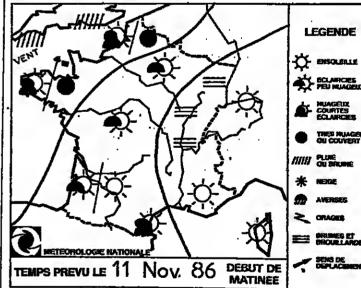
bes sur la basse vallée du Rhône. Au petit matin, il fora 3 à 5 degrés dans l'intérieur, mais tout de même 8 à 12 degrés sur les régions méditarra13

dirige

Dess le journée : les pluies du Nord-Ouest ne gagneront que très lentement de terrain. Elles attendront un ate La Rochellé/Paris en début de mit ; le ciel se dégagera alors sur la pointe de Bretagne. Le vent sera toujours sensible. Les mages, quant à eux, chemineront vers l'Aquinsine, le Centre, la Champa-gne et le nord de la Lorraine.

Mais sur la moitié sud-est du pays, co sera bien ensoleillé, Mais sur la basse vallée du Rhône des mages pourront

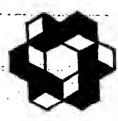
Côté température, seul le Nord-Est sera un peu frais avec 10 degrés. Mais sur tout le Nord-Ouest et le Centre-Est il fora 13 à 15 degrés. Les régions méri-dionales verront, elles, 16 à 18 degrés, et pent-être 20 degrés an pied des Pyré-



TEMPÉRATI Valeura le 9-11 à 6 h	CXIOLIS	DE TENSVE	36 entre	•	et ter	aps ob 1-1986	DOTY	6
FRANCE		TOURS	10	3 D	LOS ANGE	ES _ 25	12	D
AMCCEO 20	7 D	TOULOUSE.	15	3 B	LUXEMBO	RG 4	7	ñ
MARRIZ 19	12 D	POINTEAP.	27	22 D	MADRED .	16	ΙÓ	ñ
BORDEAUX 11	7 N	£	RANGE	_	MARRALE	N 22		ř
BOURGES 11	2 D			M.	MEXICO .		10	מ
MEST 13	12 P	ALGER	22	6 D	MILAN	12	7	2
CAEN 18	* C	ALSTERDAL	¥ 9	6 C	MONTRÉAL	14	2	ς.
CHERICORG 9	, r	ATHENES	16	8 D	MOSCOU	0	•1	~
CLEENCOVERERS. 15	2 D	BANGEOK .	32	25 D	NATROET	25	-1	Č
DESCON	-1 3	PWICETONS	Z 20	14 D	NEW-YORK		_	•
GENUMLS NE 14	0 B	MEANE.	14	-3 B	WEN-IOKE	22	12	D
111E	6 C	MERLEY	9	2 Č	0510	\$		P
1240G25 9	6 D	MULTIPS 125	8	5 C	PALMADE	WAL 20	14	D
LYON 10	3 D	LE CARRE	17	14 D	PÉKEN		4	D
MARSHIEMAR 17	10 D	COFFERENCE	IB 10	.6 C.	RIODEJAN	EBO. 25	21	D
NANCY 5	0 D	DAKAR	28	24 · D	ROME	19	7	D
NAMES 11	3 C	DELH	25	·17· D ·	SENGAPOU	32	23	C
PARISHERUS 10	19 D 5 N	DETEN	22	12 N	STOCKHOL	¥ \$	6	C
PAU 17	2 D	GENÈVE	12	0 D	SYDNEY	21	13	D
PERCHENAN 17	5 D	BONGKONG	23	17 N	TOKYO	13	10	N
REPORTS	9 9	WHITE !		4 N	TURES	24	8	D
STETENSEE 12		TEBOKORE .	9	7 P	VARSOVE		-2	D
STRASPORE 10	0 D	LONDONES	15.	10 N	VERUSE	13	2	B
			11 -	10 . b	VIERE	1]	2	D
AB	C	D	N -	0	P	T		
zverse brume	CORVERT	dégagé	BRAGGERX	crage	plaie	tempéte	nei	

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légal moins 2 heures en été : heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météarol.





Pour une activité nouvelle de service dans le domaine financier, s'adressant aux entreprises les plus diverses

NOUS CRÉONS UNE CELLULE MARKETING

Le Directeur Marketing qui a réalisé avec nous le plan d'action stratégique passe maintenant à la phase de réalisation pour cette société de plus de 400 personnes et recherche ses futurs collaborateurs, hommes ou femmes,

PROFESSIONNELS DU MARKETING

TROIS CHEFS DE SECTEURS MARKETING

Responsables de la réalisation des objectifs définis en fonction des différents secteurs d'activité (mise en ceuvre du plan marketing et compte d'exploitation). De formation supérieure commerciale, ils seront rompus aux méthodes modernes de marketing.

CHARGÉ D'ÉTUDES

Responsable de la mise en œuvre d'études de marché, de différentes méthodes d'analyse des critères de sélection et de segmentation de marché, chargé aussi d'études statistiques ponctuelles. De formation supérieure à option statistique ou économique, il aura déjà réalisé des études de marché, si possible au sein d'un cabinet d'études.

RESPONSABLE PRODUIT

Chargé de faire évoluer les produits existants, de concevoir des produits nauveaux en fonction des besoins des dients, qu'il adaptera aux différents modes de distribution, le MINITEL notamment. D'un niveau Bac + 2, il oura de bonnes connaissances en marketing et une expérience acquise dans un service financier ou

RESPONSABLE COMMUNICATION ET PUBLICITÉ

Qui assurera la mise en place et le suivi des actions publicitaires et promotionnelles et sera l'interface entre la société et les agences. D'une bonne culture générale, il aura une expérience similaire acquise dans une société gérant un important budget publicitaire.

Si vous êtes un battant, un professionnel du marketing, si vous avez le goût du challenge, venez former notre équipe et réalisec avec nous des objectifs ambitieux et motivants.

Ecrivez vite en précisant la référence choisie à A.L. CONSEIL 102, boulevard Malesherbes 75017 PARIS.

Alconseil



er en er særeg g

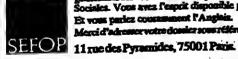
Notre Secrétaire Général est Ingénieur et sera l'adjoint du Directeur Général

Expliquent-norse. Nost sommes une industrie très technique, très innovatrice. Filiale française de AVERY INTERNATIONAL, leader moudis! sur le marché de l'auto-adhésif, nous sommes situés près de Grenoble, nous employens 185 personnes (en 5 équipes) et réalisons 370 Millions de chiffre d'affaires dont 76 % à l'export. Clausée 1 P.M.E. exportantice de papier-carton, nous avons obtenu en outre, l'an dernier le Prix Industrie et Quali-té. Des performances qui, vous vous en doutez, sont les résultats de toute une équipe et le fruit tant de son travail que de l'ambiance dans laquelle il est effectué.

Les homines sevent votre responsabilité prioritaire. A vous d'inspirer une politique de personnel à la hauteur de nos ambitions et d'en assurer la promotion amprès de tous, de la hiézarchie aux partenaires sociaux. A vous de définir des actions audacieuses dans le domaine de la Formation (c'est une nécessité absolue pour conserver notre avance), à vous de veiller personnellement à la Communication (interne bien sûr et en assurent toutes les relations de l'entreprise avec l'éxitétieux...).

MEMBREDESYNTEC

Mercid'adresser vetre dessier sous référence FA 1109 Mà notre conseil.



Diriger à Abidjan une équipe de consultants

A ssumer la direction d'une société de conseil déjà solidement Aimplantée dans le milieu des affaires ivoirien, une opportu-nité exceptionnelle pour un consultant dans sa mi-trentaine autré par la vie en Afrique.

Il pourra dans ce poste conjuguer son aptitude à conseiller avec son désir d'êrre opérationnel. En effet, tout en ayant pour fonction à gérer et développer l'activité du cabinet, il n'en continuera pas moins à exercer personnellement son métier de conseil tant auprès d'entreprises européennes que pour le compte de responsables ivoltiens.

Diplômé d'une grande école de commerce, il a une bonne expérience du métier de conseil en organisation pour l'avoir praique essentiellement dans les domaines de la gestion : audit comptable et financier, informatique,...

Les candidats retenus rencontreront à Paris le Président du groupe concerné fin novembre. Ecrivez sous référence 3.117 ALM 2 Fliane Rolland

SIASS

Ressources Humaines

50, Boulevard de Courcelles

75017 PARIS MEMBRE DE SYNTEC

1' IDATE

recherche pour compléter son équipe pluridisciplinaire, dans les domaines

Organisation et Communication d'Entreprise

Economie et atratégies Industrielles

1°.- Jeune ingénieur (ENST, SUPELEC...)

disposent des connaissances de base et d'une capacité
d'analyse pour les produits téléphonie, burseurique,
seléctionnesique

apte sux contacts et à l'activité de consultant (schéma direc-teur de communication, cahier des charges) possédant une très bonne connaissance de l'anglais.

2°.- Economiste ayanz une expérience dans l'analyse des industries et marchés de l'information et de la communication (télécommunication,

informatique, audiovisuel) Intéressé(e) par l'économie industrielle et l'économie prospective cossédent une très bonne connsistence de l'angleis

Adresser CV et leitre manuscrite à Georges VIENNE , DATE - Bureaux du Polygone - 34000 MONTPELLIER . Confidentialité assurée

La filiale d'un puissant groupe industriel possédant plusieurs unités de production et un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard, offre un poste intéressant et évolutif à son

Responsable service formation

Sa mission: participer à l'élaboration des stratégies et mettre en œuvre les méthodes et les plans de formation:

- a analyser les besoins et assister les Directeurs opérationnels
- e organiser des sessions concernant l'ensemble de la population (cadres. ingeneurs, maitrise),
- assurer les relations ovec les organismes extérieurs susceptibles d'intervenir sur des actions spécifiques, e animer des groupes concernant les responsables sécurité des différentes

Son profil: de formation ingénieur ou équivalent, le sujet devra disposer d'une expérience de 3 à 5 ans environ ocquise ou sein d'un service formation d'un groupe industriel ou d'un cabinet spécialisé.

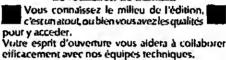
La reussite à ce poste permettro d'accèder à de larges responsabilités soit dans la 💈 fonction personnel, soit dans des postes opérationnels.

Poste: ville sud-est Ecrire sous réf. BJ 202 AM

Rémunération: 250,000 F. +

Aux plus grands de la presse vendez SOLSTICE 2000

> Le système informatique des salles de rédaction de demain.



Une première expérience concluante dans la vente de systèmes informatiques ou bureautiques vous permettra d'accompagner l'expansion de notre département presse et édition tant en France qu'à

l'étranger. La maîtrise de l'anglais est souhaitable.

Merci de prendre contact, sous référence IC/DAG/LM, avec Michel Bouffard, chargé du recrutement, CERCI - 56 rue Roger Salengro 94126 Fontenay-sous-Bois Cedex.





CONSEILS EN ORGANISATION

- PRATIQUER le métier de conseil aux entreprises au sein de notre groupe "Techniques Avancées", en rapide développement (80 personnes),
- RECEVOIR une formation continue en France et aux Etats-Unis.
- TRAVAILLER en équipes "à taille humaine" constituées en fonction des missions,
- MAITRISER progressivement l'essentiel des méthodes et techniques utilisées dans notre métier (réseaux, télématique, systèmes temps réel, traitement de l'image, robotique, CAO),
- DEVENIR en 5 ons environ responsable de missions,

C'est l'itinéraire que nous vous proposons, si vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur (X, CEN-TRALE, SUPTELECOM, SUPELEC, MINES, PONTS, ENSI-MAG, ENSEEIHT).

Envoyer votre dossier de candidature à Bruno CORMOULS, ARTHUR ANDERSEN & CE Tour GAN - Cedex 13 - 92082 LA DEFENSE.



AITTE DU BLANC-MESNIL

Recherche pour le Cinéma Municipal Louis-Deguin

ADJOINT DE DIRECTION

Chargé(a) plus particul, et sous contrôle de la Direction de:

La promotion des activités du cinérna:

La mise en place d'un prograture d'arrimetion;

La fisien avec les établissements scolaires, CE, Associations;

La rédect, et la diffusion du progratume mensuel.

Adjes. candidature avec CV à Monsieur la mains Pince Gebriel-Péri 93 156 LE SLANC-MESNIL.

Filiale d'un groupe international, spécialisée dans la fabrication de produits tensio-actifs

recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

DÉBUTANT OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE, DOBT assumer des responsabilités au sein de son service production. Ce poste très formateur, permettant de faire ses preuves dans l'exercice de responsabilités concrètes, convieudrait à des ingénieurs chimistes diplômés grandes écoles témoignant de réelles qualités d'organisateur, d'ammateur et d'une grande disponibilité.

La counsissance de l'allemand est indispensable.

Le poste est à pourvoir à Meaux en Seine et-Marne,

Ecrire sous référence CLH SIDOBRE SINNOVA BP 15-77101 MEAUX CEDEX.

Banque

à taille humaine, aux activités financières en forte croissance, créant une nouvelle fonction, recherche le

Responsable du développement des produits et services financiers destinés aux particuliers

Le titulaire de ce poste aura pour mission : • de concevoir une stratégie globale de développement d'une clientèle de particuliers haut de gamme et de la mettre en œuvre (définition des produits

diffusion, gestion des budgets); • d'animer et de coordonner l'activité des collaborateurs charges de cette dientèle (conseillers en agences, gestionnaires de patrimoine au siège, service de vente par correspondance...); · d'assurer la coordination entre ces collaborateurs et les gestion-

naires des structures O.P.C.V.M. et autres produits financiers. Ce poste sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur, àgé de 35 à 40 ans, ayant une très bonne expérience de cette fonction et possédant une bonne maîtrise de marketing et de diffusion de produits et services financiers

destinés à la clientèle privée, Rémunération d'excellent niveau et réelle possibilité d'évolution de

> Adresser résumé de carrière à Bernard Mangou SEARCH, sous la référence 2176. 17 rue La Rochefouczuld, 75009 Paris.



Le département de la Seine-Saint-Denis

recrute, par voie de détachement, pour sa Direction des Affaires Domaniales et Juridiques : 1 CHEF DU SERVICE JURIDIQUE

- Tenne des contentieux;
- Conseils juridiques aux directions départementales.
- Formation et expérience ;

 Généraliste du droit à dominante de droit public ;

 Formation ou expérience en animation d'équipes pluridisciplinaires ; D.E.A. en droit + expérience.

 Conviendrait à un fonctionnaire de catégorie A expérimenté de l'Etat

1 CHEF DE SERVICE DU PATRIMOINE IMMOBILIER

ou des collectivités territoriales.

- Diriger un service composé de deux bureaux qui gêrent l'ensemble du patrimoine immobilier du département ;

 Réaliser les acquisitions et les cessions ninsi que les classements et déclassements dans
- Gérer les baux pris et donnés ainsi que les copropriétés.
- Formation et expérience :
 - Expérience :
 Expérience en gestion administrative publique ;
 Formation à dominante juridique.
 Conviendrait à un fonctionnaire de catégorie A expérimenté de l'Etat ou des collectivités territoriales.
- 1 CHEF DE BUREAU DE LA GESTION DU PATRIMOINE

 Assurer la bonne gestion des biens immobiliers dont le département est propriétaire, copropriétaire ou locataire. Formation et expérience :

Gestion administrative publique.

Conviendrait à un fonctionnaire de catégorie A de l'Etat ou des collectivités territoriales ainsi que des organismes HLM ayant acquis une certaine expérience.

ATTACHÉS

- De formation juridique (préciser la dominante dans la formation et l'expérience

1 TECHNICIEN

Objectifs: - Assister le directeur dans l'estimation des biens immobiliers à acquérir, à vendre

- Assister les services dans les négociations qui portent sur ces biens. Formation et expérience :

- Elaboration de devis et estimation :

- Connaissance du marché de l'immobilier
 Conviendrait à :
- Un ingénieur des villes ou de l'Etat polyvalent bâtiment/voirie;
 Un fonctionnaire pratiquant des estimations aux services fiscaux;
- Un collaborateur d'expert.

ADRESSER CANDIDATURE et c.v. détaillé à Monsicur le Directeur Général des Services Départementaux de la Scine-Saint-Denis 124, rue Carnot, 93009 BOBIGNY Cedex.

Diagnostic stratégique et financier Redressement d'entreprises en difficulté.

Si rous êtes passionné (e) par des missions de ce type. Si l'assistance de Comités d'Entreprise dans des ditions parfois difficiles ne vous rebute pas. Si vous pensez que le redressement d'une entreprise si par la valorisation de ses ressources

Si le conseil auprès de structures du secteur associatif et de l'économie sociale vous attire. Si vous êtes désireux de mettre à leur disposition votre réflexion et votre imaginetion.

Si vous souhaitez vous associer au développement d'un cabinet en plein développement, de dimension natio-

Si vous êtes disponible et motivé (e), prêt (e) à assumer des responsabilités. Si votre expérience et votre formation (HEC, ESSEC, SUP de co, etc.) vous out préparé (e) à travailler avec

Transmettez votre C.V. et vos prétentions sous nº 8.163 M, LE MONDE PUBLICITÉ – 5, rue de Monttessuy, Paris-7-.

VILLE DE DIEPPE (40 à 80 000 habitants) 2 000 rationnaires per jour 70 agents

UN GESTIONNAIRE UES RESTAURANTS SCOLAIRES

Formation BAC + 2 (BTS; DUT). Économe gestionnaire + expérience souhairée. Recrute-mens per voie de mutation ou sur titres.

Poste à pourv. le 1= janvier 87 Date limite de dépôt des candi-datures : 30 nov. 86.

Envoyer CV à M. le Maire 8.P.P.-76208 DIEPPE CEDEX,

Importante Société recherche UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ Spécialisé en électriché et infor-matique. Poste évolutí, salaire motivant, noblité exigée. Adr. dossier complet à MEDIA SYSTEM Réf. 2142, 15, rue Rivele 31000 Toulouse, qui transon.

Vous avez une expérience réussie de quelques années et recherchez des possibilités d'évolution de carrière, des responsabilités réelles et définies, un travail en équipe, sur des sujets passionnants et de grande nouveauté.

Nous sommes une Société de grand renom dans le domaine de la Haute Technologie, notre developpement est constant et nous recherchons:

2 ingenieurs chefs de projets

PM II - Mécanicien de formation avec des connaissances poussées du calcul EF, des techniques de modélisation, une expérience de bureau de calcul, d'études, d'engi

PE 11 - Electronicien de formation, avec de bonnes connaissances en mécanique des vibrations, une expérience de bureau d'études, de laboratoire, de développement.

Pour ces 2 postes, vous aurez à piloter entié rement des projets soit : discuter les choix techniques avec le client, faire respecter les coûts et les délais, animer votre équipe. Les possibilités de contact avec le monde scientifique étant nombreuses, la pratique de l'anglais est souhaitée. Le lieu de travail est situé à Lyon, dans un cadre agréable.

ingénieur chef de mission

CM II - Diplômé GE, avec des connaissances approfondies en traitement numérique du signal, en informatique, une expérience des essais et mesures physiques.

Ce poste comporte la responsabilité d'informaticiens et de techniciens et se situe dans un environnement technique très valorisant. Le lieu de travail est sur le litteral néditerranéen.

Merci d'envoyer votre cv, photo, remunération souhaitée (confidentialité absolue), sous la référence choisie à :



BANQUE DE TRÉSORERIE

recherche

Chef de Service

CLASSE VII ET PLUS RESPONSABLE

Back - Office (GESTIONS DES OPÉRATIONS)

Il (cllc) supervisera 4 back-office dédlés de 3 à 4 personnes : monétaire Francs - devises - obligataire et matif - obligataire international et devra se coordonner avec les services comptabilité et informatique.

Agé de 30 aus minimum, il (elle) aura une bonne maîtrise des problèmes d'organisation, de gestion administrative et comptable, ninsi que de l'utilisation de l'informatique. L'Angiais scrait un pius.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo sous nº 0.000 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE Paris la Défense La chef du aervice juridique recherche un jeune

JURISTE O'ENTREPRISE Maîtrise, OUT

Env. lettre manuscrite CV et photo sous réf. 1.101 à Média-System, 2, rus de La Tous-des-Darnes, Paris-S° qui transmettra.

MOSELLE recrute
INGÉNIEURS

Écols setiosals supériesre d'ingénieur. Supelec, IEG ou équivalent, pour ses services techniques. BE et fabrication. Débutants ou avec expér. Rénusération motivants. Ecrire nº 5.594 Publicités Réunies 112, bd Voltairs, 75011 Paris.

BANQUE PARIS-9

RESPONSABLE SECRÉTARIAT
ENGAGEMENTS
Montage de dossiers de crédite
à cours, moyen et long terms
tant aux entreprises qu'aux
particuliers. Gestion de dos

eiers contentious. Montage or dres spécieur.
Ce poste convendrait à GRADE CLASSE IV ou CADRE CLASSE IV ou CADRE CLASSE V syent de bonnes conteisant juridiques.
Adresser CV + prétention a/ré/. 1944/N à AMP 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARS qui transmettr

ORGANISME INTERNATIONAL DOMAINE VETERINAIRE SIÈGE PARIS

RESPONSABLE

SERVICE **PUBLICATIONS**

Enwoyer CV et prétentions au MONDE PUBLICITÉ Sous n° 8. 160 5, rue de Montzestuy, 75007 Paris

YILLE DE BANLIEUE PARISIENNE ·

(+ 40 000 HABITANTS) Recrute selon conditions a taines (liste d'aptitude ou mutation)

1 INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

Chargé du Service Fonction d'encadrement : Expérience exigée ; Poste à pourvoir rapidement.

LA GESTION



MATRA DATASYSTEME constructeur informatique à vocation européenne recherche (H/F) pour son département Administratif et Financier:

Responsable des Comptabilités

Vous garantissez la fiabilité de la comptabilité de nos deux activités de production : mini-informatique et terminaux spécialisés; vous effectuez la consolidation de la société avec ses filiales en normes internationales; vous produisez les résultats mensuels per activité et par centre de profit; vous devez également optimiser les procédures existantes et les moyens de traitement informatique.

Après un DECS et une expérience (au moins 4 ans) dans une entreprise industrielle, vous maîtrisez la comptabilité analytique per centre de profit. Vous avez une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne. L'anglais courant est nécessaire.

Veuillez envoyer votre dossier de candidature (lettre, référence, C.V., photo et prétentions) en indiquant la référence MO/101 à DRH MATRA DATASYSTEME 1 avenue Niepce · 78180 Montigry-Le-Bretonneux

L'INFORMATIQUE SIGNEE MATRA

. Leader sur le marché du financement d'équipement professionnel, recherche pour sa Direction Juridique et Fiscale un JURISTE DE DROIT DES AFFAIRES De formation MAITRISE ou DESS/ DEA, vous avez acquis au minimum 3 années d'expérience dans ce domaine. Votre mission est constituée par une activite de consultant, pour les divers services du Groupe et par la réalisation de missions et d'études pour la Direction Juridique et Fiscale. La pratique de l'anglais est exigée. Merci d'adresser C.V., photo et prétentions au

CADRE

COMPTABLE CONFIRMÉ

teur BTS ou équiv. pos occuper poste : ADJOINT CHEF COMPTABLE

Statut expatriá Env. CV et photo à nº 15.791 CONTESSE Publ. 20, ov. Opéra,75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

F., très bonse cosnaiss, maquettes, expér. respons. de fabricetion rech. poste équival. Edition, presse ou publicité. Libre. Ecrire sous le nº 8.106 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttssauy, Parie-7°.

Biologiste 32 ess, doct.
3° cycle, cytol. histol., 4 ans
d'exp. enseignant-chercheur
univ., étudis touts prop.
d'emplol. toutes régions.
Ecrire sous le s° 8168 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montbassuy, Paris-7*,

Ingénieur ECP 23 a., dégagé O.M., ch. poste informatique, temps réel, traitement signal, départements 06, 13,83. departments US, 13,83. Ecrire eous is s° 8187 12860NDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7.

CADRE SUPÉRIEUR Rech. consacts avec sociétés trançaises désirant s'implantes

INGÉNIEUR, responsable con-tre de profits, vente biens équi-pament, angl., all., recherche situation similaire. Ecrirs sose is s° 8159 LEASONDE PUBLICITÉ 5, rus de Monttessuy, Paris-7°

Pätiesler devenu prof. philo pule difféqué d'un ministre, trois èvre publiée, peut se rendre deponible pour nouvelles perspectives. Ecrirs sess 1s s° 8155 LE BIONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttaseuy, Paris-7-Managar 31 ans, angleis, esp., notions denois, Ecole sup. commarcs, maîtries droît et sciences économiques, 6 ans ing. ISM, grands comptes, 2 ans directour PME France, 1 and fr. PMI Scandinavis. CH. DRISCTION FILLALE EURO

propositions

diverses L'Etat oftre des emplois sta-bles, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôma. Demandez une documentation our le revue spécialisée FRANCE CARRIERES (D 16) B.P. 402-09 PARIS CEDEX OS.

ventes

5º arrdt

ARTS-ET-MÉTIERS BEAU DUPLEX 73 m²

HARME, SOL. 42-72-40-19.

RÉPUBLIQUE (Près) imm. pierre de 1, celme potaire vend 2 P. et DUPLE) possib. Tél : 42-67-85-30.

CAMBRONNE mm. plene de talle, placement ou récupération, appartements occupés, 300,000 à 500,000 F. Bâti Conteil Rénovation : 42-80-64-74, posts 233.

achats AGENCE OE L'ÉTOILE

appartements

met à votre disposition ses introductions auprès de sais françaises et multinetionales de DIPLOMATES et HOMMES D'AFFARES à le recherche d'appre HAUT STAND. ACHAT ET LOCATION 47-63-13-78

Recherche 2 à 4 pièces, PARIS, préfère RIVE GAUCHE, svec au sens travaux. PAE COMPTANT chez notaire. 48-73-20-67 milme le soir. Recherche 1 à 3 pièces, PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sens traveux. PAE COMPTANT chez notaire. 48-73-20-67 même le soir.

locations non meublées demandes

Paris Pour cadres supérieurs et employée musés IMPORTANTE SOCIÉTÉ ANÇAISE PETROLES rec opts 2 à 6 p., studios, villas aris, banileue, 45-03-30-33.

Région parisienne

Groupe LOCAFRANCE - Département Recrutement/Carrières - 43-47, avenue de la Grande Armée - 75116 PARIS.

L'IMMOBILIER

appartements

CARDINAL LEMONE 2 p. m.cst.

Dens perc boled, 5 mm R.E.R. A louer SANS COMMISSION 3 P. à partir de 5,400 F 4 P. à partir de 7,100 F. Loyer compr. park, et chii, centr, et aau ch. indiv. S/pl. du match eu sam. de 15 h à 17 h 30. 2 bis, rue de la Rochajaquelain, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

11° arrdt bureaux

Locations

FOCH BUILDING

INTERNATIONAL
Votre bureau équipé à PARIS.
Tous servioss, GD STANDING.
Costra et moyenne durés.
DOMICHATIONS, BD, AVE.
NUE FOCH (17, square Foch),
75118 PARIS. 16.: 45-00-45-00. Télea 646 489 F. BUREAUX ÉQUIPÉS

locations

non meublées

offres

Région parisienne

ST-GERMAIN-EN-LAYE

COL

Ť

• .

1.

. .

1000

 $x^{\star}+1$

100 m

1. 1. 1.

| . .

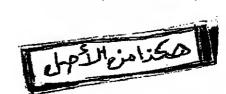
De 16 à 100 m². STANDING. OUVERT 24 H/24 Location courte ou losque durée. Te svoss: tál., téléco-ple. tálex, restaurant, paricings, secrétariat, tál. personnalisé. ACTE: 43-80-90-10.

SIEGE SOCIAL CONSTITUTION STES ASPAC 42-93-60-50 +

Domicilistion depuis 90 F/mois. Rue Seint-Honoré: 43-40-81-62 ou Paris-12*: 43-40-88-50. Constitution SARI, 2,000 F/H.T. VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS SARI - RC - RM
Constitutios de aociétés.
Démarches et tous services.
Permanecces stéphoniques.
43-55-17-50

ETOILE BUREAUX MEUBLÉS Toutes durées, tous services, Tél. : (1) 47-27-15-59,

terrains **URAGUIGNAN 83** Etods cherche pour cedres villes ties beni. Loyer gerand. (1) 48-89-88-86, 42-83-87-02.



Le Monde

PRIVATISER A L'ÉTRANGER

Canada: à la recherche de capitaux

Le choix du moment. pour vendre le plus cher possible

AWATTO

tation idéologique. 'IDEE de privatiser Air Canada, la enmpagnie Toutefois, la contrainte aérienne publique à feuille budgétaire pousse aussi l'Etat à rendre au secteur d'érable rouge sur fond blanc, ne pose pas de problème stratégique ou philosophique au gouverneprivé les entreprises dont il ment fédéral d'Ottawa. Seuleest actionnaire. La recherche ment des problèmes de prix, c'estde capitaux le conduit à vena-dire de choix du meilleur dre - à la différence de la moment pour vendre le plus cher ports aériens plupart des autres pays les sociétés qui se portent le mieux et sont donc les plus.

En France les projets de privatisation, venant après une vague de nationalisations récentes - en 1982 - et por-

tant sur une courte période

- cinq ans, soit une législa-

ture, - apparaissent plus

e massifs » qu'ailleurs. Liés

au programme de gouverne-ment des partis de droite, ils

se teintent d'une forte conno-

attractives pour des investis-

e Administrant . la priva-

tisation, la France n'est pas

le seul pays à s'être enfermé

dans une conception relative-

ment rigide de la privatisa-

tion. En Grande-Bretonne, le

gouvernement de Mes That-

cher s'était également fixé un

programme très strict,

incluant notomment un calen-

drier et une politique de petit actionnariat populaire, qui ne

s'est pas toujours confirmé

dans les faits. A l'inverse, des

pays, comme le Canada ou le

seurs potentiels.

Comme l'équipe an pouvoir depuis septembre 1984 ne s'est fixé aucun calendrier, contrairement à ce qu'ont fait M. Thatcher en Grande-Bretagne on M. Balladur en France, le passage d'Air Canada au secteur privé peut aussi bien se faire dans deux mois que dans deux ans. Ou ne jamais se faire si les conservateurs perdent le pouvoir aux prochaines elections, en 1989.

L'idée de privatiser cet autre pilier du secteur public qu'est Petro Canada n'est plus du tout on s'en doute - à l'ordre du jour. Qui achèterait actuellement les actifs d'une société d'Etat malmenée par la baisse des cours du pétrole, la chute de rentabilité de nombreux gisements et une politiressemblé à de l'imprudence!

pas de conséquences immédiates. D'abord parce que Pétro-Canada, qui a coûté très cher à l'Etat, doit avant toute chose assainir ses comptes, ce à quoi s'emploie son président, M. Bill Hopper - en poste depuis 1976, - qui licencie avec autant d'enthousiasme qu'il avait naguère embauché. Ensuite parce que le problème posé au gouvernement de M. Brian Mulroney et à son ministre de la privatisation, M= Barbara McDougall - une femme de quarante-buit ans dynamique et compétente, est plus difficile dans le cas du petrole que dans celui des trans-

C'est en tous les cas ce qu'estiment les pouvoirs publics, qui voient en Pétro-Canada - une fenêtre ouverte sur le secteur pétrolier ». Un secteur sur lequel repose une partie de la construction du pays.

Que privatiser? C'est le pragmatisme qui fait dire à Ma Janet Smith, sous-ministre - comme on dit ici - à la privatisation et bras droit de Mª Barbara McDongall, qu'il faut classer les sociétés publiques en fonction des motifs qui les ont fait acquérir par l'Etat. Scion elle, il y a trois catégories de crown corporations.

La première regroupe les sociétés acquises ou créées pour construire le pays, parce que le secteur privé ne pouvait pas mobiue dont le dynamisme a souvent liser assez rapidement l'argent nécessaire et ne s'intéressait pas à Une forte remontée des cours certains besoins collectifs dans un globe, que convoite bien sûr Bell d'« encourager les Canada, la grande société privée devenir actionnaires ». du bent n'aurait probablement pays peu peuplé. L'Etat s'est donc

donné des «missions», ce qui explique l'existence d'Air Canada et de CBC (Canadian Broadcasting Corporatioo), qui est la société de radiotélévision à capitaux publics.

La deuxième catégorie regroupe les entreprises en difficulté que l'Etat a rachetées pour éviter qu'elles ne disparaissent, mais aussi pour protéger l'emploi et certaines fabrications. Dans ce lot figurent - ou figuraient -Canadair, De Havilland ...

La traisième regranpe les sociétés rendant un service important à la collectivité et bénéficiant d'une situation de monnpole : Téléglobe, qui assume seul les communications outre-mer; Eldorado Nucléaire, qui transforme l'uranium canadien et l'exporte.

Une formule vague

Les problèmes que pose la privatisation découlent tout naturellement de ces origines historiques, Le Canada est-il encore un pays « en construction » ? A l'évidence non pour les transports, comme le démuntre Canadian Pacific (privé) avec sa large implanta-tion et la qualité de sea services. Réponse plos difficile dans d'autres domaines comme l'énergie. Comment concéder - sans risques importants - un monopole dans lequel le secteur privé voit

Le rachat éventuel de Télé-

qui bénéficie elle-même d'un certain monopole des communications intérieures, ne se conçoit, reconnaissent les pouvoirs publics, qu'à travers une réglementation très stricte. Celle-ci contredit le libéralisme dont on se réclame, mais est nécessaire pour empêcher des bausses de tarif excessives. A moins, précise Ma Janet Smith, que ne se ercent an Canada deux antres sociétés de téléphone pour faire concurrence à un éventuel pôle Bell-Téléglobe.

Voilà pour la problématique. Restent les engagements politiques, les promesses faites, le chemin déjà parcouru. En arrivant au pouvoir il y a deux ans, les conservateurs annoncèrent la vente de toutes les sociétés d'Etat et autres intérêts publics - ne répondant pas à un objectif de la politique publique ». Formule suffisamment vague paur n'être pas contraignante, mais qui fut inscrite dans le budget de 1985.

M. Mnlroney et son équipe expliquèrent alors qu'ils recherchaient plus d'efficacité et plus d'innovation pour accélérer la croissance et créer des emplois. Un discours qui en rappelle d'autres avec son argumentation libérale : réduction de la taille dn secteur publie, développement de la concurrence, réhabilitation des fois da marché. Il n'est pas d'abord un moyen de gagner jusqu'au thème gaullien du capitalisme populaire qui ne soit évoqué, pnisqu'il est question d'« encourager les Canadiens à

de fer perdent 34 millions de dol-

lars par vingt-quatre benres, et ils

payent chaque année en intérêts 8,4 milliards de dollars. Le projet

de privatisation de M. Nakasone,

qui entend rester dans l'histoire

politique japonaise le premier

ministre des dénationalisations celles de la compagnie des télé-

phones et de la régie des tabacs

ont déjà été réalisées, - prévoit le démantèlement des JNR et leur

division en six entreprises régio-

nales et une nationale responsable

du réseau des trains à grande

vitesse, le Shinkansen. A partir du

I* avril, ce qui sera alors l'ex-compagnie des chemins de fer

subsistera pendant trois ans comme société de liquidation et

aura notamment la tâche de vendre les biens des JNR, en particu

lier ses terrains, évalués à 16 000

milliards de yens (100 milliards de dollars) mais à la moitié par le

(Lire la suite page 19.)

(1) Celle de la SNCF, en France,

PHILIPPE PONS.

lisme compte infiniment plus que l'idéologie - le grand voisin américain est là tout proche, - le nouvezu gouvernement s'était done fixé comme but de privatiser les sociétés publiques détenues dans la CDIC (Corporation de développement des investissements du Canada), ainsi que de vendre les Arsenaux canadiens et la Société des transports du Nord. Or que détenait le bolding public CDIC? De jolis fleurons - parfnis très déficitaires, mais techniquement reputés - tels que De Havilland, le célèbre constructeur d'avions, Canadair, Téléglnbe, Eldoradn Nucléaire; plus une certain nombre de participations de l'Etat dans des sociétés privées (mines, pharmacie...) et regroupées au sein de la CDC (Corporation de développement du Canada).

De bons arguments

Il faut bien avouer que le sec-teur public canadien présentait la double particularité de ne pas briller par ses résultats tout en ayant tendance à s'étendre. Des études précises (1) montrent qu'il comprenait - filiales incluses -1 303 entreprises : 327 fédérales, 455 provinciales, 521 sous contrôle de collectivités locales, soit au total 15 % des actifs des entreprises du pays — on avance par ailleurs le chiffre de 55 mil-liards de dollars (2) d'actifs, — l'Etat étant partieulièrement installé dans les postes, l'électricité, les chemins de fer, les transports tion des produits pétroliers.

Cette constatation a douné quelques arguments aux conservateurs pour faire passer l'idée de privatisatinn dans nue npinion publique qui lui était peu favorable. Les premières ventes remon-tent à l'été 1985 : Société des transports du Nord pour 27 millions de dollars en juillet et Corporatinn de développement du Canada, dans laquelle l'Etat cède 23 millinns d'actions pour 246 millions de dollars en août,

ramenant sa part de 47 % à 10 %. C'est encore la vente des Arsenaux canadiens en décembre 1985 pour 92,2 millinns de dullars avant le coup de théâtre que représente l'achat par Boeing du prestigieux De Havilland en janvier 1986 pour 155 millions de dollars (112 croit savoir The Economist). Opération sévèrement critiquée au Canada parce qu'elle s'est faite de facon aussi subite que mystérieuse, les détails de l'affaire n'ayant pas été révélés à

> ALAIN VERNHOLES. (Lire la suite page 18.)

(1) Voir l'étude de l'OCDE sur le Canada (juillet 1986). (2) Tous les chiffres de cet article sont exprimés en dollars (1 dollar canadien = 4,77 F).

Japon: quand les cheminots sont « réactivés »

Ces conducteurs de train qui désherbent...

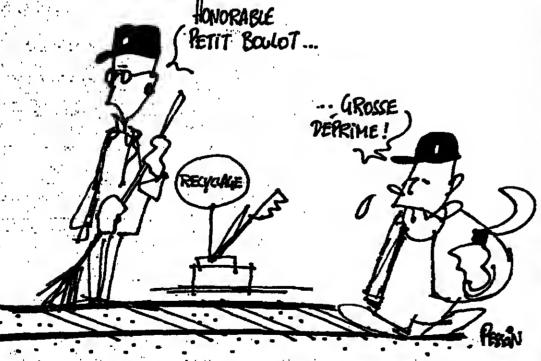
TOKYO

HAPEAUX de paille à large bord et bleus de tra-vail, alignés et penchés vers le sol leur faucille à la main, ils rappellent des images de la Chine du Grand Bond en avant. Ils sont une vingtaine à tailler la manvaise herbe qui a poussé sur le ballast d'une voie de chemin de for désaffectée. La scène se passe à la gare de Shin-Kawasaki, au cœur de la mégalopole de Tokyo, entre la capitale administrative et Ynknbama. Les hommes qui désherbent ne sont pas des travail-leurs de force, mais des conducteurs de train, dont certains ont vingt-cinq ans d'expérience.

Ils ont été affectés à ce travail - ou au nettoyage des wagons depuis trois mois dans ce que l'on appelle un « centre de réactiva-tion des ressources humaines » (Jinzai Katsuyo Center). Ces centres, au nombre de trois cent seize à travers le Japon, ont été créés par la direction des chemins de fer nationaux (JNR) pour employer la main-d'œuvre excédentaire et, théoriquement, la préparer à être réemployée par les sept sociétés privées qui doivent succéder à la compagnie nationale le 1= avril 1987, dans le cadre de la politique de dénationalisation poursuivie par le gouvernement Nakasone. Le 28 octobre, le Parlement a adopté les buit textes de loi entérinant la privatisation des chemins de fer.

Quinze mille employés sur deux cent soixante-dix mille ont été envoyés depuis juin dans ces centres. La grande majorité (81 %) sont des membres du syndicat Kokuro, la principale centrale syndicale des chemins de fer - 50 % du personnel, - mais aussi la plus combative et opposée à la privatisation. Les « stagiaires » estiment être victimes de mesures discriminatoires prises à lent encourse afin de les incitet à

quitter l'entreprise. Depuis que je suis ici, j'ai perdu un tiers de mon salaire ». nous dit un chauffeur de machine



de deux enfants. Il gagnait 150 000 yens par mois (soit 6150 F), plus un bonus sunuel de je craque et que je parte. » 400000 yeas (soit 16400 F). « De toute façon, nous sommes des candidats ou licenclement : ces centres sont des centres de « déca-

€ On cherche à nous tuer »

Dans le cadre de la privatisation, sociante et un mille emplois doivent être supprimés : on prévoit vingt et un mille « départs volontaires = ; quant aux quarante mille autres employés, ils scront théoriquement repris par le secteur public. Mais aucune mesure n'a encore été annoncée.

e Il ne faut guère se faire d'illusions sur les propositions qui nous seront faites », affirme M. Tanaka, cinquante ans, inspecteur des wagons, vingt-huit ans de service. Il a été placé, hri, dans le « centre de réactivation » de la gare de Tamachi : « On cherche

d'abord à nous tuer tout en étant payé: je me considère comme un licencié en sursis. On attend que

Ce qui est en train de se passer à la compagnie des chemins de fer est révélateur des mancenvres auxquelles a traditionnellement recours la direction des entreprises pour se débarrasser d'une main-d'œuvre excédentaire dans un pays où l'« on ne licencie pas » et dont les patronets occidentaux out fait un modèle de consensus et d'harmonie sociale.

Depuis le début de cette année, trente-huit employés des chemins de fer se sont spicidés. Dernière ment, un jenne assistant de conducteur, agé de vingt-quatre ans, s'est jeté d'un bâtiment des JNR. Il avait d'abord été déplacé et transformé en vendeur de nouilles dans une gare, mais on lui avait laissé entendre que c'était un travail temporaire. Lorsqu'il comprit que c'était un « cemre de réactivation » qui l'attendait, il

Plus que les hommes, souvent réticents à dire ce qu'ils ressentent, ce sont les femmes qui lars (1). En moyenne, les chemins

s'est donné la mort.

Suzuki, trente-deux ans, qui vit à Yokohama: « Les salaires étaient faibles, mais au moins nous pen-sions que l'emploi était assuré. Jamais je n'aurais imaginé que mon mari, conducteur, serait réduit à nettoyer les wagons. On lui a d'abord dit que s'il conti-nuait à porter le badge de Kokuro, il ne serait pas parmi ceux qui seralent repris. Puis, on l'a envoye au « goulag ». Progres-sivement, ils le brisent. Il a perdu son énergie, ne dit plus rien à la maison sinon pour s'en prendre oux enfants. >

Pour pallier la réduction de salaire, Mme Suzuki travaille à domicile sur une machine à tricoter: elle gagne 1 500 yens (61 francs) pour six heures de travail « Les chemins de fer sont en déficit, mais ce n'est pas nous les responsables et, pourtant, c'est nous qui payons », dit-elle.

Le problème des JNR est énorme : la dette accumulée s'élève en 1986 à 37 000 milliards de yens, soit 232 milliards de doi-



Notes de lecture

par Alfred Sauvy

MARIE LAVIGNE

Les Relations Est-Sud dans l'économie mondiale

Nous sommes si habitués nous sommes eux joutes Est-Ouest et aux rapports Nord-Sud que nous voilà, devant ce nouveau couple, quelque peu... désorientés. Quatre ennées de travail, quinze chercheurs et collaborateurs, soue la direction de la soviétologue de réputation mondiale, nous valent un fruit d'exceptionnelle qualité, le meilleur ensemble sana doute, dens le monde, sur ce suiet.

Les républiques populaires marquent dena ce domaine une certaina indépendance. La Hongrie bien sur. en particulier. Dans l'inoubliable « Faites-le vousmême l » digne de Jerome K. Jerome, la héros en quête de matériaux pour construire sa maison ne devait-il pas passer par le Nigeria? L'URSS affirme donner, aux pays pauvres, 0,80 % de son PIB, soit plus que l'on dit et plus même que les pays capitalistes. Difficile de séparer, ici, le politique de l'écono-

Comme l'Ouest, l'Est paie an objets fabriques les matieres premieres recues du Sud. Mais, selon les auteurs, la dépendance n'existe qu'entre pays pauvres et pays cepitalistes. En revanche, les comptes les plus onereux sont ceux qui a'établissent entre pays socialistes d'Europe et d'outre-mer, d'où la faible propension à augmenter le nombre da ceux-ci.

Une attention particulièra est donnée au fameux nouvel ordra économique international (NOEI) de 1974, lequel avait quelque peu pris les pays socialistes par surprise. Non combattu dans son essence. ce NOEI est jugé « peu cohérent » et même inconcevable, en pratique, sans un sérieux contrôle des firmes transnationales. A la sixième réunion de la CNUCED, à Belgrada, en juin 1983, le représentant de la RDA a insisté sur la liaison à établir entre le NOEI et la désarmement. Argument... de bonna guerra.

Dans la si riche deuxième partie, une série d'études d'un haut intérêt, notemment sur les relations entre les pays socialistes d'Europa at les cinq paya « d'orientation socialista, observateurs au CAEM » : Afghanistan, Angola, Mozambique, Ethiopie et Yemen du Sud. Suivent les curieuses relations avec l'OPEP, puis avec l'Inde, qui axporta an URSS des aliments mais s'oriente vers l'industrie, Faibles échanges, en revanche, avec l'Amériqua latine, un peu plus avec l'Afrique noire (républiques populaires plus que

Importante bibliographie. Statistiques. Annexes. Tebleaux, Graphiques

★ Economica. Paris, t986. 24 cm, 346 pages, 125 F. JACQUES ARNAULT

Finlande, « finlandisation », Union soviétique

Longtemps connus, en France, pour leurs seuls exploits athlétiques, les Finlandais sont venus au pre-mier plan de l'actualité politique lors de la guerre que leur e faite l'Union soviétique en 1939-1940. Plus encore que celle-ci, ce sont les accords d'après-guerre, superficiellement connus, qui ont conduit au terme « finlandisation », peu utile au demeurant puisque nous disposons déjà des mots « vassalisation » et autres. Vient aussi à l'esprit le fameux « Pas prisonnier, mais... > du duc de Reichstag.

La description de la vie économique du pays, actuella et depuis quarante ana (traités de commerce et d'amitié avec l'URSS, de 1947 et 1948], modifie profondement cette opinion occidentala, génératrice de confort d'esprit. Il est cependant à craindre que l'excès de preuves et l'abondance d'arguments ne nuise quelque peu, selon la règle, à l'objectif poursuivi ici par l'excellent auteur du Socialisme suédoi

 €En l'état actuel, la Banque de Finlande fixe le taux du rouble, par rapport au mark finlandais, sur la base du cours du rouble établi par la Banque d'Etat de I'URSS. > Et plus loin nous lisons : « C'est en tenem compte de toutes ces situations qu'elle [la Finlande] élabore une politique indépendante. » Quoi qu'il en soit, le droit de propriété est ici tout « occidental », et le communisme en recul (en partie au profit des Vertsl; les échanges se font, pour 75 %, avec les pays occidentaux.

Remarquable, l'essor économique et industriel. Selon certaines sources, le PIB par habitant est un peu inférieur à celui de la France. Selon d'autres, un peu supérieur. Mais combien contestable l'avantage, pour le pays acquereur, du « pétrole cher ». Cette idée est conforme, il est vrai, aux sophismes émis dans l'Hexagone sur l'emploi, par les personnalités les plus éminentes et par l'opinion publique, sophismes à la source même des deux millions et demi de chômeurs.

En dépit de l'angélisme flottant, excellente mise eu point dotée d'une préface du général Fernand Gam-

* L'Harmattan. Paris, 1986. 21,5 cm, t53 pages,

BENAMOUR LAHRICHI NEZHA

Energie et tiers-monde non pétrolier. De la problématique générale à l'étude du cas marocain.

Lors du premier choc pétrolier en 1973, les pays occidentaux profondément touches ne se sont guere souciés des pays pauvres non pétroliers, se consolant, en somma, da la décolonisation, Algérie exceptée. C'est sur le plan la plus général que se place la jeune Marocaine, que l'éditeur n'a pas jugé utile de nous présenter, mais qui, inspirée d'une certaine façon par Samir Amin, nous fournit une remarquable vue dans le temps et l'espace, remettant plus ou moins en cause

ies principes, quelque peu sacrés, de la division internationale du travail.

Puissamment documentée, cette histoire du pétrola : domination initiale des compagnies occidentales, révolte de Mossadegh (1953) en Iran, avènement de la Libye et de l'Algérie, et création de l'OPEP en 1960, accords de Genève et de New-York, en 1972, suivis du premier choc pétroller, qui ébranle non seulement le consommateur, mais aussi la cartel.

Ce rappel général confirme l'évidence longtemps contestée : les pays consommateurs ont intérêt à imposer fortement les cerburants et produits pétroliers, sinon cet impôt sera établi en amont à leur détriment. Si le premier choc pétrolier profite lergement aux producteurs, le second prête à discussion, sinon à

En deuxième partie, diverses considérations sur le marché, notamment sur la recherche d'énergies nouvelles. Conclusions quelque peu optimistes, attardées sur l'énergie solaire.

La troisième partie concerne le Maroc. Les remarquables efforts de prospection de pétrole (sondages jusqu'à 17 000 mètres! n'ayant pas eu le succes attendu, cet échec a donné lieu aux hypothèses les plus extravacantes de faible désir de succès. L'hydraulique présente d'importantes ressources, mais la coût de l'électricité ainsi obtenue est élevé. En outre, la déforestation est cause d'érosion. Nous concluons per l'appel classique à «un autre développement» dont la marche demanderait à être précisée.

* Editions maghrébines. Casabianca, 1985. 22 cm.

MARIE-CHRISTINE GUENEAU

Afrique : les petits projets de développement sont-ils efficaces?

Dans l'imposante bibliothèque consacrée au développement, le plus grande partie des ouvrages se placent dans l'optique macro-économique, nationale et même internationale. Il a'agit ici, au contraire, nous décrit la chercheuse du Comité français contre la faim, de projets concrets, localisés, en vue de diffuser de eures techniques productives. C'est, le plus souvent. l'œuvre d'organisations non gouvernementales (ONG); plusieurs centaines ont été reconnues par le ministère de la coopération.

Dès le départ, condition délicate : pour progresser une petite collectivité doit avoir dépassé le stade de la misère. C'est notre classique distinction, au dixneuvième siècle, entre misère et dénuement. Deux opérations bien différentes, la conception d'un progrès et son acceptation par les paysans intéressés.

Tout progrès suppose une mise de fonds initiale. Entre la charité simple et le placement capitaliste se situent des opérations intermédiaires (l'« épargnedeveloppement»). Nous suivons ainsi trois phases: demarrage d'un projet (conception), organisation, exé-

Les obstacles les plus inattendus pouvant surgir faute de connaissance du «terrain», les progres « parachutés » courent toujours qualques risques, même a'ils doivent assurer la satisfaction d'un besoin dûment exprimé. A titre d'exemple, ne pas confier l'apiculture à des jeunes...

Le don, la gratuité, présentent, comme chez nous, de sérieux dangers, en suscitant un comportement de passivité. La Fontaine avait bien présenté le sujet. Les projets appartiement à trois catégories : commerce, banque, production agricole et pâche. Trois sortes de résultats aussi : monétaires, économiques et sociolo-

Faut-il souhaiter une meilleure coordination entre les ONG ? La réponse n'est pas évidente. En fin d'ouvrage est posée, en outre, la question de le collaboration avec l'Etat, jusqu'ici redoutée. Risque de bureaucratie ? Le terme n'est pas prononcé, mais...

* L'Harmatton, Paris, 1986. 21,5 cm, 227 pages, 110 F.

JEAN-PIERRE MASMEJAN

La République des commis

La critique contre l'augmentation du nombre des fonctionnaires remonte à Charles IX et sans doute bien plus haut. Cette observation ne signifie pas qu'il s'agisse d'une simple manifestation rituelle, propre à soulager un peu l'esprit. Encore faudrait-il qu'elle s'accompagne d'un examen profond et de le recherche de solutions pratiques. Cuerre impasses, est-il précisé : financière, économique, sociale, politique. Peutêtre vaudrait-il mieux quatre issues.

La débet récent sur les prélèvements obligatoires est peut-être moins précis que ces vues, mais plus efficace. Utile oût été, en tout cas, une présentation des besoins, en Suisse et en France, dans les domaines de la santé et de l'ensaignement. Il est largement question de pouvoir, de droit, de nomentiatura, mais non de durée de travail, terrain sacré.

* Editions de l'Aire. Lansanne 1986. 21 cm. 206 pages.

ALAIN GELEDAN

Economie. Le cours de terminale B, en quinze synthèses

Les observations sur un tel ouvrage peuvent porter sur la forme, la clarté, plus encore que sur le fond. Sur calui-ci, en effet, nous retrouvons, avec plus de résignation que de surprise, les erreurs, illusions et dogmes des vues économiques contemporaines, en particulier, sur l'inévitable emploi. Bien présents aussi les dogmes classiques sur le cycle long de Kondratief, sur le take-off, etc. A peine un peu d'affliction supplé-

La démographie, heurause surprise, est ici bien en place, mais aucune pyramide des âges ne permet de saisir le mécanisme. Pour la baisse des naissances, à partir de 1965, lacune bien excusable puisqu'elle est e fait de plus d'un démographe : la diffusion sans obstacle de la pilule stérilisante est survenue à une époque où la nombre de grossesses non désirées était important, comme le montraient les enquêtes réalisées dans les maternités.

C'est surtout sur la forme, sur la façon de transmettre que penvent, dans un tel ouvrage, porter les critiques : l'effort d'adaptation est ici aussi notable qu'insuffisant. Le risque est sérieux d'abandon simple par l'élève, ou d'efforts de pure mémoire. Le jeune de terminale B voit-il bien la relation entre cas textes sévères et la via qui sa déroule autour de lui ?

Il a certes droit à toutes les indulgences, cet enseignement qui, encore dans l'enfance, a lui-même tout à

* Belin, Guide plus, Paris, 1986. 21 cm, 468 pages, 76 F.

BIBLIOGRAPHIE

L'économie française a besoin d'immigrés clandestins

n'est pas inutile, car. si l'on s'en tenait à l'application stricte des règlements et des accords Internatiod'œuvre », disait en 1966 l'ancien ministre Jean-Marcel Jeannency. Vingt ans après, Yann Moulier Boutang, Jean-Pierre Garson et Roxane Silberson publicnt une étude selon laquelle « renvoyer les clandestins créerait plus de chômoge que celo ne libérerait d'emplois »; « s'il y en o en France, c'est avant tout parce que des chefs d'entreprise font oppel ò eux ».

Les immigrés elandestins sont surtout appréciés pour leur « disponibilité ». leur « docilité » à une journée, une semaine, un mois. Au moment des récoltes, les agriculteurs ont besoin d'une grande quantité de main-d'œuvre « pendant un laps de temps très

A migration clandestine court ». Les activités de services (travail domestique, démarchage publicitaire) et surtout le tonrisme (commerce de détail, hôtel- disponible : en raison de « lo dislerie et restauration) ont des continuité d'activité liée au climoments où les travailleurs légaux « ne travaillent plus, du fait de la législotion sociale ».

De la même façon, dans la

confection, « pour augmenter les profits, les grossistes attendent les solons pour passer commande aux ateliers de production, qui ne disposent que de trois à six semaines pour organiser lo production *. Le coût croissant des transports favorise la tenue d'ateliers « à structure familiale » en France, d'autant plus que « le travailler le temps demande dans phénomène de déclassement qu'organise sciemment lo mode interdit les grandes séries sur lesquelles les économies d'échelle réalisées par les nouveaux pays industrialisés se font sentir ».

publics, la nécessité est forte également d'avoir une main-d'œuvre mat ou oux régles de passation des marchés publics. Des entreprises ont désalarié formellement des employés tout en gardant des liens réels de sous-traitance avec eux ». Ce sout parfois d'exclandestins qui prennent leur licence d'artisan et qui utilisent des étrangers illégaux.

L'impact sur les salaires est un cercle vicieux : « Plus les illégaux apparaissent, moins les syndicats sont présents, donc plus les conditions de travail se dégradent, ce qui provoque un appei croissant à une main-d'œuvre infériorisée. » Paradoxalement, tous le moyens mis en œuvre pour empêcher la présence de clandestins en France contribuent à la

Dans le bâtiment et les travaux reproduction des facteurs d'appel de cette main-d'œuvre illégale,

La complicité entre l'Etat et les employeurs d'immigrés clandestins serait reelle. Comment toucher à la mode, qui représente un poste non négligeable dans les exportations françaises? « Les contrôles aux frontières ou les sanctions contre les employeurs sont inefficaces. Leur objectif réel n'est pas de supprimer le travail clandestin des étrangers, mais de les cantonner sciemment dans certains secteurs. Les Inspecteurs du travail réfléchissent à deux fois dans le cas où il est flogrant que l'emploi « français » apparaît lié à l'emploi « immigrés clandestins. >

FRANÇOIS KOCH.

* Economie politique des migrations clandestines de main-d'œuvre (comparaisons internationales et exemple françois). Publiaud. 276 pages, 138 F.

Canada: à la recherche de capitaux

(Suite de la page 17.)

M= Barbara McDougall, qui ne s'occupait pas alors de privati-M. Robert Cotret, président du conseil du Trésor, l'équivalent d'un superministre des finances, - a compris la leçon en reprenant le dossier en juin dernier. Elle fournit maintenant au Parlement et à la presse beauconp d'éléments d'information.

Fonctionne - de façon satisfaisante - un comité de privatisation et de réglementation comprenant onze ministres et conseillé financièrement par la firme Salomon Brothers, qui aide à évaluer le prix des entreprises à vendre. La décision de privatiser ou non est prise par ce groupe et par le ministre de tutelle. Elle est renduc définitive par le premier

Après la vente de Canadian National Route et des Pécheries du Canada en uvril 1986, ce fut l'annonce le 18 août dernier du rachat prochain de Canadair par la firme Bombardier, pour 120 millions de dollars. Cette privatisation est la septième, mais la première de Mao Barbara McDougall. Elle devra être ratifiée par le Parlement. Tel est l'état des lieux, la prochaine opération importante à attendre étant la vente de Téléglobe.

Aucun complexe à cet égard

Si le rachat de De Havilland par Boeing a laissé un mauvais souvenir, le gouvernement — ou plutôt le ministre de la privatisation - u'exclut pas du tout qu'une société étrangère prenne de nouveau le coutrôle d'une firme publique canadienne. Tous les membres du gouvernement ne sont peut-être pas enthousiasmés par une telle perspective, mais M= Barbara McDougail ne nourrit aucun complexe à cet égard : difficile, dit-elle en substance, de

faire des pieds et des mains pour attirer les investissements étrangers, alors qu'on hésiterait à vendre une entreprise publique parce ie la meilleure offre (prix et crédibilité) émanerait d'une société étrangère. Nous avons besoin de

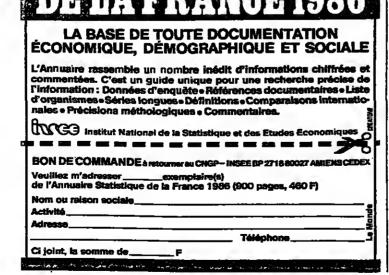
Une opinion quasi unanime

Une telle position marque incontestablement un tournant puisque le secteur public apparaissait jusqu'ici comme un rempart contre la mainmise américaine. Mais le ministre de la privatisation n'a pas tort de parler d'un manque de capitaux : les besoins de financement du Canada sont deux fois plus élevés que dans les autres grands pays, Italie exceptée. De plus, les privatisations réalisées à ce jour semblent donner de bons résultats en termes d'activité et d'emplois.

De Havilland se porte maintenant bien. En juin dernier, la firme a reçu commande de 42 appareils Dash 8 pour une valeur de 400 millions de dollars, ce qui porte à 132 le nombre d'avions à construire : deux ans et demi de travail. Si Boeing u'était pas venu, que serait devenu De Havilland, souligue-t-on à Ottawa?

Quant à Canadair, l'opinion est quasi unanime : son rachat par la très dynamique société Bombardier est une bonne chose. La firme est en effet canadienne et même québécoise. De plus, Bombardier a montré depuis quinze ans sa faculté d'adaptation. La société s'est largement diversifiée: d'abord fabricant de motos des neiges, elle a décroché, en 1982, un contrat de 825 voitnres pour le métro de la ville de New-York, tout en gagnant de l'argent - ce qui u'est pas si facile aux Etats-Unis, quand il s'agit de materiel ferroviaire.

ALAIN VERNHOLES.



QUAND LA TENSION MONTE CORBEILLE.

∟La chronique de Paul Fabra-

L serait très injuste de comparer les résultats de la politique économique de M. Ronald Reagan et ceux de la tique de M. Thatcher. Aux Etate-Unis, la chômage a recuié de façon spectaculaire; plusieurs millions d'emplois ont été créés. En Grande-Bretagne, le pourcentage des chômeurs dépasse 12 %, beaucoup plus que lorsque l'actuel premier ministre s'est installé au 10 Downing Street, au mois de juin 1979. Si l'inflation a fortement diminué en Grande-Bretagne, elle est encore de l'ordre de 4% en rythme annuel; de l'autre côté de l'Atlantique, la hausse des prix à la consommation, calculée sur les derniers douze mois, est de l'ordre de

Service Mar

-

transa.

.. .

- ...

37176

- 6

Cependant, blen que des considéra-tions locales aient dominé les demières élections américaines — mais c'est toujours le cas, - il est impossible de ne pas y voir un clair message de désappro-bation à l'égard de l'administration au pouvoir. Le président Reagan a parcouru 22 000 kilomètres pour soutenir les candidats se réclamant du Parti républicain. Il aurait sans doute persuadé plus efficacement les électeurs de ne pas redonner. comme ils l'ont fait, la majorité du Sénat aux démocrates s'il avait été en mesure, sans bouger de son fauteuil de la Maison Blanche, de présenter un bilan plus favorable de l'économie américaine.

Il y a six ans, le président avait fait campagne en reprochant, notamment et avec quelle vigueur l à l'administration précédente d'avoir été incapable de remettre l'Amérique durablement aux le chemin de la croissance. Les Américains lui ont randu aujourd'hui la monnaie de sa pièce sans pour autant, il faut le reconnaître et même le souligner, le désavouer. C'est un fait que la plupart des démocrates élus se sont présentés comme des madérés. Le centième Congrès sera, certes, plus à gauche que le précédent, mais l'empreinte marquée

L'échec de Reagan

par Ronald Reagen n'est pes effacés. Depuis 1980, c'est l'ensemble du corps politique qui s'est déplacé vers les positions du conservatisme.

il est frappant de constater l'inquiétude qu'inspirent, aux amis du président Reagan en premier lieu, les perspectives médiocres de l'économie. L'idée est encore assez largement répandus en France qu'en fait de dynamisme nous avons une bonne longueur de retard en Europe par rapport aux Américains. Telle n'est pas l'impression qui sa dégage des contacts pris à Washington, dans les cercles officiels, et à New-York, dans les milieux d'affaires et les banques, Dans un pays où le langage de la statistique est devenu une seconde nature, on y fait remarquer que, « depuis neuf trimestres consécutifs, le taux moyen d'expansion n'a pas dépassé 2 % ».

« Je m'inquiète; dit le vice-président

du Système de réserve fédérale, Manuel Johnson, considéré comme un homme du président placé aux côtés de Paul Volcker, de voir un taux d'expansion si alliés européans, mais aussi aux Etats-Unis. > C'est un feit, selon Henry Kaufman, le célèbre économiste de la grande firme d'investissement de Wall Street, Salomon Brothers, que les entreprises « hésitent à s'engager à long terme pour invectir ». Le vaste secteur de la construction, qui commande indirectement un cinquième de la production nationale, stanne; il n'aurait des chances de se ranimer qu'en cas de nouvelle et significative baisse des taux d'intérêt hypothécaires, étant admis que nen ne pourra empêcher una sévère crise dans le secteur de la construction des

bureaux, où une offre surabondante résultat des avantages fiscaux exorbitants consentis au cours des années précédentes - pèse déjà tourdement sur le marché.

La campagne électorale aura été une occasion supplémentaire pour l'agriculture de montrer ses plaies. C'est un fait que, maigré la formidable augmentation des subventions accordées au cours des demières années, les producteurs de la terre sont nombreux à se trouver dans une situation véritablement dramatique. Un cas parmi des dizaines de milliers d'eutres : telle femme d'agriculteur, qui travaille comme pompiste, ne pouvait retenir ses larmes quand le journaliste de la télévision l'a fait parler sur l'inévitable abandon de l'exploitation familiale, naguère très prospère.

'AGRICULTURE n'occupe peut-être que 4 % de la population active. De ce chiffre, on e longtemps tire l'idée que cette activité « primaire » ne joue plus un rôle déterminant dans la nation. Rien n'est plus inexact. Elle est la principale composante du vaste secteur de l'agro-alimentaire, lequel représente entre 15 et 20 % de toute l'économie. Elle étend ses activités sur d'immenses espaces, menacés de se transformer en désert.

Cependant les agriculteurs reprochent à l'administration de M. Reagan de les avoir acculés à la surproduction. Les républicains, contrairement à leurs discours, ont joué avec les lois du marché encore plus maladroitement que leurs prédécesseurs. L'endettement de la profession est considérable. L'ensemble des « fermiers » devraient quelque 350 milliards de dollers, un tiers de cette somme à des organismes officiels, les deux autres tiers à des banques. Ainsi les 200 à 220 milliards de créances que celles-ci détiennent sur les agriculteurs représentent-ils presque la double du montant des créances qu'elles ont sur les pays d'Amérique latine.

Si demain les Mexicains, les Brésiliens, les Argentins, les Vénézuéliens vensient à répudier une partie de leurs dettes, les débiteurs du Middle-West réclameraient, à n'en pas douter, à être délies immédiatement des leurs. C'est sans doute la raison principale pour lamelle les hanques tiennent nat-dessus tout à sauvegarder le fiction selon laquelle les dettes latino-américaines seront intégralement remboursées.

Il est difficile de mesurer l'effet que peuvent produire les déclarations officielles sur la public auguel elles sont destinées. Pendant les quatre ennées du premier mandat de Ronald Reagan, les Américains ont entendu leur président déclarer qu'e un dollar fort est le symbole d'une Amérique forte ». Le secrétaire eu Trésor du même président Reagen, depuie jenvier 1985, l'habile politicien James Baker, n'e pas hésité au cours des demiers mois à exercer publiquement un chantage à la baisse de l'ancien symbole pour erracher telle ou telle concession aux Allemands ou aux Japonais. C'était déjà de cette façon peu glorieuse que le secrétaire au Trésor du président Jimmy Carter, Michael Blumenthal, voulet soutenir l'industrie eméricaine. Les propos ouvertement protectionnistes tenus par les démocrates peuvent-ils paraître aux yeux des electeurs plus défaitistes ?

Le parallèle avec les difficultés dans lescuelles se débat encore moins glorieusement la chancelier de l'Echiquier britannique est-il totalement dépourvu de fondement ? La livre sterling vient, elle eussi, de reculer sur tous les marchés, elors que Mª Thatcher, pendant les deux premières années et demie de son gouvernement, l'avait laissée monter jusqu'à des niveaux tout à fait raison-

INSI l'économie américaine est-A inst reconomie amais une économie d'endettement. Les activités les plus fondamentales doivent v être soutenues à coups de crédits. Or le crédit, malgré la baissa des taux d'intérêt, reste cher. Si, par suite de la désinflation qui tourne à la déflation sur plusieurs grands marchés, dont celui des denrées agricoles, les prix sont orientés à la baisse, les producteurs se trouvent pris à la gorge. Dans beaucoup d'industries, les entreprises américaines se sont laissé distancer par leurs concurrents étrangers.

Beaucoup des initiatives prises par l'administration Reagan sont allées dans le bon sens. La réforme fiscale récemment votée etteste l'importance de Fœuvre législative accomplie. Toutefois, la situation dans laquelle se trouve l'économie des Etats-Unis et le mécontente ment qu'elle provoque tendent à montrer que les meilleures décisions ne suffisent pas si la politique économique et monétaire ne parvient pas à rétablir durablement les conditions générales propres à favoriser un développement régulier de l'activité ; en tout premier lieu. la stabilité monétaire et le bas niveau des taux d'intérêt. Aussi longtemps que ces conditions ne seront pas réunies, il sera impossible d'obtenir une réduction significative du déficit budgétaire. La majorité démocrate du Congrès le découvrira sans doute bientôt.

Japon: quand les cheminots sont « réactivés »

(Suite de la page 17.)

prendront fin automatiquement le avril prochain. Le ministère des transports établira la liste des employés qui pourront être repris par les nouvelles sociétés, maistoutes les conventions collectives existantes seront abolies, et les syndicats ne seront pas consultés. En d'autres termes, les employés de l'ancienne compagnie des chemins de fer seront placés devant une elternative : un nouvean contrat à prendre ou à laisser. Il est évident que dans l'élaboration des listes du personnel à réembancher entrera en ligne de compte le « bon esprit » et que les militants syndicaux scront cu priorité

Le mauvais procès

Si le problème des JNR est réel, il n'en est pas moins fait un manvais procès à une compagnie de chemins de fer qui est citée en exemple pour son efficacité : en un an, le retard le plus important enregistré par les trains des JNR a 616 de cinquante-quatre

En outre, les comptes d'exploi-tation seraient pratiquement équi-librés si le budget n'était grevé par des dépenses dont la compagnic n'est pas responsable.

JNR ont été systématiquement

parlementaires out fait construire aux... contribuables. ments qui ne s'imposaient pas afin de consolider leur position électorale, et le gouvernement a utilisé. les JNR comme destinataires privilégiés de travaux publics sur lesquels la compagnie nationale n'avait pas son mot à dire.

En 1964 e été créée, sous l'égide de l'ex-premier ministre Tanaka qui faisait alors sa fortune en spéculant sur les terrains destinés à la première ligne du Shinkansen, une régie de construction des lignes de chemin de fer. Celleci, sans consulter les JNR, construissit des lignes que la compagnic avait cosnite pour mission d'exploiter.

Ces travaux constituzient en réalité de solides sources de revenus pour les hommes politiques : non seulement étaient systématiquement retonus les projets les plus chers même si leur utilité ne s'imposait pas - ce fut le cas du tunnel de 54 kilomètres reliant Honshn à l'Hokkaide dont en sait maintenant qu'il u'est pas rentable, - mais encore la plupart d'entre eux étaient effectués par des sociétés liées au monde politi-

Ces pratiques expliquent le montant impressionnant du défi-Depuis su création en 1949, les cit des chemins de fer. Elles laissent entières la question du règle-

utilisés par le pouvoir (membres ment des dettes à long terme et de spéculation foncière dens nement et le patronat, contre les rables à la création d'une société du gouvernement et parlemen- celle de la part du fardeau qui laquelle les grands groupes et le cheminots. »

Tous les contrats d'emploi taires) à des fins politiques. Les reviendra au bout du compte monde politique sont parties pre-

Conseiller-privé de M. Nakasone, l'économiste Hiroshi Kato. qui est à l'origine du rapport sur la privatisation des chemins de fer, estime pour sa part que la faillite des JNR est « symptomatique de l'échec de l'idée même d'entreprise publique au Japon ». Cette idée a été imposée par les forces d'occupation américaines. nous dit-il, mais des 1964 les JNR ont commencé à être en déficit. A cinq reprises, la direction a tenté des réformes qui ont

» Non seulement les JNR étaient l'Instrument du pouvoir politique, mais encore ils étaient manipulés par un mouvement syndical irresponsable qui pensait que l'Etat-patron ne pouvait pas faire faillite. Pour remédier à lu situation, il fallait s'attaquer à ses causes et soustraire les JNR à l'appétit des politiciens et à la démagogte des syndicats. »

Une décision politique

Le gouvernement Nakasone semble avoir délibérément exchi l'hypothèse d'une réforme du statut des JNR. Selon l'économiste Shigeto Tsuru, la commission de résorme des JNR n'e jamais cher-ché à remédier aux causes structurelles du déficit ni à individualiser les responsabilités : « Cette privatisation relève d'abord d'une décision politique et ce n'est qu'après qu'on a cherché à la rationaliser » estime-t-il.

La privatisation des chemins de fer japonais, telle qu'elle est conçue par le gouvernement, pose en réalité deux problèmes politi-

D'une part, il est clair que, le

gouvernement n'entendant imposer aucune obligation aux sept entreprises qui exploiteront le réseau des JNR, le transport ne relèvera plus au Japon du service public, mais sera fonction de questions de rentabilité. Concrètement, cela signifie la fermeture de lignes déficitaires, mais qui pouvaient néanmoins avoir un intérêt public (on prévoit la fermeture de 5 à 6% du réseau

D'autre part, il faut régler le sort de ce qui relève actuellement du bien public, en particulier les terrains appartenant aux JNR. Derrière la privatisation se profile en réalité une énorme opération

nantes.

La privatisation des chemins de fer japonais s'inscrit eussi dans le cadre d'une vaste offensive menée par le gouvernement contre les syndicats du secteur public visant à affaiblir au maximum la grande confédération Sohyo.

M. Kaoru Ota, qui fut présideut de Sohyo pendent nue dizaine d'années, ne mâche pas ses mots : « L'offensive contre Kokuro marquera la fin d'un mouvement syndical digne de ce nom au Japon. » « Les « purges rouges . ont commencé ., affirme-t-il, faisant référence à la chasse oux communistes entreprise par MacArthur à la suite do la tentative de grève générale de février 1947.

Des six centrales syndicales représentant les employés des chemins de fer. Kokuro a été. avec la centrale communiste, la scule à être résolument hostile à la privatisatinn. Consciente cependant de l'hémorragie dans ses rangs provoquée par les pres-sions de la direction (depuis avril Kokuro a perdu 20 000 adhérents), elle avait adopté une attitude plus attentiste pour concentrer sa lutte sur le maintien de l'emploi.

Mais le 10 octobre dernier, le congrès national de Knkuro votait à une large majorité contre la politique de coopération evec la direction, et l'aile ganche du syndicat était portée à sa tête. Partisan de la ligne dure, le nouvean président, M. Satoshi Roppongi, estime que la seule chance pour le syndicat est de faire appel à l'opinion publique.

« Dans l'immédiat nous n'envisageons pas de grève, précise M. Roppongi. Celle-ci serait mal accueillie par une apinion publique qui, depuis deux ans, est l'objet d'une vaste campagne de presse, orchestrée par le gouver-

La radicalisation de Kokuro semble en réalité un combat s'effrite. A la gare de Shinagawa, d'arrière-garde. Nous n'avons pas d'armes », reconnaissent ses dirigeants. Le syndicat est en outre politiquement isolé. Il est sontenn par les communistes, mais les socialistes ont adopté une position mitigée : ils sont bostiles à la division des JNR, mais fevo-

d'économie mixte.

A la base, la force de Kokuro par exemple, il n'y e plus de dirigeants syndicaux : quinze sont en - rééducation - et les autres ont quitté la centrale pour essayer de conserver un emploi.

PHILIPPE PONS.



Les imprimantes Olivetti vous permettent de conserver toutes vos informations

Minitel : cours de Bourse, banque de données, etc.

• TH 40 VIDÉOTEX 1.650 F HT • DM 100 VIDÉOTEX ET PC 3.990 F HT Pour toutes informations supplémentaires, téléphonez au 42.66,26.51 91, rue du Faubourg-St-Honore - 75008 Paris.



Formule magique

Daus la nuit du 9 au 10 novembre, alors que les concurrents étaient encore très groupes, la course a comm ses premiers incidents. Le catamaran FNAC a chaviré, mais son skipper. Hervé Cléris, a pu être récupéré par un hélicoptère. Peu après, le trimaran Nems-Luang de Paul Vatine était heurté par un cargo et devait faire demitour vers Brest, tandis que le maxi-cntnmnran Charente-*Maritime II* de Pierre Follenfant était remorqué jusqu'à Roscoff à la suite d'un problème de haubans.

SAINT-MALO de notre envoyé spécial

- Un homme, un bateau et l'ocean : la formule de Blondie Hasler, créateur en 1960 de la pre-mière course transatlantique en solitaire, reprise en 1978 pour la Route du rhum lorsque les Britanniques inquiets de la démesure de certains voiliers, décidèrent d'en limiter la taille, n'a rien perdu de sa magie. Homme de spectacle, ancien colla-borateur de Bruno Coquatrix à l'Olympia, Michel Etevenon a toujours su, mieux que quiconque, soi-gner sa mise en scène.

Toute la semaine, un sens giratoire pour piétons avait dû être établi sur le ponton aménagé sur le bassin Vanban pour canaliser la foule
venue voir de très près les voiliers
futuristes rassemblés au pied des
remparts historiques de Saint-Malo.
Comme lors des deux précédentes
éditions, cette foule, évaluée à deux
cents mille ou trois cent mille spectateurs. «Était asolutinée dimanche tateurs, s'était agglutinée dimanche 9 novembre à la pointe de Grouin pour le départ, et surtout au cap Fréhel, ultime bouée à virer avant la Guadeloupe.

Depuis la première Route du rhum, son promoteur n certes tou-jours été servi par les circonstances de la course. Ce fut d'abord en 1978 la «victoire historique» dans une transat d'un multicoque, le petit tri-maran jaune du Canadien Mike Birch, venu coiffer à moins d'un mille de l'arrivée le grand monoco-que sombre de Michel Malinovski, battu de 98 secondes. Puis, dans les heures et les jours suivants, la dramatique et mystérieuse disparition d'Alain Colas.

Pour avoir bien vite compris que le rêve et le mystère des courses transocéaniques ne pouvaient s'éterniser, Michel Etevenon a su privilégier, des la deuxième édition, les moyens de transmission pour per-mettre aux médias de magnifier l'effort quotidien des solitaires confrontés à l'océan sur des voiliers

atteints de gigantisme. Ainsi, après le naufrage en direct du *Prao* de Guy Delage sur la ligne de départ, le public avant pu vivre en 1982 le sauvetage de l'Australien lan Johnson par Olivier Moussy, devenn le saint-bernard des mers. Puis les angoisses de Marc Pajot, dont le catamaran Elf-Australies volait gers le victoire Elf-Aquitaine volait vers la victoire avec une poutre fissurée qui pouvait céder à chaque instant.

Les hallucinations de Caradec

Héros malheureux de la précèdente Route du rhum, Lose Caradec a certes une belle revanche à prendre pour sa dernière course. Privé d'électricité et done de pilote automatique dès le départ, sa traversée de 1982 vers les Antilles était devenue pressure de companie un calnue, par manque de sommeil, un cal-vaire peuplé d'hallucinations. Ainsi avait-il «vu» successivement à son bord des amis venus ranger le bateau, puis une vache dans le cock-pit et enfin une 305 sur le pont. « Je me disais seulement que ceux qui m'avaient fait cette farce devraient débarquer tout ça avant l'arrivée », raconte-t-il.

Très motivé, il a cette fois pris le meilleur départ. Par un vent de 30 à 40 nœuds soufflant de plein sud, qui a rapidement provoque le dématage du catamaran Lada-Poch. Royale, avec son mât-aile de 60 mêtres carrés et sa grand-voile à peine his-

sée à mi-mât, a vite creusé l'écart avec ses concurrents. Il virsit en tête à la bouée du cap Frébel, après 17,9 milles de course parcourse à près de 20 nœuds de moyenne.

près de 20 nœuds de moyenne.

Au moment de mettre le cap un large dans une mer qui allait se creuser avec les coups de vent attendus à la sortie de la Manche, Loie Caradee avait déjà la confirmation que le danger pour les maxicatamarans pourrait venir des trimarans, puisqu'il était alors talonné par par trie compand de Philippe Pouron. un trio composé de Philippe Poupon (Fleury-Michon VIII), de Paul Vatine (Nems-Luang, l'ex-Umupro-Jardin, vainqueur de la Transat anglaise en solitaire en 1984 avec Yvon Fauconnier) et d'Eric Tabarly (Côte-d'Or II), bien décidé, semble-t-il, à éprouver dès le départ un bateau qu'il n'a pas en le temps de vivier.

GÉRARD ALBOUY.

Minitel

Route du rhum en direct

Par Minitel, le Monde diffuse chaque jour l'information en continu. Un spécial Route du risan permet de suivre les concurrents en direct : le fil AFP de la course, les cartes, les classements, la métée marlua. 3615, tapur LEMONDE.

RUGBY: le premier test France-Nouvelle-Zélande

Alerte noire

Les All Blacks néo-zélandais, qui disputaient, samedi 8 novembre à Toulouse, le treizième test contre les Bleus français, à l'Occasion de leur neuvième tournée dans l'Hexagone depuis 1905, se sont imposés pour la dixième fois : ils ont batta l'équipe nationale 19 à 7.

Fouroux l'été dernier à Christchurch et ils avaient marqué 149 points aux sélections régionales, qui en avaient inscrit seulement 43, au cours des quatre premiers matches de la tournée.

Résultat alarmant : quelques mois avant la première Coupe du monde, qui doit être disputée aux antipodes, les Français, qui ont

n'ont pas gagne un millimètre. Quelle leçon! Au début de la guerre de Cent Ans, les chevaliers en armure de Philippe VI avaient été

traL

A Toulouse, les joneurs de Jacques Fouroux avaient un rugby de retard. « Nous avons été piégés », a-t-il dit. Et de quelle manière ! Capitaine d'une équipe qui a gagné le grand chelem 1977, à l'ombre d'un pack de titans, il semble obstinément à la recherche du temps perdu. Résultat: stratégie et tactique périmées. Ces erreurs, qui étaient déjà évidentes lors de la tourtivale française (t en quatre matches), apparaissaient d'autant plus nettement à Toulouse que des joueurs comme Daniel

encore une fois basé leur jeu sur la puis sance du pack, se sont avérés incapables de rivaliser avec le rugby de mouvement aus-

Les changements - Estève à l'aile Mesnel à l'ouverture, Oodarts à la mêlée annoncés par Jacques Fouroux pour le pro-chain test, samedi 15 à Nantes, seront-ils à la hauteur de la situation ?

même situation, en fin de match, ils Blanco à l'arrière, n'avaient pas leur meilleur rendement.

> Compte temu de la domination territoriale néo-zélandaise, des remises en touche tordues de Pierre Berbizier, des dégagements ratés par Lescarboura et Blanco et des habituelles fautes françaises de placement, le score aurait pu être beau-coup plus sévère. Sans l'énorme tra-vail défensif des trois-quarts, il n'aurait pas été surprenant de voir l'ailier John Kirwan ou l'atrière Kie-ran Crowiey aplatir aussi leurs

Pourtant, tont n'était pas à jeter dans cette équipe de France: l'essai du centre Philippe Sella, concluant une action lancée par la deuxième ligne, avec le soutien de la troisième ne faudrait pas trop pousser les

ALAIN GIRAUDO.

CYCLISME: les adieux de Bernard Hinault

Le dernier coup de pédale

Ponctuel et anticonformiste, Bernard Hinault a réussi sa sortie, comme il avait réussi sa carrière.

Ousttant la semaine sportive à la date qu'il avait lui même fixée... il y n cinq ans, il n su éviter les pièges du déclin et il n épargné au public les interminables tournées d'adieu. Tout avait été réglé en deux jours. Mais, quel week-end 1 A Quessoy, le village breton où il a choisi de vivre, le plus grand routier de sa génération a organisé, samedi 8 et dimanche 9 novembre, une vasta fête à laquelle il voulait donner un ton original. Cette fois encore, il n

Après avoir visité l'exposition vélocipédique, où le Blaireau côtole la draisienne, et suivi une pittoresque course réservée à des équipes mixtes — une innovation, — les quelque trente mille personnes présentes à Quessoy ont assisté sux demies coups de pédale du champion, coups de pédale laborieux sur un terrain détrempé par les pluies récentes.

Bernard Hinault s'était personnellement chargé de dessiner le parcours et il l'a tracé sans concession. Ce cyclo-cross des adieux ne fut d'ailleurs pas une course de complaisance. Distancé dès les premières difficultés, par les spécialistes que sont Thévenard et Gayant, Hinault, un tantinet congestionné, a serré les dents pour terminer à un rang modeste, mais conforme à son image, il s'est battu comme il l'aurait fait dans un championnat du monde.

« Je ne regrette rien. Il faut savoir s'arrâter », n déclaré l'ancien vainqueur du Tour, en dégustant, selon sa propre expression, le champagne du bonheur. « Le vélo m'a besucoup apporté. Cependant, j'ai préparé méthodiquement ma reconversion et j'aurai d'autres moyens de m'exprimer. » Mais il ne coupera pas les ponts avec le cyclisme puisqu'il aura désormais un rôle dans la société du Tour de France.

Au cours de la conférence de presse clôturant la fâte, tandis qu'on distribuait la far breton il devait confirmer ces paroles. Bernard Tapie y fit écho en ajoutant le mot de la fin : « Raccrocher au faîte de la gloire est la marque du champion lucide et équilibré. De toute façon, ne vous inquiétez pas pour Hinault, il est riche dans tous les sens du terme. >

JACQUES AUGENDRE.

ATHLÉTISME : la crise de la Fédération française

Les bouleversements d'un « statu quo »

 C'est un sale coup pour l'athlé-tisme français. - Guy Manfredi est amer. Président de la Ligue du lyonnais, il avait pris l'initiative, avec quinze autres ligues sur vingtquatre, de provoquer une assemblée générale de la Fédération française d'athiétisme (FFA), samedi 8 novembre, dans le but nvoué de voter la censure au président Michel Bernard et à son équipe, élus en mars 1985 pour quatre ans. Un défi-cit de 3,3 millions de francs découvert dans les comptes de la FFA, une cascade de démissions au sein du bureau, une cassure de plus en plus nette entre les éins et la direction technique justifiaient, selon lui, cette volonté de « faire le point ».

Au cours d'un débat de deux heures trente minutes, les réquisitoires des opposants, dénoncant I' « incompétence » de l'équipe diriligne et le concours des demis, geante, n'out rencontré qu'une molle démontrait, s'il en était besoin, qu'il résistance, souvent en forme de mea geaute, n'out rencontré qu'une molle culpa. Les «légitimistes» l'ont néanmoins emporté par 2 201 voix contre 1 982. Grâce à l'appui de quelques ligues importantes, donc disposant de nombreuses voix (Flandres, Ile-de-France, Aquitaine). Michel Bernard a sauvé sa tête. Jameis pourtant, continuité n'aura paru plus aventureuse.

> Même si Guy Manfredi annonçait, à l'issue du vote, que « lo minorité, tout en restant vigilante, va rentrer dans le rang», cette nou-velle péripétie dans la vie de la FFA n'aura pas améliore « le climat détestable qui règne au comité directenr - et que déplornit l'ancienne sprintense Chantal Réga. Représentante des athlètes dans cette instance, elle s'était prononcée « pour une solution radicaln » puisque «il n'y a pas de volonté com-mune de collaborer ». Loin d'apaiser les querelles de personnes, le vote de samedi va provoquer l'éclatement de l'équipe technique mise en place l'an dernier, à l'occasion d'une précédente crise et qui a obtenu, grâce à l'opération Euro 86, de proc résultats unx champlonnats

Directeur de la promotion, Guy Guézille avait clairement mis sa démission dans la balance. Il démissionnera. En désaccord avec l'équipe Bernard sur l'approche des sponsors et sur l'unilisation des fonds récoltés, il était partisan que - les fédérations s'organisent pour maîtriser elles-mêmes le sponsoring, en fonction de leurs besoins », alors que le plan de redressement concu par Michel Bornard prévoit l'appel à une société extérieure.

THE CL

the second second

Flagen + Le

with a fee of

regional to the

Company of the same

A programme in the second of t

20 12 12 1 12

a the last of the last

电压电路 化氯二烷

....

A P. Williams A.

1.00

** *** · · · ·

20 - Ne

:T' 6 _

* 1274

Alain Piron sur le départ

Ce départ entraînera vraisemblablement celui du directeur technique national, Alain Piron. - Si cette assemblée traduit la réalité de l'athiétisme français, dit-il, est-ce que celo vaut le coup de continuer à travailler? - Son opinion est faite: - Je partirai avec un certain soula gement. · Pour annoncer sa demission, il attend toutefois d'avoir reuni tous les entraîneurs nationaux jeudi 13 novembre : « J'en ai entraine certains dans cette aventure, dit-il, je me sens responsable o leur égard; mais je m'efforcerai de les convaincre qu'il a'est plus possible de conti-

Le président est donc demeuré, mais les forces vives s'en vont, à quelques mois des championnats du monde et alors que s'amorce la phase de préparation olympique. Christian Bergelin, le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, en possession d'un rapport que l'on dit accabiant sur le fonctionnement de la FFA, sera-t-il tente, comme son prédécesseur, Alain Calmat, d'intervenir directement? A terme, l'athlètisme, en crise perpétuelle et en panne de crédibilité, pourrait souffrir de la disparition annoncée par M. Bergelin du système des subventions outomatiques ». Avec 187 F de subvention annuelle par licencié, e'est la discipline sportive la plus aidée. Désormais, ces 187 F, le premier sport olympique devra les

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Résultat logique : les Néo-Zélandais avaient dominé l'équipe dirigée par Jacques

TOULOUSE

Heureux Alain Carminati! Lui, au moins, il ne gardera pas un mauvais souvenir de ce test France-Nouvelle-Zélande. Quand il est sorti dn terrain, après avoir reçu un bon coup sur la tête, il ne savait plus ni où il était ni contre qui il jouait. S'en serait-il rappelé, retour dans les ves-tiaires, que le jeune troisième ligne biterrois se serait sûrement aussirôt cogné le crâne contre les murs! Quel joueur doué du moindre grain de bon sens aurait-il pu avoir envie de revivre ca, une descente aux enfers du rugby?

de notre envoyé spécial

Pourtant le jen de ces All Blackslà n'avait rien de bien diabolique. Au contraire, il était d'une simplicité biblique : ils conquéraient le ballon, puis le faisaient circuler le plus vite possible, en le protégeant naturellement. Du rugby comme les tablean noir. Les robustes gaillards de Brian Lochore s'appliquaient à le réaliser. Sans fantaisie. Il n'y même pas parmi eux d'individualités exceptionnelles. Tout coulait de source. C'était l'eau vive d'un torrent an printemps. Un joyeux

Pour arrêter ce flot bouillonnant, Jacques Fouroux, l'homme de ter-rain du quinze de France, avait imaginé de dresser le barrage d'un pack énorme : huit gaillards d'une masse et d'une taille moyennes de 103 kilos et 189 centimètres. Une sorte de ligne Maginot humaine. Elle a connu le même sort que l'autre, en béton. Les All Blacks esquivaient systématiquement le défi de la melee. Sauf une fois, quand ils se français : à la 66º minute, après un coup de rein collectif, le troisième bgne centre Waine Sbelford aplatissait l'essai néo-zélandais. Lorsque

défaits ainsi par les archers d'Edouard III à la bataile de Crécy: trop lourds, trop statiques, ils avaient une guerre de retard.

Dubroca au talonnage, Jean-Patrick entraineurs aiment en dessiner au les Français se retrouvaient dans la Lescarboura à l'ouverture et Serge

Les premiers ECU de John McEnroe

TENNIS: le tournoi d'Anvers

remporté, dimanche 9 novembre, le cinquième tournoi d'Anvers, qui porte cette année le nom de Championnat de la Communauté nique européenne : il a battu en finale le Tchécoslovaque Miloslav Mecir (6-3; 1-6; 7-6; 5-7; 6-2). John McEnroe a reçu un chèque de 200 000 ECU (environ 1 360 000 F) dévolu au queur de cette compétition dotée de 920 000 ECU.

ANVERS de notre envoyé spécial

John McEnroe est le premier joueur de l'histoire du tennis payé en ECU. C'est en effet dans la monnaie européenne qu'a été bbellé le chèque au vainqueur. Le dollar, roi du tennis business, s'est ainsi fait ravir la vedette par un rival européen qui n'existe mi sous forme de billets mi sous forme de pièces. L'ECU (European Currency Unit) n'est qu'une

Le Monde sur Minitel

36.15 tapez: LEMONDE

Le tournoi d'Anvers, lancé en 1982 par la société Proserv, lui sert de tremplin à partir de cette année. Une monnaie qui veut se faire un nom grâce aux raquettes de John McEnroc, Yanniek Nosh et antres stars du circuit international, voilà une démarche originale. Il est sans doute difficile d'imaginer que l'Europe puisse se construire en montant an filet. Mais l'ECU, sous l'impulsion de Jacques Delors, prési-dent de la Commission européenne, a choisi d'orchestrer habilement sa publicité au bord du court du Palais des sports d'Anvers. Le chèque brandi à bout de bras sur le podium par John McEnroe dimanche soir constitue sa première grande sortie

médiatique Lors de la prochaine édition du tournoi en 1987 se développera un véritable forum de l'ECU. Le gotha de la finance européenne viendra participer à des conférences, débats,

Route du rhum

La course en direct.

Gagnez deux alier-retour Air France

Paris-Pointe-à-Pitre.

LE MINITEL A TROUVE A QUI PARLER

des dirigeants ee sigle encore mystérieux. Tout sur l'ECU le matin, pleins feux sur le tennis l'après-midi. L'initiative va renforcer le caractère singulier de ce tournoi sur invi-tation qui ne fait pas partie des épreuves officielles du calendrier international mais qui a su se tailler, en cinq ans d'existence, un succès dépassant anjourd'hui les espérances de ses créateurs. Malgré l'absence du numéro un mondial Ivan Lendl, souffrant d'une hanche, de Boris Becker, la star ouest-allemande, qui éprouvait le besoin de souffler, et de l'armada suédoise, patriotiquement mobilisée pour le tournoi de Stock-holm, le Championnat de la Com-munauté européenne a drainé plus de cent quatre vingt mille specta-teurs en une semaine. Certes, 60 % sculement des places ont été ven-dues au public. Le reste n été distribué par le puissant peloton des spon-sors qui assnrent à l'épreuve sa robuste santé financière. Il n'empê-

flatter d'occuper le cinquième rang mondial an hit-parade de l'affluence, derrière Flushing Mea-dow, Wimbledon, Roland-Garros et Bocca West anx Etats-Unis. Considéré comme une épreuve pirate par l'autorité sportive internationale du tennis, le tournoi flamand est mai toléré. Ce n'est sans doute pas un hasard s'il a subi cette année la concurrence de Stockholm. Et

che. Statistiquement, Anvers peut se

l'on murmure qu'en 1987 Bercy pourrait chercher à lui faire de Mais Anvers possède apparem-ment plus d'un diamant dans son sac. Une nouvelle raquette-trophée n surgi cette année des officines des diamantaires pour remplacer le sym-bole conquis l'an passé par Ivan

L'Américain John McEnroe a unité de compte. Sa valeur (1) se colloques pour mieux faire connaître Lendl, troïs fois vainqueur de calcule en établissant une moyenne calcule en établissant une moyenne des des dirigeants ee sigle encore mysté- 6 kilos d'or fin et ses mille six cents diaments pesant 150 carats, est évalué à I million de dollars.

> Les feux des diamants, pourtant réputés éternels, ne semblent plus suffire au tournoi flamand visiblement à la recherche d'autres quar tiers de noblesse. Chèques en ECU, patronage de la CEE, Auvers se range franchement sons la bannière de l'Europe. Pour n'être pas pure ment sportif, le label n'en est pas moins très officiel.

MICHEL DESFONTAINES.

(1) L'ECU vant actuellement 6,82 F, le dollar 6,74 F.

d'Europe de Stattgart.

Escrime MASTERS A L'ÉPÉE à Tauber Eschafsheim Dens-finates : Schmitt (RFA) b, Srecki (France), 5-6, 6-5, 5-4; Maz-zoni (It.) b. Kolczonay (Hos.), 5-4, 5-

Troisième piace : Kolczonay b. Srecki, 5-1, 2-5, 5-4. Fiante : Schmitt b. Mazzoni, 5-4, 5-4,

Football CHAMPRONNAT DE FRANCE Première division (seizième journée) Nancy et Marseille0-0 **Pordesux et Laval 1-1
Toniouse b. *Paris-SG 3-2
**Le Havre et Monaco 1-1
Anzerre b. *Rennes 3-1
**Nice b. Saint-Etienne 1-0
RC Paris b. **Lille 1-0

Les résultats

*Toulon b. Metz2-0 *Sochanz et Lens0-0 nement. - 1. Marseille, Bordeaux, 23 pts; 3. Toulouse, Asxerre, Paris-SG, Nice, 19, etc.

Hockey sur glace CHAMPIONNAT DE FRANCE ·Nationale 1 A (douzième journée)

Mont-Blanc b. Grenoble, 7-5; Viry-Essonne b. Ronen, 10-8; Gap b. Cha-monix, 12-4; Briançon b. Villard-de-Lans, 6-5; Français Volants b. Amiens, 9-4.

Classement. 24 pts; 2. Français-Volants, 17; 3. Gap, 16, etc. CHAMPIONNATS DEUROPE JUNIORS (à Leonding)

(à Leanding)
Déjà champion d'Europe et du monde junior. Bruno Carabetta a remporté en moins de 65 kg un nouveau titre européen. Pkilippe Pradayrol a aussi été consacré en moins de 60 kg. Des médailles de bronze out été obtenues par Stephane Traineau en moins de 95 kg. Jean-Louis Geymond en moins de 86 kg et chez les jeunes filles par Natacha Belmonte en moins de 66 kg.

TOURNOI DE STOCKHOLM Demi-finales: Wilander (Suå.) b. Forget (Fr.) 6-2, 7-6 (7-3); Edberg (Suå.) b. Leconte (Fr.), 6-7 (3-7), 6-4, 7-6 (7-3).



Economie

Monnaies

Le dong vietnamien fortement dévalué

Le Vietnam n procédé, à la fin de la semaine demière, à une forta dévaluation du dong, dont le cours officiel, qui était de 15 dongs pour un dollar, n été porté à 80 dongs, La précédente parité du dong par rapport au dollar avait été fibéa, an aptembre 1985, à la suite d'une dévaluation de 92 % introduite dans le cadre des réformes économiques.

cadre des réformes économiques. La dévaluation de la semaine der-nière fait suite à quatorze mois d'infistion galopants. La monaie vietnamienne avait perdu, au coura da cette période, plus de 90 % de sa valeur au marché noir, astiment les

Le dollar, qui velait 40 dongs en septembre 1985, s'échangeait ces demiers jours, au merché noir, à

Pétrole

Réunion

Links

W TEE

TAIR WINGS

de la commission des prix de l'OPEP

le 14 novembre à Quito

La comité des prix de l'OPEP se réunira, vendredi 14 et samedi réunira, vandradi 14 et samadi 15 novembre, à Quito, en Equateur, Comprenant le Kowelt, qui en assure le présidence, le Lybie et l'Equateur, cette commission a été créée lors de la demière réunion plénière des pays exportateurs de pétrole en octobre demier, avec pour objectif de fixer les prix du brut que devra pratiquer l'OPEP.

L'Arabie sacudite, per le voix de son nouveau ministre du pétrole, M. Histern Nazer, a souhaité un retour à un prix officiel minimel de 18 dollars le beril, contre un cours actuel d'environ 14 dollars, Le roi

Fahci a d'ailleurs écrit aux dirigeants Fahd à d'ailleurs écrit aux dirigeants des Emirats arabes unis et du Ostar pour leur demander d'appuyer ses efforts pour remonter les prix et tenter d'établir discipline de production et unité de vue au sein des pays du Golfe. M. Histam Nazer assisters probeblement à la réunion de Quito de même que les ministres vénézuélien et iranien, n indiqué M. Santos Alvité, vice-ministre équatorien de l'énergie et des mines. La prochaine réunion plénière de l'OPEP est prévue pour le 11 décembre prochain à pour le 11 décembre prochein à Genève. — (Reuter, UPI, AFP.)

Transports urbains

Les tarifs seront libérés en 1987

Les tarifs des transports urbains devraient être libérés en 1987. M. Jacques Douffisgues, ministre chargé des transports, a précisé, le 7 novembre, à Nice, à l'occasion des journées annuelles du Groupement des autorités responsables de trans-port (GART), le façon dont intervien-dra cette libération « progressive ».

« C'est au vu de la capacité des autorités organisatrices et des entre-prises de dégager des gains de pro-ductivité que la tarification urbaine sera libérée comme l'a été celle des transports scolaires, comme le sera celle des transports réguliers dépar-tementeux, car il faut que les recettes améliorent les disponibilités et n'alimentant pas le gouffre du déficit, (...) Que ceux qui se sont si longtamps accomodés de l'enescre-ment des prix ne viennent pas se plaindre que la libération n'aille pas

M. Douffiagues a repoussé l'idée de financer les transports départe-mentaux par le biais d'une augmen-tation de la taxa intérieure aur les produits pétroliers. Il a invité les col-lectivités locales à facilitàr la circulation des transports en commun et les

La création du grand marché européen

La libéralisation des échanges de services financiers se heurte à de nombreux obstacles

BRUXELLES

de notre envoyé spécial

D'ici à 1992, un véritable marché commun unifié des services finan-ciers doit être créé. Les produits bancaires, les placements financiers et les contrats d'assurance devront pouvoir circuler librement entre les douze pays de la Communanté enro-péenne. À la liberté d'établissement, péeme. A la liberté d'établissement, déjà acquise, viendra ainsi s'ajouter la «libré prestation de services» dans l'espace communantaire européen. Relancé lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de Milan, l'objectif est clair. Les voics pour l'alteindre le sont moins.

Le colloque organisé par la Commission européenne, à Bruxelles, du 5 au 7 novembre sur le thème «L'Europe et l'avenir des services financiers», n permis aux experts européens de repérer les multiples conflits d'intérêt qui devront être armontés. Pour la première fois, en effet, professionnels (banquiers, assureurs, courtiers, agents de change...), universitaires et représentants des pouvoirs publics des douze pays étaient réunis pour débattre des conditions de l'ouverture des frontières dans ce domaine. Tous favorables à la libéralisation, ils n'en ont pas moins exprimé des conceptions différentes.

Condition préalable à la création d'un marché unique des services financiers, la libéralisation des mouvements de capitaux fait naturellement l'unanimité. Satisfait des «importantes réformes» d'assou-plissement du contrôle des changes engagées récemment par la France et l'Italie, le secrétaire d'Etat

adjoint anglais nux entreprises, M. Howard, a exprimé à ce sujet le souhait que « la directive sur la libéralisation des mouvements de cap-taux soit encore adoptée par la Commission avant la fin de la présidence britannique du Conseil », C'est-à-dire avant la fin de cette

Consignée dans le Livre blanc pour l'achèvement du marché inté-rieur unique de 1985, la démarche suivie par la Commission fait, en revanche, l'objet d'appréciations divergentes. Les principes retenus sont les suivants : une « harmonisation minimale - des normes prudentielles applicables aux intermédiaires financiers sera recherchée; le contrôle, à partir de critères com-muns ainsi définis, sera assuré par les autorités de surveillance du pays où l'établissement financier a son siège social; une « reconnaissance mutuelle - des produits financiers vendus dans un Etat membre par tous les antres Etats membres permettra alors une libre prestation des services an sein de la Communauté. Les désaccords portent surtout sur les rythmes respectifs et l'ampleur de l'harmonisation et de la libérali-

Ainsi l'harmonisation doit-elle être limitée aux normes de surveillance? Nombre de professionnels ont insisté pour qu'elle concerne également la fiscalité, notamment indirecte, « de manière à neutraliser bres », a expliqué autamment M. Delmas-Marsalet, directeur général adjoint de la Cause des dépôts et consignations. Craignant qu'elle ne soit source de retard et de

difficultés supplémentaires, les représentants de la Commission ont répondu en estimant que, en tout état de cause, « l'harmonisation fis-cale ne devrait pas ètre une condi-tion préalable à de nouveaux pro-grès » dans la voie de l'intégration des marchés.

L'ouverture des frontières ne risque-t-elle pas de diminuer la pro-tection des épargnants, des investis-seurs et des déposants? C'est là un domaine dans lequel » les autorités françaises seront très exigeantes », a diqué M. Daniel Lebègue, directeur du Trésor français, ajoutant que dans ce domaine « une harmonisation minimale est indispensable ». Elle doit porter sur la définition de ratios bancaires, sur un rapproche-ment des systèmes comptables et sur les modes d'organisation des contrôles. Les représentants de la Commission ont indiqué à ce sujet qu'ils travaillaient, en collaboration nvec la Banque des règlements internationaux de Bâle, à la définition de normes prudentielles prenant en compte les nouveaux produits financiers, correspondant souvent à des engagements qui n'apparaissent pas dans le bilan des banques.

Les Anglais très actifs

Pour les banques ceutrales, l'ouverture constitue également un défi. Si la libre prestation de services financiers an sein de la CEE rend inopérante toute forme de contrôle direct du crédit, « elle rend aussi plus difficile l'utilisation des instruments traditionnels de la politique monétaire », devait souligner l'un des participants.

La volonté politique des gouver-nements européens pour réaliser ce marché unique des services financiers a été confirmée par tous les intervenants officiels. Les Britanniques, qui assurent actuellement la présidence des Communautés, soutiennent activement l'action de la Commission dans ce domaine. Les intérêts des « building societies » et des assureurs anglais n'y sont pas

La Commission a ainsi soumis an comité économique et financier du Conseil un projet de directive en matière de crédit hypothécaire, « un modèle », a indiqué l'un des experts de la Commission. Celle-ci prévoit « la création d'un environnement dans lequel tout produit qu'un prestataire de services peut vendre dans son propre pays peut être librement commercialisé dans les onze Etats membres de la Communauté ». Le principe appliqué est inspiré directe-ment des règles en vigueur pour les marchandises et du fameux arrêt - Cassis de Dijon » de la Cour euro-péemme de justice.

Pour l'assurance, « un secteur où ll faut avancer rapidement », selon un participant britannique, la Commission a d'ailleurs saisi la Cour de Luxembourg à l'encontre de quatre pays, dont la France, pour entrave à la libre prestation de services. Les jugements devraient être rendus très prochamement. Ils pourraient accé-lérer le mouvement d'ouverture des frontières. Un industriel de Clermont-Ferrand, par exemple, pourra alors librement contracter une police d'assurance auprès d'une compagnie londonienne sans que celle-ci ait besoin d'être installée en

ERIK IZRAELEWICZ.

Le gouvernement belge adopte un plan contre le chômage

Signes de renouveau dans le « cimetière industriel » wallon

Belgique a amené le gouvernement de centre-droit de M. Wilfrid Martens a adopter, samedi 8 novembre, un plan en faveur de

Ce plan comprend un disposi-tif en dix points, allant de réduc-tions de cotisations sociales pour les entreprises engageaut de jeunes chônieurs à l'encouragement aux «circuits parallèles de travail» et aux emplois dans le secteur non marchand. Le chômage touche 500 000 per-sonnes en Belgique soit 13 % de la population active, un des taux les plus élevés de la CEE.

La politique d'austérité et de réduction des dépenses publiques reste en vigneur.

BRUXELLES de notre correspondant

Un cimetière. Un cimetière qui s'étend sur quelques dizaines de kilomètres : voilà l'impression ressentie en visitant le bassin sidérurgique liégeois. « Ici, un haut fourneau arrêté. Là, une usine désaffectée... » Sans parier de cet immense périmètre lunaire, entièrement vide, sur la rive donte de la Meuse : l'entreprise rive droite de la Meuse : l'entreprise qui y était installée a été totalement démontée et exportée en Chine. Ces démontée et exportée en Chine. Ces dernières semaines, une série de décisions sont tombées qui vont encore aggraver la situation déjà peu encourageante de l'économie wallonne. La région risque ainsi de perdra 8 000 emplois supplémentaires à la fin de 1987. «La grande lessive», titrait ainsi l'hebdomadaire le Vif-l'Express.

Première touchée : la sidérurgie.
En 1976, ce secteur employait

En 1976, ce secteur employait 22 000 personnes dans la seule région liegeoise. En 1985, ce chiffre était tombé à 11 000. Cockerill-Sambre annonce maintenant une reduction d'environ 2 000 emplois, reduction d'environ 2 000 emplois, ce qui porterait les effectifs du groupe à 12 000 personnes, contre 25 000 en 1981 pour les bassins de Liège et de Charleroi. Toujours dans la sidérurgie, les Forges de Clabeck annoncent la perte de 540 emplois. Les commandes publiques n'arri-vant plus, la société de fabrications métallique Brugeoise et Nivelles s'interroge, elle, sur sa survie même.

Aux ACEC de Charleroi — un des

lleurons de la Wallonie industrielle, - la restructuration continue : 1 300 emplois paraissent condamnés; en cinq ans, la moitié du personnel aura ainsi disparu. Il faudrait encore citer la fabrique nationale d'armes d'Herstal, où un - plan de la dermère chance » prévoit la suppression de 600 emplois; Isobelec à Fiemalle, en faillite depuis la fin avril; les Ateliers de construction de la marie. Jambes, qui, an mieux, dit-on, n'emploieront plus que 150 per-sonnes dans trois ans... Le plus grave enfin : Tubemeuse — 1 500 emplois

au bord de la faillite.

au bord de la Frinte.

Il semble loin le temps où des géants, comme Cockerill ou les ACEC, irrigusient la vie économique, non sentement de la région walloune mais aussi de toute la Belgique. Les causes de ce désastre? Elles sont sensiblement les mêmes que dans les régions françaises du même type. Vivant sur leur prospé-rité passée, les dirigeants n'ent pas vu leur matériel devenir obsolète et se profiler la concurrence exté-rieure. Il a fallu restreindre les proda digérer quotorze fusions succes-sives en quelques années », explique ainsi un dirigeant de Cockerill-Sambre. « Et puis, nous sommes aussi victimes de la dispersion de nos sites: au cours de son processus de fabrication, I tonne de fonte ches nous peui accomplir jusqu'à 14 kilomètres en train et même en bateau pour traverser la Meuse. »

Le diagnostic semble sans appel : en 1992, il n'y aura plus de sidérurgie à chaud en activité à Liège. Et pourtant, en dépit de la crise structurelle profonde de l'économie wallonne et de la série d'attaques violentes qu'elle subit en ce moment, on cert gioca de l'enthousiasme, du sent, sinon de l'enthousiasme, du moins un début d'optimisme chez la phapart des dirigeants économiques wallons. Toutes tendances confondues, serait-on tenté d'écrire.

Une « conscience économique collective >

L'évolution des syndicats est par-ticulièrement marquante. Si, depuis plusieurs années, le CSC chrétien (minoritaire) se veut être « un syndicat-acteur économique, un condicat de management en les syndicat de propositions », selon les mots de Louis Smal, le leader des métallos liégeois, le syndicat FGTB (majoritaire), proche du Parti socia-liste, semble, lui aussi, en voie de « recentrage ». Un autre rapproche-ment — meins sensible, car les particularismes sont encore très prononcés – est aussi notable entre les différentes régions de Wallonie. differentes regions de Wallonie.
Certes, les Carolorégiens (habitants de Charleroi) s'estiment toujours lésés au profit des Liégeois — à moires que ce ne soit le contraire, ecrtes, les Ardennais ou les Luxembeuseauss de Carolores de Carolo bourgeois se croiront toujours délaissés... Il n'en reste pas moins que semble naître une « conscience économique collective wallonne », comme l'affirmait un syndicaliste namurois, conscience qui peut d'aillours se manifester aux dépens d'entreprises flamandes, ce qui n'est pas pour simplifier les problèmes de

l'Etat beige. Quels sont les signes de ce des grands secteurs industriels les cache la foret des PME, où règne un dynamisme nouveau, notanement en matière d'investissement », répondent les dirigeants de l'Union wallonne des entreprises.

ainsi une forte augmentation des investissements dans la région, plus forte, su tout état de cause, qu'en Flandre. En dix aus, la part des emplois industriels dans les secteurs dits « progressifs » s'est fortement socrue, au détriment de celle des secteurs «régressifs». Si de nom-breuses PME — certaines parmi les plus performantes et les plus imagi-natives de leur secteur — se sont natives de leur secteur — se sont créées ets dernières années, les « géants » ont aussi fait des efforts de modernisation. Symbole: l'entrée en activité, fin octobre, à Flemalle, dans le bassin sidérurgique liégeois, de la Société européenne de galvanisation (SEGAL). Avec une capacité de 260 000 connes, ayant exigé un investissement de 3,5 milliards de franca belges (plus de 500 millions de francs français), cette installation est une des plus sophistiquées au monde,

Autres signes encourageants : l'effort que quelques grands groupes financiers belges, à l'instar de la

Bruxelles-Lambert, paraissent disposés à accomplir en Wallonie, de même que l'attrait que cette région semble de nouveau présenter pour des investisseurs étrangers. Certes, la Wallouie reste encore une région en difficulté, et les discours sur P«Eldorado wallon» ou le « moral de gagneur» ne doivent pas faire illusion et relèvent souvent de la méthode Coné. - Les Wallons sont en train de se remettre en cause ». explique Arnaud Declety, le nouveau ministre de l'économie de la région wallonne. - Ils comprennent que ce n'est peut-être pas toujours la faute aux Flamands, la faute aux syndicats, la faute au patronat, mais peut-être aussi la faute aux Wallons. » Conséquence de ce « wallo-optimismo » : le ministre n'a pas hésité à donner rendez-vous à la Plandre dans quinze ans, pour com-parer la situation respective des deux économics.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Des aides importantes sont accordées à la zone européenne de Longwy

METZ

La Commission européenne a décidé d'antoriser un relèvement du plafond des aides publiques à hau-teur de 30 % du montant des investissements pour les entreprises venant s'installer sur le pôle euro-péen de développement des trois froutières (Longwy, Rodange, Athus). Cette décision était très attendue depuis le dépôt, en février dernier, par la France, le Luxembourg et la Belgique de trois programmes nationaux d'intérêt company. grammes nationaux d'intérêt com-muunutaire (PNIC), visaut à donner un nouvean soutile à ce bas-sin frontalier frappé par la crise de la sidérurgie, où six emplois sur dix out disparu depuis 1975. La déroga-tion obtenue est sans équivalent pour une région située au eœur de la Communauté... même si elle ne cor-rescond pas execument au montant respond pas exactement an montant souhaité.

Dans son analyse, la Commission curopécane, qui reconnaît les - pro-blèmes particuliers de conversion industrielle - auxquels est confron-

tée cette zone frontalière, souligne l'« intérêt certain » qu'une réponse ter. L'engagement conjoint de PNIC par trois Etats membres de la CEE reste pour l'heure unique C'est la raison pour laquelle Bruxelles attache une attention parriculière à cette initiative.

L'objectif est de créer un « parc International d'activités » de 450 hectares sur d'anciennes friches industrielles de la sidérurgie afin de generer 8 000 emplois en dix ans, dont 5 500 en France. Parallèlement à l'accélération du désenclavement routier et ferroviaire, il est prévu de doter le pôle d'un centre de services communs aux entreprises ainsi que d'un collège universitaire technologique européen.

Une enveloppe de 1,116 milliard de francs sur dix ans est nécessaire. La moitié de cette somme pourrait être financée par le FEDER (Fonds européen de développement régio-nal). Une réponse est attendue pour

JEAN-LOUIS THIS.

4 JOURS POUR DÉCOUVRIR LES NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS **QUI FERONT L'ÉLECTRONIQUE** DE DEMAIN...

• La seule manifestation internationale de cette envergure en Europe en 1986.

Un panorama complet des demiers développements technologiques.

- equipements pour semiconducteurs, circuits
- intègrés et circuits hybrides, - fabrication de circuits imprimés de
- tous types, - montage et mise en œuvre de composants
- électroniques, nouvelles techniques de montage

- en surface (C M S/S M T), - équipements de contrôle et de tests.
- Deux conférences internationales exceptionnelles "WAFER FAB 86" - "CMS 86"

PRONIC86

18/21 Novembre **PARIS** Porte de Versailles

Lieu : Paris - Parc des Expositions de la Porte de Versailles Hall 7 (niveaux 1 et 2)

Heures d'ouverture : 9 heures à 18 heures.

Prix d'entrée : 110,00 F* (cartes permanentes)

Catalogue officiel: 50,00 F (envoi franco 70,00 F)

Navette gratuite permanente : entre la porte principale A du Parc des Expositions et l'entrée du Hall 7 (voir plan)

Organisation S.D.S.A.

20, rue Hamelin - 75116 PARIS Tél.: (1) 45 05 13 17

Télex: 630400 - Télécopie: (1) 47 55 05 19

Invitations gratuites disponibles chez vos principaux fournisseurs habituels d'équipement.

Environnement

Après l'incendie des entrepôts Sandoz

La pollution du Rhin prend des proportions alarmantes

En Allemangue, les responsables des länder de Rhénanie-Palatinat et de Rhéna-nie du Nord-Wesphalie ont multiplié les

consignes de sécurité à l'intention des

Plus d'une semaine après l'incendic des entrepôts de la firme pharmaceutique Sandoz, la pollution du Rhin prend des proportions alarmantes. Selon l'Office de l'environnement de Bâle-Campagne, entre 10 et 30 tonnes de produits chimiques — essentiellement des insecticides et des fongicides à base de mercure, se sont déversés, contaminant gravement le fleuve qui charrie des tonnes de poissons morts. La colère groude le long du Rhin, dans lequel une partie des pays riverains puisent leur eau potable. Cinq mille per-sonnes ont défilé, samedi 9 novembre, dans les rues de Bâle pour protester contre Sandoz, tandis que le lendemain des responsables de la firme ont été pris à partie au cours d'une conférence de presse par quelque sep cents manifestants.

de notre correspondant

En bons citoyens helvétiques, les Bălois n'avaient pas cédé à la pani-que et s'étaient sagement conformés aux consignes rassurantes prodi-guées par leurs édiles immédiate-

ment sprès l'incendie qui avait ravage, le le novembre, des entre-

pôts du groupe chimique Sandoz. Depuis lors, ils ne se sant pas

départis de leur calme, mais, comme

dans les pays riverains voisins, une

certaine grogne a fini par gagner la

population quand il est apparu que les conséquences de l'accident sont

beauenup plus graves qu'un ne

Près de dix mille personnes ont donné libre cours à leur colère en

défilant samedi 8 novembre dans les

rues du centre de Bâle. « Nous ne voulons pas ètre les poissons de demain! », proclamaient des bande-roles, par allusion à l'hécatombe qui

s'est produite dans les caux de Rhin.

« Tchernobàle », affirmait d'autres pancartes en un raccourci révélateur de ce changement d'état d'esprit.

Soutenue par les écologistes et des partis de gauche, la manifesta-tion a rassemblé un grand nombre de jennes et surtant d'écoliers, qui

en avaient pris l'initiative. Le jour de l'incendie, après avoir invité la

population à rester chez elle, les

autorités avaient finalement décidé

de maintenir l'horaire des cours,

Les enfants, s'est exclamé un de

leurs porto-perole, ont été utilisés pour tranquilliser l'opinion. Plu-

sieurs orateurs nnt réclamé la démis-

sion de deux membres du gouverne-

ment du canton de Bâle, en raison de

Mais c'est surtnut l'industrie

chimique et pharmacentique qui s'est trouvée au banc des accusés.

Certains intervenants sont allés jusqu'à exiger le déplacement de ses

usines de l'agglomération báloise. A

la fin de la manifestation, quelques

pris au siège de la société Sandoz. cassant des vitres à conps de pierres

et barbouillant ses façades de slo-

gans. La police s'est cependant abs-

A Thonon-les-Bains, la même jour, la gendarmerie annonçait

qu'un condensateur situé à Dou-

vaine (Haute-Savoie) - à deux

explosé à la suite d'un court-circuit et avait même commencé

à prendre feu. Un litre de pyra-

échappé mais a pu être récupéré

et envoyé sur-le-champ au cen-tre de traitement spécialisé de Saint-Vulbes (Ain), géré par la

même la population est saisie d'inquiétude : une enquête publi-

que vient d'avoir fieu pour un projet d'extension de l'usine Tredi, seul centre en France

capable d'incinérer la pyralène

et, surtout, de décontaminer des transformateurs entiers dans son

autoclave ultra-moderne. Face à l'afflux toujours plus grand des

appareils à décontaminer, la Tredi e besoin de construire un

second four. Le préfet de l'Ain prendra sa décision dans un détai

de quatre mois, au vu du rapport

du commissaire enquêteur et de

Mais voici qu'à Saint-Vulbas

sse – avait

populations. Déjà, l'eau a été rationnée en certains endroits, alimentés désormais par des camions-citernes. En Alsace et dans le pays de Bade, la situation est moins critique. Car, comme l'a précisé le ministre français de l'environnement, M. Alain Carignon, « l'eau potable est puisée en profondeur et loin du Rhin ». Des mesures sont cependant prises chaque jour pour contrôler l'ean de cette région, a ajouté le ministre, qui a envoyé sur place une mission pour évaluer les conséquences de « cette catastrophe écologique » sur la flore et la faune mais anssi pour tenter de les corriger au plus vite.

An Pays-Bas, où la « rague mortelle » est arrivée dans la soirée du samedi 9 novembre, l'organisme gouvernemental des caux a invité les stations de pompage à cesser leurs activités durant les quatre prochains jours, affirmant que le taux de pollution allait angmenter d'un facteur trois par rapport à la normale au cours des prochaines quarante-huit heures. Pour éviter que la pollution ne se répande trop, il a été décidé de fermer certaines écluses mettant en contact d'autres voies d'ean avec le Rhin. Enfin, une usine chimique néerlandaise, Akzo-Chemie, située près de Rotterdam, a relaché accidentellement 50 mètres cubes d'eaux résiduelles contenant des produits dangereux qui devraient affecter le port Juliana de Dordrecht.

Bāle-Campagne a hui-même reconnu que « l'étendue et la portée de cette pollution ont été sous-estimées » tant par la société Sandoz que par les antoritées au moment du sinistre et dans les beures qui l'ont suivi. Office évalue entre 10 et

30 tonnes le volume des produits chimiques échappés d'un bassin de rétention qui se sont écoulés dans le fleuve. Les analyses ont confirmé qu'il s'agissait en grande partie d'insecticide, mais aussi d'un fongicide à base de mercure.

La plupart des experts sont formels: le cours supérieur da Rhin est en train de subir une catastrophe sans précédent. En Allemagne fédérale, l'association des pêcheurs du Bade-Wurtemberg redoute une des-truction totale de la faune aquatique et de l'écosystème entre Bâle et Karlsruhe, A Bâle, l'inspecteur de la pêche, M. Walter Herrmann, est d'autant plus amer que le fleuve commençait à revivre après des années d'efforts et surtout depuis que les industries chimiques avaient renoncé à y déverser leurs déchets.

Cette année, il avait bon espoir de voir trente mille jeunes saumons, lâchés dans le fleuve en 1981, reve-nir frayer pour la première fois. Ironie du sort, il y a deux ans, la Gazette Sandoz, journal publicitaire de l'entreprise, avait consacré un article élogieux à l'inlassable labeur de M. Herrmann sous le titre : « Les « poissons nobles » reviennent dans les eaux redevenues plus propres du

Aujourd'hui, M. Herrmann voit ses espoirs s'effondrer. - Le Rhin est mort =, constate-t-il désabusé. « Il faudra interdire la pêche pendant au moins deux ans et compter près de dix ans pour éliminer les concentrations toxiques. Tout est à refaire. » A Bâle comme en Allemagne, l'inquiétude de la population se teinte encore d'une charge émotionnelle, le Rhin et la forêt ayant de hardt Gohner, dont les propos ont tout temps occupé un place à part été rapportés par le quotidien Bild, à la Suisse et à l'entreprise concerdans l'imaginaire des peuples ger- il n'est pas exchu que Bonn réclame née. maniques. Un récent sondage a canfirmé que l'environnement demenrait le principal souci de 50,9 % des Suisses allemands, mais de 13,7 % seulement de leurs com-

depuis l'an demier, ne peut se

faire que très lentement. Il y aura donc de plus an plus d'incidents,

au fur et à mesure du vieillisse

ment de ce parc. Il faut espérer

que, à chaque fois, le pyralène

restera segement dans son bac

de rétention et qu'il n'aura pas le

mauvais goût de produire de la

dioxina comme à Reims ou de

musarder sur une route nationale

deux millions de francs pour

l'immeuble vidé de ses habitants depuis avril 1985. Le «plan de

décontamination » est prêt et

n'attend plus que des signatures officielles. Les anciens résidents,

s'ils veulent réintégrer leurs

appartements, devront s'armer da patiance. L'immeuble de

Bighampton (Etat de New-York)

qui avait été évacué il y a plu-

sieurs années n'est toujours pas

réoccupé. Et l'ardoise se monte aujourd'hui à 29 millions de dol-

ROGER CANS.

A Reims, précisément, en piétine toujours. EDF a déià dépensé

comme à Villeurbenne...

A Bâle, une partie de la population ne dissimule pas son animosité à l'égard de l'industrie chimique et des auturités. Dimanche matin 9 novembre, un débat public orga-nisé an théâtre de la ville avec des représentants du gouvernement et de la société Sandoz a rapidement tourné court. Vivement pris à partie par l'assistance, aspergés d'ean du Rhin et bumbardes d'anguilles mortes, ils ont été contraints de battre en retraite et de s'échapper par une porte dérobée.

Les autorités et le groupe Sandoz ont beau promettre un renforcement des mesures préventives et de sécurité, ainsi que l'amélinration de l'information transfrontalière, une frange de l'opinion n'entend pas en rester là Déjà, la gauche a demandé une session extraordinaire du Parlement de Bâle-Ville pour tirer les conséquences de cet accident. De son côté, le Parti socialiste a proposé

d'enquête neutre et la création d'un poste d'inspecteur cantonal de la chimie. C'est done un débat sur la présence et l'avenir d'une forte concentration d'usines chimiques dans le région báloise qui est en train de s'instaurer. Pendant ce temps, les respons

la constitution d'une commission

bles helvétiques s'efforcent d'apai-ser les critiques et l'inquiétude de l'étranger. Le président de la Confé-dération, M. Alphonse Egli, vient d'exprimer ses « profonds regrets » dans des lettres personnelles adressées aux ministres français, allemand et néerlandais de l'environne ment, les assurant qu'ils seront régulièrement tenus au courant du déroulement de l'enquête et de l'évolution de la situation.

JEAN-CLAUDE BUHRERL

Reproches à la Suisse

La colère gronde. Il n'est pas un pays riverain du Rhin qui ne criti-que l'attitude et les lenteurs de la Suisse face à la pollution acciden-telle du Rhin causée par l'incendie d'entrepôts de la firme pharmacentique Sandoz. Les associations de défense de l'environnement comme les gouvernements se sont mobilisés pour demander des comptes. Pour les Pays-Bas, une réunion des ministres de l'environnement des pays riverains du Rhin devrait être convoquée rapidement pour s'interroger sur les suites de l'accident, mais aussi pour discuter de la mise en place d'un meilleur système d'alerte à la pollution et de normes de sécu-rité plus efficaces dans les usines

En Allemagne, la commission de Bundestag chargée de l'environne-ment devrait se réunir très prochainement pour évaluer les suites à donner à cette affaire. Si l'on en croit l'un des membres, M. Reindes indemnités à la société Sandoz. Car, au-delà des atteintes à la faune et à la flore du fleuve, vingt-cinq mille personnes ont été touchées en Allemagne par les restrictions d'ean potable. La RFA reproche en outre au gouvernement suisse de ne pas avoir appliqué à temps le plan d'alarme du Rhin. Elle demande sa révision, tout en regrettam que les efforts entrepris pour essayer d'assainir ce fleuve poubelle soient rednite à néant.

Mêmes préoccupations en France, où le ministre de l'environnement Alain Carignon, a regretté « que la Suisse ne soit pas signataire de la directive Seveso et qu'elle ne soit pas liée, comme la France et l'Allemagne, par un accord de réciprocité d'Informations et d'Interventions qui nous permettent d'être effi-caces ». « Il faudra, a-t-il ajouté, plusieurs années pour surmonter cette catastrophe écologique, et je

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTES

(2) Produit de la récente augmentation de capital actsellement placé en SICAV CT et en attente d'investissements.

SITUATION AU 30.09.86

As passiff, his promies fleshield Comards Postava sa chiffred & 31.454 militions de france et les comptes d'assi-tations Financières à 258.569 militiers Cremble totalisent 255.613 millions de

les ordinaires débiteurs de la Capable à 39.881 maiore de trans.

GROUPE CFAO

La CFAO vient de prendre le contrôle da NCCIE (Nouveau comptoir caralbe d'importation et d'exportation), exclusif Toyota et Opel en

Déjà présent à la Réunion et vens de conclure récomment des accords en Polynésie française, le groupe CFAO intensifie ainsi son implantation dans les DOM-TOM.

Le Monde **PUBLICITÉ** FINANCIERE

Renseignements: 45-55-91-82, peste 4330

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principant postes sujets à variation

(en milions de francs) ACTE 1) OR et CHÉANCES SUR L'ÉTRANGER 424 792 Or 200 OHE nibilités à vus à ECU

Avences au Fonds de sta-blisstion des cheoges 2) CRÉANCES SUR LE TRÉ-SOR Concours au Trésor public 3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFI-NANCEMENT 113 738

Effats accomptie 71 988 4) OR ET AUTRES ACTES DE RÉSERVE A RECE-YOR DUFFCOM E) DIVERS

PASSE 1) BILLETS EN CIRCULA-TION 211 278
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS

3 COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC

4) COMPTES CRÉDITEURS

DES AGENTS ÉCONOMI-QUES ET FRANCIERS ... 92917 Comptes contrants des établissements astroints à la constitution de réserves 5) ECU A LIVRER AU FECOM reserve de réévalua-

TION DES AVOIRS PUBLICS EN OR 230 215 7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE 3 729 S) DIVERS

LONDRES

Big Bang : la City fait des heures supplémentaires

Après avoir sacrifié une première fois une partie de leur sacro-saint week-end, il y a trois semaines, pour la répétition générale du Big Bang, les bour-siers de la City étaient à nouvezn à pied d'exevre samedi dernier, cette fois-ci pour tenter de réparer les dégâts de la « grande explosion - da 27 octobre.

Ce jour-là treize minutes exactement avant l'ouverture des marchés, le système informatique ultra moderne que la Stock Exchange s'apprétait à inangurer readait l'âme, submergé par les demandes de courtiers impetients.

Depuis, les pannes se sont multipliées, et les boursiers tentaient samedi de résorber le retard accumulé au cours de la quinzaine écoulée : plus de cinquante mille transactions n'ont encore pu être enregistrées par le nouveau système.

Mais, malgré ces ratés, il semble que l'informatique entre dans les mœurs plus rapidement que prévu. Contrairement aux mions qu'elles avaient affichées, plusieurs firmes impor-tantes ont renoncé, la somaine dernière, à veoir autour de la corbeille pour effectuer leurs transactions per ordinateurs.

. .

Certains courtiers, en ne plaisantant qu'à moitié, suppèrent déjà de transformer le bâtiment qui abrite la Bourse de Londres en restaurant... on en patinoire, - (AFP.)

CHANGES **PARIS**

Dollar : 6,69 F 4 Dans des merchés très calmes dollar a baissé kindi 10 novem bre pour coter 6.8950 F (contre 6,7360 F vendredi) et 2,0520 DM (contre 2,0642 DM). Le movement s'est acciliré sur la rumeur circulant à Tokyo de la démission de M. G. Shutz, secré-taire d'Esst américain. Déprimés par les déclarations Lawson, la livre sterling s'est vivement redressée (1,4385 dollar pour 1 livre, contre 1,4280 dollar).

FRANCFORT 7 nm. 10 nm. Dollar (cn DM) . 2,8642 2,8528 TOKYO 7 per. 10 nor. Dollar (ca years) .. 163,30 162,65 TOKYO MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

INDICES BOURSIERS

(INSEE, home 100 : 31 dec. 1995) - 600r. - 7 mm. Valence françance . 144,6 Valence françance . 118,6

C'é des agrects de change (Base 100 ; 31 dic. 1981) Indice général . . . 375,4 375,3

NEW-YORK Industrielles 1391,59 1384,67 LONDRES

(Indice - Financial Times-) 6 mov. 7 mo Industrielles 1383.9 1317,2 Mines d'or 291,5 Foods & East \$3,10 TOKYO

7 nov. 10 nov.

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 7 novembre Nombre de contrats: 21 436 ECHEANCES Nov. 86 Dec. 86 | Mars 87 | Juin 87 106.80 107.36

AUTOUR DE LA CORBEILLE

ROYAL DUTCH: LA en recul de 3% pour le premier DÉCEPTION. - Les milieux financiers out été très déçus par le résultat du groupe pétrolier anglomériandais pour le troisième trimestre. Quand les pronostics fai-saient état d'un bénéfice net compris entre 600 et 300 millions de livres, colui-ci n'atteint que 525 millions de livres (+ 19,6 %).

RHONE-POULENC: NOU-VEAU RECUL DU CHIFFRE D'AFFAIRES. - La baisse de dollar continue d'affecter le chif-fre d'affaires du groupe, qui, déjà

semestre, marque pour les neuf mois une baisse de 6,1 % (à strueture comparable).

GIGADISC EN REDRESSE-MENT JUDICIAIRE. -- En ces-satinn de paiement, la société Alcatel Thomson Gigadise (ATG) a été mise en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Nanterre. Des contacts ont 616 pris avec d'éventuels partenaires, qui pourraient déboucher sur un accord de reprise avant la fin de accord de reprise avant la fin de l'aunée, sasure-t-on chez ATG.

FAITS ET CHIFFRES

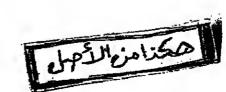
e La sûreté sérienne coûtere 3 ou 5 francs. — La taxe de sûreté, qui sera prélevée à partir du 1° janvier 1987, sur les passagers des compagnies aériennes sera, en définitive, de 3 francs pour les vois domestiques, et de 5 francs pour les vols internationaux, e annoncé la ministère des transports. Cette taxe, incluse dans la prix du billet d'avion, incluse dans le prix du billet d'avion, devrait permettre aux compagnies de recuellir 100 millions de france per an qu'elles reverseront à l'Etat. Ces fonde serviront à équiper les aéro-ports français en apparaits de détae-tion des armes et des explosifs, ainsi qu'à les aménager pour aéparer les flux de passagers.

e Un commissaire de police à la tâte de la FGAF. — Lors de son congrès à Créteil, le Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF) e élu, le 5 novembre, à sa présidence M. Jean-Pierre Gualezzi,

commissaire de police, membre de la Fédération autonome des syndicate de police (FASP). Principale force syndicale du monde policier, la FASP avait rejoint la FGAF en 1985, dans avait rejoint la resAF en 1985, dans une logique de « désenciavement » du syndicalisme policier, ce qui lui permet d'être la soule force syndicale policière représentés au conseil supé-rieur de la fonction publique.

sieur de la ronction publique.

Succédent à M. Louis Perignon,
qui part à la retraite, M. Gualezzi a le
même âge que sa fédération : quarante ans. Ancien commandant de
CRS, récomment promu commissaire de police après un passage per le Conseil national de prévention de la délinquance (CNPDI, c'est un proche de M. Bernard Deleplaca, secrétaire général de le FASP. A l'issue de son congrès, la FGAF a proposé aux six autres fédérations de fonctionnaires un « front congres». un « front commun » pour riposter aux projets de M. de Charatta, visant aux projets de M. de Charatta, visant au « démantèlement du sarvice

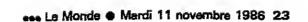


Plus d'une semaine après l'accident, la polintion du Rhin preud des patriotes d'expression française, Land out the selection of the selection proportions de plus en plus alar-mantes. L'Office de protection de chômage et le terrorisme. DE FRANCE Encombrant pyralène Salué il y a trente ans comme un progras dacisif dens le domaine de l'appareillage électri-Le 31 octobre 1986, la valeur liquidative de la SICAF «Valeurs de France», société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 341,62 F (341,87 F le 15 octobre). En ettendant, l'inventaire du que, la pyralène est aujourd'hui impitoyablement pourchassé. A la même date, l'action de Valeurs de France cotait 340 F. perc des appareils électriques refroidis eu pyralàna continue. L'ACTIF DE LA SICAF ÉTAIT COMPOSÉ COMME SUIT: A Rennes, la préfecture de la Au dernier pointage, on en serait à environ 150 000 eppareils - Obligations: 16,62 % - Titres intermédiaires (1): 23,65 % région Bretagne a annoncé, vendredi 7 novembre, que des pour-suites pénales allaient être engaracensás, dont quelqua 80 000 trensformateurs (qui - Actions: 29,88 % - Disposibilités (2): 29,85 % gées après la pollution de l'étang de Via, près de Redon (Ille-et-Vilaine), qui serait due à des dizaines de litres de pyralène). Leur suppression, prévue depuis 1975, et rendue obligatoire dans (1) Titres participatifs, certificats d'investissements, bons de souscriprejets d'une entreprise spécialisée dans la reprise des transfortouta l'Europe communautaire

a solution au 30 septembre 1986 s'abbits à 717.741 mai lions contre 702,488 millions

A l'actif, les comples d'assintines Francères d'élèvent à 243.225 mi-lions de trancs, les Crédits à la clientère à 252.181 millions de trancs et les correp-

CREDIT LYONNAIS





	BO	URS	EI	E	PAI	RIS			-, ,,					_	7 N	M	FN	1BR	E Cou	rs relevés 17 h 32
j	Couper VALEU		ier Demier cours	*		-		R	gleme	nt n	nens	uel			* 1		VALE	spe Coms Po	mier Denier	-
.	1708 4,5 % 1973 1445 C.N.E. 3% 1186 B.N.P.T.P.		1630	- 121 Compan	VALEURS	Cours Premier priories cours	Dernier 9		VALEURE C	ers Precis	Derrier		VALEUR	Cours a	ternier Denier	× 5	4 Driefoncein	Cad - 100 16	01 30 101 30 01 591	+ 130 + 068
	1200 C.C.F. 7.P. 1200 C.C.F. 7.P. 1146 Créd. Lyun. 2666 Electricie 7		4460 1175 1234 1150 2805 2100 2108 1354 1375 438 2048 1820 570	+ 0 42 Salina - 128 - 0 86 2210 - 0 22 4000	Demari S.A			70 74	Menertiis!	old. com	0 27 70	- 287 780	Schneider +		595 590	- 086 25	Eastman K	actair 430 45 38	25 50 415 17 70 38 70 25 325	- 348 + 184 + 093
	2100 Remedi T.P 2005 Rhoss-Poul 2420 St-Gobers T 1370 Thomson T.	2135 2120 LTJ 2110 2106 LTJ 1370 1364	2100 2108 1354	- 183 266 - 022 880 - 116 2180	Dety # Dév. P.A.C. 9.8 D.M.C.	. 4125 4125 285 266 541 540 2360 2365	4136 + 6 286 + 6 540 - 6 2375 + 6	18 2150	Martin	5 60 371 8 1770 7 2069	371 1795 2070	- 122 83 + 026 450 - 081 555	SCOA SCREG	83 70 488 585	404 404	+ 059 24 + 163 43 - 051 43 + 083 36	O Food Moto	396 60 2	233 57 457 38 399 76 20 77	- 084 + 0 10
	1370 Thomson T. 410 Accor 1970 Agence Hen 1720 Ag. Henes C 735 Al-Liquide	7. 1390 1275 438 439 65 2033 2045 C.L. 1820 1820 673 680	1375 439 2049	- 107 1909 1330 + 078 2860	Denne # Emax (Gén.) Esco #	14400 14000	1782 - 1 1328 - 1 3089 + 0	11 1900 45 435	Michelin 231	5 2340	1795 2070 2520 2520 2340 1568 443 820 0 35 50	- 117 465 + 107 1630 - 075 510 - 044 900	Seb & Seigner S.F.I.M. S.G.E. Signan Sec. B	1740 1 71 520	568 552 484 484 754 1754 71 40 71 10 520 520	+ 0.83 + 0.80 + 0.14 - 0.14	Genstr	83 50 5	3 50 85 50 12 . 522	+ 065 + 227 - 132
	1830 Alcetel 1810 Air. Sopera		670 2081 1949	0 44 310 0 305 2200	Electro-Finan Ell-Aquitaine — (certific.) Finado & Finan		975 - 0 313 30 - 0 301 + 0 2500 +	22 36 36 2250	Midend St. S.A. 44. Life, Salety (Ma) M.M. Penerroye Mot. Larry-S 1; 25		620 35 50 2222	- 4 05 360 + 0 92 1210	Sieco-LLP II. Sierrer (L) Stan Ressigned	632 361 1220 1	531 530 361 50 361 50 200 1200	- 047 + 013 - 163	Gen. Neben Gen. Neben Geldfields	B 500 B	61 491 65 506 64 86 80 61 30 41 30	+ 207 + 1 + 528 - 154
ļ	390 ALS.P.L. 320 Aisthon it 275 America it 275 America it	1949 1948 377 375 305 306 307 2008 2020 197 295 295 307 1115 1186	1949 375 315 2020 50 293 50 1300	- 0 63 5150 + 0 27 465 + 0 54 3160	Essilor Essa B.A.F. * Essairance	.] 198] 408	3260 - 0 452.50 + 0	30 63	Having Minner . 108	5 863 0 7041 2 183 1	1047	+ 130 885 + 153 215 - 0.55 2030 + 0.60 415	Simines	896 8370 488 585 480 1740 1 71 520 229 632 1220 1 886 2230 2 405 1 357 1 340 1 1340 1 1340 1 1340 1 1350 514 436 1 1350 2 1518 1 1360 1	829 829 830 831 50 361	+ 022 - 049	is starmeny is Heachi	87 50 39 56	56 70 67 50 59 06 39 06 6 856	- 125 + 058
	1540 Am. Entrup 1200 Amons Den 430 Ball-Equipes	2365 1012 mult 1115 1186 m. 491 492	1300 - 1755 - 485 -	- 0.50 1300 - 4.75 2900 - 4.48 - 0.61 1390	Euromarché Europe et 1 🛧	\$140 3096 1389 1375 2800 2800 784 787 1500 1499	3100 - 1 1376 - 0 2816 + 0 810 + 0 1488 - 0 1050 - 0 1831 10 + 1 247 + 1 331 - 0	53 490 51 1010	Normales Sel. 61 Occident (Gin.) 100	0 450 0 500 0 978		- 2 17 1330 - 175 1320 - 1 840	Source Paper Source Paper Source Spin-Ranguol	1367 510 1340 1	387 1367 790 790 340 1345 850 850	- 246 + 037 + 215 - 038 + 283	imp. Chem is less. Limit	icel . 102 60 10 nd . 84 50 . 834 83	12 30 102 30 16 80 86 90 12 820	- 029 + 163 - 167
	1070 (Self-Investig 1080 (Sin Bengaire 500 (Sezar HV.	1066 1080 509 018	1060 1085 516	- C 18 1 105	Fichet basche . Finantel Finantel	1506 1498 1060 1050 283 90 293 161 161 244 245 332 331 1100 1100	1050 293 - 0 183 10 + 1	30 162 470 24 3480	Orte-Paris 146 Olde-Ceby 16 Opti-Parises 48		0 483 10	- 0.55 340 - 1.04 525 + 1.04 2720	Synthetico &	514 350 570	512 512 353 360 579 573	+ 052 7	6 Metrophic	158 10	71 371 80 20 160 72 60 73	+ 027 + 126 + 138
	495 Bégiin-Gay 425 Bargar (Min) 800 Bic	509 018 485 70 501 432 450 626 624 1400 1400	480 4 624 -	1 1 27 160 1 147 240 1 0 48 340 0 10 1000	Francesep Francesep Francesep Francesep Francesep	1100 1100	1115 + 1	30 840 50 1120 53 1320	Paris-Résecono 72 Pechelbone	8 1320	1220	+ 483 425 + 081 100	Tid. Bact Thomass-C.S.I Total (CPP) - (certific.)	1526 1 436 99.80	1525 434 89 98 80	- 01/ 70 - 006 66 - 045 24	6 Nobil Corp	M 734 7	26 726 12 732 10 250 15 565	- 054 - 027 - 076 + 089
	460 B.I.S. 230 Biscult (Gén 230 Bongrain S.) 280 Bongrain S. 170 B.S.F.		2400 2230 1280	365 300	Gercogne Géogleysique Gertand	965 836 368 375 267 295 1545 1545 499 502 661 663	276 + 1 285 - 0 1546	1000	Propert S.A 108	1 60 149 1	1013 0 .148 10 1100 0 .35 80	- 0 19 2700 - 1 58 756 + 0 91 1240 - 5 03 1530	UFR UIC UUF	890 1230 526	700 702 (23 1423 (31 631	+ 173 3 + 099 12 + 079 +	4500 Hestif B North Hyd	34900 3 128 50 1	4950 34950 27 70 127 70 17 197	+ 0 14 - 0 62 - 0 25
1	100 Cumud 800 Cumiou 200 Carino		3625 - 2406 +	1 300 - 0 43 2720 - 0 41 770	GTM Entrepose Guyanna-Gas. # Hischarge # Hissin & al	244 245 332 331 1100 1100 965 936 388 375 287 285 1545 1545 498 502 661 663 2860 2860 771 782	942 - 2 276 + 1 285 - 0 1545 - 0 678 + 0 678 + 7 2625 - 0 782 + 1 60 10 - 0	57 1610 94 796	Pollet 168 P.M. Lablest 92 Pressure Chi 254	1 1673 5 970 1 2620	1673 965 2620 1870 510	- 0 47 580 + 3 24 880 + 0 10 510	ULS UCR # United Valde	2112 2 890 1 1230 1 626 1 1068 1 572 920 508 79 20	520 520 520 520 521 50 361 50	- 297 148 - 297 45	4 Philips	128 70 13	10 1458 18 50 484 10 130 10	- 141 - 030 + 108
	980 Cusho ADJ 840 C.C.M.C 270 Cushin 710 C.F.A.Q	P 1748 1760 820 811 1180 1151 1756 1796	1151	109 790 246 4200	imical imm. Piging-M. imm. Miriams	60 70 60	ONE S . E	98 1570 58 630 24 480 1790	Printed Sic. 167 Printeger 01 Printerpor 52 Promodis 189	013		- 0 11 80 - 0 58 5420 - 1 53 770 + 0 26 850	Unibell Valde Valdersc V. Clicaste? Via Banque Si Cabos	79 20 5550 750 821	78 10 78 30 730 735 826 826	+ 0 12 50 	D Randfoste	575 57 600 56	2 506 72 586 34 584 85 50 66	+ 059 - 173 - 1 + 075
	450 C.F.D.E. 180 C.G.I.P. 290 Chargous S 80 Chies-Child	461 465 1127 1116 A. 1360 1368 L. 58 60 59	1116 +	404 720 130 1680 - 097 1000 - 007 1830	intertectrique L. Lafetyero Lata, Raifon	4040 4050 710 708 1515 1545 1085 1108 1890 1520	4050 + 0 708 - 0 1580 + 2 1108 + 1 1320 + 1 1319 - 2 1650 + 1	31 280 93 905 53 155	Promodis 188 Promout S.A. tr. 24 Radiotacho 81 Refl. Dist. 7col 15	0 840	839 0 151	- 186 + 294 - 137 375	Amer, Express	398	58 30 85 30 600 400	+ 024 + 050 21	St Heleca (Schlesber Shall trans	20 89 50 9 20 231 2	90 50 90 50 98 229	+ 111
- 1	585 Club Midde	r. 723 715	710 -	1 1300 - 0 96 1660 - 0 10 4600	Laferge-Cappée Labou Lagrand	1025 1106 1890 1920 1857 1920 1820 1530 4896 4820 1350	1319 - 2 1650 + 1 4896	97 1440	Radosta (Le) ± 230 Roumai Udal . 142 Roumai C.N.L. 93	5 238	2270 1376 930	- 130 155 - 350 84 - 064 485	Amer. Telepis. Anglo Arear. C. Amguid BASF (Airt)	487	87 10 87 10 87 10 87 10 81 488 815 905	- 106 + 276 225 + 020 14 - 186 17	Siemens A	6 2315 225 138 50 13	0 2295 7 137 84 90 164 90	- 082 - 106 + 179
	236 Codetal 406 Coloray 560 Color 210 Compt. Entr	236 236 408 407 1080 1060 upr. 199 90 189	407 90 + 1057 -	004 1290 046 936 2 12 586 3 86 1120	Locabul Immols. Locafrança Locafrança	922 923 630 633 1129 1120	.946 + 2 .841 + 1 1121 - 0 .995 - 0 .750 + 5	4670 28 285 74 2940 70 725	Sucia	289 5	4660 229 50 3000	- 0.43 870 + 0.17 940 + 2.38 113	Bellstefant. Chang March.	1000 123 248 50	125 125 50 128 244	- 090 2 + 203 137 - 101 26	Donte Co	rp 24 40 2 1425 146		+ 204 + 286 - 033
	660 Compt. Mind 250 Cold. Foucie 600 Coldt F. Iron 550 Coldt Nat.	653 658 1190 1175 6. 538 530 1526 1621 282 283	11771 - 630 -	091 940 158 750 055 1360	L. Vuitzon S.A & Luchnina Lyonn, Ener &	922 922 630 633 1129 1120 988 1000 710 750 1280 1385 186 184 50	996 - 0 750 + 5 1384 + 1 186 - 0	40 7519 63 7060 01 880	Salveyo	1680 1040 670 502	1650 1040 670 504	- 148 210 - 047 47 + 151 2550 - 098 43	Cie Pétr, Imp De Busts Destyche Back Dump Mines	225 50 49 2674 21 50 80	227 10 227 10 49 20 48 20 e 588 2588 48 50 86	+ 0.70 49 + 0.40 34 + 0.54 22 - 0.59 38	West Deep O Kerrar Core		14 520 18 368 19 250 12 322	- 0 13 + 2 04 - 1 79
ŀ	276 Crount #	282 283	1 282	550	mpt	ant w	631 - 3	45 710	Suplant (tia) 1 73	740	1740	+ 0 88 1 1270	Drappy had	11825 - 11	ond i	+ 050	1 1612-ratio Co	p 120	120 120	1
	VALEURS	% % one.	VALE		. Demin	VALEUR		Detailer bouce	VALEURS	Cours pric.	Detrier cours	VALEUR	S Cours price.	Derries cours	VALEURS		Detroins docume	VALEURS	Ocuse profe.	Darrier cours
	7% 1973	gations	Cisso Calada II. Cagli		1450 \$10	Most	29	170 96		gères 980		ARP.SA Alia Merakina Aspatal	449	1365 870 456	Descrip	2180	2070 2180 851 .	Medice	. 726 . 482	292 706 490
	8,80 % 77	. 12386 4076 . 10390 3186	Comples . Ca industri Comp. Lyon	450 1580 Man 501	466 3650 510	Options Options	339 175	338 176 193	Akan	432 190 1870	451 C	BLC.M. BLP. Balloning Tuchnology	1247	725 489 1233 1700	Erican Belied East. S. Dannet Espend	580 294 836	555 299 840 420	Paternals-R.D Pate Retains Paternals	. 233	1540 233 440
	8,80 % 79/94 3,25 % 80/96 3,80 % 80/87	107 80 1 923 106 30 9 736 106 22 0 870	CAP.		1160 2105	Origina Deserting Palata Morrospoli Parker CP	904	645 #37 #07	Amelica Reads Ads. Paterins Athed	35	6 27	Cables de Lycel . Cables de Lycel .	528 1010	535 1010 666	Guntali Guntali	715 409 86	715 410 865	Se Gebair Embaloge St Honord Medigmon S.C.G.P.M.	. 247	1106 1426 247 230
- 13	3,80 % 81/89	106 96 - 2 708	Child Gir. b Child Lyan Cr. Urmeral	100 902	236 716 285	Paris France Paris Collins Part, Fin, Goot, In. Paris Collens	295 10	312 d 300 - 750	Hoo Pap Especial Burgan Morgan	286	291.	Cap Gessiei Soger C.D.M.E.	3020 2300 -	3050 2350 - 772 242	Miniometre . La pri investa moi Loca investimenta	280 302 312	275 308 315	Sept.	1300 1	250 1101 1250 1560
1	5 % juin 92 4,60 % 64	121 20 10 400	Gridini Buthy S.A. Buty Agr. d De Dietrich	Lp 3300	468 3360 1750	Packing fort inc Plus Wonder Poor Haddinsk	176 86	176 50 860 910	B. Régl. Interest Br. Lumbert	35000 594 7780	95000 · 1 696 7770	C. Equip. Float	1472 570 re 129	1490 580 115	Manatan Marin Inspectation Michigan, Michigan	400 440 142	405 443 144	Suffres	281 326 1040 1	281 326 1045
1	1 % 64. 85 0,26 % marx 80 RT 12,75 % 89	11675 7836 10986 9774	Delplande S. Delplan Viel Older Rottle	A 1220 L Fis.) 1200 536	1221 1186 556	PLM. Forcher Professor S.A.	774 10 325 1529	178 325 829	Durt, and Eralt	352 44.70	1001 175	Date	5 222 80)	225	J MALB	} 718	718	Valous de France .] 340]	345
000	AT 10 % 2000 AT 9,90 % 1997 AT 9,80 % 1998	. 10975 4521 . 10920 9801 . 10570 7572 . 168	Bank Sere, Victoria Economics	1870	1385 1385 1845 580 410	Publick	183.86 1 . 405 176.80	050 198 405 194 d 180	Gia, Belgique Great Geap Goulyser	977 94 320	461 927 84 - 316	SIC	V (adiox	stion)					7/	11
8	18 Squat jaw. 52 18 Pallas 18 Sust	103.26 3.015 103.26 3.015	El-Artugu El-M. Labb Taulf-Broto	234 234 286 286		Reducto Corps Breato Fis.) Resport Fis Short	240 240 220	80 230 80 282 70 4	Green and Co	570 6486 438 170 700	265 55 20 482 d 171	YALEUR	S Emission Frain Incl.	Racket net.	VALEUR	Emission Frais jock	Ractust net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat
	2F 10,30% 86 , 2E 11,50% 85 , 2E 9K 86 ,	110 80 4480 100 10 4771	Europ. Accor Eturolit	2545	80 70 2500 3670	Solier	750 578	750 600 1349	Exhete	14 270 580 52 05	14:35 276 580 52:55	A.A.A	453 35 599 78	720 08 435 95 571 10	Rende	123r1 73	1291 73 25952	Parities Spatier Parities Spatier Parities Spatier Parities Robotto	111751	16405 02 575 55 1115 35 1615 28
ľ	281 10,80% dic. 86	1 12 10 1 9 412	Forma	250 826	252 476	Segn	270 307	200 ·	Mindred Research	46 50 2365 102	54 10 2386	AGF. SOOD AGF. SOOD	GP5 . 1170 88 860 89	54174 114211 54721 111655	Fraction Fra	778 45	257 84 750 44 80073 89 958 54	Planix Planetes . Plant Investion	270 52 742 80 861 61	268 27 708 93 961 61
-	VALEURS	prés. cour	Foot Lyes Foot Lyes	10) 520 pains 3620 515	525 3680 690	Santa-Fő Santa-Fő Santa-F	130	186 130 58 49 70	Clients Pathood Holding Plant Inc. Process Guestle	37 221 - 416 50 518	37 20 225 419 80 501	ASF. Olds	465 74 1152 85 685 83	1146 M5 652 32	Francisco	12189 31 1086 83 50707 77	12009 17 1086 78 89658 87	Pleasant of terms Pleasant J Pleasant Pooler - Phi/Associates	50169 52	71088 40 63985 93 50159 62 22020 08
1	Aches Pagnot	tions sa so	France I AJ		1100 178 373 50 o	Special Dang Specializate (A) Special Manhang	719	714 465	Rose Cy Ind	36 239 50 254 40	35 240 20 265	ALTO. Autilia	206 14 5320 15	213 18- 196 89 5078 90 720 54	Gueton Association Gueton Matalling . Gust. Prantments . Gust. Sall. Franco .	735 21 904 20	673.33 461.34	Province taxantins Quantz	541 71 104 98 167 67	517 15 102 39 105 19
١	Agacho (Shi. Fin.) A.G.F. (St. Cont.) André Reptière	1073 1075 8700 9000 224 220	From Peni	8 450 1200	1220	SEP. M. Saru. Equip. Villa. Seci.	242 80 754	251 86 40 190	Selpen	26 26 81 320	389 34 20 334	Activitate Section . Activitate	373 89 580 91 5137 98	355 74 015 18 5127 71	Housement courts Hasteness Epige	1274 86 1137 81	1274 95 1137 57 1377 88	Revenue Trimestale Revenue Vert Récot Plus Se francé Assoc.	1187 77 1045 71 14164 23	9045 40 1185 59 983 25 14083 75
1	Applic, Hydraul Achel	774.40 272 262	Giret Sun Giret G. Fa. Co	2200 296	2176	Sicolai Sicolai Sigh (Plant, Hévé	402 281 ni - 360	400 ' 283 50 350	SACF, Alciebolog Sporty Rand Swell Cy of Can Tagmaco	515 100	95	Argonadus Austric Austric Branch benefits	1372.79	386 55 c 1240 78 1332 81 444 57	Hausenson Europe Hausenson Penge Hausenson Obliqui	1903 27 1019 34 1309 24	982 50 1309 24	St-Hannel No-alment St-Hannel Capital St-Hannel Packings St-Hannel P.M.E.	10020 f3 510 61	9940 51 487 48 412 48
	Bain C. Minacco Banque Hypoth, Euc Dighin-Bay (C.L.)	407 86 460	G. Transp.	2700 M 485	3620 30 485 10	SARC Activity Said States Said Season	1110	54 50 1110 1900 313	Three Self	42 480 22.70	22 100	Bred Americans Joed Interpretation Copied Phys	2657 02 93 16 1648 29	2549 07 - \$133+ 1848 29	Processor Chipal Hodge LM.S.L	1232.28	1198.37 593.79	St-Honoré Renderman St-Honoré Renderman St-Honoré Technol.	1117657 1217681 889 47	11132 04 12116 03 967 75
I	RGL Shary-Coast RMP-Cl RMP-paracetts	487 90 600 485 465 386 400	. در این است. ار این است.	A 548 312 536	632 40 318 · · ·	Selection	\$86 156	885 171 1060	Vella Mastagne Wagane Lits West fland	900 900 20 90	763 980 20	Carlotte AGF Actor Columbia Constitute Constitute	832 39 386 84	794 59 371 95 121 17 83	led frampine	11795 48	13067 54 11308 36	Seltment Valor Sécurite Sécurite Sécurites	10679 57 441 91	12216 17 10868 79 421 87 10114 83
1	Mandistro Dan Harché Calif	3694 3860 880 851 879 876	installence Installence Installen	908 7900 580	900 7700 580	Southern Autorg	435.40 872 80.80	672 40	Hors Aurep	-cote	670 a	Cortes Codeter Onias Fascos	922 29 451 29 279 27	880 47 436 16 267 24	intervalents indust. invest cut invest Chilattala	\$49.20 14660 08 17688 75	14620 79 17633 \$1	Sicout teme Sicoular (Cardia 87) Sico-Association .	12311 77 777 36 1366 98	12220 12 765 86 1354 27
	Cantedge	263 250 390 390 10	Jacque	FCure.] 3580 218 801 103	46 220 991	Serfa.decr	1080	620 1050 624 1536 -	CEM. Cockey Copper	900 87 40 365 86	914 85 365 20	Criss legrobi Ories Presign Ories Presign	358 12	2510 50 621 82 341 88 13011 20	Japace	80766 26		Signature	792 80 348 86	572 44 765 66 339 52 520 13
1	CEGFig Control Myl	508 529 2670 2800 340 238	Lace-Special	les 820 1020 1020 820 1020 974 1020 900	40 300	Teltinger	350 530 528	625 629	Debois ins. (Casto.) Hydro-Essegis Hoogovere Mates Hed. (Kdow.)	900 324 250	800	Describution Describution Describition	962 88 965 98 247 93	813 73 1007 79 226 59	latina fatta Latina kratikia Latina Japan	200 54 200 58 201 63	223 75 248 73 287 95	Sheep Sheep Sheep Silver Silver	413 16 221 55	402 10 215 62 387 86 1204 61
	Carabeti CERUS Chemicoscy (M.)	740 770 1025 1010	Locate Chi	356	372 1800	Ushor	27\$0 6 10	2741	Maiss Pest, Manny	600	745 6	Decert-Selection Exercic Effects Sizer	1179 53	136 53 1162 10 11000 70	Latin-Orig Latin-Bard Latin-Tokyo	215 98 1134 67		SIR	1193.58	848 72 1159 82 500 50
I	Charges (M) C.I.C. Franc. del C.I. Musicino	280 251 426 466	Megasine	A 130	198 40 +	West	420 190 700	850 190 700	Spoker	234 380		Estrat.	257 73	243 53 243 53 2871 98	Ligo-Associations . Ligo-Institutionalis Linguiss	73252 52	25044 14 72527 05	Suppose	379 57 52601 86	365 85 50802 96 983 01
	Droits	22 45 CA	i stratota	460	460	change			rché lib			Epocart Scor Epogra-Associata Epogra-Colot Epogra-Colot Epogra-Inter	25134 80 7830 75 1428 27 745 74	25056 95 7551 63 1390 06 715 74	Their persions Michannis Marcial Institute Marcial	15\$ 16 450 94 5754 14	150 99 430 49 5764 14	Superior Sup	1264 07 406 58 1142 46 2261 71	1206 75 445 40 1109 18 5042 21 380 54
-	VALEURS	Cours Des	w MARC	HÉ OFFICEL	cours		S DES BILLETS	MON	INAIES ET DEVISI	S COURS	COURS 7/11	Epurges-Lang-Team Epurges-Ching Epurges-Ching	201 46 1186 31	504 37 1705 98 196 07 1142 06	Merdil	465.99 186.94 5396	43531	UAP hostin	113 18 457 88 1294 41 1426 08	113 18 436 91 1235 71 1368 10
ľ			ECU	6 1	. 9 425	9 732 9 5 825 325 250 319			en harrej		88000 88500	Epochig Epochig Estric	第19 19 5796 97	402 47 1316 65 3662 19 528 65	Hefo-Inter. Hefo-Oxigation . Hefo-Patintolo .	1096 98 542 95 1397 98	1067 62 528 33 1359 77	Uniques	2756 OT	928 37 1302 22 2640 58 2154 63
	i i i i i i i i i i i i i i i i i i i		320 I Dawnisk	(100 DI4) 1001) 1001) (100 lui)	1 15 140 1	15 720 15 222 940 275 46 730 E	200 16 10 296 500 30	Ficator Ficator	ppine (20%) spaine (10 kg	521 366 539	522 536	Escole Firs Feed Paramet	1068 17 27037 44	1004 15 26789 74 62948 08	Harin-Pleasments Harin-Resear Harin-Silvania	535463	175.35 5354.83	this thiston.	171 92 1544 15	171 82 1483 38 489 40
	Deside	233 22 256 26	4 Gounds-Br 645 Gallan (10)	1004) ntagno (E T) Calacimus	9 620 4 725	9 510 8 9 512 4 810	500 91 250 946 540	Sources	10 (20 %) 20 dallars	3115	501 641 3115 1600	Front Youngton Pend Valadoubs Frank Investige.	131 55	1115 72 12927 75 1082 83	Nation - Values	4831 87 1204 63		White	5955771 146161	92977 93 1490 16 77025 29
	For:	acription	States (10 States (10 States (10	Ok)	390 890	391 350 377 55 290 - 91	500 366 500 57 1001745	Place de Place de	10 dellers	1055 1255	3290 631	Francisco	282 31 1019E 09 5309 21	269 51 10097 12 5066 46	Oblican State Oblica Optionals	1145 63	11 14 87 881 97	a :	coupos détaci offert	bi
		.]]	Expegne (1	100 pat.) 100 arc.) can 1)	4 465 4 486 4 880	4 881 4 485 4 880	1857 5 15 1705 4 60 1860 9 15	Orlanda OrZenda OrHonda		410 St	400 40 400 50 400 85	France Generalis. France insulfac. France insulfac.	315.66 522.94 125.14	315 03 499 23 123 90	Control of Rescharge Count-Gentlers Parametricpe	530 t3	151 64 505 09	d :	droit détaché demandé prix précédent marché contin	
1			Japan (10				414	Agest la		37	\$ \$70	Sans (Highina	472.06	467 38	Personal	1991	1 75273	X:		

Le Monde

ÉTRANGER

- 2 à 3 La publication par le tien accordé par M. Chirac et la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze à Londres.
- 8 Akcérie : violentes manifestations d'étudiants et de lycéens à Constantine.

POLITIQUE

8 M. Mitterrand affirme la prééminence du chef de l'Etat et du Parlement.

9 La congrès du CDS.

SOCIÉTÉ 10 Après l'interview de M. Chalier

- Le procès de Georges Abdallah pourrait être retardé.

SPORTS

20 Voile : la Route du rhum.

CULTURE

11 La reconstruction de l'Opéra de Lyon.

12 Descente aux enfers, un film de Francis Girod. Communication.

ÉCONOMIE

- 21 Les abstacles à la libéralisa tion des échanges de services financiera européens.
- 22 Environnement : après l'incendie des entrepôts Sandoz, la pollution du Rhin prend des proportions alarmantes.

22-23 Marchés financiers.

	SERVICES						
	Radio-relévision 13						
	Petites annonces 15 et 16						
	Carnet 14						
	Métiforologie14						
	Mots croisés14						
	Loto, Loterie nationale14						
	Programmes des spectacles 13						

Le projet d'ordonnance de M. Séguin

Des dérogations sur le travail de nuit des femmes et le travail du dimanche

Promulguée le 28 février 1986, après de très vifs débats, la loi Dele-barre relative à la négociation col-lective sur l'aménagement du temps de travail, qui n'était soutenne que par la CFDT et la CGC, vit ses der-niers jours. Par la prie d'un sur des niers jours. Par la voie d'un projet d'indonnance qui devrait être pré-sente au conseil des ministres à la fin du mois de novembre, M. Philippe Séguin va lui substituer une nouvelle législation. Le projet d'ordonnance, qui a été communiqué aux partenaires sociaux le vendredi 7 novembre, s'appuie pour l'essentiel sur le seul accord de branche né de la loi Delebarre, à savoir celui de la métallurgie, signé le 17 juillet der-uier par les seules FO et CGC.

La loi Delebarre, qui avait pour but de mettre sin aux dérogations «sauvages» apportées an code du travail sur l'aménagement du temps de travail, admettait le principe de - favoriser un meilleur ajustement des horaires de travail aux variations d'activité des entreprises», mais à la condition impérative qu'un accord de branche préalable ait ouvert la voic à une adaptation de la ouvert la voice une adaptation de la réglementation. Avec ses quatorze articles, l'ordonnance de M. Séguin, qui n'entend privilégier ancun nivean de négociation, est d'une philosophie différente.

L'nriginalité du texte de M. Séguin est qu'il permet aux par-tenaires sneianx d'aménager le temps de travail en concluant des accords tant an niveau des branches qu'au niveau des entreprises — sans qu'un lieu de négociation prime sur l'autre nu le subordonne — dès l'ins-tant nù la nécessité d'une modulation des horaires sera justifiée économiquement et socialement. Comme dans l'accord de la métallurgie, l'horaire moyen servant de base à la modulation sur l'année est de trente-neuf heures, tandis que la limite supérieure de l'amplitu la modulation ne pent excéder quarante-quatre heures par semaine. Il est également prévu que, dans l'hypothèse où la durée moyenne de trente-neuf heures serait dépassée, les heures en excédent donneront lieu, après un bilan en fin d'année, à heures supplémentaires, - à un repos compensateur de 20 % et à une sanction pour non-respect de la législation sous forme d'une contre-

partie (à négocier). L'ordonnance de M. Séguin, pas n'institue une annualisation. Les eures supplémentaires continueroot à être calculées à la semaine et à être payées au mois, mais pour les heures comprises entre trente-neuf et quarante-quatre heures, il n'y aura ni majorations ni repos compensateur si elles sont compensées par des semaines de travail en des-sous de l'horaire légal de trente-neuf heures. Le texte établit également le principe général que dès l'instant où principe général que dès l'instant où il y a modulation des horaires, il devra y avoir, comme le prévoyait la proposition de loi de M. Fourcade, l'apprendra que le lendemain vers

une contrepartie prévue par l'accord (les partenaires pouvant jouer sur le repos compensateur, la réduction de la durée du travail et un temps de formation indemnisé, mais l'ordon-nance ne définit pas ces contrepar-

Il est également prévu que l'arti-cle L. 132-26 du Code du travail, qui permet à un ou à des syndicats ayant recueilli plus de la moitié des voix des électeurs inscrits aux dernières élections professionnelles de s'opposer à un accord d'entreprise qu'ils n'auraient dans un délai de huit jours, pourra jouer sur l'aménagement du temps de travail. Le texte de M. Séguin étend les possibilités de dérogation à l'interdiction du travail de muit des femmes, comme dans l'accord de la métallurgie. Mais il pose trois conditions : les salariés concernés devront travailler salariés concernés devront travailler en équipes successives; il devra s'agir de secteurs où se posent des problèmes économiques et socianx; enfin, il fandra à la fois un accord de branche et un accord d'entreprise. Une autre disposition rique également de susciter des oppositions tant de la CFTC que de la CGT: celle sur le travail dominical. Il sera possible de déroger à l'interdiction du travaildu dimanche non-plus, seulement pour des « raiso ns techniment pour des « raiso, ns techni-ques » comme actuellement mais, pour « raisons économiques » ce qui répond à l'attente de secteurs comme les composants électroni ques. Il sera enfin possible de créer, par accord de branches, des cycles - répétitifs - de travail, là aussi

MICHEL NOBLECOURT.

Le général Faurray a déposé

une gerbe dimanche 9 novembre

sur la tombe du général de

Gaulle, au nom du président de

Le landi 9 novembre 1971,

Charles, André, Joseph, Marie

de Gaulle vient de fermer les volets

de sa pente gentilhommière de La Boisserie, à Colomhey-les-

Deux-Eglises. Il est presque 19 heures. En attendant de passer à

la table familiale, il fait une réussite.

Il se plaint d'une brusque douleur dans le dos et s'affaisse dans son fau-

teuil; ses lunettes tombent à terre.

A 19 h 25, son médecin, accoura

avec le curé de Colombey à la

demande de Mue de Gaulle, constate

le décès, dû à une rupture d'ané-

La famille garde secrète la nou-

La concentration dans les médias

Le Parlement renforce le rôle de la CNCL

«Enfin!» Ce cri du cœur est de M. Michel Péricard (RPR, Yvelines) le samedi 8 novembre à l'Assemblée nationale au moment où celle-ci allait adopter le texte du projet limitant la concentration dans les médias écrits et andiovisuels mis au point par la commission mixte pari-taire réunissant députés et sénateurs (RPR et UDF out voté pour, PS et PC contre, le FN s'est

Cette fois, les socialistes hésitent à saisir le Conseil constitutionnel, qui est pourtant le véritable père de ce projet. En jugeant, cet été, que la loi sur la presse écrite ne limitait pas suffisamment les risques de concentration, en portant la même appréciatinn pour l'andinvisuel, il a contraint le gouvernement à prépa-rer un projet spécifique et à jeter les bases d'une législation amiconcentration dans les médias.

La majorité se mit donc au travail mais à contre-cœur. Elle ne le cacha pas, clamant que le Conseil constitutionnel était sorti de son rôle et la contraignait à faire ce qu'elle ne voulait pas : édicter des règles juridiques précises que devra respecter la Commission nationale de la communication et des libertés lorsqu'elle choisira l'acheteur de TF 1 et larsqu'elle attribuera le droit d'émettre sur les écrans de télévision (pour la «5» et pour la sixième chaîne notamment) et dans les postes de radio.

Heureusement pour la majorité, le droit permet bien des arrangements. Ses spécialistes réussirent à bâtir un texte qui, dans son applica-tion, n'empêche pas la constitution de grands groupes multimédias français sonhaitée par M. Léotard pour faire face à la concurrence étran-

Ainsi disparaît, dans une hautaine discrétion — le général a refusé les obsèques nationales, — l'homme qui

le 18 juin 1940 était entré dans l'his

toire de la France et dn monde. Il

avait quitté le pouvoir le 28 avril 1969, dès que furent connus les résultats délavorables du référen-

dum du 27. Il se préparait à répon-dre à une invitation de Mao Zedong, tout en poursuivant la rédaction de

Matinée du 10 novembre

Calme et irrégulier

évolué de façon très irrégulière. La

tendance a néanmoins été plutôt soutenne. En légère avance à

Valeurs françaises

Premier

Pen d'affaires lundi matin durant la session préliminaire. Les cours ont

BOURSE DE PARIS

Il y a quinze ans

La mort de Charles de Gaulle

heure plus tard.

abstenn). M. François Léotard ne devait pas en penser moins. Depuis que, à peine nommé ministre de la culture et de la communication, il a ministre de la culture et de la comm entrepris de réformer le statut juridique de la presse, de la radio et de la télévision pour lui «insuffler» son libéralisme, les obstacles n'out pas manqué sur son chemin. Aujourd'hui, il voit le bout du tunnel.

gère. Effectivement, la loi qui va être adoptée définitivement mer-credi n'empêche aucun des candidats à la reprise de TF 1, de la «5» ou de la sixième chaîne de postuler encore, que ce soit le groupe Her-sant, Hachette, Havas, même s'il devrait interdire à M. Hersant de

Le rôle des barristes

continuer à racheter des quotidiens.

Seulement, il est des libéraux pour qui libéralismen ne veut pas dire laisser faire, surtout en matière d'information. Les barristes sont de ceux-là. Mais ils pensent ce n'est pas à la loi de fixer de strictes limites à la convention, mais à une commission indépendante de réagir au cas par cas et de bâtir progressivement une jurisprudence.

M. Léotard n'était pas en mesure de s'opposer aux barristes. La majo-rité, en première lecture au Palais-Banrbon (le Monde des 11 et 12 octobre), a donc rajouté une série de dispositions permettant à la CNCL de tenir compte de l'état du marché publicitaire, des positions détenues dans la presse écrite, du rôle joné dans les régies publicitaires, des risques de monopole locaux dans l'information, etc., avant de choisir les sociétés privés

qui auront le droit de posséder une chaîne de télévision.

An total, un curienz mécanion juridique est ainsi monté qui, en fait comprend deux lois comme l'a recomm M. Péricard. Au premier niveau, des règles strictes que la CNCL devra suivre sans possibilité d'interprétation, et cela pour satis-faire le Conseil constitutionnel. Mais les mailles de ce filet sont suf-fisamment larges pour laisser passer tous les poissons qui, actuellement, veulent leur part de la puissance qu'accordera le droit de possédor une chaîne de télévision. Au denxième nivean, na filet anx mailles modulables selon la volonté des membres de la CNCL qui pourront ou non les resserrer. Les amen-dements barristes reviennent, en fait, à leur fonrair les moyens que ne leur accordait pratiquement pas le projet initial de s'opposer à des concentrations qu'ils trouveraient, pour une autre raison dangereuses pour la liberté de l'information et

Le poids de la Commission nationale de la communication et des libertés est ainsi renforcé, alors que sa composition est critiquée, notamment par M. Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône).

plus globalement pour la liberté

THERRY BRÉHER.

Trois élections cantonales

Le PC reprend le siège de La Seyne-sur-Mer

VAR : canton de La Seyne-sur-Mer (2º tour).

Inscr., 26 096; vot., 14 460; suffr. expr., 13 999. MM. Maurice Paul (PC), 7 302 voix, ELU; Charles Scaglia (UDF-PR), 6 697.

[M. Maurice Paul retrouve le siège de conseiller général qu'il avait aban-donné au profit de M. Senglia lors per le Cousell d'Etat en juillet der-nier. M. Paul, qui recucille 52,16 % des suffrages, a bénéficié d'un bon report des voix, qui s'étaient portées sur les caudidan socialistes et divers gauche au premier tour. La remobili-sation électurale, semille per remocrigauche au premier tour. Le remobili-nation électorale, sensible par rapport à dimanche dornier (44,58% d'absteu-tion coutre 57,87%), a bénéficié à M. Scaglia, qui, avec 47,83% des suf-frages, sméliore de près de 3 points le score réalisé par les candidats de droite au premier tour.]

Inscr., 2 904; vot., 1 846; suffr. expr., 1 832. Mac Simone Nouhant (sout. RPR), 1054 voix, ELUE: MM. René Fortier (sout. UDF), 539; Guy Raffi (PS, chef du cabinet de M. Henri Nallet au ministère de l'agriculture), 205; Michel

Gourmel (PC), 34.

[Avec 57,53 % des suffrages, Me Nouhant remporte facilement cette élection partielle, organisée à la mite du décès, le 30 septembre duraix, de sou mari, Gézard Nouhant, consoiller général (CNIP) depuis 1972. Lors du renouvellement de 1982, ce demier l'emportait dès le premier tour, avec 1893 voix contre 229 voix à M. Gourmel, sur 2 122 suffrages exprimés. 2 122 suffrages exprimés, 2 192 votants et 2 927 électeurs ins-

Inscr., 11 825; vot., 4 423; suffr. expr., 4 328. MM Jean-Claude Agisson (UDF), adj. au maira de La Rochette, 1 321 voix; Jean Maltel (RPR), maire de Melun, 1 181; Jacques Laplace (PS), 901; Michel Blanchard (PC), 256; Jean-François Robinet (div. d.), 243; Roger Quinton (RPR-diss.), 216: Jacques Janot (div. d.), 210. Il y a ballottage.

Une abstention record (63,39 %) a caractérisé ce acratia, organisé à la suite du décès, en août dernier, de René Tabourot, conseiller général

(UDE-CDS) de Melan-Sad depais 1979. Seni M. Agisson dépasse le seuil des 10 % des électeurs inscrits permetant de figurer au denrième tour. M. Maltel, arrivé en denrième position avec 9,98 % des inscrits, est autorisé à se maintenir. En tête à l'issue du premier tour avec 30,52 %

l'issue du premier tour avec 30,52 % des suffrages, M. Agisson n'est pour-tant pas assuré de son élection su deuxième tour. En effet, M. Multel, qui requeille 27,28 % des voix, aprimi, bénéficier d'un meilleur report des voix des électeurs qui re sont portées sur les autres candidats de droîte, dans ce centon tuillé sur mesure pour son prédécesseur (RPR) à la mairie de Melun, Marc Jacquet, décèdé.

de Melun, Marc Jacquet, décède.

An premier tour des élections de neurs 1985, les résultats étaient len suivants : inser, 11 905; vot., 6 969; suffr. expr., 6 785. MM. Tabouret, 2 414; Bodin (PS), 1 340; Morizur (UDF-PR), 958; Lefort (FN), 846; Lebailly (RPR), 747; Blanchard (PC), 397; de Basscher (div. d.), 83. An deuxième tour, René Tabourur Parsitiemporté avec 4 682 suffrages contre 1 832 à M. Bodin, sur 6 514 suffrages exprinsés, 6 754 votants et 11 507 électeurs inscrits.]

A Beyrouth

L'Organisation de la justice révolutionnaire amonce la libération Potages français dans les 48 heures

Beyrouth (AFP). - L'Organisa-tion de la justice révolutionnaire (OJR) a summe de l'undi matin la libération, dans les prochaines quarante huit houres, de - certains » des trois otages français qu'elle

Dans un communiqué parvenn à une agence de presse occidentale à Beyrouth, l'OJR affirme avoir pris cette imitative « pour prouver su boune foi et inciter les peuples euro-péens à faire pression sur laurs gouvernements >

Cette organisation détient actuellement deux membres de l'équipe d'Antenne 2, MM. Aurel Cornes (54 ans) et Jean-Louis Normandin (35 ans), enlevés le 8 mars près de la cité sportive, à Beyrouth-Ouest, et M. Marcel Condari (54 ans), dispara au Liban en février dernier et dont le rapt a été revendiqué le

24 septembre L'OJR précise que ces libérations interviencent après - les promesses du gouvernement français concernau nos exigences, qu'il connott bien et qui out été discutées précé-demnent avec les Algériens ». Elles font suite également à « l'intervention française auprès du président (syrien) M. Hafez el Assad, à ses efforts ainsi qu'à ceux entrepris par d'autres (personnes) sincères », indique le communiqué.

- Nous demandons à tous les Nous demandons à tous les pays européens, notamment au gouvernement français, d'abandonner leurs projets colordalistus dans la région, en particulier au Liban, et de mettre fin aux pressions sur notre peuple et mos combattants », ajoute le communiqué.

Carlo Service

g = -: ·

42.5

great form

- 7 /

St. Water .

ALL WINE

78.

2

* 5.

St. March

Mary ...

Same of the

. J=-

A House Land

1124.5 A . . .

Section 1

C 2 12

7-3-4- 1

- ty

L'OJR indique que « par cette çais, elle attend de l'opinion publi-que mondiale une attitude coura-gense et responsable face aux malheurs de notre peuple et à l'agression dont il pourrait faire

Nous nous engageons à pour-suivre la lutte armée pour libérer les fils de notre nation et expuiser les colonialistes de notre pays. indique enlis le communiqué.

L'OJR avait libéré le 21 juin les journalistes Philippe Rochot et Georges Hansen à Beyrouth-Ouest. et ces derniers avaient regagné Paris on passant par Dames. Quatre autres otages français sont

détenus par le Djihad islamique : les diplomates Marcel Fontaine et Marcel Carton, enlevés le 22 mars 1985, le journaliste Jean-Paul Kauffmann et le sociologue Michel Seurat, kid-nappés le 22 mai 1985. L'exécution de M. Seurat a été annoncée le 5 mars 1986, mais son corps u'a pas été retronvé. Un octagénaire, M. Camille Sontag, a été culevé le 5 mai 1986, et son rapt a été revendiqué par « les Forces unifiées de la justice », saus que cette organisation ca donne la preuve.

Fouverture (+ 0,2 %), Findicateur instantané progressait de 0,32 % à la clôture. Hausse de Sanoti (+ 3 %), SEB (+ 2,2 %), Perrier (+ 2 %). Recul de Prouvost (- 7 %), UCB (- 2,5 %), Ecco (- 1,5 %), Europe n° 1 (- 1,2 %). CRÉATEURS D'ENTREPRISES

Le Monde Infos-Spectacles

sur Minitel

36-15 + ISLM

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS Réception et réexpédition du courrier ermanence téléphonique/permanence télex

LA SNCF COMMUNIQUE:

Les samedis 15 et 22, les dimanches 16 et 23 novembre 1986. de 5 h 45 à 22 h, afin de permettre la réalisation d'importants travaux liés à la création de la future liaison Vallée-de-Montmorency - Invalides, la circulation ferroviaire sera interrompue, dans les deux sens, entre les gares de Boulevard-Victor et des Invalides (ligne

Un service d'autobus desservant Javel. Champ-de-Mars et Pont-de-l'Alma sera mis en place entre les deux gares.

Il est toutefois conseillé aux voyageurs au départ des gares parisiennes d'utiliser de préférence les services RATP (autobus ou métro) pour rejoindre directement les gares :

- des Invalides, s'ils se dirigent vers la banlieue sud-ouest:

- de Boulevard Victor, s'ils se dirigent vers la banlieue ouest.

La SNCF prie sa clientèle de bien vouloir l'excuser pour les dérangements occasionnés par ces travaux.

GEICA/42-96-41-12 56bis, rue du Louvre, 75002 Paris

ORNE : canton de La Ferté-Fresnel (1" tour).

Gourmel (PC), 34.

SEINE-ET-MARNE : canton de Meiun-Sud (1" tour).

ABCDEFG

EN BREF

• CAMBODGE : présence de 57 000 civils vietnamiena. — Il y a moins de 60 000 civils vietnamiens installés actuellement au Cambodge, et les accusations de « colonisation » du pays par le Vietnam portées par la résistance kirmère sont dénuées de tout fondement, a déclaré, dimanche 8 novembre, le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen.

 Jusqu'à présent, 57 000 Viet-namiens, qui étaient établis au Cambodge avant 1970 sont revenus a'installer légalement dans le pays », a-t-à indiqué. M. Hun Sen a reconnu l'existence d'un sentiment antivietnamien permi la population, mais a estimé que « c'est un problème que nous pourrons résoudre, car les Viat-namiens sont présents au Cambodge depuis des siècles ». - (AFP.)

e VIETNAM : les réfugiés victimes des pirates. — Les pirates qui sévissent en mer de Chine ont tué au moins 388 réfugiés de la mer vietnamiens ces quatre demières années et ont commis 735 viols, a affirmé, samedi 8 novembre, Mª Toscani, représentante du bureau de Kuale-Lumper du Heut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés. En outre, 588 Vietnamiens ont été enlevés par ces pirates, qui ont attaqué au total 1897 bateaux au cours de la même période, a-t-elle sjouté. - (AFP.)

· NICARAGUA: cinq morts tuées au cours de l'attaque d'une canpérativa agricole, samadi 8 novembre, per des « contras », à une centaine de kilomètres au nordest de Managua, a annoncé diman-che 8 novembre le ministère de la défense. Sept autres personnes ont été blessées. Ce coup de main fait suite à une embuscade tendue vendradi, dans la même région, par des rebelles qui avaient alors tué quatre civils. - (Reuter.)

Le numéro du « Monde » daté 9-10 novembre 1986 a été tiré à 447 012 exemplaires

Où trouver le Glenturret? Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fon-dee en 1775). Aujourd bui on peut le découvrir chez que lques rares spécialistes, passionnes de vieux whiskies, par exemple 21, placede la Madeleine, Paris8.

